Euzko Deya

LA VOZ DE EUZKADI · LA VOIX DES BASQUES

XVIII[e] année — Num. 359 — Paris, 1[er] Mai 1953 — 50, Rue Singer (XVI)

Quand le totalitarisme se travestissait en démocratie chrétienne

Au bout de sept ans, la justice franquiste ressuscite les incidents de Vitoria à l'occasion du Congrès de Pax Romana et punit les démocrates basques qui dénoncèrent la farce de 1946

En 1946, l'Espagne franquiste tenta de prendre la couverture d'une démocratie chréienne, afin de se mettre à la page.

Un des éléments utilisés pour ce déguisement était M. Ruiz Jiménez, qui a vu plus tard ses bons offices récompensés par sa nomination au poste d'ambassadeur de Franco au Vatican, et il est actuellement ministre de l'Education Nationale ; mais, en 1946, il n'était qu'un crypto-franquiste dissimulé sous les espèces de président de « Pax Romana ».

Cete organisation catholique de caractère international allait se réunir en Espagne, et sa session devait coïncider avec le IV[e] centenaire de la mort du Père Vitoria, dominicain basque (il était né à Vitoria) qui jeta les assises du droit des gens.

Le franquisme vit là une excellente occasion de propagande, mais les manœuvres de M. Ruiz-Jiménez furent dénoncées et réprouvées par le Conseil exécutif de cette organisation internationale, qui adressa à son président une lettre dont nous détachons ces passages :

« Dr. D. J. Ruiz Jiménez,
Président de « Pax Romana ».

« Monsieur le Président et cher ami,

« Le Bureau Exécutif de « Pax Romana », réuni en session à Fribourg, regrette de vous faire conaître que le programme préparé par le Comité d'organisation du XIX[e] Congrès n'est pas conforme aux décisions prises par le Bureau Exécutif lors de sa réunion du 26 au 30 août 1945, à Londres...

« ... Vous prévoyez, d'une part, une réunion à Salamanque, où sera célébré le CD[e] anniversaire de la mort de Vitoria et, d'autre part, des réunions beaucoup plus importantes qui auront lieu à Madrid-Escurial. Cette seconde partie est en contradiction formelle avec les résolutions prises à Londres.

« En outre, les nouvelles nombreuses et précises reçues par les membres du Bureau Exécutif confirment encore nos craintes. Le Congrès, tel qu'on l'a pensé, sera, pour de nombreux intellectuels catholiques, et à plus forte raison pour la presse des divers pays, une manifestation malheureuse de l'union des catholiques d'Espagne avec le régime politique de ce pays.

« ... Le Bureau Exécutif avait également décidé que les représentants de « Pax Romana » ne pourraient faire de voyages officiels que sur l'invitation officielle des Fédérations. Nous regrettons d'avoir à vous faire part du mécontentement provoqué dans les milieux nord-américains par votre voyage en automne dernier. Ce voyage, en effet, revêtait aux yeux de certaines personnes un caractère purement politique.

« Dans ces conditions, nous nous voyons obligés de vous prier de renoncer complètement aux journées de Madrid et de limiter le XIX[e] Congrès de «Pax Romana » aux seules journées commémoratives du IV[e] Centenaire de la mort de Vitoria dans les milieux universitaires.

« Si vous ne vous y décidez pas, les membres du Bureau Exécutif de « Pax Romana » se verraient dans l'impossibilité de prendre part au Congrès d'Espagne, indépendamment des difficultés qui rendent notre voyage fort difficile. Nous nous verrions obligés également de communiquer notre décision à toutes les Fédérations.

« Nous estimons également de notre devoir de vous faire savoir qu'après des discussions mûrement réfléchies, les membres du Bureau croient nécessaire d'informer le Vatican de la gravité du problème du futur Congrès d'Espagne. »

***

Le Congrès de « Pax Romana » se borna finalement aux cérémonies de Salamanque et à quelques excursions touristiques, mais la propagande s'étendit à Vitoria sous prétexte d'une visite à la ville natale du philosophe basque.

Même limité à Salamanque, le Congrès fut utilisé par le franquisme pour se présenter comme une démocratie chrétienne, après avoir donné l'ordre à la Phalange de se camoufler discrètement. Le professeur Tovar, dans une récente conférence à la Garde de Franco, a rappelé ces temps où l'appréhension des conséquences que l'on attendait de la défaite de l'Axe ne laissaient pas dormir le général Franco. Voici ses mots :

« Nous avons traversé l'époque des définitions changeantes, où l'on nous donnait chaque jour une définition différente dans le but de nous faire paraître tous gris, dans cette nuit politique. Nous, phalangistes, nous nous en souvenons fort bien — nous dûmes dissimuler, nous taire, nous camoufler. Je me souviens, par exemple, du passage d'un Congrès de « Pax Romana » à Salamanque, en 1946. Devant ces catholiques belges ou brésiliens, ou de je ne sais où, qui venaient tout imbus de démocratie (les délégués italiens venaient avec leurs illusions du lendemain de la chute du fascisme), nous dûmes nous présenter sous les aspects de ne je ne sais quel genre de démocrates. Il en résultait que les chœurs de la Section féminine de la Phalange étaient les Chœurs de je ne sais quelle organisation mystérieuse. En un mot, tout ce que l'on demandait alors à la Phalange c'était de nous taire et, en tout cas, de danser, comme si tout ce que devait faire la Phalange dans le monde était de danser pour la distraction d'auditoires plus ou moins démocratiques et plus ou moins chrétiens. »

Et tout se passa fort bien à Salamanque.

Mais, dans la ville de Vitoria, la farce franquiste rencontra la réaction des démocrates basques indignés de voir le franquisme se réclamer de leur compatriote, dont les doctrines étaient précisément reniées par le régime. Pour que les congressistes étrangers puissent reconnaître les leurs dans ce carnaval organisé sous prétexte de « Pax Romana » et du Père Vitoria, les authentiques démocrates basques qu'étaient les Basques passèrent à l'action.

***

Le 19 juin 1946, les autorités franquistes d'Alava invitaient les congressistes de « Pax Romana », de passage à Vitoria, à déposer des fleurs au pied du monument de Fray Francisco, qui s'élevait au fond de l'avenue du même nom, à Vitoria. Les arbres de l'avenue, les murs et le monument lui-même apparurent, dans la matinée de ce jour-là, couverts de vignettes et de drapeaux basques. Sur ces vignettes on pouvait lire : « Il n'y a plus de guerre. Les soldats chez eux », « Liberté pour les détenus politiques », « Que l'on ouvre les frontières aux émigrés », « A bas les camps de concentration et de travail forcé ». Une inscription avait été peinte sur le monument : « Gora Euzkadi ! » (Vive le Pays Basque !).

Les autorités ayant été avisées, elles mobilisèrent gardes et pompiers pour enlever ces inscriptions avant le défilé des congressistes. Dans l'autocar où voyageaient les hôtes étrangers des tracts avaient été déposés, souhaitant à ceux-ci la bienvenue en terre basque et leur expliquant le véritable caractère de la figure du Père Vitoria ainsi que de sa doctrine ; figure et doctrine qui sont fort loin des opinions phalangistes. « Si le Père Vitoria vivait encore, il serait en exil », affirmaient ces tracts.

La police, aussitôt mise en place, pratiqua de nombreuses arrestations. Les autorités de Franco ne pouvaient permettre cette ingérence des démocrates basques dans des manifestations organisées par elles. Les papillons ramassés et les menaces policières servirent de base à un procès. Le gouverneur exagéra l'incident à son profit afin de donner à Madrid l'impression qu'il était capable de couper court à toute tentative de subversion. Une sanction administrative ne suffisait pas à ce gouverneur. Il lui fallait un exemple, afin que nul ne puisse dire qu'il y avait à Vitoria une opposition au régime. L'affaire passa à la juridiction militaire. Les détenus, dix-sept habitants de la ville, demeurèrent *un an et demi en prison préventive*, jusqu'à ce que la juridiction militaire se dessaisît de l'affaire et que le dossier fût renvoyé, faute d'éléments valables, aux tribunaux civils.

Le fait d'apposer des affiches contenant des revendications raisonnables n'était point un délit suffisant pour satisfaire le gouverneur. Il fallait inventer quelque chose de plus sérieux. Il fallait parler de complot. Ce complot fut imaginé, et il en résulta que les nationalistes basques de Vitoria, « parmi lesquels des officiers de l'armée " rouge " » (anciens officiers de l'Armée basque), avaient préparé, depuis 1944, une organisation clandestine dont l'objet, selon le Procureur, était « de prendre en mains l'Ordre Public, le jour où se produirait le changement de régime qu'ils attendaient (les inculpés) quand se terminerait la guerre mondiale ».

Le réquisitoire constitue un certificat de civisme pour les seize inculpés. Le maintien de cette accusation était donc comique. L'instruction traînant en longueur, nul ne s'en souvenait plus. Les pièces à conviction avaient été égarées. Ni le tribunal, ni le gouverneur ne semblaient désirer que le procès se terminât sur un jugement. Mais survint la grève de 1951, que Vitoria a secondée avec la même ferveur sereine que les autres villes basques. Le gouverneur enragea de nouveau et il tissa un nouveau complot, beaucoup plus grave, une conspiration soutenue avec de l'argent venu de l'étranger. Durant cette grève, selon les autorités de Franco, Vitoria fut gouvernée pendant deux jours non par les représentants du régime, mais par les agents du gouvernement exilé d'Euzkadi. Cette fois, l'exemple s'imposait. On monta un nouveau procès et l'on exhuma celui de 1946.

Nous avons parlé de cette grève à nos lecteurs, il n'y a pas bien longtemps. Nous devrons y revenir prochainement.

Le dossier relatif aux manifestations pour les fêtes du Père Vitoria sortit des archives, et la procédure suivit son cours. Quatre des inculpés de 1946 ont été également inquiétés en 1951.

Enfin, après plusieurs renvois, cette affaire passait devant le tribunal le 23 mars 1953. L'un des seize accusés était absent et le tribunal ordonna son arrestation et renvoya l'affaire à une date indéterminée. Les accusés, mis en liberté provisoire, rentrèrent librement chez eux. Trois jours après, ils étaient appréhendés. Le gouverneur civil s'étant rendu à Madrid avait obtenu du Procureur général près la Cour de Cassation et des ministres phalangistes du gouvernement de Franco, que le tribunal de Vitoria signe un mandat d'arrêt contre les accusés qui s'étaient présentés correctement et ponctuellement pour être jugés. La fureur du gouverneur était telle que le procureur demanda l'incarcération sans condition de ces quinze accusés. Le tribunal, moins exigeant, en mit quelques-uns en prison et remit les autres en liberté sous caution ou pour motifs de maladie.

Le 20 avril 1953, l'affaire est revenue devant le tribunal. Etaient présents à l'audience les Consuls des Etats-Unis et d'Angleterre à Bilbao, ainsi que des personnalités d'autres pays. Autre motif de mécontentement pour le gouverneur, qui mobilisa toute sa police et fit entrer la « Garde de Franco » dans la salle d'audiences, avec mission de « surveiller les observateurs ».

⁂

La Cour d'Appel de Vitoria a rendu son jugement, le 25 avril 1953, dans l'affaire où étaient impliquées quinze personnes, inculpées de prétendus délits, remontant à 1946, et pour certaines d'entre elles, de l'avis du Procureur, à 1944, avant la fin de la guerre mondiale.

Voici les condamnations infligées :

— José-Miguel Sarasola : quatre ans, deux mois et un jour de prison, dix ans et un jour de privation de droits civiques et deux amendes de mille et dix mille pesetas ;

— Ramon-Salvador Azpiazu : quatre ans de prison, huit ans et un jour de privation de droits civiques, et deux amendes de mille et dix mille pesetas ;

— Eugenio Ruiz-Beiztegui, Carlos Carrion, Blas Quintana et Francisco-Javier-Ignacio Olano : quatre mois et un jour d'emprisonnement et une amende de dix mille pesetas ;

— Manuel Pagalday, Prudencio Eizaguirre et Martin Cortazar : deux mois et un jour d'emprisonnement, et une amende de dix mille pesetas.

Pour le délit de propagande illégale, Francisco-Javier-Ignacio Olano est condamné à quatre ans de prison et à une amende de dix mille pesetas ; Blas Quintana à quatre ans, deux mois et un jour d'emprisonnement et à une amende de dix mille pesetas; Félix Fernandez de Romarategui, deux ans et six mois de prison et une amende de dix mille pesetas ; Martin Cortazar, Manuel Garcia de Andoin et Eugenio Saez-Lanas, deux ans d'emprisonement et une amende de dix mille pesetas.

Sont acquittés, dans cette affaire : Julian Aguirre, Pablo Olabarria et Luis Fernandez de Troconiz.

Il sera tenu compte, dans l'application des peines, du temps passé par les intéressés en détention préventive pour les délits dont ils étaient inculpés. Ainsi, les acucsés Beiztegui et Pagalday doivent être remis en liberté, ainsi que les trois acquittés. Pour le paiement des amendes, il est imparti un délai de quinze jours, faute de quoi les condamnés seront l'objet d'une contrainte par corps d'un jour par cinquante pesetas non acquittées, sans que cette peine accessoire puisse dépasser six mois.

Azpiazu, Pagalday, Eizaguirre, Cortazar, Garcia de Andoin, Saez-Lanas et Fernandez de Romarategui, bénéficient des amnisties de 1947 et 1949, invoquées par le Procureur, et leur dossier est transmis à ce dernier pour l'application du décret du 1er mai 1952.

La Cour, estimant excessive la peine infligée à Blas Quintana, conformément aux dispositions de la loi, fait appel au gouvernement pour que cette sanction soit réduite.

De l'examen de ce jugement, il résulte que les autorités judiciaires de Vitoria, malgré leur prétendue indépendance et leur désir d'équité bien évident, ont dû sacrifier une partie de la responsabilité pénale au gouverneur civil de l'Alava, au Procureur général près la Cour de Cassation et aux ministres phalangistes du gouvernement du général Franco.

Quatre des accusés ont été condamnés à des peines de plus de quatre ans. Trois d'entre eux vont purger leur peine intégralement. Tous quatre ont été condamnés non pour les faits ayant provoqué ce procès, mais pour avoir été volontaires de l'Armée basque durant la guerre civile.

José-Miguel Sarasola avait été précédemment condamné à mort pour avoir été commandant de l'Armée basque. Ramon Azpiazu, commandant du Génie, a été condamné parce qu'il avait exercé cette fonction. Blas Quintana avait également été puni de trente ans de réclusion (en 1937) parce qu'il avait été lieutenant dans l'Armée basque, et Javier Olano s'était vu infliger quinze ans de bagne parce qu'li avait été volontaire dans l'Armée d'Euzkadi. Leur participation pénale dans l'affaire de Vitoria est très inégale, mais la Cour de Vitoria, servant les desseins gouvernementaux, a pris en considération, pour son jugement, la participation de ces quatre citoyens dans l'Armée basque, du temps où l'Euzkadi devait se défendre contre l'agression fasciste.

Le droit de libre détermination des peuples

Au cours de la session de l'Union Interparlementaire, qui vient de se tenir à Monaco, un des sujets ayant fait l'objet des débats a été le droit des peuples à leur libre détermination. M. Valera, qui représentait le groupe interparlementaire républicain espagnol, a abordé cette question en prenant pour base l'histoire de l'Espagne, avec ses incidences, et en présentant dans le détail la formule des Statuts, en vertu desquels les peuples basque et catalan avaient plébiscité leurs régimes respectifs d'autonomie.

M. Valera a été désigné pour faire partie de la Commission, et son discours, qui a servi de base à la discussion, sera le point de départ pour les délibérations du Congrès de Washington. Cette thèse est énoncée dans le rapport, qui a été approuvée, et qui affirme le droit des peuples à leur libre détermination, étant entendu que les peuples peuvent renoncer à leur indépendance, mais qu'il ne saurait en être de même de leur droit de libre détermination.

NUEVOS HOGARES

El 18 del mes pasado se celebraron en Toulouse, en la capilla de Sainte-Anne, el matrimonio de M. Charles Oms y María Luisa Echaniz Recondo y el de José Cruz Echaniz Recondo y Annie Feuillerac.

Le général et le cardinal s'entendent mal

Franco parle de la richesse future et Mgr Segura parle de la misère présente

Durant son séjour à Séville, le général Franco a visité cinq églises et a prié devant plusieurs images de la Vierge. Une de ces images est celle de Notre Dame des Rois, dont le trésor récemment pillé était évalué à trois millions de pesetas, mais cet acte sacrilège a été réparé par la concession à la Vierge de la Médaille d'or de la ville, dont le montant sera couvert par une souscription des fonctionnaires municipaux. Franco a vénéré une autre image, celle de Notre Dame de l'Espérance (la Vierge de la *Macarena)* qui, selon la presse, porte encore la ceinture militaire que le général Queipo de Llano avait offert à la Vierge pour la remercier d'avoir protégé sa rébellion de Séville.

Tant de piété de la part du général Franco, qui, d'ailleurs, est entré dans tous les temples sous un dais, n'a pu convaincre l'archevêque de Séville. En effet, le cardinal Segura n'a assisté à aucune cérémonie religieuse ou manifestation publique où il aurait pu rencontrer le Caudillo.

Et ce n'est pas tout...

A l'occasion du séjour du chef de l'Etat, un membre de sa Maison avait obtenu d'un prêtre qu'il se présente tous les jours chez le général Franco afin d'y dire la messe. Le cardinal Segura, à qui l'on prête des sentiments peu profranquistes, l'ayant appris, a fait remarquer qu'il était seul compétent dans son archidiocèse pour autoriser des messes dites dans de telles conditions.

Aussi, le Caudillo ne voulant point demander cette autorisation au cardinal, a décidé que cette messe serait dite par un aumônier militaire qui, par conséquent, ne dépend pas du cardinal.

On commente également que, tandis que le Caudillo parlait aux Sévillans du danger d'être étouffés par toutes les richesses qui les attendent, le cardinal les a entretenus de sa crainte de les voir mourir de la tuberculose dont souffrent tant de gens.

Le général a assuré que les travaux d'irrigation prévus pour plus de 200.000 hectares, créeraient une grande richesse agricole, une importante industrie de transformation et un trafic maritime considérable ; et tout ceci dans de telles proportions que les prix deviendraient ridicules et que les marchés seraient congestionnés si l'on ne prenait pas de précautions. Dans le cas contraire, a-t-il ajouté, « nous mourrons étouffés par notre richesse même ».

Par contre, le cardinal Segura a publié une lettre pastorale concernant les ravages produits par la tuberculose dans les classes laborieuses. Il a mis en valeur la collaboration de l'Eglise à la lutte contre cette plaie, et, parlant de l'extension du mal, il a affirmé que dans son archidiocèse il y avait plus de 25.000 tuberculeux, dont près de 2.000, en moyenne, mouraient chaque année.

Un rapport du Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen

Les forces politiques de toutes tendances sont d'accord pour assurer un régime de transition en Espagne

Au cours de sa dernière réunion, qui s'est tenue à Paris, le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen a approuvé un rapport adressé au Conseil de l'Europe, et à la rédaction duquel ont collaboré divers membres du Conseil, spécialistes des questions politiques, juridiques, culturelles, économiques et militaires. Parmi ces collaborateurs, il en est qui résident à l'intérieur de l'Espagne. Ce rapport a été imprimé et distribué aux dirigeants des organismes européens et aux parlementaires des pays démocartiques.

Le travail du Conseil Fédéral a pour objet de prouver l'impossibilité où se trouve l'Etat espagnol, tel qu'il est constitué actuellement, de faire partie des institutions européennes. Les raisons en sont : le Conseil de l'Europe exige de ses membres une constitution démocratique et a pour but général de garantir la démocratie dans cette partie du monde. Ces principes sont inscrits dans le Statut du Conseil de l'Europe et dans ses accords les plus solennels. Les autres raisons qui s'opposent à l'admission de l'Espagne actuelle dans lesdits organismes continentaux sont basés sur l'esprit qui anime le régime franquiste et sur la structure de ce système autoritaire.

Les collaborateurs du Conseil Fédéral Espagnol ont étudié objectivement les divers aspects de cette question. Ils en ont conclu qu'il n'y avait pas seulement incompatibilité politique entre le régime franquiste et l'Europe démocratique, mais que cette incompatibilité se reflète dans les fondements légaux, de tout ordre, servant de base à ce régime. L'Europe est basée sur la reconnaissance des droits humains et sur leur stricte application. Les lois, que l'on pourrait appeler constitutionnelles du système franquiste, consacrent la négation de ces droits. Tout ce système légal, et le système pénal qui l'accompagne, est fort loin d'être démenti par le « For dse Espagnols », qui, de son côté, reste une déclaration sans importance et inappliquée. Le même critère autoritaire dirige l'enseignement, l'information, la culture en général. La persécution constante et non ralentie, de tout ce qui est basque ou catalan, forme un chapitre de ce rapport qui prouve l'existence d'une politique génocide incompatible avec les principes internationaux. Dans le domaine militaire, le gouvernement franquiste se manifeste anti-européen, sous prétexte de son anti-communisme particulier. Un autre chapitre, consacré à l'économie de l'Etat, révèle une fois de plus ses caractéristiques dictatoriales et met en évidence la contradiction entre le coût de la vie et les salaires.

Le raport est plus qu'une critique négative d'un régime condamnable. La préoccupation du Conseil Fédéral est d'affaiblir une opinion courante qui consiste à accepter la survie du franquisme par crainte de ce qui pourrait venir après lui. Le Conseil ayant prévu cet écueil, lui oppose un programme sur lesquels les membres de cet organisme (républicains, socialistes, catalans et basques) se son mis d'accord, et qui est le suivant :

« Les forces de toutes les tendances politiques de l'Espagne sont d'accord pour assurer :

« 1. — Une transition aussi pacifique que le permettra la politique du dictateur.

« 2. — Un régime transitoire d'autorité assuré par un gouvernement où seraient représentés tous les partis non totalitaires.

« 3. — Le retour progressif à la liberté de la presse, d'association politique et syndicale, de circulation intérieure et extérieure ; la mise en liberté de tous les détenus politique et le retour de tous les émigrés.

« 4. — Des élections libres dès que cette période d'adaptation aura produit ses effets.

« 5. — Le respect absolu des décisions que cette consultation nationale aura recommandées.

« 6. — Le respect des libertés et autonomies des peuples basque et catalan et l'octroi des libertés et autonomies similaires à toute région qui le désirerait. »

Le Parlement de la République espagnole à l'Union Interparlementaire

Au cours des séances interparlementaires de Monaco (où le groupe parlementaire espagnol était représenté par M. le ministre Valera, député), le sujet proposé par le Comité directeur a été largement discuté, à propos de la permanence du Parlement de la République au sein de l'Union interparlementaire. Les représentants de la France, de la Norvège, de la Yougoslavie, de l'Angleterre, des Etats-Unis, de la Turquie et de l'Italie sont intervenus dans le débat; les discours les plus remarqués ont été ceux de M. Moutet, pour la France, et des présidents des Parlements de Norvège et d'Italie.

Sur la proposition du Secrétaire général, M. Boissier, il a été décidé, à l'unanimité, que le Parlement de la République espagnole était membre de droit de l'Union Interparlementaire, et qu'il le demeurerait tant que des élections ne seraient pas célébrées en Espagne, permettant de constituer un nouveau parlement démocratique ; les règles selon lesquelles les réclamations formulées par d'autres parlements ou groupes dans l'exil pourraient être rejetées, ne saurait être opposées au Parlement de la République espagnole.

Le premier Congrès de l'Union Interparlementarie, auquel sera invité le Parlement de la République espagnole, se tiendra à Washington, au mois d'octobre prochain.

Les journées d'études européennes

Organisées par le Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, les Journées d'Etudes Européennes se sont tenues à Paris. La Campagne Européenne de la Jeunesse avait efficacement collaboré à sa préparation. Bien qu'elles aient été consacrées principalement à des étudiants réfugiés, toutes les séances ont été suivies par de nombreuses personnes d'âges divers et de tendances politiques très différentes. Les débats, organisés à la fin de chaque conférence, ont prouvé que l'idée européenne a fait de grands progrès, non seulement parmi les réfugiés, mais encore par-delà les frontières. De jeunes étudiants, venus de l'autre côté des Pyrénées, assistaient également à ces cours.

Les séances d'étude se sont tenues dans les salons des « Amis de la Liberté », à Paris, mis gracieusement à la disposition du Conseil Fédéral Espagnol.

M. le professeur Salvador de Madariaga, président du Conseil Fédéral Espagnol, assisté de quelques membres du comité, a donné une conférence de presse au cours de laquelle il a expliqué les origines, la structure et le but de ce groupement péninsulaire du Mouvement Européen. Il a exposé également la situation actuelle du problème espagnol et son rapport avec les travaux d'organisation européenne. Cette conférence a permis de présenter le rapport adressé par le Conseil Fédéral à l'Assemblée du Conseil de l'Europe, dans lequel sont techniquement étudiés les divers aspects politiques, culturels, juridiques, économiques et militaires de la situation espagnole. La conclusion de ce rapport, auquel ont collaboré des techniciens de l'intérieur et de l'extérieur de l'Espagne, démontre que le seul obstacle à l'intégration de l'Etat espagnol à l'Europe en formation réside dans la permanence du régime franquiste.

Au cours de ces Journées, d'autres aspects du problème ont été étudiés, et leur exposé a été fait par des orateurs connus. M. Gironella, secrétaire du Conseil Fédéral Espagnol, a expliqué l'organisation européenne ainsi que le caractère et le but des diverses institutions créées ou à créer. M. Ansaldo a fait un récit de la vocation européenne de l'Espagne, interrompue et contrariée par le gouvernement actuel. M. Rodolfo Llopis, ancien chef du gouvernement républicain, dans un bref aperçu historique des débuts du XIX[e] siècle, a étudié les problèmes sociaux de l'Espagne et les perspectives qui lui sont offertes dans la vie internationale et européenne.

M. José Carner, poète et diplomate, a fait une conférence pleine d'érudition et d'esprit sur la psychologie des peuples péninsulaires et sur la garantie de liberté que peut leur offrir leur admission dans une formation européenne. Enfin, M. José-Antonio de Aguirre, président du gouvernement d'Euzkadi, a parlé de la tolérance en tant que base de toute fédération et de la nécessité, pour un fédéralisme européen, de trouver dans le cadre de chaque Etat, un fédéralisme interne qui, dans le cas péninsulaire, assure toutes les libertés, et, notamment, les libertés nationales des peuples qui composent le pays.

Le cycle de conférences s'est terminé sur une causerie de M. Madariaga, intéressante et documentée, comme le conférencier en a le don, sur les caractéristiques européennes et sur la nécessité de soutenir la formation de tout ce qui donnera forme et substance et assurera à tous les peuples une longue ère de prospérité.

Tous les conférenciers et les nombreux auditeurs qui sont intervenus dans les débats, ont souligné, non seulement à l'unanimité mais avec enthousiasme, l'idée que le régime politique qui succédera à celui du général Franco devra représenter largement, dans sa structure juridique, la diversité des peuples péninsulaires et leur reconnaître assez d'autonomie pour développer leur personnalité et leur destinée historique.

Une importante réunion publique s'est tenue dans la salle des congrès de la C.G.T.-F.O. A cette réunion ont pris la parole : M. Jaquet, député socialiste français et membre de l'Assemblée de Strasbourg, qui a fait un résumé historique et politique des organismes de la nouvelle Europe ; M. Henri Frenay, ancien ministre et président de l'Union Européenne des Fédéralistes, a prononcé une allocution pleine de sympathie à l'égard des démocrates espagnols. Il a parlé de la guerre civile espagnole, début de la lutte internationale actuelle, faisant allusion à la fraternité d'armes dans la Résistance française ; il a conclu en assurant que la lutte continue pour le même idéal de 1936, aujourd'hui concrétisé par l'Europe en formation. M. Karila, secrétaire du Congrès européen de la Jeunesse, a fait une chaleureuse dissertation sur le soutien unanime apporté par les jeunes européens aux démocrates antifranquistes, et il a déclaré que si l'Espagne avait besoin de l'Europe, l'Europe avait aussi besoin d'une Espagne libre.

Tous les orateurs ont vivement attaqué le régime franquiste, danger évident pour l'Europe, et ils ont censuré l'attitude des puissances démocratiques qui n'ont pas su collaborer pour rendre la liberté à la Péninsule ibérique. M. Madariaga a résumé ces discours en français, puis en espagnol il a défini la liberté en tant qu'élément nécessaire à la vie collective et comme but de l'Europe future.

Les membres du Conseil Fédéral Espagnol du Mouvement Européen, accompagnés de diverses personnalités, ont offert un banquet à leur président, le professeur Madariaga. M. Jésus-Maria de Leizaola était chargé de lui adresser un compliment, auquel M. Madariaga a répondu en termes émus.

Mort d'un savant espagnol persécuté par le franquisme

M. Enrique Moles, ancien professeur de chimie inorganique de l'Université de Madrid, considéré comme l'une des personnes les plus compétentes en science atomique, veint de mourir à Madrid, à l'âge de soixante-neuf ans.

M. Moles, chercheur de renommée internationale, avait travaillé au service de la République durant la guerre civile, et il avait émigré en France. A son retour en Espagne, il avait été emprisonné.

L'importance d'un discours « important »

Pour ne pas froisser la susceptibilité des Américains ou celle des Russes

Le bulletin du « Bureau d'information diplomatique », édité, à Madrid, par le ministère des Affaires étrangères, fait un compte rendu de la réception du général Franco à la Capitainerie générale de Séville. Dans ce compte rendu, le bulletin souligne que le Caudillo a été reçu chaleureusement par les hauts fonctionnaries et officiers, et salué par le capitaine général, au nom de la garnison. Pourtant, il n'y eut point de discours.

Toutefois, le général Franco a fait le sien, puisque la presse nous l'affirme; discours que les journaux ont qualifié d'*important*, sans qu'aucun d'entre eux ne nous dise en quoi il consistait.

Il est curieux de noter que la Radio a été plus loquace puisqu'elle a donné le texte de ce discours, qualifié officiellement d'important, le lendemain, par les journaux. Il semble pourtant que cette importance était bien relative, puisqu'ils n'en ont point cité un seul passage.

Voici, en substance, et en résumant la version de la Radio, ce que comportait ce discours :

« A présent, on parle beaucoup d'apaisement, mais nous devons veiller les armes. Car l'agression doit venir, et l'on sait bien d'où. Qaund le loup montrera le bout de l'oreille, on nous offrira au centuple tout ce que l'on nous marchande maintenant. »

On ignore si, en coupant, par la suite, la diffusion de ce discours, on a voulu respecter la susceptibilité des Américains ou celle des Russes, ou les deux tout à la fois, car il semble que l'on ait pris bonne note du changement d'attitude de Radio-Moscou à l'égard du franquisme. Il se peut aussi que le général Franco ait craint les répercussions de son discours, au souvenir de ceux prononcés devant la garnison de Séville, et qui n'ont été que des bravades dont les effets ont été contraires.

Le 17 avril 1939, le général Franco disait, devant les officiers supérieurs et subalternes de Séville :

« Nous avons eu un million d'hommes sous les armes. Je vous assure que ce million d'hommes, que cette Armée espagnole que cette glorieuse jeunesse pèse aujourd'hui sur le monde comme s'ils étaient cinq millions, car ce sont des soldats d'Espagne. »

Le 14 février 1942, il affirmait, devant les cadres de cette garnison :

« En ces moments de lutte entre les peuples du monde entier, nous voyons que l'on veut détruire la forteresse (l'Allemagne) et l'on offre l'Europe comme proie éventuelle au communisme. Nous ne craignons point que cela se produise ; nous sommes bien convaincus qu'il n'en sera rien. Mais, si elle était en danger, si la route de Berlin était ouverte, ce ne serait pas une division de volontaires espagnols qui s'y rendrait, mais c'est un million d'Espagnols qui s'offriraient à y aller. »

QUAND LES DICTATURES RÉHABILITENT LES « ASSASSINS »

Le cadavre de Staline était encore chaud que ses successeurs s'empressaient de remettre en liberté ceux que l'on avait qualifié récemment d'« assassins en blouse blanche ». On s'empressa également de mettre sous les verrous ceux que l'on avait honoré officiellement pour le civisme de leurs accusations contre les médecins innocents. Ainsi, dans un Etat de cent quatre-vingts millions d'individus, la vérité et la justice, la liberté et la vie ne dépendaient-elles que d'un seul homme ?

Ce péché mignon ne saurait être reproché aux régimes démocratiques par les adorateurs de ce qu'ils appellent eux-mêmes un Etat fort. Car la démocratie, malgré tous ses défauts — toujours moins nombreux que ses détracteurs veulent le dire — ne nous offre point de spectacle aussi lamentable.

Voilà où mènent le parti unique, la presse unique, le syndicat unique et tous les caractères particuliers du totalitarisme. « Tout dans le cadre de l'Etat », et, finalement, tout l'Etat en un homme qui, par la terreur de ses méthodes et par le servilisme de ses collaborateurs, fait la pluie et le beau temps, élève le mensonge au rang de raison d'Etat et transforme les tribunaux en machines à éliminer les gêneurs.

Il est bien difficile de trouver une autre explication au revirement théâtral et soudain de Moscou dans l'affaire des « assassins en blouse blanche ». La décision du maréchal Beria, qui a été, d'ailleurs un collaborateur intime de Staline en tant que chef suprême de la Police, se lie à d'autres décisions tout aussi inattendues, dont l'ensemble forme la page d'*errata* qui termine un livre tristement historique : trente ans de dictature personnelle. Mais avant de clore cet ouvrage sur cette rectification, il a fallu aussi fermer le cercueil du dictateur.

☘

Le général Franco est encore à mi-chemin. Proclamé Chef de l'Etat il n'y a que dixsept ans — par des généraux dont la moitié a disparu et l'autre moitié est, aujourd'hui, contre la prolongation indéfinie du régime — le général Franco est également un dictateur. Mais, un jour le dictateur espagnol ira rejoindre les ombres de ses défunts collaborateurs : les généraux Sanjurjo, Mola, Cabanellas, Queipo de Llano, Orgaz, Varela, Yagüe, et combien d'autres... Il disparaîtra à son tour.

Quel revirement à la moscovite préparent les successeur du dictateur actuel ? Le « Conseil de Régence » — une mitre, une épée et une toge — a-t-il prévu cette conjecture ? Il n'y aurait, dans ce cas, qu'à imiter Moscou, où la « Pravda » a rappelé, après la mort de Staline. que l'URSS avait une Constitution et que cette Constitution avait un article 126.

« Cet article — a dit la « Pravda » — assure les citoyens de l'inviolabilité des personnes. Personne ne peut être arrêté sans une décision du tribunal ou l'approbation du procureur général. Désormais, personne ne sera autorisé à violer la légalité soviétique. Chaque travailleur, chaque kolkhozien, chaque intellectuel peut travailler dans le calme et avec détermination, sachant que ses droits civique sont leurs gardiens sûrs dans la légalité socialiste soviétique. »

L'U.R.S.S. a, en effet, une Constitution. Car l'hypocrisie est l'hommage que le vice rend à la vertu, mais les Constitutions des régimes absolus sont l'hommage que la dictature rend à la liberté, à la justice et au droit. Ainsi, l'Espagne actuelle a aussi une Constitution, le For des Espagnols, dont principes et garanties sont analogues à ceux établis dans tout pays occidental, et en U.R.S.S. aussi.

Le For des Espagnols — que tout le monde, du duc de Maura à l'organe des Jésuites anglais, reconnaît être lettre morte — stipule, dans son titre préliminaire :

« L'Etat espagnol proclame comme principe régissant ses actes, le respect de la dignité, de l'intégrité et de la liberté de la personne humaine, reconnaissant à l'homme en tant que porteur de valeurs éternelles et membre d'une communauté nationale, titulaire de devoirs et de droits dont l'exercice pour le bien commun est garanti par l'Etat. »

Le Malenkov madrilène qui recevra un jour le dernier soupir du général Franco, pourra également rappeler le For des Espagnols. Ce qu'il ne pourra plus c'est, par exemple, ressusciter le dirigeant socialiste Centeno qui, après avoir succombé à la torture dans les cachots de la Direction générale de la Sûreté, a été diffamé par ses bourreaux et présenté comme le chef « d'une bande de bandits, d'escrocs et de faussaires ».

Les « assassins en blouse blanche » ont eu un meilleur sort.

TROP DE SUICIDES

Le correspondant de l'*International News Service* à Madrid a adressé à son agence la dépêche suivante :

« Bien que l'on n'en ait rien dit au public, le gouvernement du général Franco est préoccupé par le nombre des suicides qui se sont récemment produits parmi les détenus incarcérés dans les salles d'arrestation provisoire de la Direction générale de la Sûreté, à la Puerta del Sol, à Madrid.

« Après le suicide de Tomas Centeno (1), qui s'est produit fin février, des rapports d'origine policière ont précisé qu'au moins quatre individus, appréhendés pour être interrogés, soit pour des faits politiques, soit pour des délits de droit commun, s'étaient donné la mort de leurs propres mains.

« On dit que l'un d'entre eux, tout comme Centeno, se serait coupé les veines des poignets avec un bout de ressort du sommier de sa couchette ; les trois autres se seraient pendus avec la chaîne de la chasse d'eau des cabinets. Aussi a-t-on retiré des cellules tout ce qui pourrait servir à se donner la mort ; à présent, on a enlevé aux détenus tout ce qui pourrait être dangereux. »

Ainsi que nous l'apprend le correspondant de l'I.N.S., cette information est d'origine policière. Il n'est donc pas douteux que l'on voulait insister indirectement sur le « suicide » de Centeno et amoindrir l'importance particulière de ce cas en l'insérant dans une coutume générale, comme si les détenus avaient contracté l'habitude de se suicider pour embêter la police et causer des tracas au gouvernement.

(1) Tomas Centeno était un socialiste arrêté au cours d'une rafle de leaders de l'opposition.

A la veille du XVI[ème] anniversaire de la destruction de Guernica

Le maréchal Sperrle est mort

Quelques jours avant l'anniversaire de la destruction de Guernica, l'ancien maréchal Hugo Sperrle s'est éteint dans un hôpital de Munich. Il avait 68 ans. A l'instar de ce que l'on avait dit il y a seize ans, après le bombardement de la ville sainte des Basques, on peut assurer aujourd'hui : Sperrle n'est plus.

Les habitants du quartier parisien du Luxembourg n'ont point oublié l'allure brutale et le visage balafré du grand chaf allemand qui, durant l'occupation, avait fait élection pour résidence de ce qui avait été le Sénat de la III[e] République française. On ne le connaissait pas dans le monde jusqu'à ce qu'il ait été nommé chef du dispositif aérien de l'Ouest et qu'il ait dirigé en 1940, l'offensive contre les pays occidentaux ; mais, trois ans auparavant, les Basques en avaient déjà entendu parler et ils n'ignoraient rien des méthodes employées par la suite à Rotterdam et à Coventry. En 1937, Sperrle commandait la Légion Condor qui, composée principalement de forces d'aviation, rendit de signalés services à la rébellion du général Franco. Sperrle lui-même a rappelé dans un article qu'il avait été le principal organisateur de l'offensive contre l'Euzkadi, lancée pour compenser l'échec devant Madrid et pour s'emparer du port de Bilbao. Cette offensive avait débuté le 31 mars 1937 par le bombardement de Durango au cours duquel les décombres de deux églises ensevelirent deux prêtres et de nombreux fidèles. Vingt-six jours plus tard, Guernica était détruite par les mêmes aviateurs de Sperrle au service de Franco.

Traduit devant le tribunal américain de Nuremberg — auquel le Président Aguirre, au nom du Gouvernement d'Euzkadi, apporta son témoignage — le maréchal Sperrle était acquitté en 1948.

La presse franquiste, qui feignait ignorer l'existence de Sperrle en Espagne pendant la guerre civile, n'a pas eu davantage connaissance de sa mort à Munich. De rares journaux ont annoncé sa mort, communiqué par une dépêche de l'agence officielle EFE qui rappelle ses états de service au cours de la guerre mondiale et qu'il avait été « acquitté pour sa complicité dans les prétendus crimes nazis » ; toutefois, cette agence tait que le maréchal avait commandé la Légion Condor au service de Franco et que ses escadrilles étaient intervenues dans la destruction de Guernica.

La presse franquiste a évoqué la proclamation de la République

Les auteurs de son renversement ne sont pas d'accord sur le passé et encore moins sur l'avenir

Madrid, avril. — C'est bien plus sur une consigne générale que par une coïncidence d'initiatives spontanées que la presse franquiste a commentée l'anniversaire de la proclamation de la République espagnole.

Le quotidien « ABC » y a trouvé l'occasion d'évoquer la République à sa façon, afin de réveiller chez ses lecteurs la nostalgie de la Monarchie. Ces petites astuces représentent tout ce que l'ancien organe monarchiste peut offrir en faveur de ses idéaux sans s'attirer les foudres d'un régime qu'il est obligé de défendre, comme tous les autres journaux.

« ABC » a présenté la République espagnole comme un mouvement qui, n'étant à l'origine qu'une simple négation de la Couronne, s'est rempli confusément d'un contenu tumultueux pour devenir ce que le journal monarchiste résume arbitrairement dans cette synthèse :

« Incendies de couvents, persécution des institutions et des vertus militaires, déchristianisation systématique, Maisons du Peuple, séparatisme régional, révolution, suspension des garanties constitutionnelles, grèves, poings tendus, mouchoirs rouges et hymnes étrangers ».

Cette synthèse est trop facile et, par conséquent, inexacte. Mais, tout en la tenant pour véridique, « ABC » aurait pu ajouter que, à partir de la rébellion organisée par ses amis, la situation a changé. Aujourd'hui, il n'y a point d'incendies de couvents, mais l'« ABC » sait fort bien que son immeuble flamberait des quatres coins à la moindre tentative de propagande monarchiste. Il sait aussi que les institutions militaires sont à l'abri de toute persécution et qu'elles sont devenues en grande partie des collecteurs de prébendes civiles, des démarcheurs d'affaires économiques, des machines à fabriquer des jugements, sans que leurs vertus puissent être persécutées puisqu'elles ont disparu : toutes les vertus d'une Armée sont basées sur une seule, mais essentielle, la loyauté, et celle-ci s'est évanouie en 1936, dans une rébellion sanglante, cruelle et stérile.

Il n'y a plus de « déchristianisation systématique » que « ABC » attribue à la République, dont les deux présidents sont morts dans le giron de l'Eglise catholique). La déchristianisation ne se fait plus par la séparation de l'Eglise et de l'Etat, mais par leur symbiose qui, aux yeux du peuple, rend l'Eglise responsable de toutes les fautes du régime.

Il n'y a plus de « séparatisme régional », car c'est une notion plutôt administrative. Ce qu'il y a, en tout cas, c'est un « séparatisme national », car les peuples d'Espagne, en retrouvant leur conscience nationale, comprennent la nécessité de s'intégrer dans une nouvelle structure pour développer pacifiquement leur vie, celle-ci ne dépendant plus des sautes d'humeur de quelques politiciens de Madrid ou d'une garnison d'Andalousie. Bien mieux, ces « séparatismes », que l'on pourrait appeler « verticaux », se sont doublés du séparatisme « horizontal » par lequel le régime franquiste a creusé un fossé entre les classes sociales.

Enfin, « ABC » peut être légitimement satisfait car il n'y a plus de Maisons du Peuple, mais des centres syndicaux de la Phalange, et, par conséquent, il n'y a plus de grèves, mais des salaires insuffisants, sans crainte de révolutions, parce qu'il n'y a plus non plus de suspension de garanties constitutionnelles, mais un état de guerre toujours en vigueur. La crainte de la révolution a été remplacée par le plaisir de la stagnation et le bénéfice de la corruption, qui est sa conséquence naturelle.

Telle est l'Espagne dont a accouché la rébellion franquiste, qui a mis fin à ce que « ABC » appelle un régime « du poing tendu, des mouchoirs rouges et des hymnes étrangers » pour imposer le salut fasciste, les chemises bleues et les chants nazis qui, jusqu'à la défaite de l'Axe, étaient enseignés à la jeunesse espagnole.

« ABC » n'aime sans doute pas cette Espagne, mais il ne peut le dire. « ABC » est un journal monarchiste qui n'ose pas avouer sa foi. Cependant, son éditorial contient un syllogisme implicite, puisqu'il commence par dire que la République a été la négation de la Monarchie et, plus loin, il dit qu'elle était la négation de l'Espagne. Pour « ABC » l'Espagne et la Monarchie ont toujours été des valeurs consubstantielles, bien que, depuis 17 ans, il ne peut répéter ce slogan.

Dans l'attente de jours meilleurs, l'ancien organe monarchiste termine son éditorial en déclarant sa « répudiation, passionnée et absolue, de la République ».

⁂

Le même jour, pour le même motif, le journal « Arriba » publiait un autre éditorial, qui constituait de son côté une répudiation passionnée et absolue de la Monarchie.

Pour « ABC », la République n'a pas été une substitution au régime précédent, mais sa négation. Par contre, pour l'organe de la Phalange, ce fut plutôt un prolongement de ce régime. Selon « ABC », la République n'a pas été amenée par les républicains, mais par les anti-monarchistes. Mais « Arriba » estime qu'elle a été précisément amenée par les monarchistes ; il rappelle que son premier Président avait été ministre de la Monarchie. L'organe de la Phalange en vient à conclure que la Monarchie et la République constituaient « une seule politique, identique et néfaste ».

Il est curieux de noter que, tandis que l'éditorialiste du journal monarchiste faisait un résumé des griefs contre la République, l'autre éditorialiste s'appliquait, à la même heure, dans la rédaction de « Arriba », à faire presque le même résumé, mais pour l'imputer à la Monarchie.

En effet, pour l'organe de la Phalange, la Monarchie est « le régime qui a abandonné les soldats de Cuba et des Philippines, qui porta les intrigues du Palais aux casernes, qui conspira contre le général Primo de Rivera, qui condamna ce dernier à mourir dans la solitude et outragé ».

« ABC » laissait entendre que la République avait engendré les « séparatismes », mais « Arriba » intervertissait les facteurs : « La République — écrivait-il — est née des séparatismes ». (Etranges séparatismes puisqu'ils s'offraient comme assises de l'union.) Et même sur cette question « Arriba » trouve encore des antécédents dans la Monarchie et dans sa protection du « séparatisme économique régional ».

Enfin, il n'y a, pour « Arriba », nulle faute de la part de la République dont la responsabilité ne vient pas de la Monarchie. Pour l'organe de la Phalange, aussi bien un régime que l'autre était lié à la Franc-Maçonnerie. Les grèves de la République avaient leurs précédents dans les faiblesses de la Monarchie. Les persécutions de l'Eglise avaient été incubées sous le régime monarchique qui protégeait officiellement l'Institution Libre de l'Enseignement. Même l'incendie des couvents a eu son précédent dans la « semaine tragique » de Barcelone, qui se déroula sous la Monarchie.

Par conséquent, « Arriba » déclare n'éprouver aucune nostalgie ni pour la République ni pour la Monarchie ; il affirme que cette dernière est « tombée dans la fosse qu'elle s'était creusée elle-même ».

⁂

Ce point de vue n'est pas exclusif de la Phalange, puisqu'il est partagé par les Carlistes qui, d'ailleurs, ne se sentent plus unis à la Phalange que par une préoccupation commune : la crainte que le général Franco arrive à un accord avec le prétendant don Juan.

A l'heure où sortaient les éditoriaux de « ABC » et de « Arriba », le secteur carliste, qui a pour prétendant le prince français Xavier de Bourbon-Parme, attaquait, dans « El Pensamiento Navarro », la Monarchie d'Alphonse XIII, sous prétexte de rappeler la proclamation de la République, fin d'un régime qui « disparaissait, écrasé par sa propre pourriture, par la déloyauté de ceux qui devaient le soutenir, et parce qu'il n'avait pensé qu'à détruire des principes fondamentaux ».

Tandis que « ABC » présentait la République comme un régime qui aurait persécuté l'Armée et fomenté le séparatisme, « El Pensamiento Navarro » écrivait, au même moment : « Les hommes de la Monarchie ont fomenté le séparatisme, la désunion des Espagnols, et ils ont rompu jusqu'à l'unité de l'Armée ».

Il est un autre secteur carliste qui n'est guère plus tendre à l'égard de la Monarchie d'Alphonse XIII. Le bulletin « Volveré ! », qui prétend représenter, pour sa parte, « Carlos VIII » — fils d'un archiduc autrichien et d'une fille de Don Carlos — a assuré que la rébellion de 1936 n'était pas dirigée seulement contre la République, mais qu'elle signifiait, en outre, « la liquidation définitive d'un passé monarchique honteux, la liquidation de la Monarchie tremblante et hésitant qui provenait d'un pacte avec la Franc-Maçonnerie ».

Tandis que toute la presse a parlé ces jours-ci de l'anniversaire de la proclamation de la République, pour l'accabler de tous les maux imaginables, le bulletin des dissidents carlistes évoque, à son tour, la Monarchie renversée ce jour-là, mais pour l'accuser de ce que les monarchistes partisans de l'infant espagnol don Juan de Bourbon ou du prince français Xavier de Bourbon-Parme imputent à la République; c'est-à-dire d'être d'origine maçonnique, d'avoir porté atteinte aux droits de l'Eglise, d'avoir persécuté la Religion, d'avoir procédé, voici plus

d'un siècle, à un massacre de moines, etc... Le bulletin termine sur cette déclaration :

« La dynastie sous laquelle il a été procédé à l'égorgement des moines, à l'énorme larcin de l'aliénation des biens de l'Eglise et à la déchristianisation de notre peuple, ne saurait bénéficier de l'immortelle Croisade de 1936 à 1939 ».

***

En résumé, le quotidien « ABC » et les monarchistes qui suivent don Juan ne veulent point, naturellement, de la République.

La Phalange ainsi que les partisans de Xavier de Bourbon-Parme et ceux de Carlos de Habsbourg-Bourbon ne veulent pas de la Monarchie de don Juan.

De son côté, le général Franco ne veut rien du tout. Il ne veut ni de la République, évidemment, ni de la Monarchie du prince français, ni celle de l'archiduc autrichien. Tel une vieil avare, il se borne à laisser ses parents se quereller à propos de la succession.

Comme on peut le voir, il y a parfois, en Espagne, une certaine liberté de presse...

Les conférences d'Eskualzaleen-Biltzarra

Le 24 avril, s'est tenue, comme de coutume, dans une des salles de l'Hôtel Lutetia, la conférence mensuelle du cycle culturel organisé par la Section de Paris d'Eskualzaleen-Biltzarra. Au cours de cette réunion, on a entendu successivement M. Bideberry et le journaliste M. Indart.

M. Bideberry a décrit le voyage au Pays basque fait par Victor Hugo au cours de l'été 1843. Les textes du grand poète français sont très expressifs et le conférencier les a commenté avec beaucoup d'autorité nuancée d'une fine ironie. Victor Hugo prédisait à cette époque la splendeur de Biarritz, mais il assurait que le peuple et la langue basques s'éteindraient à brève échéance. M. Bideberry commenta avec beaucoup d'opportunité ce que cette prophétie de Victor Hugo avait de vrai et d'erroné, après plus d'un siècle. Le séjour à Pasajes, la visite à Lezo, le voyage à Pampelune et le retour à travers les montagnes basques ont été suivis et commentés par M. Bideberry, qui a été très applaudi.

M. Indart, irunais résidant à Paris depuis de longues années, s'est consacré à un sujet moins spirituel, qu'il a pourtant su traiter avec élégance : la cuisine basque. Y a-t-il une cuisine basque ? Cette question a passionné l'auditoire. Le conférencier a incliné pour l'affirmative, du moins en ce qui concerne la façon de préparer certains poissons. M. Esteban Indart, qui publie ses recettes dans notre confrère « Elgar », n'a pas révélé, dans sa conférence, les secrets de cette cuisine, mais il a retracé certaines anecdotes gastronomiques fort savoureuses, dans tous les sens du vocable.

— Le 7 mai prochain, Eskualzaleen-Biltzarra célébrera une fête d'art basque à la salle d'Iéna. Légarralde y présentera le chant choral et la danse « Zazpirak-bat ». Arregui dirigera un concert de txistu de la « Banda Gernika ». Borthayre, de l'Opéra, montrera des variantes choisies de la mélodie basque, et A. Mourguiart, jeune pianiste de talent, interprétera des morceaux de la musique basque moderne.

La fiesta de Aberri-Eguna

Los vascos emigrados en París celebraron el domingo de Pascua la tradicional fiesta de Aberri-Eguna, cuya significación fué glosada por el canónigo señor Onaindia en la misa de Notre-Dame de la Consolation, y por el vicepresidente del gobierno de Euzkadi, señor Leizaola, en la recepción que tuvo lugar en la Delegación vasca.

Un banquete al mediodía y una fiesta infantil por la tarde completaron el programa, en el que figuraron cantos y danzas del país por el grupo « Gernika », bajo la dirección del maestro Legarralde.

Un extraordinario número de compatriotas asistió a los diversos actos de la fiesta, a la que no pudo acudir el presidente Aguirre por encontrarse convaleciente de una afección gripal.

Con idéntica animación y análogo entusiasmo se festejó Aberri-Eguna en Bayona, San Juan de Luz, Burdeos y otras localidades de Francia, así como entre las colectividades de Buenos Aires, Caracas, Santiago de Chile, Méjico y de toda América.

La conmemoración no podía tener en Euzkadi, naturalmente, ninguna expresión pública, y a evitarlo tendieron además las extraordinarias precauciones policíacas observadas sobre todo en Vizcaya ; pero la concurrencia concertada a determinadas misas en Bilbao y numerosas localidades, fué tan extraordinaria como significativa.

Al igual que otros años, la Guardia de Franco se dedicó a los manejos clásicos en los agentes provocadores, pero no tuvieron efecto y no consiguieron que se practicaran detenciones. Sólo se han registrado las de cinco jóvenes de Valmaseda a quienes se llevó a la cárcel de Larrínaga hasta que declaren quiénes fueron los autores de unos letreros de « Gora Euzkadi azkatuta » que el día de Aberri-Eguna aparecieron en dicha villa.

Reunion del Gobierno de Euzkadi

En las reuniones recientemente celebradas en Paris por el Gobierno vasco — bajo la presidencia del señor Aguirre y con asistencia de todos sus miembros — se estudió la evolución de la situación política española, así como la internacional relacionada con aquélla y se comunicaron importantes informaciones referentes al conjunto de los problemas actuales en que se debate el País Vasco en todos los aspectos, cultural, económico y político, etc.

Fueron objeto de detenida consideración los problemas militares del Estado español, a través de los cuales el régimen franquista intenta obtener una incorporación abierta a los organismos internacionales, que le permita salir del estado de penuria en que actualmente se mueve. Se puso especial atención en la consideración de los riesgos que para una vida internacional del país encierra tal política militar, no ya sólo en la eventualidad bélica, sino muy particularmente, y desde ahora, por la sustracción a la economía del país, en términos abusivos, de sus recursos de todo orden por las mal orientadas líneas de la política de defensa y la mala administración de los recursos a ella dedicados.

Se pasó amplia revista a las distintas iniciativas en marcha en relación con la constitución de una comunidad europea, más o menos extensa, y las relaciones o incorporación de la actual administración española en las diversas organizaciones técnicas especializadas, tales como el llamado pool verde, el de transportes, etc.

Se estudiaron detenidamente algunos problemas administrativos de la propia organización, muy especialmente en el interior del País Vasco, adoptándose las disposiciones oportunas para mantener al conjunto del país bien informado sobre la evolución de los problemas políticos y los demás de carácter colectivo que puedan afectar al País Vasco.

La capitale d'un « Etat catholique » dédie une rue à un athée

Alors que le Conseil municipal de Paris retire le nom de Renan à une rue de la capitale de la République française, la Muncipalité de Madrid a décidé à l'unanimité de donner le nom de Charles Maurras à une rue de la capitale de l'Etat franquiste.

Il n'y avait, jusqu'à présent, à Madrid, que deux rues portant le nom d'écrivains français : Victor Hugo et Alexandre Dumas. Si l'on a donné, maintenant, le nom de Maurras à une rue, c'est que l'on a estimé que c'était « un grand ami de l'Espagne ». C'est, en réalité, parce qu'il avait été, avec son parti, « L'Action Française », un grand ami du franquisme. collaborant à la rébellion et à sa propagande. Maurras a visité Burgos durant la guerre civile, et, en 1938, il avait été nommé membre correspondant de l'Académie Royale des Sciences Morales et Politiques.

La décision de la Municipalité de Madrid a été prise sur les instances de maurrassiens espagnols ayant manifesté ce souhait à la suite de la conférence que Pierre Héricorut, réfugié en Espagne, a fait récemment à l'Athénée sur l'homme qui a été son chef politique.

Ainsi, la capitale d'un Etat qui s'intitule officiellement « Etat catholique » va rendre un hommage permanent à un écrivain athée qui, déjà condamné de son vivant par le Saint Siège, vient d'être l'objet d'une condamnation sévère par l'« Osservatore Romano » à l'occasion de son ouvrage posthume « Le Bienheureux Pie X, sauveur de la France ».

Mettant en valeur un prétendu sentiment pro-français de Pie X, le dernier ouvrage de Maurras prétend, parmi d'astucieuses insinuations, que Pie XI a mené, par contre, une politique germanophile et que, pour servir les intérêts allemands, il avait condamné « L'Action Française », provoquant ainsi l'effondrement de l'esprit de résistance en France.

« Ce livre — déclare l'organe du Vatican — est une insulte à l'autorité et au prestige du Saint Siège. En le refermant, après l'avoir lu, on est pris de pitié et de chagrin. Ces pages sont des preuves convaincantes des erreurs de Maurras et de « L'Action Française ».

Précisions historiques

Le député navarrais et ancien ministre M. Irujo a envoyé au directeur du « Figaro » la lettre suivante :

Monsieur le Directeur,

Je relève dans votre numéro du 15 avril courant un article portant en gros titre : « Tous les Béarnais du monde seront invités à mettre la poule au pot le 28 juin. » Il s'agit des fêtes du quadricentenaire de Henri IV, pour lesquelles « un budget a été consacré, dont quinze millions accordés par la Commission des Finances de la Chambre des Députés ». L'auteur de cet article annonce également que M. le Président de la République aurait l'intention de prononcer un discours très important à propos de l'unité française, qualifiant Henri IV de « roi de l'unité ».

Malgré tout le respect que l'on doit aux hautes personnalités ayant contribué à la préparation des cérémonies de ce quadricentenaire, mais avec un plus grand respect encore pour la vérité historique, je me permets de vous rappeler que Henri IV de France n'est pas né Dauphin, mais Prince de Viana et héritier de la Couronne de Navarre ; avant d'être roi de France il était roi de Navarre. Il est né à Pau parce que Pau était alors, en fait, le siège de la cour du roi de Navarre comme c'est aujourd'hui le siège des archives de cette Couronne. La reine Marguerite, qui avait ouvert des droits à Henri III de Navarre pour accéder à la couronne de France, n'est pas passée à l'Histoire en tant que Marguerite de Béarn ni même comme Marquerite de France — bien qu'elle fut princesse de la Maison royale et sœur de François Ier —, mais bien comme « Marguerite de Navarre », titre qui a fait éclore une splendide littérature, pleine de séduction, en divers idiomes. Henri IV peut être appelé roi de l'unité parce qu'il a été roi de Navarre avant d'être roi de France, ce qui a permis la réunion des deux Couronnes dans la même personne, et bien que les deux royaumes — de France et de Navarre — aient continué d'avoir une vie constitutionnelle propre, et des organes d'expression propres, qui embrassaient, en Navarre, les domaines législatif, exécutif et judiciaire, le roi demeurant un représentant international en raison de sa condition de premier magistrat du pays ; c'est la seule représentation qu'ait put avoir en droit le souverain de la Navarre dans tout le cours de son histoire.

Il ne me semble donc pas très exact d'annoncer les fêtes du quadricentenaire du premier roi de France et de Navarre comme une journée des Béarnais. Les Navarrais, et tous les Basques du monde entier, qui considèrent le royaume de Navarre comme l'expression institutionnelle la plus permanente et la plus représentative de leur passage dans l'histoire, à l'heure où se crée l'Europe d'aujourd'hui, ne s'estiment pas précisément satisfaits, en raison même de ce qu'ils disent et de ce que l'on tait. Ceci n'implique aucun manque d'estime à l'égard des Béarnais, qui portent du sang basque dans leurs veines, ainsi que des investigations scientifiques viennent de le démontrer récemment. La vérité historique veut qu'en 1553 (date dont on va célébrer le quadricentenaire), Henri IV de France n'a pas vu le jour à Pau : c'était Henri III de Navarre. Dès lors, ayant ceint l'autre couronne, il devint le premier roi de France et de Navarre, titre que portaient tous les rois qui lui ont succédé, pendant trois siècles de l'Histoire de France.

Je vous prie d'agréer, monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments de considération les plus distingués.

Manuel de IRUJO y OLLO.

Les dettes de l'Etat franquiste

La presse franquiste a souvent répété que l'Etat espagnol n'avait aucune dette extérieure. Oubliant ce slogan, les journaux de Madrid ont publié ces jours derniers une information en provenance de Buenos Aires et confirmant l'existence d'une dette envers la République Argentine. Son montant s'élève à 2 milliards de pesetas, et Madrid prétend s'en libérer par des exportations échelonnées. Des négociations sont en cours à cet effet.

Nous rappellerons que la dette de l'Etat franquiste envers l'Italie, contractée du fait de l'aide fasciste à la guerre civile, atteignait cinquante millions de dollars, quand elle fut réclamée par le gouvernement de Gasperi. Cette dette non plus n'a pas été totalement liquidée.

D'autres dettes extérieures sont plus connues ou plus récentes : les crédits de l'Export-Import Bank et de la Chase Bank, pour des achats aux Etats-Unis, les 10 millions de livres pour l'équipement de la sidérurgie d'Avilès, les 15 milliards de francs pour des achats à l'industrie française...

A propos de dettes. La dernière assemblée des actionnaires de la Banque d'Espagne a décidé que, sur les 201,8 millions de pesetas de bénéfice net, 160 seraient employés à liquider les 14.201 millions de pesetas de la « Dette spéciale » (nom que porte la dette occasionnée par le financement de la guerre civile).

Don Juan est toujours irréductible, mais la Phalange est nerveuse

Il paraît que le franquisme a procédé à quelques sondages pour connaître les bonnes dispositions de don Juan. Le prétendant serait-il assez aimable pour renoncer à ses prétentions en faveur de son fils Juan-Carlos, âgé de quatorze ans ? Dans l'affirmative, le général Franco modifierait la Loi de Succession, afin que ce jeune homme puisse règner... dans sept ans.

On assure que don Juan a répondu négativement, mais d'autres information ne sont pas tellement catégoriques.

Toujours est-il que la Phalange se montre très nerveuse quand elle hume dans l'air quelque chose susceptible de signifier nostalgie de la monarchie. Son secrétaire général, le ministre Fernandez Cuesta, vient de parler en termes sybillins du « risque d'un virage futur, qui impliquerait la stérilité des efforts réalisés ».

De quoi s'agit-il ?

Trois «pastorales» basques

On a écrit que les Basques étaient le seul peuple ayant un théâtre propre. Cette assertion se rapporte sans doute aux « pastorales » du pays de la Soule. Ces représentations populaires d'origine mediévale, dont l'étude a rempli quatre ouvrages du professeur Hérelle, se sont conservées jusqu'à nos jours avec tout leur archaïsme et toute leur naïveté.

Trois « pastorales » ont été représentées, au cours de ces dernières semaines, à Barcus, à Tardets et à Licq-Atherey.

Le lundi de Pâques, à l'occasion de la fête traditionnelle de Tardets, deux ou trois mille spectateurs se sont réunis au fronton pour assister, durant deux heures et demie, aux vicissitudes évoquées dans la pastorale « Napoléon », qui sera représentée à Larrau, le 10 mai prochain.

A Licq-Atherey, une foule enthousiaste a applaudi la pastorale « Hélène de Constantinople », qui est une des plus anciennes, et dont l'action rappelle une chronique rimée du XIII[e] siècle.

Enfin, le dimanche 19 avril, près de trois mille spectateurs ont assisté, à Barcus, à la représentation de la pastorale « Etchahoun », qui donne une expression plastique et lyrique, en 27 tableaux, à la vie du barde fameux, dont le descendant, le bertsolari Etchahoun a incarné la figure du protagoniste.

Le succès croissant de ces représentations populaires permet d'espérer une splendide renaissance de ce genre théâtral, exclusivement basque, qui comporte près de 82 pièces à son répertoire séculaire.

Una gran cantante de Bilbao en Toulouse

Una eminente soprano de Bilbao, la señorita María Carmen Marcos, se ha detenido en Toulouse con objeto de visitar a sus tíos, residentes en dicha villa.

La señorita Marcos, que se inició en el **bel canto** en la Coral de Bilbao, es hoy una primera figura de la ópera mejicana y a sus grandes éxitos de América acaba de añadir en España una campaña triunfal en el Liceo de Barcelona y en varias salas de Madrid, Bilbao, Oviedo, Salamanca, etc.

Aprovechando su breve paso — camino de Milán, donde debuta estos días — Radio Toulouse invitó a la notable artista a dar un recital, acompañada por el excelente pianista Lionel Cazeau. A propósito de su éxito, ha dicho « La Dépêche » :

« Cantar a los 22 años en el Bellas Artes, que es en Méjico lo que la Opera es en Paris, ya es una referencia. Y más aún : ahora va contratada a la Scala de Milán y en Nueva York pasará al Metropolitan. Su voz de soprano absoluta (falcón) que cubre varios registros, es suficientemente rica para permitirnos augurar una prestigiosa carrera a la joven cantante ».

La señorita Marcos, muy amante de las tradiciones vascas, visitó en Toulouse al grupo folklórico « Denak-bat », en el que cuenta con numerosas simpatías y sinceros admiradores.

Nuestros más cordiales parabienes acompañan en su brillante carrera a la eminente artista.

A. M.

El aniversario de la proclamación de la República Española

EL 14 DE ABRIL EN PARIS

En el Circulo Republicano de la Avenue de l'Opera y para conmemorar el aniversario de la proclamación de la República, se reunieron en un almuerzo los diputados y ministros residentes en París. Presidió el acto el Sr. Martínez Barrio, Presidente de la República, entre el Sr. Aguirre, Presidente del Gobierno vasco, y el Sr. Gómez San José, Presidente del Partido Socialista. Asistieron los señores Just, Llopis, Leizaola, Martínez Risco, Valera, Galarza, Landaburu, Tarradellas, Maldonado, Martínez Moreno, Arauz, Irujo, el general Herrera y el almirante Fuentes.

El Sr. Valera relató las gestiones que han dado por resultado la plena ratificación del Parlamento de la República española en la Unión Interparlamentaria, mientras nuevas elecciones generales no permitan la designación del Parlamento que le sustituya.

Se enviaron despachos al Sr. Nogués, Presidente del Parlamento, al Presidente de la Generalidad de Cataluña Sr. Irla, a los expresidentes del Consejo y al Sr. Pablo Casals, como símbolo del exilado.

Con motivo de la misma conmemoración, el gobierno republicano dispuso se colocaran coronas en las tumbas del Presidente Azaña, en Montauban, del expresidente del Consejo, señor Largo Caballero, en el cementerio del Père Lachaise (París), y del exministro don Marcelino Domingo, en Toulouse, así como en el monumento a los Resistentes Españoles, en Annecy.

El día 21 tuvo lugar en el salón de actos de la Avenida Foch la recepción conmemorativa de la proclamación de la República.

Entre la numerosísima asistencia figuraban el expresidente de Colombia, doctor don Eduardo Santos, los expresidentes de los gobiernos francés y portugués MM. Paul Boncour y Dos Santos ; los exministros franceses MM. André Philip, Daniel Mayer, Edouard Depreux, Justin Godart y Albert Forcinal ; el director y el subdirector del « Office Central pour les Réfugiés », representaciones diplomáticas de Guatemala, Nueva Zelanda, Yugoeslavia, Checoeslovaquia y Bulgaria, el presidente del gobierno de Euzkadi, don José Antonio de Aguirre y don Jesús María de Leizaola, el rector de la Universidad de Bogotá, señor Molina, el secretario general de la Liga de los Derechos del Hombre, M. Emile Kahn y los escritores MM. Jean Cassou, Albert Camus y Louis Martin-Chauffier.

Presidió la recepción don Diego Martínez Barrio, Presidente de la República, y asistieron igualmente todos los ministros residentes en Francia, con el presidente interino del gobierno, señor Just, así como los exministros señores Irujo, Sánchez Guerra, Maldonado y Galarza, el exconsejero de la Generalidad, señor Tarradellas, numerosos diputados franceses y entre ellos el decano de edad señor Cachin, y los diputados y exdiputados de la República, señores Martínez Moreno, Martínez Risco, Martínez Hervas, Landaburu, Ballester Gonzalvo, etc.

Excusaron su asistencia los expresidente del gobierno francés MM. Edouard Herriot, presidente de la Asamblea Nacional, Albert Sarraut, René Pleven, Felix Gouin, André Marie, y Edgar Faure y el ministro de Obras Públicas M. André Morice.

UNA ALOCUCION DEL PRESIDENTE DE LA REPUBLICA ESPAÑOLA

Con motivo del XXII aniversario de la proclamación de la República española, su Presidente don Diego Martínez Barrio ha dirigido a sus compatriotas una alocución invitándoles a recuperar la unidad del país por medio de una solución pacífica. El señor Martínez Barrio dice entre otras cosas :

« Aunque la dictadura no tuviera — que las tiene — otras graves responsabilidades ante el pueblo y la Historia, asumiría ésta terrible de no haber logrado, ni intentado siquiera, la reconciliación nacional sobre la base de un régimen de convivencia política, garantía de seguridad para el poder y de paz para los ciudadanos.

« Posiblemente, el general Franco no quiere, ni puede, entrar por la vía de la reconciliación general. Consecuentemente, el servicio que le pide la nación es que deje el paso libre. ¿ A qué ? ¿ A quiénes ? El país lo diría. ¿ Hemos descendido tanto los españoles que no podemos escoger nuestro destino, como lo han hecho recientemente los árabes de Libia ? El derecho político que ejercen la mayoría de las naciones americanas, nutridas con nuestro espíritu y nuestra sangre, ¿ no lo merecen los españoles, raíz de ese mundo pujante y pleno de esperanzas ?

« Ya ha durado bastante la pesadilla. Hay que despertar. Sería criminal desentenderse de lo obligación. Los españoles, todos, tenemos ante la vista la imperiosa e ineludible tarea de buscar una solución a la grave crisis que sufre el país, no ya porque la división definitiva de España en dos campos enemigos le llevaría al desastre final, sino porque nadie puede reclamar derecho de posesión y exclusión en la patria, a menos de reabrir un período de sucesivas persecuciones, durante el cual los que hoy son yunque se convertirían mañana, fatalmente, en martillo.

« Un gran cubano, el primero entre los mejores hijos de Cuba, José Martí, descendiente de españoles, nacido en 1853 y cuyo centenario está celebrando América, decía a su país y proféticamente al mundo estas palabras :

« La patria es dicha de todos y dolor de todos y cielo para todos y no feudo ni capellanía para nadie. El pueblo está hecho de hombres que resisten y hombres que empujan ; del acomodo que acapara y de la justicia que se rebela ; de la soberbia que sujeta y deprime, y del decoro que no priva al soberbio de su puesto ni cede el suyo. De los derechos y opiniones de sus hijos todos, está hecho un pueblo y no de los derechos y opiniones de una sola clase de sus hijos ; y el gobierno de un pueblo es el arte de ir encaminando sus realidades, bien sean rebeldías o preocupaciones, por la vía más breve posible a la condición única de paz, que es aquella en que no hay un solo derecho mermado ».

« Estas frases, grabadas con caracteres de fuego en el corazón de los hombres libres, son valederas para todas las naciones y tienen la actualidad poderosa de las definiciones permanentes. Tómenlas los españoles como suyas y aplíquenlas al remedio urgente de la situación. Quizás algunos de los jerarcas actuales se mofen del lenguaje de Martí, realista y romántico ; pero harán mal y desde ahora puede afirmarse que si lo desatendieran provocarían graves daños y prepararían una catástrofe que es evitable aún.

« La invocación pública de una solución pacífica para nuestras diferencias, cuando acechan a la patria, y al mundo daños terribles, no significa ni desaliento ni impotencia. Por los canales más hondos y ocultos circula constantemente la protesta nacional ; y, aunque el caudal de tales aguas no sea visible, vivo está y en algún momento podrá surgir a flor de tierra, impetuoso y avasallador... La dictadura y sus órganos de poder tienen la urgida necesidad de facilitar la convivencia nacional ; y la emigración por su parte, el deber de unirse estrechamente, aunque sobre el simple postulado de recabar el derecho popular a que se le consulte y obedezca.

« Yo no pido a nadie que reniegue ni abandone sus ideales. Se sirve a la patria desde diversas y aun contradictorias posiciones políticas, porque todas son necesarias para la marcha ascendente de la sociedad ; pero en los momentos singulares de la Historia, y éste es uno, la unidad se convierte en imperativo inexcusable, superior a las luchas ideológicas y de partido ».

UN GESTO DEL GOBIERNO MEJICANO

Méjico, Abril. — La conmemoración del 14 de Abril, que este año revistió mayor importancia que nunca por lo extraordinario y representativo de la concurrencia a los actos organizados, fué acompañada de un gesto bien simpático por parte del gobierno mejicano.

A primera hora de la mañana del 14 de Abril, preguntó personalmente el ministro de la Gobernación de Méjico a la Embajada de la República española el nombre y número de españoles que estuviesen detenidos por irregularidades en su documentación (entradas clandestinas en el país, falta de renovación de las cartas de identidad, irregularidad en los permisos de trabajo, etc.) pues el gobierno mexicano deseaba que, en tal solemnidad, todos los exilados españoles pudieran disfrutar juntos y en plena libertad la conmemoración de la República española. Al conocer los nombres de los tres españoles que estaban detenidos, dió las órdenes necesarias y fueron puestos inmediatamente en libertad.

Este rasgo del Gobierno de Méjico, de su Presidente Sr. Ruiz Cortines y del ministro de Gobernación Sr. Carvajal, ha sido muy apreciado por los republicanos españoles, así como también el gesto del antiguo Presidente de la República de Méjico, don Lázaro Cárdenas, que visitó al señor Gordón Ordás, presidente del gobierno republicano, quien se encuentra enfermo en esta ciudad.

UNA RECEPCION EXTRAORDINARIA

Méjico. — Unas 750 personas asistieron a la recepción celebrada en la Embajada de la República Española en honor del Cuerpo diplomático y personali-

dades mejicanas, venezolanas y españolas.

Asistieron los embajadores de Francia, de la URSS, de Yugoeslavia, de Guatemala, de Haití, de Bolivia, de Panamá, de Honduras y el secretario de la Embajada del Japón ; los ministros de Bélgica, Austria, Finlandia, y Etiopía, el encargado de negocios de Checoeslovaquia y el cónsul general de Israel, así como otros ministros y cónsules generales de países también representados en la recepción por sus embajadores.

Como representantes del derrocado gobierno de Venezuela asistieron los exministros don Andrés Eloy Blanco y don Ricardo Montilla y el exembajador don Diego Córdoba. El exPresidente don Rómulo Gallegos envió una carta de adhesión desde Morelia (Michoacan) donde reside.

Entre la representación mejicana se encontraban el embajador Campos Ortiz, que llevaba la representación del ministro de Relaciones Exteriores, don Luis Padilla Nervo, los embajadores señores Armendariz del Castillo, Reyes Spindola y Martínez Mercado, el exministro don Isidro Fabela, el almirante Zermeño, el doctor Martínez Baez, el profesor Silva Herzog y otras muchas personalidades administrativas, militares, académicas y artísticas.

Entre los españoles figuraban los expresidentes Giral y Albornoz, los exministros Ruiz Funes, Hernández Sarabia y De Francisco, los generales Miaja, Llano de la Encomienda y Menéndez, los almirantes Rizo y Monreal, los coroneles Guarner y Flores y numerosos diputados, profesores, etc.

El banquete conmemorativo de la proclamación de la República tuvo también carácter de homenaje a don Isidro Fabela, representante de Méjico en los altos organismos internacionales. Con el homenajeado ocupaban la presidencia, los señores Albornoz, Giral, Giner de los Ríos, general Hernández Sarabia y la señora viuda de Azaña. Pronunciaron discursos los señores Albornoz y Fabela.

El general don Francisco Llano de la Encomienda, el expresidente del Tribunal de Cuentas, don José Domínguez Barbero, y otras personalidades, en representación de toda la inmigración republicana, depositaron coronas en las tumbas del coronel don Aureliano Alvarez Coque, del periodista don Enrique Fajardo « Fabián Vidal » y del escritor don Enrique Díez Canedo.

Une demande d'extradition formulée par Madrid est rejetée

Le tribunal français chargé d'instruire la demande d'extradition concernant deux réfugiés espagnols réclamés comme délinquants de droit commun, a rejeté les prétentions du gouvernement de Madrid.

Mᵉ Moncorgé et Mᵉ Gaston Maurice ont allégué que leurs clients étaient simplement deux républicains, militant dans la Résistance antifranquiste, et dont les gestes politiques ne pouvraient donner lieu à extradition.

En conséquence, ces deux Espagnols ont été relaxés.

Abonnez-vous à :

EUZKO DEYA

Semestre, 120 frs — Au numéro, 10 frs.

Breves noticias de Euzkadi

A los 86 años ha fallecido en San Sebastián, el arcipreste don Ignacio Lasquibar, párroco del Buen Pastor y antiguo rector del Seminario de Vitoria.

— Se han electrificado las campanas parroquiales de Elgoibar, que ya el domingo de Pascua funcionaron automáticamente.

— La prensa navarra da cuenta de que, en una granja avícola de Sesma, una gallina ha puesto un huevo en el que se advierten claramente las iniciales de los propietarios Idala-Solano.

— En el monte Jaizkibel (Lezo-Fuenterrabía) se produjo un incendio que se extendió en tres kilómetros y quemó varios miles de pinos.

— En un paso a nivel de Zarauz, un tren de mercancías arrolló a un camión y a un ciclista. Dos muertos.

— El proyectado aeródromo de Pamplona se construirá en Noain, a siete kilómetros de la capital.

— La sociedad anónima « La Basconia » de Bilbao, ha instalado una biblioteca pública de unos tres mil volúmenes.

— En San Sebastián, los bares y las cafeterías van matando los cafés de antiguo estilo. Uno de los pocos que quedaban, el « Raga », acaba de transformarse en la « Cafetería Restaurante Paris ».

— En los saltos del Zadorra sólo quedan por perforar unos 200 metros del túnel de 12 kilómetros y medio.

— En Segura, un incendio destruyó cuatro casas y averió otras tres a la entrada del término municipal, requiriendo la intervención de los bomberos de Villafranca que evitaron se propagara el fuego a otras casas.

— En el monte Umbe han ardido 30.000 pinos, propiedad del Municipio de Bilbao.

— Para el otoño se piensa inaugurar en Bilbao el cine en relieve. La adaptación de las salas al nuevo sistema exige en cada una de ellas un gasto de unas cien mil pesetas.

— Comentando la impunidad de que gozan los gamberros para cometer sus desafueros, dice un periódico de San Sebastián : « Claro es que si para vigilar a cada gamberro tuviéramos que poner un guardia, haría falta centuplicar la plantilla ».

— En un segundo incendio producido en el monte Jaizkibel, las pérdidas ascendieron a cuatro millones de pesetas, que en su mayoría afectan al Municipio de Fuenterrabía.

— En Elizondo se van a realizar importantes obras de defensa en el río Baztán, cuyas avenidas invaden el campo de deportes, el mercado y los caminos de Guilchaurdi. También se construirá un puente para unir el barrio de Chacoto.

— En la selección de acordeonistas navarros, se proclamó campeón a José María Arbeloa, de Mañeru, seguido de Jenaro Barasoain (Tafalla), Ramón Sanjurjo (Lesaca) y Moisés Elizaga.

— Tomando por base 100 los premios de la alimentación en 1936, la capital más cara del País Vasco es San Sebastián, cuyo índice es 738,8. El de Bilbao es 722, el de Pamplona 691'2 y el de Vitoria 685,5.

— « La Voz de España » dice que el consumo de alcohol en Guipúzcoa equivale a 18 litros por habitante y año ; cifra modesta con relación a Francia (36 litros), pero superior a las de Italia (16), Inglaterra (9), Bélgica (10), Alemania (8), Suecia (4), Noruega (3) y Finlandia (1/2). En los pueblos de Guipúzcoa hay algunos, como Eibar y Legazpia, que llegan a los 24 litros por habitante y año. En cuanto a San Sebastián, el número de tabernas es superior al total de carnicerías, fruterías y comestibles, pues tiene una taberna por cada 242 habitantes. En algunos pueblos hay una por cada 126. Lo peor, según el periódico, no es la gran cantidad de lo que se consume, sino la mala calidad de lo que se bebe.

— Los Ayuntamientos de Alava van a tomar el acuerdo de que en cada pueblo se cultive una parcela de terreno comunal, cuyo producto se dedicará a sostener el Santuario de Estibaliz.

— La fábrica de contadores de agua Tavira, de San Sebastián, va a comenzar su producción en Chile por medio de la Compañía Chilena General de Comercio.

— En San Sebastián se ha inaugurado una exposición de Pablo Zabalo y José Miguel Zumalabe, y en Bilbao otra de dibujos, bocetos y proyectos de José María Ucelay.

— La Diputación de Guipúzcoa, que comenzó el ejercicio de 1952 con un déficit de millón y medio, lo ha terminado con un superávit que se acerca a los cinco millones.

— Montando un caballo de veintidós años, Eugenio Goitia ha hecho en 23 minutos los ocho kilómetros de Oñate a Araoz, mientras el ciclista Zabaleta, contrariado por el fuerte viento, tardó veintisiete.

— Por tercera vez en un mes se ha producido un incendio en el monte Jaizkibel.

— En San Sebastián se pide estos días treinta pesetas por un kilo de patatas.

— En Artajona ardió el cine Sarasate : trescientas cincuenta mil pesetas de daños.

— En la línea ferroviaria de Bilbao a Plencia se está elevando en medio metro el nivel de los andenes en vista de la mayor altura de los nuevos coches encargados a la Constructora Naval.

— Cansados de esperar a la intemperie los vehículos, los usuarios del trolebús de Deusto han construido por su cuenta un cobertizo de espera que les ha costado cinco mil pesetas.

— Se calcula en 4.000 millones de pesetas el volumen anual de mercancías que pasan por el puerto de Pasajes.

— La prensa de Bilbao consigna que doña Florentina Andicoechea ha cumplido 50 años de servicio doméstico en casa de la familia Epalza.

— Por no elevar los sueldos, el Ayuntamiento de Vergara ha disuelto la banda municipal, que le costaba 5.570 pesetas mensuales y llevaba 75 años de existencia.

— En el mercado de Vitoria se vendieron los perrechicos entre 200 y 250 pesetas el kilo.

— Desde el Domingo de Ramos, en que marchó a las cuevas de Landarbaso, no se había vuelto a saber del joven donostiarra José María Carazo, de 16 años. Por fin ha aparecido a los trece días, pero no en el fondo de ninguna sima, sino en el pueblo de Toriia (Guadalajara), donde la guardia civil le encontró en deficiente estado de alimentación. Le acompañaba otro muchacho que dijo lla-

marse Tomás García, pero resulta que éste es el nombre de un compañero de oficina de Carazo que no se ha movido de San Sebastián.

— Un tranvía de la línea Hernani-San Sebastián, conducido por Ignacio Miranda, de sesenta años de edad, se detuvo en una parada de la calle de Fuenterrabía. Como el vehículo permaneciera detenido tiempo excesivo, los viajeros acudieron a la cabina del conductor y le hallaron tendido en el suelo y sin conocimiento. Había sufrido una fuerte descarga eléctrica procedente del motor, que le produjo graves quemaduras en una pierna. En grave estado fué trasladado al Hospital Civil.

— En San Sebastián se ha pagado tres pesetas por una escarola y cuarenta por un kilo de guisantes.

— Un salmón de ocho kilos, capturado en el Bidasoa, se ha vendido a 150 pesetas el kilo.

— Según las últimas cifras, Irún tiene 20.506 habitantes de derecho y 20.841 de hecho.

— En Bilbao ha fallecido el que fué popular periodista deportivo Tomás Isasi (« Rolando »).

— Doña Consuelo Vázquez de Aduriz, hija del que fué futbolista internacional, ha publicado una novela rosa titulada « Huellas de odio ». La escritora está casada, no tiene hijos y trabaja en el control de la fábrica « La Palmera » de Irún.

— La nueva emisora marítima que se va a instalar en la costa de Vizcaya costará unos dos millones de pesetas y alcanzará a medio Atlántico con onda media y hasta América con onda corta. Será emisora y receptora y tendrá una banda telefónica y otra telegráfica.

— En el Sindicato de Hostelería de Bilbao se ha impuesto la Medalla del Trabajo al cocinero Félix Echevarría, que lleva trabajando en el Hotel Torrontegui desde 1898 y ha servido a unos tres millones de personas.

— Las esculturas de la nueva basílica de Aránzazu, cuya ejecución se ha encomendado al escultor Oteiza, se tallarán en piedra de Marquina.

— El pintor vizcaíno Pelayo Olaortúa ha expuesto sus obras en Madrid y la crítica le califica de « uno de nuestros mejores paisajistas urbanos ».

— Los almacenistas de Vitoria han manifestado que no tienen locales suficientes para almacenar los 500.000 litros de aceite cuyo envío se anuncia.

— Se ha cumlpido el 750 aniversario de la fundación de Fuenterrabía.

— La rotura de una cañería de agua en Bilbao inundó unos cajetines, quemó por el corto-circuito dos cables y un transformador y paralizó todo el servicio de transportes eléctricos.

— En el antiguo café « Lyon d'Or », de Bilbao (hoy « León de Oro »), se ha inagurado un grupo escultórico que su propietario Ricardo Merino ha dedicado a sus padres, fundadores del establecimiento.

— En Eibar, el mecánico Pedro López, de 30 años, ha construido una máquina de coser que cabe en una caja de cerillas y puede hacer las mismas operaciones que una máquina ordinaria.

— En un año se han constituido en Vizcaya 75 nuevas sociedades anónimas con un capital total de 155 millones de pesetas ; y otras 97 sociedades ampliaron su capital por un total de 550 millones.

— En Santurce entraron en un día 20.000 kilos de anchoa que se vendieron entre 1,75 y 2,25 pesetas el kilo.

— En Mondragón, cuatro niños resultaron heridos al jugar con una bomba que habían encontrado en el río.

— En Eibar, Higinio Garitaonandia, soltero, de 60 años y natural de Mallavia, mató de un tiro a su socio Felipe Heriz e hirió porque sí a tres niñas y una mujer. Perseguido y tiroteado por la guardia civil, el energúmeno recibió cinco tiros y murió al día siguiente.

— Cubierto ya el cupo de 500 pastores vascos, se espera que los Estados Unidos autoricen en breve la entrada de otro número considerable de pastores.

— La Falange ha inaugurado en Ortuella un monolito a la memoria de su fundador.

— A los 98 años ha fallecido en Lesaca don José Esteban Olaechea, veterano de la guerra carlista.

— Una avería en los manantiales de Articuza dejó sin agua a la ciudad de San Sebastián.

— Resulta que, el día 22, la temperatura máxima de España se registró en Bilbao : 24 grados.

— La villa de Elgoibar ha llegado a una población de hecho de 7.271 habitantes.

— Veinticinco industrias de Guipúzcoa han adoptado métodos de racionalización de trabajo ; una de ellas, que es una fábrica de bicicletas, ha podido aumentar la producción y los salarios sin perjuicio para la empresa.

Colonia de niños a Noruega

Al igual que en años anteriores, el « Comité Noruego de Ayuda a la España Republicana » organiza una expedición de 70 niños, hijos de refugiados españoles, que pasarán el verano en Noruega. Su edad debe estar comprendida entre los 7 y 12 años.

La salida de París tendrá lugar el 20 de junio y el plazo hábil para la inscripción terminará el día 15 de mayo. Transcurrida dicha fecha, no se tomará en consideración ninguna petición que se formule.

Los gastos de viaje desde el punto de residencia hasta París y el regreso de París a la localidad de referencia, deben correr a cargo de las familias. El Comité sólo asegura el desplazamiento París-Oslo-París y la estancia en Noruega.

Podrán formar parte de la expedición niños de ambos sexos y serán designados entre los que demuestren mayor necesidad, tanto desde el punto de vista médico como del social ; pero los que ya hayan estado alguna vez en Noruega no pueden formular nueva demanda, así como tampoco los enfermos.

Las familias vascas a quienes interese esta expedición, pueden solicitar los correspondientes formularios de inscripción dirigiéndose para ello al Departamento de Seguridad Social de la Delegación de Euzkadi en Paris (50, rue Singer, Paris XVI) de donde recibirán también información complementaria.

«DE GUERNIKA A NUEVA YORK PASANDO POR BERLIN»

por José Antonio de Aguirre

Pedidos a EUZKO-DEYA: 300 francos

Actividades vascas en América

Se ha publicado el número 24 de « Euzko Gaztedi », revista editada por la Juventud Vasca de Caracas. Contiene interesantes artículos de Legarralde, Estornés Lasa, Badiola, Sorozabal, Líbano, Galindez, etc.

En Guatemala ha aparecido el nuevo número de la valiosa revista euzkérica « Euzko Gogoa », que edita y dirige don Joaquín de Zaitegui ; y en Buenos Aires se ha publicado el de « Gernika », la interesante revista sostenida y dirigida por don Isidoro de Fagoaga.

En el « Laurak-bat » de Buenos Aires, cuya directiva se ha renovado bajo la presidencia de don Pedro de Amorrortu, han comenzado los cursos de euzkera bajo la dirección de don Isaac López Mendizabal.

Por cierto que el número de socios de esta entidad ha pasado, en un año, de 1.013 a 1.119, acercándose ya a 10.000 el total de vascos que son o han sido socios del « Laurak-bat » desde su fundación.

⁂

Hemos recibido el número de « Euzko-Deya » de Buenos Aires en el que se refleja la unánime condolencia de aquella colonia vasca por el fallecimiento del prestigioso letrado navarro don Santiago Cunchillos Manterola (q.e.p.d.).

Amplias reseñas y diversos artículos testimonian, en efecto, el sentimiento general que la desaparición de este gran amigo causó entre sus compatriotas, así como en cuantos conocían sus excelentes condiciones personales.

Por cierto que hemos de rectificar un error deslizado en nuestra información, y a este propósito publicamos la siguiente carta que hemos recibido de don Ignacio Cunchillos :

« Muy señor mío : En el número 356, correspondiente al 1 de febrero pasado, de la publicación que usted dirige, en un artículo titulado « En memoria del Sr. Cunchillos Manterola », firmado por « M. », leo lo siguiente : « Merece destacarse la conducta de la Agrupación « Navarra Republicana, de Buenos Aires, que, a partir del momento en que « Cunchillos quedó inútil para el trabajo, le pasaba una pensión mensual ».

« Mi padre (q.e.p.d.) no ha recibido durante su enfermedad ninguna pensión de la Agrupación Navarra Republicana de Buenos Aires y sí, solamente, una pequeña suma, que fué reintegrada por mí a la mencionada entidad.

« Le ruego publique lo que antecede para que quede en claro.

« Agradeciéndole este favor, me reitero suyo afmo. s.s.q.e.s.m., Ignacio Cunchillos ».

OPERADO

Nuestro compatriota señor Dorronsoro, refugiado en Capbreton, ha sido operado felizmente.

NECROLOGIA

En Namur (Bélgica), donde vivía refugiado, ha fallecido a los 53 años Mauricio Humblet, que desde su niñez residió en San Sebastián, donde fué jefe de ventas de « La Voz de Guipúzcoa ».

EUSKAL-ORRIYA

Idazleak dirala-ta

Udaberriak, naturan ez-eze, giza biotzetan ere bizi irau naia sortzen ditu. Elur garaik pensari iarten gaitun neurrian, udaberriak ibiltari ta erne iartzen gaitu. Garai onenean datorkigu, etorri ere, Amillaitz adiskide eta euskal-idazle azkarraren deia, eta ezin nindagoke dei arri erantzun gabe. Beaz, ni ere gai ontaz zerbait esatera noa.

Bainan, lendanik galdea da : « Nun dira euskal-idazleak ». Batza bat egin nai baldin ba dugu, batza ortako kide ditezkenak nun diren iakin bear dugu. Nun dira bada, euskal idazleak ?

Amillaitz'ek berak aitortzen digu, oso gutxi gerala eta gutxiok. « Quijoterik » jasoenak gainera. Gutxi gera eta ez dakigu nundi nora bizi geranik ere. Arrigarria benetan ain idazle gutxi gera eta ez dakigu nundi nora bizi geranik ere. Arrigarria benetan ain idazle gutxi izatea, bainan egia da. Bear bada, egun iñoiz baino euskaldun ugariago bizi gera mundu zabalean. Orain eun urte, Frantzi-pean bizi ziran euskaldunak askoz ere gutxiago ziran. Alaz ere, garai artan, lurralde artan, egun baino euskal idazle geiago zeuden. Gaur Frantzipeko eskualde guziak batean artuta, lau bost euskal idazle, geiago ez dituzute arkituko. Españi'ren menpean bizi diran Euskalerrietan ere, fenomeno negargarri auxe ikusten dugu, itxu egon nai ez ba'dugu egiaren aurrean. Lenago askoz ere euskal idazle geiago zeudela, eliz-gizonen artean batez ere. Zerk urritu eta kimatu ditu beaz, euskal idazleak ?

Arrazoi asko eman ditezke bat baino ez dut aipatuko ordea. Lenago eliz-gizonak euskal-zaleagoak ziran egun baino. Gaurko apaiz, praile, (monjak ez daukagu zertan aipatu oiek beti izan baitira euskeraren etsairik gorrienak) eta eliz gizonak ez dira bat ere euskal-zaleak. Antxiña seminarioetan, filosofi pixkat eta theologi zerbait ikasten zuten, gaur berriz, iakintza berri asko ikasten ditute, eta iakintza berri oiekin, ala nola soziologi, ta beste onen arioko iakintzekin, apaiz gazteak arrotu zaizkigu, eta erdal-iantziz apaindurik seminarioetatik ateratzen zaizkigu. Elizak euskera ukatu du, eta bere magaletik gorotza bai litzan iaurti. Beraz ez da arrigarri ain euskal idazle gutxi ikustea eliz-gizonen artean, Euskalerri guzietako eliz-gizonen artean alegia.

Alere, gutxi... bainan ba gera oraindio baten batzu. Eta ezertara iarri baño len, elkarren berri iakin bear dugu. Ez ote Amillaitz ? Nola ordea ?

Nere ustez, ezer baino lenago, euskal-idazleen errol bat egin bear dugu, izen, abizen eta zuzenbidez ornitua. Al izanik, izen bakoitzaren endoren, nun idazten duten eta zer idazten duten ipiñirik. Libururik argitaratu ote duten... Ba dira, iakiña, ixilpean ari diran idazleak ere. Oien izenak ere jaso bear ditugu. Auxe da aurrenengo lana, bear bearrezkoa gainera, Amillaitzek nai duen Euskal-Idazle Batza sortzeko.

Au egin ondoren, idazle bakoitzari dei egin dezaiogun, Idazle Batz ortarako beren laguntasuna ekarri dezaten. Au egiten ez dugun bitartean, itxumustuan eta aizea aztintzen iadungo genuke. Eta ez gaude aizea astintzeko garaian...

Sail oni asiera eman diogunez gero, Mundu zabaleko euskal-idazle guziei, gure euskal-orri au irakurriko luketenei bederik, biotzez ots-egiten diegu asmo bikain onen inguruan berenak ere agertu ditzaten. Beaz, euskal idazleak, zuena duzute aoa eta zerbait idatziko al diguzute asmo bat besterik ez dan « Euskal-idazle Batz » ori egi biurtu dezagun.

BERRIZ-BERRI

Donostian itzaldiak. — Euskalzaleak ez daude lastai goxoan etzanda. Ba dabiltza al dutentxoa egiten. Ezin dezakete gauza aundirik egin, gaxoak, bainan arnas artzeko zirrikiturik txikienak ere euskerari indar emateko onartzen ditute. Gure adiskide maite batek, itzaldi batzu ontalutu ditu, euskeraz, XVI' garren mendeko euskal literaturari buruz. Izlari gure artean den praile jakintsuenetarik bat izan da, Villasante-Kortabitarte Aba. Itzaldi bikaina egin zuen, eta entzuleak bere ao-eztiak zerizkion mintzo goxoak entzunik, txoraturik egon ziran. Aurrera adiskide maiteak. Orrela gure euskera maitagarria berpiztu ahal izango dugu.

Euskera Washington'en. — Uri andi ortako « Policultural American Institution » ere euskeraz arduratzen asia duzute ,irakurleak. Zuek, geienak beintzat, arbuiorik naskagarrienaz gure aberri izkuntzari begiratzen diozute. Arrotzak ari zaizkigu aurreak artzen, eta au benetan lotsagarria duzute. Aipatu « Policultural » ortan ba dira euskera ikasten ari diren zenbait ikasle. Gure adiskide mami Eeitia'tar Kepari ikastaldi oiek antolatzeko ardura eman diote. Aurrera adiskide, guzion artean indar berriz euskera jantzi bear baitugu.

Axular'en edizino berria. — Onatx ene Donostia'ko adiskide batek bialtzen dizkidan berriak : Axular'en « GERO » itzik aldatzeke, lenengo edizioneari jarraituz, ber-argitaratzeko asmoak ditugu. Bear aña oarkizun, ordea, ezarriko dira be-aldean. Oarrak Lekuona'tar Imanol apaiz jakintsuak idatziko ditu. Au bai lan ederra ! Aspaldi akitu ziran « Gero »ren agertaldiak, eta euskalzaleak jaki goxo orren premiñan arkitzen gera. Ez al da urte auxe liburu eder ori eskuartean jasotzeke igaroko. Zorionak Donostia'ko adikideak !

Aberri-Eguna Paris'en. — Berbizkunde egunez, oi bezala, egun zoragarri ori Parisko euskotarrek ospatu zuten. Goizean meza entzun zuten Andre Marie Kontsolazinokoaren elizatxoan. Legarralde yaunaren kantari taldeak, abesti eztienak eman zituen. Ondoren Euzko-Ordezkaritzako aretoan Leizaola jaunak, Lendakari jauna eri arkitzen bai zen, itzaldi mamitsu bat euskaldun guziei zuzendu zien. Gero oruruntzan anaitasunik ederrenean bildu ziran Paris'ko euskaldunak. Arratsaldean jaialdia eta euskal-dantzak. Alare norbaitek esan digunetik, Aberri-egunez erdera (kastillano) geiegitxo entzuten omen zan. Euskaldunak, noiz betiko, ostikada bat emango diozute erdera orri. Euskera gabe ez dago Euskalerririk, ez eta aberririk ere.

Gipuzkoa'ko Aldundiaren norlenka. — Iparragirre'k « Gernikako Arbola » asmatu zuenetik menderdi betetzen dalata, Gipuzkoa'ko aldundiak norlenka bat antolatu du. Zenbait sari ere emango dizkie norgeiagoka ortan garai aterako diranei. Euskerazko olerkiak eta erderazko lan batzu sarituak izango dira. Nai lukenak aldizkari ontan bertan, baldintzak ikus ditzake. Erabe, bainan goleiterrak ere ari dira euskerara biurtzen pitinka eta besterik ezinean.

Euskal ikasleak. — Pozik jakin dugu gazte aunitz euskeraz ikasten ari dirala Donosti, Bilbao, Iruña eta Gazteiz'en. Guk uste baino geiago. Agerí da oraindik gazteak ez dutela Euskalerria ântzi, eta ânzteko gogorik ere ez daukatela. Orixe da, gazteak, egin dezakezuten lanik ederrena : euskera ikasi eta euskeraz mintzatu. Ikasi ondoren ez zaiteztela lo lotu. Beste adiskideen artean ere euskeraren garra zabaldu ezazute arik eta Euskadi guztia benetako Euskalerri biurtu arte. Lurrean gure asmorik bikañenak Euskera eta Euskalerria bear dute izan. Zenbeit goragokoak ere utzi ez bear ditugula erderaz esaka urbilduko zaizkizue. Goragokoak bai, bainan oiek ere euskeraz. Bestela ari diranak gure euskal gogoa zitaltzen ari dira, naiz apaizak izan.

Buenos Aires'ko Euskaltzaleak. — Euskaltzaleak'en idazkari den Errenteria'tar Iñaki'ren eskutitz bat jaso dugu. Munduko euskalzale guztien batzar bat antola nahi lukete Argentina'ko euskaltzaleak. Bai, garaia dugu guziok gizon bat bezala elkartzeko. Eta inguru guztiak ondatzen ari zaigun erderari kopeta erakusteko. Zuen oiua onartua izango al da munduko lau bazterretan. Ori opa dizutegu biotz-biotzetik.

« *EUSKERA* » *aldizkaria.* — Berrionak datozkigu, irakurleak, Bilbao aldetik ere. Antxiñako « Euskera » aldizkaria berpiztera omen dijoaz. Dakizutenez, aldizkari ori Euskal Akademiak argitaratzen zuen, bainon guda-ondoan mintzul lotu zen. Berriz ere berpizterat dioaz. Aurreneko banakoak, aurreragoko banako guzietan argitaratu lanen zerrenda ekarriko du. Zerrenda ori Villasante-Kortabitarte Aba argiak antolatu du. Beste zenbait euskal idaz-lan ere ekarriko ditu. Euskal-bidetik, noizbait bada ere, sartuko al gera, eta betiko.

« *Elgar* » *aldizkaria.* — Arrituta gelditu gera aldizkari pullit hunen azkeneko bi banakoak irakurtzean. Deus ere ez dakar euskeraz, pertsu iñozo zenbeit izan ezik. Zer gertatu zaizue adiskide maiteak. Legarralde yauna, nun da zure euskal garra ?

« *Gernika* » *aldizkaria.* — Aurtengo lenbiziko zenbakia eskuetara zaigu. Beti bezela eder eta okitu dator. An irakurri zenitzakete Fagoaga, Orixe, Zelai, Erkiagarre, Etcheverry eta beste zenbait euskal idazlen lan ederrak. Merezi du aldizkari onek euskaldun guztien laguntasuna.

Txile'ko berri. — Egiluz Ibinagabeitia'tar Andima, gudari gaztea, Sasia'tar Edurne'kin ezkondu da lurralde urrun aietan. Ezkonberriak pozik eta eztitan omen daude. Bear ere. Gure zorionik xamurrenak ar bitzate. Ez aztu gero, Andima, etxean ikasiak. Ain maite duzun aitonaren jarraibidetik ibilliko al zera, eta semeak ere bide berdiñetik aziko al dituzu.

Le Gérant : **Albert PRIEUR.**

Société Parisienne d'Impressions
4, Rue Saulnier. — PARIS (IX•)

Euzko Deya

LA VOZ DE EUZKADI • LA VOIX DES BASQUES

XVII[e] année — Num. 349 — Paris, 1[er] Juillet 1952 — 50, Rue Singer (XVI)

Le Cardinal Segura en garde face à l'Islam

Le cardinal Segura, ancien Primat d'Espagne, aujourd'hui archevêque de Séville, regarde toujours de travers la politique internationale du général Franco ou bien il en prend prétexte pour chatouiller le gouvernement.

Lorsque le Caudillo s'apprêtait à négocier avec les Etats-Unis, le cardinal exprima bruyamment ses appréhensions de voir ce marchandage amener un régime de tolérance excessive pour la propagande protestante. Comme s'il en avait été de même de la politique pro-arabe, le cardinal y a également trouvé l'occasion de rédiger une autre lettre-pastorale qui n'en est pas plus aimable pour le gouvernement et pour la presse de celui-ci.

On sait que le voyage de M. Artajo en Orient fut précédé, accompagné et suivi d'une campagne de presse si exagérée qu'on aurait pu en conclure à une identité de vues séculaire entre Espagnols et Arabes, entre catholiques et mahométans. Le cardinal s'est élevé contre cette confusion, en critiquant des textes, notamment de ceux émanant du général Franco.

« L'alliance politique ou militaire avec un pays — a dit Mgr Segura — ne suppose point ni ne saurait supposer une identité de points de vue moraux ou religieux. La presse n'a sans doute pas assez réfléchi, pour parler d'alliance avec les pays arabes, pour émettre des conceptions d'une manière incompatible avec la réalité ».

S'appuyant sur le « Syllabus », le cardinal déclare qu'il n'est point licite de déduire d'une alliance politique ou militaire une légitimité de cultes réprouvés par l'Eglise. Pourtant, cette confusion contre laquelle s'élève le cardinal, est fort ancienne et elle n'avait pas attiré, jusqu'à présent, la réprobation des autorités ecclésiastiques.

Aujourd'hui, l'archevêque de Séville est le cardinal Segura qui, au lieu d'assister au Congrès Eucharistique de Barcelone, a préféré rester dans son archidiocèse afin d'y commémorer le VII centenaire du roi Saint Ferdinand, véritable croisé de la lutte contre l'Islam.

Cependant, en 1937, alors que Séville était sous la botte du général Queipo de Llano, l'archevêque de Séville était le cardinal Ilundain qui, revêtu de la **capa magna**, alla recevoir solennellement les Maures à l'occasion d'un pélerinage à La Mecque organisé par le général Franco.

Le nouveau siège de la Délégation Basque

A ETE INAUGURE AU COURS D'UNE BRILLANTE REUNION

Un an après leur expulsion de l'immeuble de l'avenue Marceau, le Gouvernement d'Euzkadi et la Ligue Internationale des Amis des Basques, ont commémoré ce coup de force mémorable par une cérémonie d'affirmation significative : le jeudi 26 juin, le nouveau siège de ses services (qui y fonctionnaient depuis longtemps) a été inauguré officiellement.

Les travaux d'aménagement avaient retardé cette inauguration qui, d'ailleurs, devait coïncider, pour satisfaire de nombreux amis des Basques, avec l'anniversaire de l'injuste sanction dont ils avaient été victimes.

Une brillante reception a eu lieu, à cette occasion, dans la coquette résidence de la rue Singer où le pavillon basque flottait à l'entrée du jardin pour souhaiter la bienvenue aux nombreuses personnalités invitées par le Président Aguirre, en tant que chef du gouvernement d'Euzkadi, et par M. François Mauriac, Président de la LIAB.

M. le sénateur Pezet, secrétaire général de la Ligue, et M. Aguirre, assisté de ses collaborateurs, ont reçu les invités au cours d'une réception tout empreinte de cordialité.

Des jeunes filles, parées du costume typique de l'Euzkadi, aidaient gracieusement à accueillir les invités à qui un lunch était offert dans le jardin de la nouvelle Délégation basque.

Parmi les nombreux invités, on remarquait : M. l'Ambassadeur de France Francisque Gay, ancien vice-président du Conseil des ministres, et Madame ; M. René Cassin, vice-président du Conseil d'Etat ; M. Daniel Mayer, député, ancien ministre ; M. Robert Lecourt, député, ancien Garde des Sceaux, et Madame ; M. Coste-Floret, député, ancien ministre.

M. Sarrailh, recteur de l'Université de Paris ; M. le professeur Paul Rivet, directeur du Musée de l'Homme ; M. et Mme Malaterre-Sellier ; M. Grousset, ministre plénipotentiaire ; M. Rieu, consul de France, et Mademoiselle Chairou, chancelier.

M. Eduardo Santos, ancien Président de la République de Colombie. MM. les anciens députés Poimbœuf et Marc Scherer ; M. le sénateur Ernest Pezet, secrétaire général de la Ligue Internationale des Amis des Basques ; M. le sénateur Henry Torrès, M. Pierre Corval, conseiller de l'Union Française ; M. Falaize, directeur du cabinet de M. le président Bidault ; M. Farine, chef du cabinet de M. Maurice Schumann ; M. Ibarrondo, ancien chef de cabinet de M. le président Guy Mollet ; M. Léonelli, du cabinet de M. le président Queuille ; M. Alexandre Marc ; M. Hytte, président des « Cercles Fédéralistes et socialistes »; M. Raymond Vidal et Madame ; M. Volin, dirigeant de la C.F.T.C. ; MM. Roger Lardenois, le colonel Madrè, le capitaine Beck, de l'E.M. de la Garde Républicaine de Paris ; Me Camille Gay et Madame ; Me Larrouyet et Madame ; M. André Holleaux, auditeur au Conseil d'Etat, M. Elissalde, procureur à Versailles, M. Lucien Bart, etc., etc.

On notait également la présence de : M. Gordon Ordas, chef du gouvernement de la République espagnole entouré de plusieurs de ses ministres, dont M. le général Emilio Herrera et Madame ; M. Valera et Madame ; MM. Julio Just, le Dr Arauz, Maldonado et Puig y Ferrater, ainsi que M. Semprun Gurrea, ministre d'Etat et représentant à Rome.

De nombreuses autres personnalités espagnoles avaient tenu à assister à cette réunion : M. l'ancien ministre Sanchez Guerra, M. le député Martinez Risco, M. Carlos Martinez-Parera, du Comité Exécutif du Parti socialiste ouvrier Espagnol ; l'écrivain Quiroga-Pla ; le colonel Arredondo ; M. Sauret, député catalan, représentant l'Esquerra de Catalunya ; M. Morera, délégué de l'Union démocratique de Catalogne ; M. Quero Molares, conseiller juridique de l'Office Central des Réfugiés espagnols, etc., etc.

M. le sénateur de Menditte représentait le département des Basses-Pyrénées qui comporte les terres basques du Labourd, de la Basse Navarre et de la Soule. Les sociétés basques de Paris étaient également représentées par Me Besseière, président d'« Eskualdunak » et par M. Rocca-Serra Légarralde, secrétaire général de « Eskualzaleen Biltzarra ».

MM. Leizaola et Garbizu, ministres du gouvernement basque, M. de Irujo, ancien ministre de la République espagnole, ainsi que M. de Landaburu, ancien député, faisaient les honneurs de la maison.

Les travaux parlementaires ou des occupations urgentes avaient empêché certaines personnalités de rehausser de leur présence l'éclat de cette réception. Certaines étaient, d'ailleurs, absentes de Paris.

Les Présidents Edouard Herriot, Bidault, Paul-Boncour, ainsi que MM. les ministres ou anciens ministres Ivon Delbos, P. H. Teitgen, Jules Moch, Letourneau, Guy Mollet et Michelet s'étaient excusés par des lettres particulièrement chaleureuses.

Citons enfin les excuses de Mgr Feltin, archevêque de Paris et de Mgr Mathieu, évêque de Dax, dont la lettre

exprimait sa grande sympathie par les Basques exilés : « Ce jour-là — y notait-il — je m'associerai à votre joie de l'inauguration, comme l'année dernière j'ai partagé la tristesse de votre expulsion ».

Glorifications à retardement

A LA GLOIRE DE LA « DIVISION BLEUE »

La presse franquiste a annoncé qu'un groupe scolaire dénommé « Division bleue » allait être érigé à Grenade.

Le décret pris à cet effet par le Ministère de l'Education Nationale explique la raison de ce titre : « Rappeler aux générations futures le souvenir des volontaires espagnols qui ont versé généreusement leur sang et ont combattu contre le communisme international, en gagnant de nouveaux lauriers de gloire pour la Patrie, sur les terres de Russie ».

A cette occasion, le journal « Arriba » vient d'avouer que les survivants de la Division Bleue n'étaient guère bien vus en Espagne, puisque ce quotidien a dû faire l'éloge de « la patiente et fière grandeur, pleine d'abnégation, avec laquelle ils ont supporté, au cours de ces dernières années, l'oubli, le silence délibéré, voire le mépris des autres pour leur noble mission ».

Cette froideur générale et le résultat de la guerre européenne expliquent sans doute que l'on n'aurait jamais imaginé donner un nom semblable à un groupe scolaire ; cette initiative vient d'être prise maintenant en rappelant l'ancienne collaboration avec le nazisme pour présenter celle-ci comme un geste précurseur tout à fait dans le ton de l'anticommunisme actuel des alliés.

« Arriba » évoque les combattants de la Division Bleue comme des volontaires remplis d'enthousiasme, parmi lesquels « il y avait des combattants de treize ans dans leurs rangs héroïques » ; mais, il faut bien dire qu'il y avait aussi de nombreux volontaires enrôlés de force, et que d'autres, au sortir de la prison, n'avaient pas trouvé d'autre solution ; d'autres encore s'étaient engagés pour calmer la faim de leurs proches avec les primes qui leur étaient offertes.

Rappelons également que le journaliste catholique E. J. Hughes, attaché à l'Ambassade des Etats-Unis de Madrid pendant quatre années, a écrit, dans son ouvrage, « L'Espagne de Franco », à propos de la Division Bleue : « Lorsqu'il fut de bonne politique d'enterrer jusqu'au souvenir de la Division Bleue, Gabriel Arias-Salgado, Chef de la Propagande en sa qualité de secrétaire adjoint à l'Education Populaire (aujourd'hui Ministre de l'Information), avait pris l'habitude, dans ses entretiens avec les Alliés, et notamment avec moi, de considérer ce corps comme une bande de braves bougres d'une virilité extraordinaire qui ne firent, sur le front russe, que propager leur race. Il se complaisait à évoquer le nombre fantastique (?) de bébés « espagnols » nés de mères polonaises et russes. Il concluait en assurant que toute cette affaire n'avait été qu'une plaisanterie politique un tantinet obscène ».

Le monopole de la presse sous le franquisme

Les bénéfices mirifiques de "Ya" et la disparition du grand quotidien catholique "El Debate"

Juan-José Pradera, directeur de «Ya», a fait une causerie pleine d'intérêt, dans un club de journalistes de Madrid.

L'intérêt principal réside dans le fait d'avoir déclaré que la loi sur la presse, décrétée en 1938 par le régime franquiste, « avait accordé aux entreprises les avantages d'un monopole tacite avec toutes ses conséquences, puisque le nombre des journaux était réduit et que les nouvelles publications ne peuvent sortir qu'avec une autorisation extraordinaire, spéciale ».

Nous le savions déjà, mais il est toujours intéressant de l'entendre de la bouche des auteurs et bénéficiaires de ce « monopole tacite » qui a été édifié sur la suppression des autres journaux, la confiscation de leurs ateliers et les poursuites contre leurs propriétaires et directeurs.

M. Pradera a fort bien expliqué ce qu'il appelle les avantages et les conséquences de ce monopole. La « Société d'Edition Catholique » n'avait pu distribuer de dividendes qu'en 1925 et en 1927. Toutefois, le monopole créé par la loi sur la presse, de 1938, a permis aux actionnaires de cette société d'encaisser des « dividendes substantiels » depuis treize ans, c'est-à-dire depuis que tout risque de concurrence a été supprimé. Mais, ce n'est pas tout. Selon M. Pradera, les bénéfices de « Ya » (dont les encaissements de publicité atteignent 80.000 pesetas par jour) ont permis de racheter certaines hypothèques pour une valeur de plusieurs millions de pesetas, de construire un nouvel immeuble de cinq millions et d'acquérir plusieurs journaux de province, notamment « El Diario Regional » de Valladolid.

En entendant ce bilan magnifique, une question s'imposait : « El Debate » ne reparaîtra-t-il pas ? » M. Pradera a répondu qu'il l'ignorait.

Nous rappellerons que ce grand quotidien appartenait comme « Ya », à cette fameuse « Société d'Edition Catholique » ; pourtant, si « Ya » a reparu avec la victoire des franquistes, « El Debate » n'a pas revu le jour. Pourquoi? On a voulu attribuer ce fait à la mauvaise volonté du général Franco et à une opposition imaginaire entre certains milieux catholiques et le franquisme. La simple publication de « Ya » prouve que cette version est sans fondement. « Ya » est l'organe de prédilection de M. Artajo, ancien leader de l'Action Catholique et aujourd'hui ministre des Affaires étrangères, dont la politique a été publiquement louée par son cordial ami, l'évêque de Malaga, Mgr Herrera, qui était justement le directeur de « El Debate ».

Le reparution de ce journal serait donc un double emploi inutile, préjudiciable même aux intérêts des actionnaires de la « Société d'Edition Catholique » qui encaissent, depuis treize ans, des dividendes substantiels. En toucheraient-ils autant si, comme avant la guerre civile, ces deux journaux co-existaient et se partageaient les mêmes ressources qu'actuellement, mais avec doubles frais?

Le directeur de « Ya » a déclaré qu'il ne savait pas si « El Debate » reparaîtrait. Nous, à la lecture des chiffres donnés par M. Pradera, nous le savons bien : « El Debate » ne reparaîtra pas.

C'est la triste interprétation matérialiste d'un fait que l'on a voulu attribuer à de subtiles raisons politiques et même à certains scrupules. Dans le fond, ce n'est qu'une question de gros sous. M. Pradera nous en a convaincu.

⁂

Les déclarations de M. Pradera ont-elles déplu à l'entreprise propriétaire de « Ya » ? En tout cas, il vient d'être remplacé par le directeur d'un quotidien de Grenade appartenant également à la Société d'Edition Catholique. M. Pradera a été nommé attaché de presse à l'ambassade de Paris.

Les procès de Vitoria

LA PRISON PREVENTIVE EST, MAINTENANT, UNE CONDAMNATION

M. Juan-José de Basterra, qui faisait partie des inculpés au procès de la grève de Vitoria, est toujours incarcéré à la prison de Bilbao. La Cour de Vitoria ne lui a pas accordé sa mise en liberté provisoire « compte tenu du peu de temps qu'il a passé en prison et du fait qu'il était contumax au moment de son arrestation ».

La lecture de ce considérant prouve que la prison préventive n'est plus une mesure de précaution pour donner le temps de percer la vérité, mais une simple peine que l'on fait purger « provisoirement » à quiconque, étant inculpé, n'a pas encore été condamné. Une argutie de plus, en somme, pour méconnaître, sans l'avouer, les règles les plus élémentaires de la jurisprudence de tout pays civilisé.

RENVOI D'UNE AFFAIRE POLITIQUE

L'affaire concernant les poursuites contre plusieurs nationalistes basques (accusés d'association illicite et de propagande illégale pour avoir distribué des tracts aux délégués étrangers venus à Vitoria en 1947 pour le centenaire de fray Francisco de Vitoria) a été renvoyée pour cause de maladie grave d'un des inculpés. Cette affaire devait venir à l'audience du 9 juin.

Plusieurs des inculpés sont également impliqués dans l'affaire de la grève de 1951. Cette dernière affaire n'a pas encore été inscrite au rôle ; on pense qu'elle le sera très prochainement. Les agents consulaires d'Angleterre et des Etats-Unis ont sollicité et obtenu l'autorisation d'envoyer des observateurs aux audiences.

NECROLOGIA

En Riom-es-Montagnes (Cantal) ha fallecido a los 81 años doña Consuelo Aramburu Arana, madre del pelotari « Chapasta », que residía emigrada en Francia desde 1937.

FRANCO, l'UNESCO et l'AGENCE FIDES

Les écrivains MM. Madariaga en Camus ont refusé leur collaboration à l'UNESCO

Dans un article diffusé par la radio du Vatican l'agence **Fides** analyse et critique les « tendances idéologiques » de l'UNESCO et de l'OSM (organisation mondiale de la santé).

« L'UNESCO, estime cette agence, professe une conception de l'homme purement naturaliste, évolutionniste et sans fondement objectif de morale universelle ; son échelle de valeurs empirique est fortement empreinte du pragmatisme anglo-saxon, du laïcisme latin et du poison anticatholique des ennemis de l'Eglise ». L'agence **Fides** n'en incite pas moins les catholiques « à s'intéresser à ces mouvements internationaux dont bénéficieront des centaines de millions d'hommes ».

Devançant les recommandations de l'Agence Fidès, le gouvernement du général Franco, avait déjà demandé son admission à l'UNESCO dont le « poison anticatholique » et les « conceptions naturalistes, évolutionnistes et sans fondement objectif de morale universelle » attirent sans doute l'Etat franquiste, bien qu'il soit l'Etat « le plus catholique du monde ».

Franco a été admis, en principe, et son entrée à l'UNESCO n'est plus, semble-t-il, qu'une question de temps. C'est l'impression générale et, naturellement, celle de l'ancien ministre de la République espagnole, M. de Madariaga, qui a fait connaître, en conséquence, le 22 avril 1952, au directeur général de l'UNESCO, M. Torrès-Bodet, sa décision de ne plus collaborer à cet organisme. A la même date, M. de Madariaga a également présenté sa démission de Président de la C.I.A.P.

Et voici un autre refus :

Invité par l'UNESCO à collaborer à une enquête sur un problème intéressant la culture et l'éducation, M. Albert Camus vient de signifier son refus à M. Torrès Bodet, directeur général de l'organisation, dans la lettre suivante :

« Par une lettre du 30 mai, l'UNESCO a bien voulu me demander de collaborer à une enquête qu'elle entreprend sur un problème intéressant la culture et l'éducation. En vous priant de bien vouloir faire part de mes raisons aux organismes directeurs de l'institution, je voudrais vous dire brièvement pourquoi je ne puis consentir à cette collaboration aussi longtemps qu'il sera question de faire entrer l'Espagne franquiste à l'UNESCO.

« J'ai appris, en effet, cette nouvelle avec indignation. Je doute qu'il faille l'attribuer à l'intérêt que l'UNESCO peut porter aux réalisations culturelles du gouvernement de Madrid ni à l'admiration que l'UNESCO a pu concevoir pour les lois qui régissent l'enseignement secondaire et primaire en Espagne (particulièrement les lois du 20 septembre 1938 et du 17 juillet 1945, que vos services pourront utilement consulter). Je doute plus encore qu'elle s'explique par l'enthousiasme avec lequel ledit gouvernement reçoit les principes dont l'UNESCO prétend s'inspirer. En fait, l'Espagne franquiste, qui censure toute expression libre, censure aussi vos publications.

« Je mets par exemple, au défi vos services d'organiser à Madrid l'Exposition des Droits de l'Homme qu'ils ont fait connaître dans beaucoup de pays. Si déjà l'adhésion de l'Espagne franquiste aux Nations Unies soulève de graves questions dont plusieurs intéressent la décence, son entrée à l'UNESCO, comme d'ailleurs celle de tout gouvernement totalitaire, violera par surcroît la logique la plus élémentaire. J'ajoute qu'après les récentes et cyniques exécutions de militants syndicalistes en Espagne, et au moment où se préparent de nouveaux procès, cette décision serait particulièrement scandaleuse.

« La recommandation de votre conseil exécutif ne peut donc s'expliquer que par des raisons qui n'ont rien à voir avec les buts avoués de l'UNESCO et qui dans tous les cas, ne sont pas ceux des écrivains et des intellectuels dont vous pouvez solliciter la sympathie ou la collaboration. C'est pourquoi, et bien que cette décision soit en elle-même, je le sais, de mince importance je me sens cependant obligé de refuser en ce qui me concerne, tout contact avec votre organisme, jusqu'à la date où il reviendra sur sa décision et de dénoncer jusque-là l'ambigüité inacceptable de son action.

« Je regrette aussi de devoir rendre publique cette lettre dès que vous l'aurez reçue. Je le ferai dans le seul espoir que des hommes plus importants que moi, et d'une manière générale les artistes et intellectuels libres, quels qu'ils soient, partageront mon opinion et vous signifieront directement qu'ils sont décidés eux aussi, à boycotter une organisation qui vient de démentir publiquement toute son action passée.

« Avec mes regrets personnels, je vous prie de croire, Monsieur le Directeur Général, à mes sentiments bien sincères. — Albert CAMUS ».

La fille de Franco décorée par son père

Le « Bulletin Officiel de l'Etat » vient de publier une ordonnance par laquelle la Grand'Croix de l'Ordre Civil de la Santé a été décernée à la marquise de Villaverde, en récompense « de son concours charitable et du succès de la Fête de la Fleur ».

La marquise de Villaverde est la fille du général Franco et, au cours de la dernière collecte pour la lutte antituberculeuse, c'est son poste qui a recueilli les sommes les plus importantes, car bien des gens avaient intérêt à remettre leur obole à la fille du Caudillo. On se souviendra que le banquier March avait remis un chèque d'un demi million de pesetas.

NATALICIO

La esposa del que fué capitán de la brigada vasca, Hermenegildo Martínez, ha dado a luz en Bayona una niña que recibió el nombre de Sara.

UN LIVRE du Dr Jean de JAUREGUIBERRY

«BASABURUAN» (1)

L'édition de « Basaburuan » (En Haute Soule) a réuni, par une heureuse coïncidence, les noms de deux de nos amis qui furent des premiers et des plus fidèles. L'auteur de « Basaburuan » est le Dr Jean de Jauréguiberry ; le préfacier est l'abbé Lafitte.

Il est temps de rappeler la collaboration efficace et le témoignage d'attachement que ces vieux amis nous ont apporté dès le début de nos épreuves. Nous tenons à le dire à cette occasion — bien que ce soit entre parenthèses — au risque de laisser croire que c'est la reconnaissance qui dicte tout ce que nous pensons de bien de cet ouvrage.

« Basaburuan » est un recueil de quatorze récits parus dans la revue « Gure Herria » et édités à présent sous l'initiative délicate des fils du Dr de Jauréguiberry dont la modestie l'eut empêché de confier personnellement aux presses ce qu'il avait imaginé sans doute être des pages éphémères. D'ailleurs, l'impression en valait la peine, car il est rare de trouver un livre relatif aux choses et aux hommes du Pays basque qui offre le caractère singulier de l'œuvre de M. de Jauréguiberry.

Les Basques, leur pays, leurs coutumes, ont toujours tenté de nombreux écrivains et apprentis. Mais, en général, l'écrivain, même s'il est Basque lui-même, se place souvent hors du cadre humain, comme un peintre, voire comme un touriste. Cette position spirituelle a donné les résultats que nous connaissons tous : images d'Epinal, narrations fades, anecdotes vulgaires, aquarelles d'exportation, basquisme chimique... Ce n'est pas le cas pour le Dr Jauréguiberry, Basque sans effort et sans artifice, qui, en s'écoutant lui-même, se confond naturellement avec tout ce qui l'entoure — les hommes, les coutumes, l'ambiance — dans une identification totale.

L'abbé Lafitte, dans une préface dont l'exactitude d'observation égale l'autorité de ses éloges, indique cette recette ignorée de bien des gens qui se sont occupé du Pays Basque : « Il est indispensable d'y mêler notre âme, de l'y mettre partout comme un levain de vérité. Et, c'est là, précisément, cher Docteur, le secret de votre réussite littéraire : vous animez d'esprit basque tout ce dont vous nous parlez ».

La remarque de l'abbé Lafitte est si exacte que l'auteur de « Basaburuan », où qu'il nous mène dans ses narrations, reste toujours un Basque qui anime d'esprit basque les pays les plus exotiques et les scènes les plus imprévues. « Un Basque chez les Touareg » et « Les trois Noël » confirment cette impression.

Tout au long des quatorze chapitres, M. de Jauréguiberry se révèle comme un excellent narrateur, d'un style souple, simple et attachant. Un humour de bon aloi et une émotion voilée par la pudeur propre à la race animent constamment ces pages dont le ton mineur est une autre confirmation de caractère authentiquement basque de « Basaburuan ». Ici, point de lyrisme pathétique, ni d'effets faciles, que l'idiosyncrasie de la ra-

(1) Imprimerie S. Sordes, Bayonne (B.P.).

ce repousse comme des éléments étrangers à son esprit. Enfin, un recueil d'autant d'intérêt que de qualité. Et pourtant son auteur n'est pas un écrivain de métier ; mais il est quelque chose encore plus importante. L'abbé Lafitte l'a expliqué dans sa préface :

« Cher Docteur, vous êtes la fidélité même, car votre esprit lucide ne se sépare jamais de votre cœur. Et votre style limpide, vivant, primesautier, harmonieux, communique aux lecteurs une image toute chaude, toute vibrante de notre pays ».

Nous n'avons rien à y ajouter. Rien, si ce n'est nos félicitations cordiales à cet excellent ami.

Les Etats-Unis et le franquisme

LE DISCOURS D'EISENHOWER ET LA PRESSE DE MADRID

La Commission des Mesures Collectives de l'ONU a décidé que l'organisation s'adresserait aux Etats, membres ou non, pour leur demander quelles mesures ils entendent prendre en vue d'aider cette Commission dans l'action de défense collective qu'elle serait amenée à adopter contre un agresseur.

Parmi les Etats non membres figurent : l'Espagne, l'Allemagne occidentale et le Japon. Ce sera donc la première fois que l'Espagne — condamnée par l'Assemblée générale de 1946 — sera consultée au sujet d'une action d'ordre politique susceptible d'être entreprise par l'ONU.

L'inclusion de l'Espagne dans la liste des destinataires du questionnaire a été proposé par la délégation américaine de ladite commission.

Pedant ce temps, le général Eisenhower a déclaré, au cours de sa campagne électorale, qu'il n'y avait de résistance possible à l'oppression totalitaire, sans volonté de foi et sans justice sociale assurant à tous des moyens d'existence dignes de la condition humaine. Ces principes qui président à l'organisation d'une communauté de défense entre membres partageant les mêmes convictions et jouissant des mêmes libertés, s'opposent — selon le général — à l'inclusion de pays comme la Yougoslavie et l'Espagne dans un système d'alliance basé sur le respect de la personne humaine. Sans doute, leur situation géographique autorise-t-elle à signer avec ces pays des accords bi-latéraux déterminant des prestations réciproques. Cependant, leur admission au sein de la grande famille de l'Ouest demeure subordonnée à une évolution concrète vers les idéaux de liberté qui caractérisent les pays atlantiques.

La presse franquiste a réagi en traitant Eisenhower de naïf et d'illetré ; en protestant contre le fait que l'on compare l'Espagne à la Yougoslavie.

Le journal « Madrid » a fait savoir que, si les Etats-Unis souhaitaient voir l'Espagne à leurs côtés, il leur faudrait accepter les conditions de cette dernière ; dans le cas contraire, l'Espagne serait prête à suivre l'exemple de la Suède et de la Suisse.

PARADERO

Se desea conocer el paradero de MANUEL RODRIGUEZ GARCIA, de Artes Gráficas. Se ruega al interesado o persona que sepa algo de él, se dirija a Paulino Gómez Beltrán, 22, rue Arnaud-Bernard, Toulouse, para comunicar sus noticias a los familiares de Barcelona.

L'anticatalanisme de Franco et la presse américaine

Les arrestations, les consignes et les persécutions ayant précédé le Congrès Eucharistique

« The New York Times » a publié un article de son correspondant à Madrid, M. Cianfarra, dans lequel nous relevons:

« Selon certaines informations parvenues de Barcelona, le gouvernement espagnol, soucieux des récentes manifestations d'irrédentisme catalan, aurait interdit la publication de deux revues catalanes et opéré l'arrestation de trois personnes y ayant des intérêts. Une de ces revues, « Resso » (« Echo ») était essentiellement catholique d'esprit. Elle a paru pendant plus d'un an. Son éditeur était le Père Ramon Muntayola Lloret, curé d'Omells (Lérida). L'autre revue interdite est « Aplec », dont le premier numéro, rédigé aussi en catalan, aurait dû sortir en avril dernier.

« Le 16 avril, la police se présenta dans les ateliers de la Maison d'Edition « Arcas », de Barcelone, et elle mit la main sur 3.000 numéros de la première de ces revues. Les autorités ont prétendu que cette publication paraissait sans aucune autorisation ; malgré tout, elle avait été tolérée jusqu'alors.

Il y a environ trois semaines, MM. Joan Grases, Antoni Jaume et Salvador Torrell furent appréhendés et condamnés à 30 jours de prison, sans autre forme de procès ; ils sont toujours détenus. Les deux premiers étaient les collaborateurs littéraires de la revue ; le troisième en était le propriétaire. Ce dernier a été frappé d'une amende de 10.000 pesetas parce que ses services s'occupaient de la distribution de la revue.

« Le Père Muntayola n'a pas été inquété, afin d'éviter — croit-on — un scandale qu'aurait provoqué dans la hiérarchie locale l'arrestation d'un prêtre. On dit que l'action administrative intentée contre « Resso » est due au fait que certains articles y avaient été publiés, contenant une vague propagande en faveur du nationalisme catalan. Les causes de l'interdiction de « Aplec » sont moins claires. Dans les milieux catalans, on a affirmé que cette revue avait reçu l'autorisation de paraître du Ministère de l'Information, mais que le gouverneur civil, M. Felipe Acedo, se conformant à des instructions du Ministère de l'Intérieur, avait interdit la diffusion de cette revue. Il n'y a pas eu d'arrestations du fait du projet de publication de la revue « Aplec ».

« On ajoute, dans les milieux catalans, qu'il faut imputer ces mesures à un nouveau programme de répression à l'encontre de toute manifestation du nationalisme catalan, mis en application quelques semaines avant le Congrès Eucharistique et qui a valu l'arrestation de plusieurs intellectuels catholiques dont les sentiments catalanistes étaient notoires, et qui avaient été avisés qu'ils seraient rendus responsables des « incidents » qui pouvaient survenir pendant le Congrès.

« D'autre part, on a invité la Presse à éviter l'emploi des mots « Catalogne » et « catalan ». Le premier de ces mots n'a passé qu'une seule fois dans les journaux, et c'était dans le texte officiel du Message du Pape.

« L'exhibition du drapeau catalan est toujours interdite ; toutefois, le 1er juin, devant une foule d'au moins 300.000 personnes, on a pu voir un énorme drapeau catalan flotter sur une hauteur voisine, sans que nul n'ait pu savoir qui l'y avait placé.

« Malgré ces manifestations, certains Catalans estiment qu'il n'y a pas de mouvement d'opposition bien organisé en Catalogne, du fait que les autorités espagnoles sont puissantes et que leur dispositif policier est efficient, interdisant toute velléité d'autonomie. Bien que les Espagnols ne soient généralement pas partisans de l'irrédentisme de la Catalogne, qu'ils considèrent comme un facteur de dissidence et une menace en puissance à l'unité nationale, ils ne sont pas d'accord avec les méthodes employées par le franquisme pour le réprimer ».

⁂

Ce même journal a publié le lendemain l'éditorial suivant :

« Le généralissime Franco essaie encore de convaincre les Catalans qu'ils doivent oublier qu'ils le sont. Les dernières nouvelles que nous avons reçues parlent de la suspension de deux revues, rédigées en langue catalane, et de l'arrestation de certains propagandistes que l'on accuse de séparatisme. Le Caudillo suit la même méthode que les rois et dictateurs, de Ferdinand-le-Catholique, au XVème siècle, à Primo de Rivera, au XXème. Déjà, en l'an 800, Charlemagne s'évertuait à découvrir le caractère espagnol de la Catalogne avant même que l'on ne connut ce pays sous ce nom.

« Or, malgré toute la sympathie que l'on puisse avoir pour le généralissime, il faut bien admettre que le nationalisme est une expression évidente de l'esprit moderne, et que la Catalogne, par sa langue, sa littérature, son folklore et ses caractéristiques raciales, est une nation. Ainsi, le problème a donc toujours consisté à rechercher comment la Catalogne — et, pour les mêmes raisons, les Provinces Basques, la Galice et l'Andalousie — ferait partie intégrante de l'Espagne, tout en respectant ses caractéristiques régionales.

« Pour ce qui est de la Catalogne, le conflit revêt un aspect plus moderne du fait que cette région a été l'unique territoire ayant expérimenté, comme l'Angleterre, une révolution industrielle. On s'explique ainsi qu'il y ait eu une tension manifeste entre l'oligarchie agraire de Madrid et la bourgeoisie industrielle de Barcelone. Madrid, soutenu par la Monarchie, l'Armée et l'Eglise (et, depuis la guerre civile, par la dictature) a persisté dans son centralisme. La République, en 1931, avait garanti le principe de l'autodétermination, et l'on sait le prix qu'elle l'a payé...

« On comprend ce qui se passe, et l'on ne saurait attaquer le général félon Franco pour le fait qu'il freine le séparatisme. Pourtant, si l'Histoire doit nous apprendre quelque chose, c'est bien que le régionalisme ne saurait disparaître par la force ou en faisant appel à toute autre méthode. Il faut gagner l'estime des régions, ne pouvant les éliminer. Malheureusement, la sagesse n'est guère intervenue dans l'histoire politique espagnole ; aucun autre pays d'Europe

n'a commis autant de maladresses au cours des derniers siècles, et voici que le général Franco répète les mêmes erreurs du XIXème siècle en essayant de détruire ce qui est indestructible : l'esprit catalan. Ce genre d'attaque finit par convaincre les adversaires du régime franquiste que leur attitude est juste. Pendant ce temps, le Caudillo pense qu'il peut maintenir la loi et l'ordre par la force armée plutôt que d'essayer de se rallier la coopération consciente et volontaire des habitants ».

« Visitez l'Espagne ! »

MAIS... SANS APPAREIL PHOTOGRAPHIQUE

Alors que le gouvernement franquiste intensifie sa propagande touristique à l'étranger, ses supporters s'acharnent contre les touristes venus en Espagne.

Les catholiques italiens, insultés à Guadalajara, en savent quelque chose. Des Autrichiens viennent de passer par la même épreuve. En effet, le silence de la presse n'a pu empêcher d'apprendre un incident survenu récemment à Madrid, à la sortie du match de foot-ball Espagne-Irlande.

Le public avait pris d'assaut les tramways qui disparurent bientôt sous une énorme grappe humaine, les voyageurs s'étant hissés sur toutes les parties saillantes des voitures. Ce spectacle tenta quelques touristes autrichiens qui essayèrent de prendre des instantanés.

Des jeunes gens, s'en étant aperçus, protestèrent bruyamment et exigèrent que les étrangers leur remettent leur appareil. Les touristes, n'ayant rien compris, continuèrent de tirer leurs photos.

Alors, les jeunes gens encerclèrent la voiture, lançant des pierres dans les vitres, brisant le drapeau autrichien et arrachant les pare-chocs. Ils finirent par s'armer d'un énorme bloc de pierre qu'ils laissèrent tomber sur le capot.

Et tout ceci aux cris de « Franco ! Franco ! Franco ! », sous l'œil indifférent des agents de la Police Armée.

Cette altercation prit fin sur l'intervention d'un agent qui emmena touristes et voiture à la Direction Générale de la Sûreté où le véhicule est resté en dépôt.

Les agresseurs ont expliqué leur coup en prétendant que les touristes voulaient dénigrer l'Espagne à l'étranger en montrant leurs photographies, le manque de moyens de transport et la surcharge des tramways provoquant des catastrophes dans le genre de celle du pont de Tolède où un tramway tomba dans le fleuve avec plus d'une centaine de voyageurs dont vingt y trouvèrent la mort.

Le technicien de la rébellion franquiste est décédé

M. Valentin Galarza, colonel d'Etat-Major, est mort à Madrid des suites d'une angine de poitrine.

Le colonel Galarza était l'auteur du plan technique du soulèvement franquiste qui, ayant échoué à Madrid, surprit donc son collaborateur technique dans la zone loyale. Il put s'évader, cependant, et lorsqu'il passa, dans la zone contrôlée par ses camarades de conjuration, il fut nommé ministre de l'Intérieur par le général Franco.

Quelques aspects du Congrès de Barcelone

Pour certains observateurs, ce Congrès a été plus espagnol qu'international et plus chauvin qu'eucharistique. Aussi la presse franquiste en exprime-t-elle sa satisfaction, mais elle insulte en même temps tous ceux qui ont empêché que la politique ne passe avant la religion

Les catholiques français et belges peuvent être satisfaits, qui avaient commenté avec dignité et sagesse le risque que le Congrès Eucharistique international, par le simple fait d'avoir lieu en Espagne, serait entaché de politique franquiste. Les discours et sermons ont réflété la prudence des orateurs de tous les pays, la politique passait au second plan et, finalement, le message du Pape s'acheva sur une bénédiction au Légat pontifical, aux Evêques, au Clergé, au peuple, à toutes les autorités, à l'Espagne, à Barcelone et au monde entier, sans que le nom du général Franco ait été cité une seule fois.

L'importance de ce résultat peut se mesurer à l'indignation de la presse franquiste qui n'a pas ménagé ses insultes à l'égard de certains catholiques français, ainsi qu'aux treize professeurs et aux vingt et un élèves de l'Université catholique de Louvain qui avaient considéré comme une offense la participation de la Phalange au Congrès. Le philosophe Maritain a été qualifié de « sinistre philosophe », François Mauriac est un « renard malin » et les journaux franquistes ont également parlé de « réticences mesquines », « d'absences stupides » « de catholiques sceptiques », « de sottes intrigues », « de manœuvres infectes », « d'oiseaux de mauvaise augure »...

Cependant, si le Congrès de Barcelone n'a pas eu de caractère politique plus accusé, comme on l'avait prévu, ce n'est pas la faute du franquisme qui a fait tout son possible pour y parvenir. On avait d'abord annoncé que le Légat pontifical arriverait à Barcelone par la voie maritime et, à la dernière minute, on annonça qu'il viendrait en chemin de fer. C'est le général Franco qui, venant de Valence, arriva le lendemain sur un navire de guerre. Ce qui permet d'attacher quelque crédit à la version qui attribuait à Franco l'intention d'entrer dans Barcelone en compagnie de Mgr Tedeschini, à bord du même bâtiment, afin de confondre dans les mêmes ovations l'accueil au Caudillo et la bienvenue au représentant du Pape. Si Mgr Tedeschini s'est refusé à cette manœuvre, comme on l'a dit, il est vrai que le franquisme s'en est bien vengé : peu avant l'arrivée du Légat, il a été ordonné de fermer les boutiques du centre de la ville, alors que le lendemain, par anticipation sur l'arrivée du général Franco, toutes les boutiques et tous les ateliers de la ville et de ses environs devaient être fermés.

Outre ces faits, l'intervention des jeunesses phalangistes (10.000, selon les chiffres officiels), des Syndicats de la Phalange (600.000 « producteurs ») et d'une Armée encore imprégnée du sang d'une guerre civile, ne constitue pas non plus une démostraction de piété apolitique. On peut en dire autant de l'intervention personnelle du général Franco à la messe de clôture, intervention théâtrale dont le Caudillo a profité pour rappeler la guerre civile, en parlant de « la légion innombrable de martyrs et de soldats tombés pour la foi catholique au cours de la récente Croisade ».

Sur le plan des souvenirs, il est possible que le général Franco, dans ses entretiens avec Mgr Tedeschini, en ait profité pour lui rappeler que, malgré tant de martyrs et de soldats tombés, il attendait encore un Concordat depuis treize ans.

⁂

Les étrangers, en général, n'ont pas eu l'impression que le Congrès fût une exaltation franquiste ; mais ils ont constaté que c'était, du moins, une manifestation espagnoliste. Les représentants étrangers étaient relativement si peu nombreux que l'envoyé spécial du « Monde » a pu dire que ce Congrès avait été une manifestation purement espagnole. Le cardinal-archevêque de Cologne a dit également : « Fantastique ; mais plus espagnol qu'international ».

Ce côté du Congrès ne découlait pas que d'une simple proportion de masses ; c'était aussi une question d'accent, de drapeaux et de tout ce que le franquisme a pu employer à cet effet. L'envoyé de « Carrefour » a assuré que, si la politique avait été absente des discours il n'en était pas de même du chauvinisme espagnol. Les congressistes étrangers ont dû savoir amplement, et pendant longtemps, que seul le catholicisme espagnol était le véritable catholicisme, que seule l'Histoire d'Espagne n'offre pas la moindre tache, et que la pensée espagnole seule peut sauver le monde.

Quant aux drapeaux, les couleurs franquistes s'étalaient sur toute la cité, et tout le monde sait que ces couleurs sont particulièrement antiphatiques aux républicains, en général, et aux Catalans, en particulier. Bien des catholiques catalans auraient préféré décorer leurs balcons aux couleurs du Vatican ou de la Catalogne, avec l'effigie du Sacré Cœur ou celle de la Vierge de Montserrat. Impossible. La veille du Congrès, la police visitait les maisons et donnait des instructions aux concierges pour mettre des drapeaux espagnols.

En vue de la résistance générale, « La Vanguardia Española » dut publier un éditorial pour rappeler que « grâce au drapeau espagnol, imprescriptible, glorieux et efficace » on allait pouvoir célébrer un Congrès « dont tant de profits moraux et matériels allaient en découler pour la ville ». Faisant allusion aux bannières de caractère strictement religieux, ce journal déclarait que celles-ci n'avaient aucune valeur si elles n'étaient pas associées au drapeau franquiste : « Tous les symboles, tous les emblèmes indiquant de profonds attachements éprouvés par chacun, dans le domaine religieux, sont bien ; mais, à la lumière d'une morale droite et empreinte de reconnaissance, aucun serait valable s'il n'était protégé par le drapeau qui a présidé, le 25 janvier, la libération de Barcelone ».

Après cette information, le lecteur

comprendra parfaitement tout le sens du drapeau de Catalogne qui est apparu, au cours de la messe de clôture, sur une colline qui dominait le Congrès.

⁂

Cependant, les franquistes peuvent être satisfaits et ils ne dissimulent point, naturellement, les raisons de leur satisfaction.

La première c'est que l'Espagne a été choisie pour y tenir les assises du Congrès. Le journal « Arriba », organe de la Phalange, a déclaré : « Le choix du Pape doit être interprété par les catholiques, comme une preuve de prédilection voire de réhabilitation du pays mis en discussion ».

Une autre raison de satisfaction est que, selon les franquistes, le succès du Congrès est un succès pour Franco et pour son régime. « La Vanguardia Española » a affirmé que le Congrès n'aurait pas été possible « sans l'aide d'un Etat qui a investi des millions et des millions avec générosité et complaisance ». « Franco — ajoutait-elle — a donné, en tant que chef de l'Espagne, au monde catholique, le plus beau jour de gloires des fastes contemporains ».

Une autre raison de satisfaction est que le Congrès servira à ce que les congressistes étrangers chantent par le monde les gloires de l'Espagne franquiste. Mgr Herrera, évêque de Malaga, avait déjà annoncé l'importance du Congrès, à cet égard. Maintenant, la presse franquiste abonde dans le même sens. Le journal « Madrid » écrivait notamment:

« Les étrangers qui ont assisté à ce Congrès en ont tiré une profonde impression d'unité et d'ordre qui prévalent dans notre pays, et ce seront les bons messagers pour le transmettre au monde entier ».

Plusieurs de ces « messagers » se sont déjà manifestés dans leur pays, selon les désirs de la presse franquiste qui les y avaient invités sévèrement. « La Vanguardia Española », par exemple, avait invité les congressistes étrangers à démontrer, dans leurs déclarations, l'honnêteté « que nous avons le droit de leur réclamer comme rétribution minimum de la jouissance spirituelle que l'Espagne leur a donné ».

Enfin et pour résumer les commentaires de la presse espagnole : le Congrès Eucharistique International a été un succès pour la propagande franquiste.

La liberté n'est pas un droit mais une obligation

Les amis de Berdiaeff ont commémoré, le 23 mars dernier, le IV[e] anniversaire de la mort du philosophe russe. Une association « Nicolas Berdiaeff » a été constituée à Paris, afin de diffuser les idées de celui-ci.

A cette époque, « Le Monde » publia un article de Berdiaeff, paru en 1936 dans la revue russe « Put », et traduit par M. Pierre Pascal.

D'autres écoles, éprouvant la même inquiétude à l'égard du philosophe russe, s'occupent également de la question.

Nous ne baserons nos commentaires que sur le texte paru dans « Le Monde ».

Berdiaeff s'affirme contre la déformation de l'idée de liberté en tant que droit de l'homme. C'est Dieu qui exige de l'homme que son esprit soit libre. L'homme renonce trop aisément à la liberté parce qu'il la craint. Il préfère la servitude la croyant plus accessible, et il se laisse plus souvent guider par le moindre effort. La liberté n'est pas facile ; elle est même très difficile ; c'est un lourd fardeau. Les foules renoncent à la liberté et se soumettent à l'autorité d'un dictateur, pour se libérer de ce faix. Quiconque craint la souffrance, se livre à n'importe quelle tyrannie. C'est l'autorité qui doit procurer aux hommes une vie facile, en les relevant des charges inhérentes à la liberté ; et ceux-là en sont séduits. Les individus qui en arrivent là, commettent une trahison envers la dignité humaine elle-même. La liberté exige une auto-détermination ; elle exige de l'héroïsme, alors que l'autorité ne leur demande qu'obéissance. La liberté est l'âge adulte de l'homme ; c'est la manifestation de l'esprit chez l'être humain. Privés de liberté, les hommes se transforment en une cohorte gouvernée par n'importe quels instincts grégaires. La liberté n'est pas un droit, c'est une obligation.

Telle est la thèse de Berdiaeff, qui se dégage de l'article paru dans « Le Monde ». Sans être opposés à la conception fondamentale invoquée, et même en la partageant, nous estimons cependant que ce concept peut être élargi, sans rien lui ôter de sa valeur ni de son sens. La liberté est un droit fondamental de la personne humaine, tel que le proclame la littérature expressive des principes de la civilisation occidentale.

Mais la conception du devoir peut être aussi bien appliquée aux autres droits de l'homme, notamment à son droit à la vie. Le Décalogue n'affirme pas le droit à la vie : il dit simplement « Tu ne tueras pas » ; autrement dit, il affirme le concept du devoir qui oblige, et non celui du droit auquel on peut renoncer.

Avant Berdiaeff, avant la naissance du Christ, avant que Moïse ait reçu les Tables de la Loi sur le Sinaï, les hommes avaient accepté des concepts que nous appelons aujourd'hui « droits », en tant que « devoirs ». Nous avons la preuve de cette transmission préhistorique, provenant de l'Age de Pierre, antérieure à celle des Métaux : c'est l'idiome basque.

L'artlcie 3 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme stipule (dans le texte officiel, en français) : « *Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.* » Le texte officiel basque est ainsi libellé : « *On doit la vie, la liberté et la sûreté de sa personne, à tout individu* » *(Zor zaio edozein gizoni, bizia, bere esku izatea, ta segurantzia.)*

L'article 6 de cette Déclaration stipule (dans le texte français) : « *Chacun a le droit à la reconnaissance en tous lieux de sa personnalité juridique.* » La version officielle, en idiome basque, affirme : « *Partout, il est dû à tout être humain, la reconnaissance de sa personnalité juridique.* » *(Gizon ta edonori, zor zaio, nonai, eskubideen jabedun ezagu dezaten, nor-izana dun ezkero.)*

Nous donnons ces deux exemples pour affirmer que, dans l'idiome basque, la conception du droit appliquée à la liberté de l'homme, n'est pas un « droit », mais une « obligation ». La conception du droit est attribuée, dans l'idiome basque, à la faculté et à l'action inhérentes à l'exécution de ce devoir qui est normalement désigné par le mot « *eskubide* ».

Le mot « droit » provient du vocable latin « *dirigere* », dérivé lui-même de la racine sanscrite « *rj* » qui exprime, dans son sens propre, l'idée de diriger, guider, apaiser, et, par extension, celle de régir et de gouverner, sens conforme à l'organisation pastorale des tribus primitives (aryennes et indo-européennes) chez lesquelles le chef apaisait, guidait et dirigeait les troupeaux, en même temps qu'il régissait et gouvernait la tribu. Les Romains employèrent également le mot « *Jus* » (dérivé de la racine sans crite « *yu* » signifiant unir ou enlacer, mission du droit chez les hommes) pour désigner le droit.

Tous les idiomes indo-européens modernes ont pris le vocable « droit » du latin. Ainsi, dit-on « *right* » en anglais, « *recht* » en allemand, « *diritto* » en italien, « *derecho* » en espagnol... Le droit romain se caractérise par la logique de son exposé et la prudence politique de son adaptation. Cette logique a fourni à Leibnitz l'occasion de comparer le droit romain à un traité de mathématiques.

En idiome basque, pour dénoncer les droits fondamentaux de l'individu, on affirme les devoirs de l'homme et de la société humaine. Et lorsque l'on doit appliquer ces devoirs, l'action exercée, le droit employé s'appelle « *eskubide* », dont la traduction littérale est « chemin de la main », affirmant, face au concept

LE REGIME FRANQUISTE ET LES CAPITAUX ETRANGERS

Les bénéfices sont toujours immobilisés

Certains articles de la presse franquiste avaient laissé croire que le gouvernement du général Franco s'apprêtait à donner des facilités aux capitaux étrangers. M. Lequerica s'était exprimé dans ce sens au cours d'une conférence donnée aux Etats-Unis. L'attitude du gouvernement franquiste dément tout ce que sa propagande entend suggérer. En voici deux exemples :

Les syndics de la faillite de la « Barcelona Traction » ont remis les biens de cette puissante entreprise internationale aux représentants de la société créée par Juan March, et qui les a acquis par adjudication. Cette société (« Forces Electriques de Catalogne ») est formée par un groupe de six banques sous le contrôle de March qui, comme on le sait, est le promoteur de la faillite.

Nous relevons dans un bulletin financier de Madrid cette autre information:

« Le Palace-Hôtel de Madrid a obtenu, au cours du dernier exercice, un bénéfice brut de 35 millions 3 de francs belges. L'affluence de voyageurs dans les hôtels de la société a atteint son plafond. Devant l'impossibilité d'effectuer le transferts des bénéfices en Belgique, la société poursuit sa politique d'investissement au maximum dans ses hôtels de Madrid, Séville et Saint-Sébastien, en les modernisant le plus possible. Les immobilisations de l'exercice s'élèvent à 6 millions 1/2 »

latin, taxé de mathématique par Leibnitz, le sens humain persistant qui guide l'appréciation juridique, à tout moment, sans s'en départir : la conscience accentue un devoir, et le bras exécute son droit inhérent.

Le fond philosophique rappelé dans « Le Monde » par les amis de Berdiaeff — « La liberté est une obligation » — pourrait être plus largement énoncé par les Basques : « *Les droits fondamentaux de l'homme sont des devoirs fondamentaux de la personne humaine.* » Les conséquences de ces deux philosophies — indo-européenne et basque — sont d'une importance considérable. En latin, « étranger » et « ennemi » répondaient au même vocable « *hostis* », alors que, dans la langue basque, « *arrotz* » signifie en même temps, « étranger » et « hôte ». Humbolt a remarqué, en commentant Strabon, que la population préaryenne, dans la Péninsule Ibérique, se différenciait des Celtes — premier groupe indo-européen ayant occupé la Péninsule — en ce que ces derniers envahissaient les terres d'autrui, tandis que les premiers ne le faisaient pas.

L'« *Arbre Malato* » est une tradition basque. Lorsque des peuples étrangers pénétraient sur le sol basque, en état de guerre, les Basques pouvaient prendre les armes pour repousser l'envahisseur, et le poursuivre jusqu'à l'« *Arbre Malato* ». Arrivés là, ils devaient planter leurs armes dans le tronc de l'arbre, et respecter l'ennemi vaincu, sur leur propre sol. Quand Sanche VI le Sage de Navarre réduisit les troupes d'Alphonse VIII de Castille, en 1160, en arrivant à Atapuerca, alors limite de la terre de langue basque, il planta ses armes dans le tronc d'un arbre en affirmant : « *Notre royaume s'arrête ici.* » C'est ce que nous racontent les Chroniques de l'Archevêque de Tolède, don Rodrigo Jimenez de Rada, d'Alphonse X le Sage et de Garibay, le chroniqueur royal de Castille.

La doctrine philosophique de la tradition de l'« *Arbre Malato* » renferme la négation du droit de conquête, car, pour les Basques, la liberté et les autres droits de la personne, ne sont pas des droits, mais des obligations, et celles-ci ne s'appliquent pas seulement à l'homme, pris individuellement, mais elles affectent, au même titre, la société humaine en tant que collectivité organisée et responsable.

La mention de l' « *Arbre Malato* » se retrouve dans la cinquième Loi, titre 1er, du For de la Biscaye, imprimé en 1575. Et ce n'est pas un simple fait historique que, du coin de la race basque, ait pu sortir un Père Vitoria pour dire à l'Empereur et au Souverain Pontife qu'ils ne pouvaient disposer des terres de l'Hémisphère occidental, ces terres appartenant aux autochtones; car, somme toute, la liberté comme la vie sont des obligations imposées par la Providence à la nature humaine, et gravées par Elle dans la conscience des hommes.

Manuel de IRUJO.

Abonnez-vous à

EUZKO DEYA

Semestre, 120 frs. - Au numéro, 10 frs.

Casals et la dictature franquiste

La revue « The Listener », de Londres, a consacré plusieurs pages à une interview, rehaussée de photographies, que son collaborateur Ronald Hambleton a obtenue du célèbre violoncelliste catalan Pau Casals.

Le dialogue en est fort long et il nous paraît utile d'en relever certaines déclarations de l'illustre exilé de Prades :

« J'estime — dit-il — qu'il n'y a aucune contradiction dans le fait d'être musicien et d'avoir adopté l'attitude que j'ai prise ». Pour Casals, « la musique ne doit pas être primordiale en ces heures pénibles. Il faut la considérer comme une chose secondaire par rapport à d'autres questions qui affligent mon pays ». Malgré son attachement et son admiration pour l'Angleterre, il est bien décidé à ne pas jouer dans ce pays tant que subsisteront les motifs qui l'ont incité à agir de la sorte.

Ronald Hambleton lui ayant demandé s'il n'avait pas de raisons de changer d'opinion, maintenant, M. Casals lui a répondu :

« Bien au contraire. On a entrepris, depuis cette époque, une campagne tendant à altérer la vérité, en empêchant les gens de connaître les faits tels qu'ils se sont passés. Mais, on ne saurait rien y changer, et la dictature reste toujours une dictature ».

M. Casals nie la version selon laquelle le peuple espagnol resterait indifférent devant le régime actuel ; il nie également que les Espagnols soient trop fiers pour accepter une aide étrangère qui leur permettrait de reconquérir leurs libertés. Quant à l'assertion qui veut que l'Espagne soit « le seul pays européen prêt à combattre pour la civilisation chrétienne », M. Casals y a répondu par ces deux questions : « Comment pourrait-on le concevoir avant que les Espagnols aient récupéré leurs libertés ? », « D'où peut-on déduire de telles stupidités ? » La seule façon de connaître la véritable opinion d'un pays « c'est de lui donner les moyens et les garanties pour pouvoir s'exprimer librement ».

M. Casals a ajouté : « Je manquerais à tous mes devoirs en ne dénonçant pas la situation précaire dans laquelle se trouve mon pays ; la guerre civile s'est aggravée par l'intervention étrangère et, logiquement parlant, il faut convenir que ce ne sont point les totalitaires (ayant triomphé grâce à Hitler et à Mussolini) qui rétabliront la tolérance dans notre pays »... « J'aime profondément ma Catalogne, mais cela ne m'empêche pas d'avoir un sentiment de fraternité pour le reste de l'Espagne. Notre culture et notre idiome ne peuvent se développer, car le régime a mis un terme aux établissements d'enseignement catalans, et a interdit de publier des journaux ou des revues en catalan. Les Nations Unies condamnent le génocide culturel ; et pourtant que pense-t-on de la persécution dont sont l'objet notre culture et notre langue ? »

Après avoir répondu à diverses autres questions, Casals a terminé sur ces mots : « Le fait que l'injustice s'affermisse n'est pas une excuse suffisante pour éviter de la dénoncer. Dans la question dramatique qui nous est posée, ce qui est en jeu est un peu plus qu'une question de régime : c'est la conception même de la dignité humaine. Je me suis heurté à bien des difficultés de fait d'avoir pris cette position contre l'indifférence et la complicité, mais j'ai la satisfaction d'avoir rempli mon devoir ».

Les négociations hispano-américaines ne progressent guère

ON DIT QUE FRANCO EXIGERAIT LA REMISE IMMEDIATE DES CENT MILLIONS DE DOLLARS VOTES PAR LE CONGRES

Les négociations entre Madrid et Washington vont à un rythme si ralenti que l'on pourrait croire, en fait, qu'elles sont interrompues. La question n'est pas facile à résoudre, car selon la presse des Etats-Unis, le général Franco exigerait d'abord la remise des cent millions de dollars votés par le Congrès, dont l'octroi définitif ne dépend plus que de la bonne volonté du Président Truman qui, jusqu'à présent, n'a pas eu l'air d'y porter intérêt.

Pendant ce temps, le sénateur Mac Carran continue d'intriguer pour que l'on accorde l'aide financière à Franco. Il est secondé dans cette tâche par une équipe de sénateurs pro-franquistes dont un des plus remarquables est Mr Brewster qui vient d'être battu dans une élection partielle.

On dit que le journaliste bien connu Drew Pearson n'a pas été étranger à cette défaite, et c'est sans doute la raison pour laquelle il a été assailli dans les couloirs de l'Hôtel Mayflower pour l'avocat Clark. A cette occasion, la presse américaine rappelle que Clark est un lobbyst au service de l'ambassade franquiste moyennant une rétribution annuelle de 100.000 dollars.

Salut et circonstances

POINGS FERMES ET BRAS TENDUS

Le correspondant de l'« ABC » à Londres nous apprend qu'Attlee — dont les Mémoires sont publiées dans le journal du soir « Star » — y explique pourquoi il avait salué, le poing fermé, les troupes républicaines pendant un défilé auquel il avait assisté en Espagne, à l'occasion d'un voyage à Barcelone et à Valence, en 1937, comme on peut le voir sur certaines photographies.

« On a dit — explique-t-il — que, par cette attitude, je soutenais le communisme ; en réalité, c'était le salut adopté par tous les combattants espagnols : républicains, socialistes, libéraux, anarchistes et communistes ».

Le correspondant de l'« ABC » ajoute : « La déclaration d'Attlee, amplement annoncée pour la publicité de ses Mémoires a déçu tout le monde ».

Malgré l'opinion de ce journaliste, on ne pouvait s'attendre à une autre explication de la part de M. Attlee. Et les évêques espagnols donneraient sûrement la même explication, aujourd'hui, sur le fait que, la même année, mais dans le camp adverse, ils s'étaient laissés photographier sur le parvis de la basilique de Saint-Jacques de Compostela alors qu'ils faisaient le salut fasciste.

AU FIL DE L'ACTUALITE

Le malaise provoqué dans certains milieux catholiques de France par le choix de l'Espagne et de Barcelone comme siège du Congrès Eucharistique a particulièrement indigné les franquistes. Le journal « Madrid » posait la question :

« Que peut attendre notre pays d'une France maçonnique, socialiste, communiste, si la France catholique, ou du moins la fraction qui s'agite et parle, se conduit à notre égard d'une façon aussi infâme ? »

Mais, « The Observer », quotidien conservateur de Londres, écrivait de son côté :

« Si la confraternisation avec le général Franco est susceptible d'engendrer des divergences dans un corps aussi homogène que l'Eglise catholique, que les gouvernements de l'Occident imaginent quelles pourraient être les divergences qu'entrainerait la confraternisation avec ce régime sur le terrain politique ».

⁂

Condamnés à ne lire d'autre presse que les journaux franquistes, les Espagnols auront sans doute l'impression que le Congrès Eucharistique a couvert une réunion internationale de propagandistes du franquisme.

En effet, la presse a mis en évidence les déclarations de pélerins étrangers en faveur de l'Espagne franquiste et de son dictateur, et elle a exprimé sa confiance que tout le monde en ferait autant à leur retour.

Le cardinal anglais, Mgr Griffin, a répondu à cette confiance en déclarant, en Angleterre, . que « tous les catholiques britanniques avaient le devoir de contribuer à renforcer les liens d'amitié entre l'Espagne et la Grande-Bretagne, liens qui ont été entretenus malgré les campagnes fallacieuses ».

Le cardinal américain, Mgr Spellman, a affirmé de son côté : « Tout le monde aime Franco, en Espagne. Sa popularité est indéniable. L'accueil qui lui a été réservé à Barcelone est comparable à ceux qui ont été réservés à New-York, à Lindbergh et à Mac Arthur ».

L'ex-chancelier allemand von Papen a déclaré que l'Espagne et les Arabes formaient le bloc spiritualiste le plus important dont le monde a besoin, aujourd'hui, et que la tranquilité que l'on éprouve en Espagne est une exception. Ceci, grâce à Franco, « l'homme d'Etat exceptionnel, aux dons les plus rares, le grand gouvernant de notre temps qui a vu clair, très clair, et qui sait diriger l'histoire de son pays vers l'horizon de l'espoir ».

⁂

Von Papen n'est pas le seul Allemand ayant assisté au Congrès Eucharistique. Le cardinal Frings, archevêque de Cologne s'est rendu également à Barcelone et il a même visité la Biscaye.

Nous ignorons les raisons de cette visite au Pays Basque, mais il est improbable que le prélat allemand soit allé en Biscaye pour rappeler à Guernica l'exploit du général Franco et du maréchal Sperrle.

La presse franquiste nous a simplement appris que le cardinal allemand avait été l'hôte de M. Lipperheide, dans sa propriété de Berango. Sa propriété ? La villa qu'occupe aujourd'hui M. Lipperheide appartient légitimement à M. Urresti, dépossédé de ses biens par le franquisme pour le punir de ses crimes. Et quels étaient ces crimes ? Il avait été élu conseiller municipal de Berango par les nationalistes basques aux élections de 1931.

⁂

Comme par hasard, nous avons cité plusieurs noms qui rappellent les temps où le général Franco ne se montrait pas aussi d'accord avec l'Eglise catholique qu'il prétend l'être actuellement.

Le Congrès Eucharistique a réuni à Barcelone :

— le cardinal Frings, représentant le catholicisme allemand qui a été si persécuté par le nazisme ;

— l'ex-chancelier von Papen, représentant de ce régime qui persécutait la religion catholique ;

— le cardinal Tedeschini, représentant de l'autorité suprême qui a condamné le nazisme ;

— le général Franco qui, en tant qu'allié du nazisme, avait interdit la publication en Espagne de cette encyclique de Pie XI.

⁂

A l'occasion du Congrès des tracts rehaussés de deux photographies ont été distribués dans Barcelone. L'une de ces photos est la reproduction d'un tableau de Van Dyck avec la légende suivante :

« Saint Ambroise, évêque de Milan, refusant l'entrée du temple à l'empereur Théodose-le-Grand — énergique défenseur de l'Eglise et persécuteur de païens — parce qu'il avait réprimé d'une manière sanglante, à Tessalonique, une mutinerie au cours de laquelle périrent quelque 10.000 personnes ».

L'autre photographie, reproduite de la presse franquiste d'il y a treize ans, portait la légende suivante :

« Le général Franco entrant dans le temple, sous un dais, encadré de douze prélats, pour y offrir son épée sur l'autel après avoir dirigé un soulèvement militaire pour lequel moururent un million et demi de personnes. Aucun de ces douze prélats n'a été le digne successeur de Saint Ambroise et il n'y aura point de Van Dyck pour glorifier cette scène de son pinceau. L'Eglise espagnole commet une très grave imprudence en conservant l'épée de Franco ».

⁂

Les catholiques basques qui ont connu les prisons de Franco sont les plus scandalisés de voir que le Congrès Eucharistique ait été associé, dans une certaine mesure, à un régime qui a transformé, à un certain moment, l'Eucharistie en matière à statistique et en motif de raillerie et de sacrilège.

Dans les premières années du régime franquiste, la presse avait coutume d'annoncer que le jour de l'Immaculée Conception 5.320 prisonniers avaient communié à la Maison Centrale de X..., que le jour du Sacré Cœur 4.518 détenus avaient communié au pénitencier de X..., qu'il y avait eu 5.402 communions le Jour de Pâques à la prison de X... vré la foi de leurs premiers ans, et qu'ils

On eut dit que la Croisade avait été « une guerre sainte » entreprise justement contre des catholiques pratiquants ou bien encore que tous les « rouges » étaient de pauvres bougres qui, dans leur malheur, avaient subitement recoune méritaient point, en tout cas, les peines de 20 et 30 ans, voire de mort, que leurs vainqueurs leur avaient infligées.

En vérité, sauf une minorité (composée de Basques, en majeure partie) les prisonniers étaient généralement des mécréants ou des non-pratiquants. Tout le monde le savait ; cependant la communion dans les prisons était aussi obligatoire que le salut fasciste ou l'hymne de la Phalange. Nul ne se serait avisé de refuser la communion.

Cette supercherie et ces sacrilèges étaient commis avec la complicité des aumoniers, le silence des prélats et sous la responsabilité du Caudillo ainsi que de ses ministres de la Justice qui étaient précisément deux carlistes, deux catholiques : d'abord le comte de Rodezno, puis M. Esteban Bilbao.

⁂

« Avec l'humilité requise de tout bon Chrétien » (c'est la phrase employée par le Caudillo à cette occasion) le général Franco a lu une déclaration hautaine pour consacrer l'Espagne à l'Eucharistie, en affirmant, à ce sujet, que « les gloires de l'Eglise sont nos gloires et leurs ennemis sont les nôtres ».

C'est la version atténuée d'un autre slogan franquiste que le Caudillo n'a pas osé répéter, bien que ce fut dans ses intentions : « Les gloires de l'Espagne sont les gloires de l'Eglise et les ennemis de l'Espagne (c'est-à-dire ceux de Franco) sont les ennemis de l'Eglise ».

Si cette identification de l'Espagne et de l'Eglise avait été réelle on pourrait être surpris qu'un Concordat n'ait pu intervenir entre Madrid et le Vatican depuis 1931, alors que le Saint Siège, ainsi que le rappelle « L'Aurore », a signé une trentaine de concordats avec des pays « qui ne sont pas spécifiquement chrétiens ».

⁂

Le général Franco a voué l'Espagne à l'Eucharistie, Alphonse XII, lui avait voué l'Espagne au Sacré Cœur de Jésus.

Le parallélisme de ces deux régimes invite à ne point tirer de conclusions téméraires de ces gestes politiques et quasi-personnels, propres à un catholicisme qui, comme le catholicisme espagnol, est plus spectaculaire qu'effectif.

Si Alphonse XIII avait représenté le peuple espagnol et si celui-ci avait été tellement catholique, il ne se fut point trouvé, en 1931, une majorité de « méchants » pour renverser le régime, expulser le roi et détruire le monument au Sacré Cœur.

Si le catholicisme des « bons » avait été aussi légitime qu'on le prétendait, lors du soulèvement de 1936, tant de crimes n'auraient point été perpétrés, et encore moins, au nom de Dieu.

Sous le franquisme comme sous la Monarchie, l'Espagne a toujours été un pays de mission où l'Eglise a encore beaucoup à faire pour attirer les mécréants. Et pour enseigner la doctrine chrétienne à bien des croyants.

⁂

Voici le mot de la fin.

Comme s'il planait des doutes sur la piété du Caudillo, la presse franquiste a cru bon de publier un document attestant qu'en 1911, voici 41 ans, le lieute-

nant Franco appartenait à une confrérie de dévotion eucharistique.

Le roi Alphonse XII aurait peut-être pu présenter un document semblable à l'occasion d'un autre Congrès Eucharistique International qui se tint à Madrid en 1911... De cette époque, nous ne rappellerons qu'une simple anecdote contée par un témoin oculaire :

Durant le Congrès, Alphonse XIII, en sportsman accompli, avait quitté prestement Madrid en auto pour se rendre à Saint-Sébastien, par surprise : il voulait voir ses yachts. L'arrivée inopinée du roi surprit les jeunes sportsmen qui s'y trouvaient. Toutefois, l'un d'eux, le plus déluré ou le plus insensé, bousculant le protocole, lui posa cette question à brule-pourpoint :

— Il y a beaucoup de monde à Madrid ?

— Il y a trop de corbeaux ! — lui répondit le monarque, le même monarque qui a voué l'Espagne au Sacré Cœur.

Pas plus à New-York qu'à Madrid on ne voulait pas du maire madrilène

IL A ETE REMPLACE PAR UN AMI DE HIMMLER

Le gouvernement franquiste a décidé que M. Moreno Torres, comte de Santa Maria de Babio, serait relevé de ses fonctions de maire de Madrid, à la suite de l'indignation causée dans la localité par les conséquences tragiques de l'accident de tramway survenu le 28 mai dernier. M. Moreno Torres s'était rendu impopulaire, depuis longtemps, en raison de la précarité du service des transports publics et de l'état désastreux des finances municipales.

Le gouvernement franquiste a nommé maire de Madrid, pour remplacer le comte de Santa Maria de Babio, M. José Finat y Escriva de Romani, comte de Mayalde.

Aux élections de 1936, le comte de Mayalde avait été élu député de Tolède, comme candidat de la CEDA (parti de Gil Robles). Dès le début de la législature, il avait fait cause commune avec le franquisme, et, en septembre 1939, il fut nommé directeur général de la Sûreté (poste qu'il a occupé jusqu'en mai 1941). A cette époque, M. Ramon Serrano Suñer était ministre de l'Intérieur et M. Finat avait pris très au sérieux son rôle de chef de la repression antifranquiste. A ce titre, M. Finat avait pris contact avec le sinistre Himmler que l'on avait invité à Madrid. Le comte de Mayalde fut ensuite ambassadeur d'Espagne à Berlin, du 12 juillet 1941 au 22 septembre 1942.

⁂

Nous rappellerons que, sur une initiative maladroite, le comte de Santa Maria avait été invité à New-York à l'occasion de l'Assemblée des Maires des Etats-Unis. Les protestations des syndicats américains ainsi que d'autres forces démocratiques évitèrent une situation ridicule au maire de New-York qui aurait dû rendre hommage à un maire franquiste dont ni le peuple, ni même ses maîtres ne voulaient plus.

Cet incident offre l'assurance que le nouveau maire, ancien ami et collègue de Himmler, ne sera invité par aucun démocrate américain, aussi distrait fût-il.

LA CRISE DE LA POESIE SOUS LE REGIME FRANQUISTE

« NOUS VIVONS DANS L'OBSCURITE »

Après un voyage en Espagne, l'écrivain V. S. Pritchett a publié ses impressions dans « The Reporter » :

« C'est un pays — dit-il — qui a expulsé ses meilleurs cerveaux. Un ami madrilène que j'ai connu dans ma jeunesse, m'a dit : « Nous vivons dans l'obscurité. Nous nous rendons compte que nous haïssons la civilisation et que nous sommes un pays d'extrémistes qui jettent la manche après la cognée, en nous confinant dans l'apathie ». Et ce qu'il me disait était bien vrai. La censure a jugulé l'Art et épouvanté les critiques. Parmi les écrivains d'à présent, il ne reste plus qu'un romancier de valeur, et celui-ci a dû faire éditer son deuxième ouvrage hors du pays ; cet écrivain a eu le traitement qu'il méritait, puisqu'il était, auparavant, au Bureau de Presse du gouvernement ».

« N'Y A-T-IL PLUS DE POETES EN ESPAGNE ?

Les impressions de V. S. Pritchett sont confirmées par un phénomène assez extraordinaire. La poésie traverse en Espagne une crise si manifeste que le régime s'est vu obligé d'autoriser l'édition et la vente des œuvres de Garcia-Lorca. Le grand poète assassiné par les franquistes est souvent évoqué dans la presse, par cette presse même qui, durant des années, ne pouvait citer le nom de l'auteur du « **Romancero gitano** ».

Autre exemple. Depuis un certain temps, la mémoire du poète Miguel Hernandez, mort dans les prisons franquistes, est l'objet de considérations qui surprennent le journal « Madrid ».

Suivant ce quotidien, une maison d'édition madrilène a publié les œuvres complètes de Hernandez, après en avoir expurgé les vers par lesquels le poète saluait son fils, né « le poing fermé », et certains autres dans lesquels il invitait tous les Espagnols à combattre « pour la reconquête de tout ce qui a été perdu ».

L'étonnement du journal « Madrid » est monté d'un degré en voyant qu'une institution créée par l'Etat et entretenue sur les deniers de l'Etat annonçait dans son catalogue la publication d'une autre plaquette de vers de Miguel Hernandez, bien que le Conseil des Publications ait décidé finalement de ne point publier ce livre.

Aujourd'hui, la revue « Laye », de Barcelone, vient de publier un article intitulé « La conscience de la mort dans la poésie de Miguel Hernandez », dans lequel il est dit, notamment, « nous ne permettrons pas que sur son œuvre créatrice se pose la poussière des oublis humains ».

Aussi, « Madrid » commente-t-il :

« Nous nous trouvons maintenant devant un fait nouveau et qui épuise notre capacité de stupéfaction. Depuis la guerre, n'y a-t-il plus de poètes en Espagne ? Miguel Hernandez, commissaire politique rouge, propagandiste rouge, était-il si extraordinaire que non seulement ces maisons d'édition particulières, mais encore les publications officielles, ne peuvent se passer d'étudier et de faire l'éloge de son œuvre ? »

LA PHALANGE MENACE

Certains poètes de Madrid ont coutume de célébrer ce qu'ils appellent des « récitals de café » ; mais à en juger par un article de « Arriba », on en est arrivé, dans ces récitals, « à provoquer des tumultes, simplement parce que les poètes concentrés sur leur lecture ont essayé de célébrer une réunion dédiée à l'Eucharistie et une autre à la Patrie ».

« Arriba » fait remarquer « l'objectivité » employée par les organismes consentant la publication d'œuvres d'auteurs ouvertement hostiles, et il cite le cas d'écrivains qui, en sortant des camps de concentration, sont allés étrenner des théâtres officiels ou des éditions subventionnées. « Arriba » ajoute :

« Nous sommes saturés, aujourd'hui, du m'as-tu vu littéraire introduit dans notre pays par quelques snobs ayant parfois une plume, mais plus souvent un plumage d'oiseau de mauvaise augure. Nous ne tirerons point avec des boulets d'arguments. Nous ne leur donnerons la satisfaction de parler de choses sacrées que pour réfuter les arguties d'un prétendu modernisme que nous foulions au pied, le 18 juillet. Sans nous laisser aller à la polémique, sereinement, nous leur donnons ce conseil très sérieusement. Il ne faut pas que le fait se renouvelle, et, s'il se répétait, bien avant que l'organisme qualifié n'intervienne, seraient déjà intervenus les écrivains combattants qui croient encore à la Patrie et à l'Eucharistie et savent laisser la plume, en temps opportun, pour manier le bâton ou toute arme plus définitive, lorsque le devoir les invite joyeusement à se souvenir du bon temps des escouades, quand ils étaient soldats ».

UNE POESIE MONOTONE ET INDIGENTE

Si certains poètes s'étaient opposés à une soirée ayant pour thème la Patrie et l'Eucharistie c'est sans doute que ces sujets devaient transformer le récital en une séance typiquement franquiste avec emploi de ses deux alcaloïdes : le chauvinisme et la « bondieuserie ».

Les sujets de la poésie franquiste sont si usés et leur expression est si pauvre que nous relevons, dans la revue « Indice », cette critique de la poésie espagnole sous le franquisme :

« Une poésie monotone, qui ne dit rien, absolument rien. Des vers gris, dont l'auteur peut être n'importe quel poète qui « fonctionne » par là.

« Monotonie dans les sujets. Depuis que Valverde a écrit un poème intitulé « L'idiot », combien de poèmes n'ont pas été écrits sous le même titre, ou un titre approchant, sinon identique ? Naturellement, le prix « Adonais » 1951, a été décerné à la dernière minute, à son poème intitulé « L'idiot ». Je le cite précisément parce qu'il est le plus actuel. Que ne pourrait-on dire des sujets « familiaux », des poèmes à la mère et à toute la parenté, de la poésie du souvenir, du temps, etc... Sujets tant de fois répétés avec le même « soniquete » par tous les poètes, monotonie dans les voix. J'essaierai peut-être un jour de comparer diverses poésies actuelles et je suis sûr que je ne trouverai qu'une demie douzaine de mots « poétiques » employés

par un poète et que les autres n'utilisent jamais.

« Il faut un remaniement tel de la poésie, qu'ou bien « il se passera quelque chose », ou bien d'ici fort peu de temps tout livre de poésie que l'on publiera n'aura d'autre intérêt pour nous que de savoir si sa relieure est décorative ; si son dos fait bien dans notre bibliothèque ; et la majeure partie de ces livres ne serviront même pas à ça ».

UN VIDE DANS LA LITTERATURE

Gonzalez Ruano s'est occupé, dans « Arriba », de la crise de la littérature espagnole dans les rangs de laquelle s'est creusé un vide difficile à combler. Tout y est imitation plus que création.

« Il est une sorte de chimie générale — écrit l'auteur — à la portée de tout le monde, qui produit une littérature de littérature et, surtout, une poésie de poésie ; une possibilité imitative permanente... Mais, nous ne voyons malheureusement pas le remplacement de celles qui furent, à leur époque, les toutes premières figures. Prenons un exemple pour mieux comprendre : on ne voit pas qui pourrait prendre la place d'un Unamuno ou d'un Antonio Machado ».

Requisitos de la inmigración legal en EE. UU.

Hechos que deben conocer los aventureros que piensan saltar de un barco, y...

De vez en cuando llega a la Delegación vasca de Nueva York una carta concebida siempre en parecidos términos. Un vasco pide urgente auxilio desde Ellis Island, porque va a ser deportado. Es un inmigrante ilegal ; alguien que entró en los Estados Unidos saltando de un barco, alguien que creyó posible la aventura de burlar las leyes americanas de inmigración.

La llamada se repite tan a menudo que nunca será bastante la publicidad que demos a algunos hechos fundamentales sobre este problema. Para conocimiento y advertencia de cuantos, desde Euzkadi, Francia o Suramérica, piensen en correr tal aventura.

La Delegación de Euzkadi nada puede hacer en su favor. Punto número uno.

Es preciso decirlo así rotundamente, porque esos vascos se sienten traicionados cuando no se les ayuda. Aunque hasta ese momento jamás pensaran en la Delegación o en el Gobierno vasco. Y la Delegación nada puede hacer, por lo estricto de las leyes americanas ; en otros países cabrá la « mordida » o la gestión eficaz en los organismos locales ; en Estados Unidos se sigue la ley al pie de la letra.

Y esa ley es muy rigurosa. Voy a sintetizarla.

Hay dos formas de entrar en los Estados Unidos. Como **inmigrante** con residencia permanente ; y como **visitante** con un permiso de pocos meses.

La residencia permanente es fácil para las personas nacidas en países de Suramérica ; recalco la palabra « nacidas », porque no sirve haber adquirido después una nacionalidad suramericana, la ley se refiere a la nacionalidad de nacimiento. Y las personas nacidas en Europa están sometidas al llamado régimen de « cuotas », en virtud del cual sólo se admite al año un número determinado de inmigrantes de cada nacionalidad. Sólo hay algunos casos muy especiales (sacerdotes y profesores) exceptuados de este régimen de cuotas. La cuota conferida a las personas de nacionalidad española es escasísima, unos 200 al año ; por eso es tan difícil la entrada de los vascos nacidos al sur de los Pirineos. En cambio la cuota francesa es más amplia y además es menor el número de sus inmigrantes, lo que facilita la entrada a los vascos nacidos al norte de los Pirineos.

Los vascos de nacionalidad francesa sólo tienen que cumplir una serie de requisitos burocráticos que exigen los consulados, para avalar su personalidad y posibilidades iniciales de vida en los Estados Unidos. Los vascos de nacionalidad española, en cambio, tienen que esperar turno hasta caber en una cuota futura, en espera que hoy se calcula comunmente de cinco a diez años.

Esos residentes permanentes pueden trabajar libremente, pueden salir y entrar de nuevo ; están tranquilos en los EE. UU.

Los visitantes deben cumplir sólo los requisitos burocráticos, que son bastante difíciles ; pero la limitación fundamental que tropiezan es que, al pisar suelo americano, el inspector de Inmigración que examina sus papeles sólo les concede permiso para permanecer en el país un corto plazo, de ordinario de 3 a 6 meses ; pasado ese tiempo, si quieren continuar viviendo en los Estados Unidos, deben dirigir una solicitud al Departamento de Inmigración, que examinará el caso y dará o no una prórroga al permiso inicial. De ordinario la primera prórroga es fácil de obtener, hasta un año ; es muy difícil y complicado obtener prórrogas superiores.

Una vez transcurrido ese plazo concedido, con prórroga o sin prórroga, el visitante debe abandonar el país ; so pena de ser deportado.

Esta misma deportación, pero inmediata, es la que espera a las personas que entran ilegalmente en los Estados Unidos ; más su condena previa a unos tres meses de cárcel.

La deportación sólo puede ser evitada si la persona afectada « sale voluntariamente » del país. En ambos casos debe abandonar Estados Unidos ; la diferencia está en que el « deportado » jamás será autorizado a entrar de nuevo. Entre tanto los « deportables » son llevados a una especie de hotel-prisión donde viven recluidos ; en Nueva York ese lugar de detención se halla en Ellis Island.

La deportación supone ser reenviados al país de procedencia. Que en teoría puede ser Francia o el país suramericano de donde llegó ese inmigrante ilegal ; pero de hecho casi siempre es España, porque pocos tienen en regla la documentación que les ampare con un permiso de reentrada en otro país. De ahí el terror especial que angustia a los deportados con nacionalidad española.

Sólo se puede evitar esa deportación de dos maneras ; quizás de tres o cuatro. Casándose con una persona de nacionalidad americana si eran solteros ; o teniendo un hijo americano si ya eran casados. En ambos casos la ley permite que se suspenda la deportación y se tramite un procedimiento especial que les dé prioridad en la cuota próxima. La tercera manera, tan difícil que de hecho resulta imposible, sería una ley especial que concediera la residencia permanente. Otro caso especial podría ser la residencia de hecho durante muchos años, que exige circunstancias bien difíciles de reunir.

Estas leyes especiales son las que de vez en cuando benefician a cierto número de vascos que vienen a los Estados Unidos para ser pastores de ovejas en las Montañas Rocosas. En los Estados Unidos se necesitan pastores, y esa necesidad nacional facilita la aprobación de tales leyes. Pero entiéndase bien, hay que venir a ser « pastor », y pastor durante varios años en ocndiciones bien duras ; es verdad que cabe la posibilidad de alegar tal profesión, pero después hay que ejercerla, y tan interesados están los dueños de ovejas en que los « pastores » sepan su oficio como los propios cónsules e inspectores de Inmigración.

Sí, son muchos los inmigrantes ilegales que constantemente entran en los Estados Unidos. Es fácil encontrar trabajo. Hay casos en que el interesado ha conseguido vivir muchos años, y a la postre ha resuelto su situación ; de ordinario, casándose.

Pero lo normal es que, más pronto o más tarde, los inspectores de Inmigración detengan al inmigrante ilegal ; sea porque entró sin visado alguno, o sea porque prolongó su estancia más allá del plazo concebido. Si tal sucede, no es posible « arreglarle los papeles » para que siga viviendo en los Estados Unidos. Y la deportación sobrevendrá, si no consigue rápidamente el visado de otro país al que dirigirse en salida voluntaria.

Esta es la situación, crudamente. Situación que deben saber cuantos intenten dar el salto. A riesgo suyo es. Puede salir bien ; pero normalmente terminará en Ellis Island, y de allí...

JESUS DE GALINDEZ.

Nueva York.

Si Himmler vivait...

« Expressen », le grand quotidien libéral du soir, de Stockholm, vient de publier un éditorial dans lequel il commente la présence des représentants franquistes au Congrès de l'Interpol, organisation internationale de la Police. On y relève notamment :

« S'il n'y avait eu, entretemps, une guerre, nous aurions sûrement eu pour hôte le chef de la Gestapo, Himmler. C'est la conclusion qu'il faut tirer du fait que parmi les membres participant au Congrès se trouvent aussi des représentants de la police sanguinaire de Franco. On ne sait guère ce que viennent faire ici des policiers fascistes espagnols. Mais, il faut réagir résolument contre le fait que le ministre suédois de l'Intérieur a prononcé un discours de bienvenue à un congrès où les policiers de Franco font figure d'hôtes honorables. M. Hedlunf, tout comme ses naïfs corréligionnaires agrariens, vit sûrement sans rien savoir du régime de terreur qui sévit en Espagne et du rôle honteux qu'y joue la police. C'est sa seule excuse. Mais, un de ses collègues social-démocrates du gouvernement, mieux renseignés, aurait pu le prévenir à temps de l'inopportunité, pour un ministre suédois de l'Intérieur, de prendre part à un congrès aux côtés de policiers de Franco ».

Breves noticias de Euzkadi

El Gobierno franquista ha concedido medio millón de pesetas para los campeonatos mundiales de pelota que van a celebrarse en San Sebastián.

— Dos pescadores de Fuenterrabía pescaron en una hora 17 lubinas de un peso total de 15 kilos, que vendieron a 22 pesetas el kilo.

— En Ibarra, un camión atropelló mortalmente a la niña Aranzazu González.

— En Tolosa, en la tornillería de Llanos, el obrero Francisco Ledesma pereció electrocutado.

— En unas pruebas ciclistas de Zarauz, Javier Irureta, de 17 años, de Cestona, se cayó de la bicicleta, muriendo al poco rato por fractura de la base del cráneo.

— En aguas de Irlanda se hundió, por efecto de una explosión, el pesquero « María Rosa », de Pasajes : seis muertos y cuatro heridos graves, todos ellos gallegos. El armador es Rodríguez Pérez, propietario de un bar en Pasajes de San Pedro.

— Cerca de la costa inglesa, una ola arrebató de cubierta a un tripulante del pesquero « Alejandro » del mismo armador.

— A los 71 años ha fallecido en Pamplona el canónigo don Blas Goñi que se distinguió por sus preocupaciones sindicales.

— D. Eduardo Velasco y D. Martín Municio, abogados de Vitoria, han presentado un recurso contra el acuerdo de la Diputación de Alava por el cual se dió provisionalmente a su vicepresidente Rabaneda el puesto de director de Hacienda provincial.

— En la Peña de Aya, cerca del caserío Zamora, unos jóvenes de Irún mataron una culebra de dos metros.

— En Lodosa murió electrocutado el electricista Faustino Cordón.

— En Irún ha sido operado el padre de don Manuel Aznar, embajador de Franco en Buenos Aires.

— En el fuerte de Guadalupe, en unas prácticas de petardos, explotó uno de ellos y mató al comandante Saenz Duque.

— Ha sido condenado a 24 años de prisión el parricida Miguel Lizarralde, de Olaberria, que después de largos años de matrimonio mató a hachazos a su mujer, madre de cinco hijos.

— En Irún ha fallecido, a los 64 años, el antiguo futbolista don Gonzalo Boada, que fué capitán del equipo irunés campeón de España.

— En el Bidasoa, cerca de la isla de los Faisanes, fué hallado el cadáver de Francisca Mutuberria, de 39 años.

— El presidente del Consistorio Israelita, don Benjamín Gómez, que reside en Bayona, ha estado en Vitoria para rescindir el convenio por el cual se comprometió la ciudad de Vitoria, en 1492, a respetar el campo de Judizmendi en el que estuvo emplazado el cementerio de los judíos.

— En Forua ha fallecido a los 63 años, el presbítero don Juan José Basteguieta, que fué capellán del grupo folklórico « Elai-Alai ».

— Durante dos horas cayó en San Sebastián una tormenta de agua, cuyas inundaciones exigieron 45 servicios de los bomberos. La mayor fué en las bodegas del convento de los Franciscanos, de Atocha, donde los bomberos achicaron 15.000 litros y dejaron el resto para poder atender a otras llamadas.

— En la Unquinesa, de Bilbao, explotó una bombona de ácido sulfúrico que causó quemaduras mortales al químico Raúl Ortiz de Lejarazu, de 28 años, y quemaduras de diverso grado al químico José María Sierra, de 23, al perito industrial Augusto García, de 45, al ingeniero Solamica y a tres obreros.

— En el kilómetro 73 de la carretera de San Sebastián a Bilbao, una camioneta chocó contra unos árboles, derribó un pretil y quedó en dirección contraria a la de su marcha. Resultaron heridos el estudiante Ignacio Alvarez Calvo, de 28 años, de Elgoibar, Juan Carlos Arana, de 18, de Placencia, Santiago Echeverria, de 18, también de Placencia, Alberto Erial, de 18, de Eibar, y dos transeuntes.

— En San Sebastián han fallecido : don Pedro Iriarte, de 79 años ; don Ascensio Artola, de 65 ; don Laureano Odriozola, de 78 ; doña María Oria, viuda de Antonio Loinaz, de 85 ; don José Olaizola ,de 83 ; don Angel Ganchegui ; doña Cecilia Alberdi, esposa de Arturo Sainz, de 61 ; doña Francisca Goitia, viuda de Mariano Cortés, de 92 ; don Sotero Lecube, de 65 ; don Fernando Garuz ; doña Sebastiana Echarri, de 89 ; el doctor don José Manuel Irastorza Artola, de 44 ; don Antonio Elicegui, de 70 ; don José María Arruti, de 72 ; don Victoriano Sarasola, de 76 ; don Teófilo Lizarraga, de 49 ; don Paulino Olasagasti, de 70 ; don Fidel Terán, de 68 ; don Miguel Elola, de 75.

— En Pasajes de San Pedro : don Pedro José Arrillaga, de 71 años ; don Félix Elizalde, de 70. En Rentería : don Miguel Michelena, de 56. En Irún : doña Josefa Trecu, esposa de Antonio Olazabal, de 63 años. En Fuenterrabía : don José Sagarzazu. En Orio : don Ignacio Indo. En Aduna : Dominica Urcola Errasti, de 18. En Villarreal : don Diego Azurmendi, de 78. En Beasain : doña Asunción Aguirre de Gárate. En Villafranca : doña Francisca Zubillaga, viuda de Fructuoso Lasa, de 75. En Eibar: don Julio Anitua Alberdi, de 54 ; doña Teodora Guruceta, viuda de Bartolomé Egurrola, de 77. En Elgoibar : don Teodoro Ecenarro, de 60 ; don Francisco Azcue, de 82. En Placencia : doña Ceferina Galarraga, viuda de Bonifacio Gallastegui, de 79 ; don Andrés Ecenarro, de 71. En Usurbil : doña Micaela Pagola, viuda de Francisco Sarasúa, de 78. En Mondragón : don Faustino Echeverria, de 69. En Oñate : don José Creixell, de 60. En Legorreta : don Eugenio Lasa, de 70. En Motrico : doña María Mancisidor, viuda de Vicente Aguirregomezcorta, de 83. En Villabona : doña María Aldaburu, viuda de Juan B. Arregui, de 86. En Alegría : don Juan Bautista Arandia, de 62.

— En Bilbao han fallecido : don Miguel Aldamar ; doña Angela Ortolachipi, viuda de Juan Ruiz de Azúa, de 89 años ; don Jesús Iceta, de 44 ; doña Emilia Bas, viuda de Alejandrino Elósegui, de 91 ; doña María Lasa Garin ; Josefa Goyoaga, de 81 ; el doctor don Simón Garay ; doña Leona López de Arbina, viuda de Felipe Zabala, de 79 ; don Alfredo Echevarría, de 56 ; don Juan Ortuzar, de 49 ; doña Cándida Bilbao, esposa de Pedro Echevarria, de 62; don Julián de la Torre, de 67 ; don José María Cazaña, de 43 ; doña Dominga Ibarreche, viuda de Saturnino Cortina, de 82.

— En Las Arenas : don Raúl Ortiz de Lejarazu, de 29 años. En Guecho : doña Eloísa Garay, viuda de Miguel Otaola, de 46 ; doña María López de Argumedo, viuda de Santiago Bilbao, de 85 ; don José Ramírez Osés, de 56. En Baracaldo : don Felipe Uriarte ; doña Victoria Lasarte, esposa de Valentín Uriarte, de 61. En Santurce : don Francisco Humarán, de 40. En Sestao : don Jaime Lladó, de 64. En Ondárroa : don Joaquín Iriondo, de 72. En Zaldivar : don Benito Maortúa, de 71. En Basauri : Cecilia Landa, de 26. En Ceánuri : don Cosme Inchaurbe, de 85. En Carranza : don José González Altuna, de 79. En Orozco : don Matías Olabarría.

— En Vitoria han fallecido : don Saturnino Ugarte y Gertrudis Abaitua. En Llodio : doña María Mañuzuri, viuda de Olavarrieta.

— En Pamplona han fallecido : el comandante don Cornelio Nepote Expósito, de 63 años ; don Urbano Leceaga, de 64 ; don Luis Lacambra ; doña Carmen Elizaburu, esposa de Crispulo Larrea, de 69 ; doña Damiana Macaya, de 74 ; doña Cristina Escribano, esposa de Alejandro Osinaga, de 48 ; doña Fermina Villanueva, madre del general Navarro, gobernador militar de Alava ; doña Javiera Iribarren, viuda de Esteban Barea.

— En Echalar : don Manuel Leza, de 70 años. En Elizondo : don Juan Martín Galarregui, de 86. En Irurzun : doña Trinidad Ansa, viuda de López.

— En Mérida : don Ramón Basarrate, de 57 años, de Bilbao. En Albacete : don José María Muguruza, de 46, de Eibar.

LA CARTE DE COMMERÇANT pour les espagnols residant en France

Les stipulations de la Convention franco-espagnole du 7 janvier 1862 relatives à la liberté d'exercer un commerce ou une industrie sur le territoire français, pour les Espagnols y ayant un domicile, a été l'objet depuis longtemps de discussions devant les Tribunaux et l'Administration.

La liberté consacrée par cette convention internationale avait été limitée par le décret du 12 novembre 1938 qui rendait obligatoire, pour tout étranger désirant exercer une profession de ce genre, la possession d'une carte de commerçant délivrée par la Préfecture du département où l'étranger a élu domicile.

Le Tribunal de Lyon avait estimé, dans un arrêt du 16 février 1952, que le décret de 1938 n'était pas applicable aux Espagnols. La 13ème Chambre du Tribunal de la Seine avait eu une interprétation différente.

« La Gazette du Palais » du 22 mai 1952 publie un arrêt de la Cour d'Appel de Paris (16ème Chambre) en vertu duquel, tout en estimant que les Espagnols désirant exercer un commerce en France sont tenus de demander la carte de commerçant-étranger aux autorités préfectorales, ces dernières doivent obligatoirement délivrer cette carte quand le demandeur est espagnol. Lorsqu'il s'agit d'autres étrangers, les Préfets ont toute latitude pour accorder ou refuser ladite carte.

EUSKAL-ORRIYA

BAGILLAREN GOMUTAKI NEGARGARRIJAK

Bagilla au da euzkotarrai gomutaki negargarrijenak gogora ekarrtzen dauskuna. Illa onetan Bilbao jausi zan arerijuan atzaparretan, eta berarekin Euzkadi osoa.

Epallaren 31'garrenian, Euzkadi'ren arerijuak Bilbao errtsitu eben eta inguratu, ta Bilbao arrtzeko guraz gudarozte ikaragarrijak antolatu ebezan : españar txarraskodunak, doistar egazkin-talde ixugarriak, maurotarrak, dárda italiarrak *(flechas italianas)*, ozte atzerritarra *(legión extranjera)*, ta abar eta abar : ludi guztiko fascistak ebezan indar guztijak.

120.000 gudari gertatu ebezan atzerritarrak eta españar guzti orrekin, 1.000 kañoi ta 138 guda-egazkin. 162.000 suaga edo *bomba* bota ebezan, 2.482 *tonelada* burdiñez betiak.

Euzko-Gudaroztia'k 70.000 aldezlari baño ezeban, ija izkillu barik, kañoirik gitxi ta guda-egazkin bapez edo ija bapez.

Alan eta guztik be arerijuak 80 egun biarr ixan ebezan Bilbao'ra eltzeko, au da 48 aneurrkiñ edo *kilómetro* aurreratzeko. Onek esan gura dau egunero 600 neurrkiñ edo *metro* aurreratu ebezala. Bariak eta marraskilluak beste orrenbeste ibiltzen dira. Orren indarr aundijak ixan eta ain gitxi aurreratziak erakusten dau euzko-gudarijak zelako aldezkuntza ikaragarrija egin eben. ¡ Ikaragarrija benetan !

Bilbao aldeztuteko aldezpen edo zaindoki bat baño ezeguan, atzerritarrak, eurak « *cinturón de hierro* » ta « *cinturón de acero* » ixenaz batiatu ebena. Egiz esateko, zaindoki ori etzan burdiñezkua, ezta galtzairuzkua be ; baña aldeztuten eben gudarijak burdiñezkuak ziran edo galtzairuzkuak, gatxak ausi ta apurtutekuak. Eta zaindokia euren bularrez aldeztu eben. ¡ Aintza eurai !

Zaindoki orreri eltzeko arerijuak 72 egun biar-ixan ebezan, eta zaindokija bein apurtu-ezkero, 8 egun biar-ixan ebezan Bilbao'ra eltzeko.

Egin daigun orain, ba, 1937'garren urtiaren Bagilla'ren egutegija, guda-egutegija.

11'garren eguna : Arerijuak zaindoki-alderaño eltzen dira.

12'garrena : Gamiz-Errigoitia-aldetik zaindokija apurtzen asten da.

13'garrena : Santa Marina jausten da ta arerijuak Lezama, Zamudio ta Santo Domingo'rantza abiatzen asten dira.

14'garrena : Ozte atzerritarrak *(los legionarios)* Mungia'n sartzen dira. Burdiñezko uztaya guztiz apurrtuta dago.

15'garrena : Maruri, Gorliz ta Plenzia jausten dira.

16'garrena : San Roque ta Arrigorriaga. « *Flechas negras* » deritxen ozta atzerritarrak Algorta, Lexona, Luxua arrapatzen dabez. Baita Punta Galez'ko suagadi edo *bateria* artzen dabe. Bilbao jausi-zorijan dago.

17'garrena : Egubena zan. Bilbao'rentzat egunik zoritxarrekuena. Arerijuak millaka suaga ganian bota eben. Au ixan zan guda guztiko suagaketa edo *bombardeorik* ikaragarrijena. Artxanda'ko gudaketea asten zan.

Goxeko lenengo ordubetan arerijuak 10.000 suaga bota ebezan. Geroago, eguberdija baño len, beste 10.000. Irugarrenez, arratsaldian, beste 10.000. Gudaegazkiñak, gelditu-barik, Artxanda'ganian egaiz-egiten eben.

Arratsaldeko zortzi ta erdijetan arerijo-ikurriñ bat « *Casino* »'aren onduan agertu zan, baña euzko-gudarijak berialaxe ostendu egin eben. « *Casino* »'a sutan eguan, eta arerijuak urrian. Azkenez, sartu ziran, baña euzko-gudarijak, alegin-alegiñez, gaba elduta, barriro irabazi eben.

18'garrena : « *Casino* »'a arerijuena zan. Euzko-gudarijak goxaldeko 4'retan barriro irabazteko alegin ikaragarrija egin eben, baña ezin. Oso aulduta egozan, izkillurik baga, buruzagi geyenak il edo zaurituta.

Artxanda'ko gudaketea amaituba zan, baña bertan euzko-gudarijak Euzkadi'ko edestirako urrezko orri bat bere odolez idatzi eben. Aintza eurai Artxanda'kin batera Arrnotegi ta Arraiz-mendijak jausi ziran.

19'garrena : ¡ *Consumatum est* ! Artxanda jausita, dana dago galduta, eta arerijuak arratsaldian Bilbao'n sartu ziran eta aldundi edo *diputaziñuan* euren ikurriña jarri eben. Bilbao galduba zan, eta Bilbao,kin Euzkadi osua.

Euzkadi'ko Jaurlaritza azken ordurarte geratu zan, ta barriro Euzkadi'tik ataz gudea jarraitzeko Trucios edo Iturriotz'era juan zan. Euzko-gudarijak be gudea jarraitu eben Santander'en lenengo ta Asturias'en gero. Azkenez, Catalunya'n be.

Dana alperrik, indarraren aldez zeregiñik eztagolako. Baña gudea ez da amaitu. Ondiño euzko-burrukalarijak ¡ kukurruku ! egiten dabe, ta egunen baten edo bestian, goxago edo belubago, Euzkadi Franco'gandik azke ixango da.

Abandotarrak,
Bagila - 1952.

Bartzelona'ko Eleiz-jaien ondoren

Beti izan gera erlijioa ta politika nasten dituztenen etsai, ta orregatik ez, genun Bartzelona'ko eleiz-jaiak maxiatzeko asmorik. Bañan atzerriko izparringi batzuk diotena irakurri ondoren, egoki daritzaigu zertxobat esatea.

Jaun aldaretuaren aurrean Franco'k egindako itzaldia aipatzen dute izparringi oiek, eta, jakiña, amasei urte auetan Españi'n gertatua aztu ez dutenak, badute zer esanik.

Ara zer dion Beljika'ko eguneroko batek : « Zer ikusiko ta Gernika'ko eraille ta su-emalea Jaunaren aurrean itzaldi bero bat egiten, alajaña ! »

Beste batek berriz auxe dio : « Bernanos idazle katolikoak Franco'ren aurka idatzitako liburu gogor ua irakurri dutenak, zer pentsa ote dute agintari ori izketan ikustean ? »

Munduan-barna asko zabaldu zan liburu ortan diazleak frankotarrak Palma de Mallorca'n egindako erailketa ta zuzengabekeriak kontatzen zitun. Antxe baitzegon gudaren asieran Bernanos jauna, ta, kristau izaki, an ikusiak munduari adierazi-bearrean zegola uste izan zun, kristau izena beztua etzedin. Kristau-izena aizatzen baitzuten ordurako francotarrak.

Liburi ori irakurri gabe ere, ez ote dute pentsatu Beljika'ko izparringiak diona, frankotarrek egindako erailketa ta bidegabekeriak beren begiz ikusi zituzten ainbat eta ainbat españar eta euzkotarrak ? Nola eskatuko guzi oiei gertatua azteko ? Ez ote zan askoz arrezago Bartzelona'ko eleiz-jaietan Franco ixil-ixillik egotea ? Lotsa pixkabat euki ba'lu, bai noski ! Baita kristau guziak iñolako oroipen txarrik gabe Jaun aldaretuaren aurrean belauniko ikusi nai izan ba'litu ere !

Eta zerbait esan bearrean zegola uste ba'zun, nori siñestaraziko dio an esana esan bear zunik. Izan ere zer esango'ta « Ez gera guda zale Jauna » seango zun, bada ? Gura-zale ez, beraz ! Eta oraiñ amasei urte ere ez ote ? Mork asi zun, bada, zoritxarreko guda ua ? Zeri zor ote dio Franco'k Españi'ko agintaritza, gudari ez bada ? Ordun egiñaren damu ote da gaur ? Egokitasun ederra zeukan Bartzelona'ko eleiz-jaietan ori aitortzeko ta mundu guziaren aurrean Jaunari barkamena eskatzeko. Egiz damu danari etziola barkamenik uka bear uste dugun kristauok ere, barkatu egingo genion.

Bañan ori egin bearrean, guda ua Jainkoaren aldeko egite aipagarri bat izan zala adierazi du itzaldi berean. Ez dauka, beraz, egiñaren damurik.

Orra Bartzelona'ra Jainko-aldaretua ospatzera joan diranak zer entzun bear izan duten ! Orra zergatik kristau askoeri miñ eman dien eleikizun batean Franco itzaldi ori egiten ikusteak edo entzuteak !

Orra zergatik Bartzelona'ko eleizjaiak maxiatzeko asmorik ez euki arren, erlijioa ta politika nasita ikusteak miñ ematen baitit, lantxo au egin dudan !

Kristau on eta Jainko-aldaretuaren maitale izateko ez dagola Frankozale edo Españi'ko guda Jainkoaren aldeko egite aipagarri izan zala uste bearrik pentsatzen dutenetzat egin dut, batipait. Jakin dezatela, atzerrian barna kristau askok orixe pentsatzen dutela.

Eleizpuru'tar Iñaki'k.

LEBATZ BIZIA

Jatetxean jateko
emon eutsenetik
gogoz ekion jaten
bein baten Iñaki'k.

Baña ekarri eutsen
lebatz atsituak
laster kendu eutsozan
jateko goguak.

Eroan eutsonari
deiturik, diñotso :
— Lebatz au atsituta
dago, egon, txotxo.

— Ezin izan leitike
ezelan be ori,
goizean egon da, ba,
oindik bizi-bizi.

Izan leitike, izan,
ats-duna albokoa,
orixe izan da, ba,
lenagotxukoa.

Eurrez egiten dira
gaur lukikeriak
eskuratutearren
diru pil aundiak.

Lontzi Aba'ren
« Ipuintxuak ».

Le Gérant : Albert PRIEUR.

Société Parisienne d'Impressions
4, Rue Saulnier. — PARIS (IX•)

Euzko Deya

LA VOZ DE EUZKADI • LA VOIX DES BASQUES

XVII[e] année — Num. 348 — Paris, 1[er] Juin 1952 — 50, Rue Singer (XVI)

UN CHOIX FACHEUX

Nul autre Congrès Eucharistique International n'aura été aussi discuté que celui qui se tient ces jours-ci à Barcelone. Même chez les catholiques, et surtout chez les catholiques, ce Congrès a été curieusement critiqué avant l'ouverture. Mauvais présage pour une grande manifestation religieuse qui, recherchant la communion des catholiques du monde entier sous le signe de la Paix, commence par susciter la confusion et la discorde parmi les croyants.

Ce phénomène est explicable par l'erreur d'avoir placé le congrès sur le terrain de la politique avec une intention polémique et selon des prémisses inexactes. Nous mesurons exactement nos mots et nous n'y changerons rien. Car, selon l'entourage du Comité d'organisation des Congrès Eucharistiques, le choix de l'Espagne et de Barcelone a été le résultat d'un syllogisme on ne peut plus regrettable.

Victime de la propagande franquiste, le Comité permanent entendait que l'hostilité de l'opinion démocratique du monde entier n'était qu'une campagne dirigée par la Franc-Maçonnerie contre l'Espagne en tant que pays catholique ! Ainsi, le choix de l'Espagne, comme lieu du Congrès Eucharistique, devait-il prouver au « catholique peuple espagnol » que l'Eglise était à ses côtés, face à la campagne de propagande de ses ennemis extérieurs.

Que personne ne s'étonne de cette dialectique. Car, aussi invraisemblable que cela puisse paraître, il est encore des gens qui, malgré leur situation et leur responsabilité, confondent l'Espagne et Franco, le peuple espagnol et son dictateur, voire la religion catholique et la Phalange, dont la « consubstantialité » a été récemment proclamée par le vice-secrétaire général du Parti Unique.

Tout le reste n'est que réactions à la chaîne, nées de cette erreur initiale.

Le franquisme, appréciant l'intention du Comité international permanent, l'a renforcée par ses décisions successives afin de donner l'impression d'une symbiose entre l'Eglise et la dictature. On en connaît les détails ; aussi, n'en rappellerons-nous que deux : la participation officielle de la Phalange, par l'inscription collective de ses syndicats, ses offrandes obligatoires et ses grands rassemblements de Jeunesses et de Syndicats du Parti Unique ; et la participation de l'Armée à un défilé de cent généraux et quatre mille officiers supérieurs et subalternes qui, pour la plupart on gagné leurs galons au cours de la lutte fratricide provoquée par leur rébellion.

Ces deux détails permettent de comprendre que le point de vue des organisateurs internationaux ne saurait être celui du peuple espagnol, notamment des catholiques démocrates, et encore moins celui des habitants de Barcelone où, après une grève retentissante, dont l'écho ne semble pas être parvenu jusqu'aux oreilles du Comité d'organisation, l'on a procédé dernièrement à des exécutions non moins retentissantes. La farce d'une grâce partielle et sous condition — que l'on voudrait présenter comme une générosité chrétienne à l'égard d'adversaires, alors que cette décision profitera principalement aux délinquants de droit commun — n'a fait qu'ajouter à la confusion des uns et à l'indignation des autres.

Devant de telles références, on comprend mieux le malaise dont les réactions ont été reflétées par des quotidiens catholiques comme « La Croix », de Paris, et « La Liberté », de Fribourg, ainsi que sous la plume d'écrivains tels que François Mauriac et même d'ecclésiastiques aussi qualifiés que l'abbé Michonneau. Que dire, donc, de la réaction des démocrates catholiques d'Euzkadi et de Catalogne devant cette confusion, aussi accidentelle soit-elle, des symboles de la charité et de l'injustice, de la paix et de la violence ? L'erreur est grave, et le Président Aguirre a fait connaître au Vatican ses points de vue sur la question.

Malaise chez les catholiques français

A propos du malaise observé dans certains milieux catholiques à la suite du choix de l'Espagne pour lieu de réunion du Congrès Eucharistique International, « Paris-Presse » nous dit :

« Dans quelques jours — du 29 mai au 2 juin — va se dérouler à Barcelone un congrès eucharistique international : c'est-à-dire la plus importante manifestation du monde catholique. Une très forte participation française, en particulier, est prévue.

« Mais le gouvernement espagnol, sur le territoire duquel va se dérouler le congrès, a paru à beaucoup de catholiques vouloir annexer à son profit — on serait tenté de dire pour sa propagande — cette solennelle réunion.

« Les déclarations du secrétaire de la Phalange, la part éclatante que doit prendre l'armée espagnole aux cérémonies, la présence prolongée du général Franco et de son yacht dans la rade, l'arrivée annoncée de von Papen ; autant de manifestations qui ont inquiété les catholiques soucieux de ne pas voir identifier l'Eglise avec un régime autoritaire. Nombre de militants de la C.F.T.C., en particulier, ont donné des signes de mécontentement devant cet état de choses. »

POURQUOI L'ABBÉ MICHONNEAU n'est-il pas allé à Barcelone ?

Mgr Feltin, archevêque de Paris, ne s'est pas rendu au Congrès Eucharistique, et nous en ignorons les raisons. Toutefois, l'abbé Michonneau n'est pas allé, lui non plus, à Barcelone, et ce prêtre éminent, dont le dévouement missionnaire ainsi que l'œuvre dans les milieux de la banlieue sont connus de tous, a expliqué son abstention dans un article publié par « La Quinzaine », sous le titre « Pourquoi je n'irai pas à Barcelone ».

L'abbé Michonneau souhaitait assister au Congrès Eucharistique « pour communier dans la pensée de la paix avec des hommes venus des quatre coins du monde », au cours d'une assemblée qui, après vingt siècles de christianisme, « doit retrouver la même sève, la même immense fraternité des premiers chrétiens, riches et pauvres, humbles et grands, tous égaux, tous libres, tous joyeux dans le Christ Sauveur ». Ainsi, « Barcelone serait devenue, pour quelque temps, un haut lieu de la fraternité chrétienne, le haut lieu de la charité, le haut lieu d'un monde en travail pour la paix ». Mais, « pour la classe ouvrière du monde entier, Barcelone est devenue un haut lieu : celui de la résistance à l'oppression, celui de la lutte pour la libération ».

Car, « Barcelone est en Espagne, et ce pays est, aux yeux de beaucoup de mes frères, qu'ils se trompent ou qu'ils voient clair, celui de la dictature ». Et c'est encore plus : « Vers Barcelone, tout spécialement, la pensée des travailleurs du monde se tourne en ce moment, » parce que « toute la sensibilité ouvrière est polarisée là-bas » à la suite des exécutions de mars et des condamnations à mort. Ainsi, l'abbé Michonneau ajoute-t-il :

« Alors, si j'allais là-bas, il me semble que durant tout le congrès, au milieu des défilés et des manifestations grandioses, je ne pourrais arracher ma pensée et mes yeux des gens massés sur le trottoir, des petites gens que je verrais là ou que je devinerais derrière les volets clos. Constamment, je me poserais la même question : « Ceux-là, de quel « regard nous regardent-ils ? »

« Tandis que monteraient les chants des solennités et les accents des grands discours, je ne pourrais pas ne pas chercher des yeux certains hauts murs et certaines fenêtres grillagées pour penser à ceux qui sont derrière. Je craindrais trop que ceux-là, mes frères, ouvriers prisonniers, jugeant le régime qui gouverne l'Espagne, ne soient forcément tentés de dire : « Voilà comment il les « traite et comment il nous traite !

« Comment il les protège et comment « il nous condamne ! »

« Je désirerais trop, pour ne pas être déçu, que l'écho des discours leur porte, à travers les murs de leur prison, cette grande certitude : « Nous souffrons avec « vous, nous pleurons avec vous, nous « espérons de votre espérance. »

« Et puis, quelques jours après le congrès, quand la presse rendra compte, quand les documentaires retraceront à l'écran les manifestations du congrès, je crains tellement que les ouvriers, regardant le service d'ordre à grand renfort, les honneurs rendus par les pouvoirs publics, voyant les défilés escortés par la phalange, ne croient indissolublement liés, ce qui ne le sera que pour l'occasion, l'Eglise, mon Eglise, et le régime qu'ils honissent.

« Tous les efforts faits depuis tant d'années, les témoignages les plus chèrement portés par des militants et nos prêtres risquent alors, non seulement d'être contredits, mais d'être pris pour une hypocrisie encore plus grande.

« Que l'on dise ou affirme ce que l'on voudra, les plus savantes distinctions ne seront point entendues. L'ouvrier juge sur les actes, sur ce qu'il voit et ce qu'il entend.

« Alors, si un jour je rencontrais quelqu'un qui me parle du congrès, si les yeux dans les yeux, il me posait une question comme celle-ci :

« Sur ces hauts lieux que représente « Barcelone, le haut lieu du triomphe et « de la puissance, et le haut lieu de la « souffrance et de l'oppression, où pen- « sez-vous que passe de préférence le « Christ ? »

« J'ai l'impression qu'alors, baissant la tête, je ne me reconnaîtrais pas le droit de répondre. »

Si Franco se bornait à être chrétien

Le quotidien catholique « La Croix » a publié un long article de son rédacteur en chef, l'abbé Emile Gabel, dans lequel l'auteur commente le malaise causé par le Congrès Eucharistique dans certains secteurs de l'opinion et les « accusations virulentes » que ce congrès a suscité de la part d'autres milieux. L'abbé Gabel expose les arguments ayant déterminé ce malaise et il signale les conditions ayant collaboré à cet état d'esprit ; cependant, il croit trouver une garantie du catholicisme authentique du Congrès dans le fait que ses animateurs et ses responsables ne sont pas en Espagne, mais dans un Comité international que préside l'archevêque d'Ottawa. Si l'Etat et ses corps constitués prennent une part éclatante aux manifestations de ce congrès, c'est, selon l'abbé Gabel, parce qu'il s'agit d'un Etat catholique installé dans un pays d'unité catholique (bien que l'auteur fasse remarquer qu'il est illusoire de croire « qu'il suffit qu'un Etat soit confessionnel pour qu'une société soit chrétienne »). Et si l'amiral Horthy, qui est protestant, a participé ostensiblement au Congrès Eucharistique de Budapest, le général Franco a autant le droit de le faire à Barcelone, lui qui est catholique et le chef d'un Etat catholique.

Le rédacteur en chef de « La Croix » souligne, à ce sujet, que les Etats saisissent toujours toutes les occasions pour affermir leur solidité à l'intérieur et pour étendre leur rayonnement à l'extérieur. Que Franco le fasse à l'occasion du Congrès de Barcelone ne signifierait point que l'Eglise est compromise, car « l'Eglise n'est pas responsable des excès de ses serviteurs trop intéressés ».

Au sujet de la véritable nature du Congrès et de ce que Franco devrait faire s'il prétendait s'en servir pour sa politique, l'abbé Gabel écrit :

« Son thème (celui du Congrès) est la paix, la paix entre les peuples et entre les classes. Or, cette paix n'est possible que dans la justice ; elle n'est humaine que dans la liberté ; elle n'est chrétienne que dans l'amour... Si, grâce au général Franco, le Congrès Eucharistique demeure sur le seul plan religieux, si les hymnes à la gloire du Christ-Roi s'accompagnent du chant de toutes les libertés civiques, si l'éclat des parades est surpassé par l'effort de justice sociale, il aura définitivement confondu ses adversaires irréductibles, il aura dissipé un malaise, il aura rendu service à l'Espagne. Si le général Franco veut faire de la grande politique, il lui suffira d'être uniquement chrétien. »

« Le Christ n'est pas phalangiste »

« La Liberté », quotidien catholique de Fribourg, estime que l'écho des récents verdicts de mort et des exécutions ne sera pas affaibli à Barcelone, durant les journées du Congrès Eucharistique. Aussi, croit-il nécessaire de préciser que, dans l'intention du catholicisme mondial, il s'agit de glorifier Dieu et non le Caudillo :

« Il ne faut certes pas confondre le sacré et le profane, mais puisqu'il est facile de prévoir avec certitude que les autorités politiques espagnoles participeront largement à la réussite de ce congrès, il est nécessaire que l'on sache que les catholiques du monde entier s'unissent *aux catholiques espagnols* dans un acte de foi et de glorification du Dieu eucharistique, tout en se maintenant complètement détachés de la « catolicidad » proclamée par le chef de l'Etat espagnol. Car — comme l'a proclamé Camus, un incroyant — « le « Christ n'est pas phalangiste, comme « il n'est pas américain, russe ou fran- « çais ». A travers les rues de Barcelone, ce sera le Christ de l'humanité entière, le Christ de l'amour, de la charité et de la justice qui passera en triomphe. Le Christ à nouveau s'immolera sur l'autel du congrès pour tous ceux qui ont péché et qui ont tué. On ne peut pas, étant réellement catholique, avec la même autorité un jour violer le septième commandement et un autre jour réaliser et exalter le premier commandement.

« Si cette grande manifestation de foi devait, ne disons pas dégénérer dans une attestation politique, mais simplement « servir » de spéculation au consolidement d'une trop proclamée « catolicidad » du régime au pouvoir, sa beauté et sa puissante grandeur en seraient offusquées. »

Ce journal suisse regrette ensuite que les jugements de Barcelone n'aient provoqué, dans la presse catholique, d'autres protestations que celle de « Esprit » et de « Témoignage Chrétien », en France, ainsi que de « Adesso », en Italie ; cependant, il rappelle l'intervention du Pape sur les instances de Camus, de Breton, de Béguin, de l'abbé Pierre et d'autres.

« La Liberté » conclut sur ces mots :

« Souhaitons enfin que tous les catholiques qui seront présents à Barcelone et qui s'y porteront en esprit, prient Dieu pour que la vraie justice chrétienne règne à nouveau en pleine liberté dans toutes les nations. »

« Témoignage Chrétien » et le Congrès Eucharistique

« Témoignage Chrétien » a publié, dans son dernier numéro, un article intitulé « A nos frères dans la foi de l'Eglise d'Espagne ».

André Cruiziat fait remarquer que les congrès eucharistiques sont un hommage à Dieu, mais il est humain que ce soient aussi l'occasion de prouver la force des masses catholiques. Or, cette dernière remarque invite à considérer divers éléments : le fait que ce congrès se tienne en Espagne, l'opinion que le monde se fait du régime franquiste et l'effet missionnaire de l'Eglise dans le monde contemporain non chrétien et pour la France spécialement dans le monde ouvrier.

M. Cruiziat ajoute, à ce sujet :

« Parce qu'il y a un honneur commun de la dignité évangélique, parce que nous sommes tous solidaires de la répercussion missionnaire, des comportements collectifs officiellement chrétiens, il est légitime que nous nous avertissions mutuellement de leurs conséquences.

« Ce n'est pas notre but dans cet article, au plan de la foi dans l'Eglise universelle, de nous mêler des affaires intérieures de l'Espagne. Il nous faut tout de même, quelles que soient les raisons historiques, constater qu'il s'agit d'un régime politique qui prive une partie du peuple espagnol des libertés syndicales, de presse et de réunion depuis 1936. Nous savons ce qu'un tel régime entraîne de répressions douloureuses, sinon mortelles, pour tous ceux qui refusent cette situation ou cette tyranie (selon la forme de langage que l'on choisit).

« Comment ne pas se souvenir aussi que Barcelone est la ville dont le monde a su, pour la première fois depuis 1936, qu'elle avait tenté une manifestation populaire entraînant une répression sévère pas encore liquidée ?

« Bien entendu, nous savons qu'il est d'autres pays également privés, à des degrés divers, des libertés évoquées plus haut, que Barcelone n'est pas la seule ville qui connaisse des répressions ouvrières. On nous acordera cependant qu'il est compréhensible que des consciences espagnoles, françaises ou autres souffrent spécialement de la confusion qui ne manquera pas de s'établir entre une célébration eucharistique éclatante, entourée d'une pompe officielle religieuse et civile (peut-être politique et militaire, parce que souvent tout se tient) — et « l'ordre social » du lieu où l'on « célèbre » si publiquement ».

« On dira ce que l'on voudra »

Ainsi s'exprime l'évêque de Barcelone

Une cérémonie préparatoire au Congrès Eucharistique s'est déroulée à Barcelone, sous la présidence du capitaine général de la Catalogne. Ce fut l'occasion, pour l'évêque, Mgr Modrego, d'exprimer son dédain pour les commentai-

res provoqués par l'aspect politique du Congrès.

« La colère de Dieu — a-t-il dit —, offensé par tant de péchés, exige que l'humanité mette dans la balance de sa justice un poids énorme de mérites. Il y a bien des mois que ce Congrès a inspiré des prières et des sacrifices qui ont attiré sur cette ville la bénédiction des Cieux et incliné le Seigneur à la miséricorde. Ceci doit nous faire bénir les âmes qui offrent leurs douleurs pour la rédemption de l'humanité grâce au Congrès. Devant cette grandeur spirituelle, laissons nos ennemis dire ce qu'ils voudront et proclamer que d'autres fins nous inspirent. La seule chose qui nous guide est de proclamer que Dieu est au-dessus de tout et que l'amour prévaut sur les haines et la paix sur la lutte. »

Le cardinal Segura, lui non plus, n'ira pas à Barcelone

Dans une lettre pastorale en date du 20 avril, et que la presse franquiste a tue, le cardinal Segura, archevêque de Séville et ancien primat d'Espagne, a annoncé qu'il ne se rendrait pas à Barcelone, la date du Congrès Eucharistique coïncidant exactement avec les jours fixés pour la commémoration du VII[e] Centenaire du roi Saint Ferdinand, dont les reliques sont conservées dans la cathédrale de Séville.

Le cardinal Segura évite un corps-à-corps avec le général Franco

Le cardinal Segura a publié, le 1[er] mai, une autre lettre pastorale en réponse à l'éditorial de l'organe phalangiste « Arriba », qui avait pris la défense du Gouvernement, critiqué dans la précédente lettre pastorale sur le danger que les négociations avec les Etats-Unis favorisent la propagande protestante.

Dans sa nouvelle lettre pastorale, le cardinal Segura a dénoncé, comme un grave abus de pouvoir : le fait que ses lettres pastorales soient censurées, que la dernière ait été tronquée, et que l'on interdise tout commentaire sur la question s'il n'est pas inspiré par les milieux officiels.

Le correspondant du « New York Times » à Madrid, M. Cianfarra, a publié les derniers renseignements sur le résultat de cette querelle. Selon M. Cianfarra, qui est catholique, le gouvernement franquiste se serait plaint au Vatican de l'attitude du cardinal Segura. Et celui-ci, en apprenant que l'auteur de l'éditorial d'« Arriba » était le général Franco, a donné des instructions pour que le clergé de son archevêché s'abstienne de lire en chaire la lettre pastorale dans laquelle il répondait à l'article de l'organe phalangiste.

PARADERO

Ignacio González Torres, nacido el 10 de noviembre de 1924 en Hernani, vino a Francia el 8 de septiembre de 1945. Se ruega a las personas que sepan detalles de su paradero se sirvan comunicarlos a la Delegación de Bayonne, 10 Bd. Alsace Lorraine. Bayonne.

LA RELIGION ET LA POLITIQUE
au Congrès Eucharistique

Personne ne doutait que von Papen fût catholique. Celui-ci a été, à tout le moins, le leader du parti catholique allemand au Reichstag, et son organe était le réputé quotidien catholique « Germania » ; jusqu'à ce que Hitler ait dissout ce parti et tué le journal. Bien mieux : c'est parce que von Papen était catholique que Hitler l'envoya comme ambassadeur à Vienne, où la communauté de foi religieuse allait lui permettre de se gagner la confiance des catholiques autrichiens et de préparer astucieusemeent l'Anschluss.

Von Papen, en effet, est catholique ; et l'étant, il a assisté au Congrès Eucharistique de Barcelone. Son voyage en Espagne n'avait point d'autre objet, ainsi qu'il l'a déclaré aux journalistes. Toutefois, avant le Congrès, il s'est rendu à Madrid et s'y est entretenu avec le général Franco au Palais du Pardo.

La presse franquiste n'a point caché ce fait à ses lecteurs.

⁂

Un autre pèlerin, le Dr Doherty, évêque de Dromore (Irlande), a, avant de partir pour l'Espagne, prononcé un sermon dans lequel il a assuré que les critiques formulées contre le régime franquiste venaient du fait qu'il s'agissait d'un pays catholiquue.

Voici les déclarations de l'évêque irlandais telles qu'elles ont été publiées par la presse franquiste :

« Bien des critiques lancées contre l'Espagne sont basées, apparemment, sur sa forme particulière de gouvernement, mais, en réalité, elles obéissent au fait que l'Espagne est un pays catholique. Bien des propos, tenus de par le monde, au sujet de la liberté, de l'égalité et de la démocratie, peuvent être qualifiées d'artifices, et il faut en tenir compte lorsqu'on entend critiquer l'Espagne. »

⁂

Un autre pèlerin dont s'est occupé la presse franquiste est l'évêque argentin, Mgr Serafini, qui a rappelé aux journalistes sa hâte d'arriver à Madrid vingt-quatre heures après l'entrée des troupes victorieuses :

« J'arrivais de Rome à Burgos le 29, coïncidant avec le joyeux carillon des cloches qui annonçaient la bonne nouvelle. Je sollicitai et j'obtins du gouvernement du Caudillo l'autorisation de me rendre à Madrid ; on me délivra le saufconduit 614 — document historique pour moi — avec lequel je pénétrai dans la ville martyre au milieu des mille premières personnes autorisées, derrière les troupes libératrices. Le spectacle auquel nous assistâmes nous causa une joie profonde autant qu'une amertume insondable. Je voulus juger de près ce que l'Espagne avait souffert sous la domination marxiste, et Dieu m'accorda cette grâce. Je fut le premier à pénétrer dans la Cathédrale de San Isidro, jonchée de décombres, et là, au milieu de la poussière et des ruines du temple profané, nous donnâmes, entre deux sanglots, l'accolade au docteur Eijo Garay (alors évêque de Madrid, et aujourd'hui membre du Conseil de la Phalange), en lui promettant une image de la Vierge de Lujan en souvenir de cette rencontre. »

⁂

La presse a également publié des déclarations d'un autre évêque ; mais celui-ci est espagnol : Mgr Herrera, évêque de Malaga.

Questionné sur l'influence que le Congrès Eucharistique pouvait avoir sur la politique étrangère de l'Espagne, l'ancien directeur de « El Debate » (Mgr Herrera a été journaliste) a répondu aux journalistes de Tétouan :

« ... Sous ce rapport, le Congrès Eucharistique aura une importance considérable, puisque ce grand débat offrira l'occasion à tout le monde de constater la vigueur du catholicisme espagnol et la vérité sur l'Espagne. »

« L'Espagne — a ajouté Mgr Herrera — est un pays éminemment spirituel, et c'est peut-être la nation qui, dans ce cas, prendra le commandement du grand bloc constitué par les nations hispano-américaines et arabes, piliers indiscutables des grandes réserves spirituelles de ce monde matérialisé. La personnalité internationale espagnole peut être comparée à celle d'autres siècles de plus grande splendeur. Notre patrie pèse sur le monde, et c'est un grand bastion ; son importance internationale a été mise récemment en évidence ; ce qui est le fruit de l'excellente politique étrangère espagnole. »

⁂

Uniquement renseigné par la presse franquiste, le peuple espagnol — catholiques et mécréants — finira par s'imaginer que le Congrès Eucharistique est un rassemblement de pro-franquistes du monde entier, mal dissimulé par la façade d'une manifestation religieuse.

Car on a caché au peuple espagnol — qui n'a pas d'autre presse — l'excuse du cardinal Segura et l'absence de certaines personnalités du catholicisme mondial. Le peuple espagnol ignore également l'attitude de catholiques aussi éminents que Maritain, et il ne sait rien du malaise que le Congrès de Barcelone a causé dans les milieux les plus dynamiques du catholicisme français.

Cette ignorance à laquelle il est voué par la presse franquiste est encore une raison pour que le peuple espagnol, mal informé, puisse croire à l'Eglise identifiée avec la dictature. Une fois encore, le général Franco a rendu un mauvais service à la religion qu'il se targue de défendre.

L'Espagne est admise à l'UNESCO

Le Conseil économique et social des Nations unies vient d'approuver par douze voix contre cinq et une abstention la demande d'admission à l'UNESCO formulée par l'Espagne. Ont voté pour : l'Argentine, la Belgique, le Canada, la Chine, Cuba, l'Egypte, les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Perse, le Pakistan, les Philippines. Ont voté contre : le Mexique, la Pologne, l'URSS, la Tchécoslovaquie et l'Uruguay. La Suède s'est abstenue.

Commentant le vote, un correspondant franquiste remarque :

« La France, qui s'était abstenue lors de l'abrogation de la résolution relative à l'Espagne, a voté, aujourd'hui, en notre faveur. C'est la première fois — si ma mémoire ne me trahit pas — que le gouvernement français a voté en faveur de l'Espagne, depuis la guerre jusqu'à ce jour ».

Le confusionisme de l'Eglise ET LE FRANQUISME

L'Espagne est-elle entièrement catholique ? « Bien des Espagnols sont depuis longtemps sur le trottoir d'en face »

La revue catholique « Ecclesia », de Madrid, publie une série d'articles sous le titre « Doit et avoir des catholiques espagnols ». Son auteur, l'abbé Girarda aborde le « manque de réalisme » qui caractérise le christianisme espagnol et il explique :

« Souvent trop idéalistes, nous nous laissons aisèment gagner à l'idée que notre Espagne est intégralement catholique. Et, pourtant, il est certain que si elle l'est dans une grande mesure, elle est loin de l'être intégralement. Bien des Espagnols sont, depuis longtemps, sur le trottoir d'en face. Qu'a-t-on fait, au cours de ces vingt dernières années, pour jeter un pont vers eux ; un pont — pensons-nous — qui eut été solide afin qu'ils eussent pu venir en nombre vers notre vérité ? Nous croyons sincèrement que l'on a bien peu fait ».

L'abbé Girarda poursuit :

« La compénétration intime entre l'Eglise et l'Etat est indubitablement un bien, que nous devons préconiser tant que nous le pourrons, c'est-à-dire tant qu'existeront les conditions que présuppose cette compénétration et tant qu'en découlera ce climat favorable à l'esprit dont nous parlons ci-dessus. Mais, en ce monde, même le meilleur implique des dangers. C'est une triste conséquence de notre misère humaine. Et l'étroite compénétration entre les deux pouvoirs, aussi désirable en thèse et, heureusement, également en hypothèse entre nous, implique des dangers évidents : celui d'abus de ci et de là, celui d'engendrer de violents anti-cléricalismes si l'on ne mesure pas bien certaines attitudes, celui de laisser prendre pied à certains confusionnismes, etc... Nous avons déjà dit que nous ferons bien, tant qu'il nous sera possible, de défendre une compénétration qui s'est montrée féconde en biens. Mais, ne serait-il pas également bon de réfléchir, de temps en temps, aux maux certains qui peuvent en advenir ? L'avons-nous fait sérieusement ? Ou bien nous sommes-nous contentés, grâce à notre idéalisme, de nous en rapporter uniquement au mieux être qu'implique, en fait, une telle situation ? »

C'est la première fois que se pose, dans la presse catholique espagnole nonclandestine, cette question du confusionnisme existant entre les ordres politiques et religieux, sous le régime franquiste. Ce fait, relevé à la veille du Congrès eucharistique de Barcelone, mérite bien d'être signalé.

Abonnez-vous à

EUZKO DEYA

Semestre, 120 frs. - Au numéro, 10 frs.

Un prêtre basque nous parle de l'Eglise et de la liberté en Espagne franquiste

Au cours des émissions clandestines de Radio-Euzkadi, un prêtre basque, l'abbé Juan de Arandi, a parlé du « sort enviable » des intellectuels catholiques de France, qui peuvent discuter du sujet de l'Eglise et de la liberté, « sans craindre de déplaire à un tyran, inquiet de voir voltiger les fondations sur lesquelles il assit son régime ». Le Dr Arandi ajoutait :

« D'autres courants soufflent sur l'Espagne et ils touchent d'autres besoins. Pour traiter un sujet d'actualité tel que celui-ci, il faut éviter non seulement les écueils inhérents à la matière, mais aussi ceux qui ont été semés par un régime trop faible pour supporter la libre discussion. Il y a des gens pour croire qu'un régime dictatorial est fort. Quelle aberration ! Toute dictature met en danger sa propre existence s'il accorde la liberté réclamée par la condition humaine. Est-il plus grande faiblesse ?

« C'est ce qui se passe avec Franco. Ses leurres, ses mensonges sont si nombreux qu'il ne saurait souffrir qu'on les dévoile. Le franquisme est incompatible avec la vérité. D'où la multiplication du système policier. D'où, également, toutes les autorités, y compris les autorités ecclésiastiques, présentant un double caractère : celui propre à l'autorité, et celui d'agents du dictateur.

« Nous le voyons bien ces jours-ci, en ce qui a trait à la publication des prêtres basques, intitulée « Egiz ». « Egiz » répond à un véritable besoin de la conscience chrétienne, avide de lumière et de vérité. « Egiz » a reçu un magnifique accueil chez les Basques, qui aspirent à respirer en dehors des artifices montés par le Pouvoir pour tromper les gens. Et, pour ce faire, que les temps appellent d'urgence, il a dû avoir recours à la clandestinité. C'est ce qui s'est pratiqué en tous temps et en tous lieux, et que l'on continuera de faire parce qu'étant naturel. Avant la loi positive, il y a la loi naturelle, qui protège la vérité, surtout lorsque celle-ci est de la plus haute importance pour la vie du peuple.

« C'est donc le cas pour « Egiz », qui a dû mettre les choses à leur place, pour défendre la vérité, aujourd'hui si maltraitée. Et, comme il fallait s'y attendre, les agents de Franco ont fait retomber leur colère sur cette publication. Ces agents sont les évêques envoyés en Pays Basque, car ils n'auraient pas été choisis s'ils n'avaient donné des preuves de docilité à l'égard de ceux qui gouvernent actuellement. Ce qui fait qu'ils ne peuvent se borner à appliquer les lois de l'Eglise selon l'esprit de l'Eglise, mais qu'ils les utilisent, aussi, au profit du régime franquiste.

« Ceux qui ont lu « Egiz » et ont vu les motifs invoqués pour la condamner, ont été quelque peu étonnés par le caractère, étranger à la réalité, de ces motifs. C'est que les motifs invoqués sont de reste. Quand on veut condamner — et les évêques devaient condamner, dans ce cas, pour complaire à Franco — on trouve toujours des motifs. Notre Seigneur lui-même a été bafoué sous prétexte qu'il avait manqué de respect à l'égard des pontifes juifs. Quoi d'étonnant que l'on ait relevé dans « Egiz » un manque de respect à l'égard de l'autorité, malgré le soin délicat apporté à ne lui en point manquer, en bonne doctrine chrétienne ?

« Cependant, le cas de « Egiz » n'est qu'un cas parmi tant d'autres créés par le manque de liberté en Espagne. Nous apprenons chaque jour quelque chose de nouveau, en l'espèce. Dernièrement, le cardinal Segura, archevêque de Séville, a eu le courage de protester pour avoir été, lui aussi, victime de ce manque de liberté. Et, victime non seulement une fois, mais à maintes reprises. Toutefois, je viens d'apprendre quelque chose de nouveau et d'inattendu. Il paraît que le cardinal Segura a appris, de son côté, que l'article du quotidien « Arriba » dans lequel on le censurait et dont il se plaignait dans une nouvelle lettre pastorale, avait été écrit par Franco lui-même ; dès qu'il l'a su, le cardinal a ordonné de ne pas lire dans les églises cette nouvelle lettre pastorale déjà envoyée. Il faut respecter Franco avant tout. Que ne se passe-t-il pas dans une Eglise subordonnée à la politique ! Comme si la vérité de l'article en question dépendait, non de la réalité en soi, mais de celui qui la dit ! Comme si, dans un régime totalitaire, la responsabilité de ce qui se fait n'incombait pas toujours au chef, en bien ou en mal, surtout en matière de liberté de l'Eglise !

« Bienheureux les pays comme la France où les sages peuvent se réunir paisiblement pour discuter des problèmes de la liberté et de l'Eglise, sans autres vues que celles réclamées par la vérité en soi ! »

Les détenus de Vitoria ont été remis en liberté

La Cour de Vitoria a rapporté son arrêt du 31 décembre dernier, prononçant l'emprisonnement de douze des inculpés, à la suite de la grève qui avait été déclenchée à Vitoria voici un an. Par suite de cette nouvelle décision, les douze détenus ont été remis en liberté, après avoir passé douze mois en prévention.

Les douze patrons et ouvriers qui ont été remis en liberté et qui, pendant toute la durée de leur emprisonnement ont été l'objet de manifestations de sympade la part des habitants de Vitoria.

Les seize inculpés de propagande illégale et d'associatoin ilicite, qui avaient distribué, en juin 1947, de la propagande basque aux délégués étrangers ayant assisté aux fêtes du centenaire de Francisco de Vitoria, doivent passer en jugement le 7 juin prochain.

Quelques accusés de ce procès sont également poursuivis pour la grève de Vitoria ; ils ont été récemment remis en liberté.

Pour le procès de 1947, le procureur requiert des peines de cinq ans de prison et des amendes pour le délit d'association illicite et de six ans de prison et des amendes pour le délit de propagande illégale.

PARADERO

Se desea saber el paradero de Balbino Aira Portea, natural del Regato (Baracaldo).

Un décret dont on a trop parlé

Ce n'est qu'une grâce au profit des petits délinquants de droit commun et des " repentis "

On a fait croire à l'étranger que le général Franco à la veille du Congrès eucharistique et pour collaborer à la signification de cet évènement, avait décrété une amnistie avec tout ce que ce mot suppose de grâce totale, c'est-à-dire d'oubli absolu, comme l'indique l'étymologie du vocable. Mais, ni Franco ni le franquisme n'oublient rien, sauf leurs propres fautes ; l'exception faite à l'égard des récidivistes en est la preuve.

Il s'agit simplement de un de ces nombreux décrets de grâce ou de réduction de peines qui ont toujours été pris en Espagne, traditionnellement, aussi bien sous la Monarchie que sous la République, à propos d'une fête religieuse ou de quelque commémoration politique.

En effet, le décret actuel rappelle que ce n'est pas la première grâce accordée par le franquisme, car d'autres semblables ont déjà été promulgués les 7 octobre 1945, 17 juillet 1947 et 9 décembre 1949.

En tout cas, la nouveauté de ce décret d'amnistie est de ne pas être aussi nouveau qu'il paraît : il est né voici huit mois. Mgr Modrego, évêque de Barcelone, publiait le 22 août 1951 une lettre pastorale relative au Congrès eucharistique dans laquelle il priait le gouvernement de promulguer à cette occasion « les libertés possibles ». Le gouvernement a compris l'importance de la conjoncture et, délaissant toutes celles qui se présentaient entretemps — anniversaire de l'exaltation du Caudillo, le Jour de la Race, le Nouvel An, le Vendredi Saint... — il a attendu la veille du Congrès de Barcelone pour prouver sa générosité au monde catholique. Par conséquent, si les condamnés semblent devoir à Franco leur liberté ou leur réduction de peine, ils lui doivent aussi quelques mois supplémentaires d'emprisonnement. La générosité franquiste est riche en paradoxes de cette sorte.

Officiellement, le but de ce décret est « d'incorporer à la vie sociale le plus grand nombre d'Espagnols qui, pendant qu'ils purgeaient leur peine, ont donné des preuves évidentes de repentir permettant de croire qu'ils vont se refaire une vie honorable dans la liberté ».

Il s'agit donc d'une prime au repentir ; celui-ci étant démontré, les agents d'exécution devront en apprécier la pureté. Cette clause subordonne l'amnistie et la laisse à la merci de l'arbitraire franquiste, ainsi qu'il est précisé dans d'autres paragraphes.

Les détenus dont les affaires ne sont pas encore passées devant le Tribunal, ne pourront être libérés ou graciés avant jugement et réquisitoire du procureur. Les condamnés devront présenter un certificat de bonne conduite en prison. Et, naturellement, les récidivistes ne pourront bénéficier de ce décret, non plus que ceux dont la conduite en prison fera l'objet de notes défavorables, ou les contumax qui ne se seront pas présentés dans les trente jours.

Ce décret ne s'applique qu'aux auteurs de délits de droit commun ou de délits « spéciaux ». On entend, paraît-il, par délinquants « spéciaux », les justiciables pour marché noir ou trafic de devises.

Si le décret ne parle pas des délinquants politiques c'est que ceux-ci n'existent pas, ni ne sauraient exister sous un régime où toute activité politique est définie comme délit de droit commun : « association illicite », « propagande illégale », « grève séditieuse », « rébellion »...

De toutes façons, les activités politiques condamnées sous ces concepts ne pourront être l'objet d'amnistie, ni même de réduction de peines. L'amnistie totale ou liberté immédiate n'est applicable qu'aux condamnés à deux ans de prison ou moins, c'est-à-dire aux petits délinquants vulgaires. Ainsi, cette grâce ne peut atteindre les responsables de délits politiques, puisque ceux-ci sont punis dans les Codes franquistes par de peines beaucoup plus graves. Ils ne pourront obtenir de réduction de peines non plus, car le décret exclut de ses bénéfices les récidivistes, situation dans laquelle se trouvent presque tous les détenus politiques, car bien rares sont les antifranquistes n'ayant pas été déjà condamnés pour leur fidélité à la République : c'est-à-dire pour « rébellion », « aide à la rébellion » « responsabilités politiques »...

En résumé : par suite de ce décret des milliers de petits délinquants vulgaires obtiendront leur liberté immédiate parce qu'ils ont été condamnés à deux ans de prison ou moins, alors que de nombreux malheureux resteront incarcérés. Nous ne citerons pour exemple que le cas de l'ouvrier socialiste Ramon Rubial, d'Erandio (Biscaye) qui, fait prisonnier lors de la chute de Bilbao, est en prison depuis quinze ans !

La République Espagnole et l'Union Interparlementaire

La Semaine Interparlementaire s'est droulé à Nice. M. Valera, ministre et député, y représentait le groupe interparlementaire espagnol. Le Palais de la Méditerranée était pavoisé de drapeaux de tous les pays dont les Parlements sont associés à l'Union ; aussi, l'étendard de la République espagnole flottait-il au milieu des autres.

Il a été décidé que le Congrès annuel se tiendrait à Berne, en août prochain. Les thèmes étudiés qui y seront débattus sont : la législation relative à l'immunisation préventive des maladies transmissibles ; le contrôle parlementaire des budgets de l'Etat ; les possibilités d'organisation d'un gouvernement et un parlement mondial. Le problème des réfugiés, qui figurait à l'Agenda de Nice, est resté pour étude ultérieure.

M. Valera a prononcé un long discours par lequel il a fait connaître l'œuvre de la République espagnole, l'origine et la nature du régime fasciste espagnol, les perspectives futures de la démocratie en Espagne, et les apports idéologiques et techniques de la République espagnole à la solidarité internationale.

Les démocrates chrétiens de Catalogne rappellent l'exécution de leur leader, M. Carrasco Formiguera

Au moment où doit se tenir à Barcelone le Congrès Eucharistique, les démocrates chrétiens de Catalogne ont rappelé l'exécution de leur leader, le député catholique Carrasco Formiguera, fusillé par les franquistes après treize mois de prison.

Voici le texte de cette évocation qui a été très diffusée :

« Un exemple typique de ce qu'on appelle la justice du général Franco est l'exécution, à Burgos, le 9 avril 1938, de M. Manuel Garrasco Formiguera.

« Juriste éminent, professeur à l'Ecoles des Hautes Etudes Commerciales de Barcelone, et député aux Cortés constituantes de la République Espagnole, M. Carrasco Formiguera était considéré comme un catholique exemplaire et un démocrate convaincu. Il pratiquait ses idées avec un scrupuleux zèle.

« Faisant la traversée de Bayonne à Bilbao par mer, il fut arrêté et fait prisonnier avec sa femme et ses huit enfants, par un bateau de la flotte franquiste ; et après treize mois de prison, pendant lesquels il n'ignore pas que sa famille, dispersée, est soumise à de cruels traitements, il fut condamné à mort par la Cour Martiale, pour le délit de rebellion militaire.

« Le Saint Siège, le Foreign Office et un grand nombre de personnalités catholiques de divers pays intercédèrent en sa faveur. On croyait que la grâce, qui, traditionnellement est faite en Espagne à tous les condamnés à mort à l'occasion de la Semaine Sainte, serait octroyée à M. Carrasco Formiguera, mais la soidisante justice du général Franco, sous l'autorité duquel se réunira en Espagne le XXXV[e] Congrès Eucharistique, fut implacable. M. Carrasco Formiguera, malgré sa grande autorité morale, son profond catholicisme et ses vertus civiques exemplaires, n'obtint pas la grâce qu'on attendait.

« A ce sujet, l'hebdomadaire catholique « Temps Présent » disait dans son numéro du 22 avril 1938 : « Une fois « de plus, à l'incertaine clarté de l'aube, « le peloton d'exécution a rempli, le 9 « avril, sa sinistre tâche dans la prison « centrale de Burgos... »

« Et ce qui fait, dans ce cas, aggraver les circonstances dans lesquelles se sont réalisées dans le même lieu tant d'exécutions, c'est la haute qualité de la victime et son innocence. Manuel Carrasco Formiguera, éminent catholique, ne prit jamais les armes, il ne fut à aucun moment un combattant, il ne prononça jamais un mot de haine.

« Fidèle à son esprit, Manuel Carrasco Formiguera, en allant vers le lieu de l'exécution, après avoir entendu la messe, prononça ces paroles : « Cette mort « ne m'épouvante pas. Par contre, je « crois qu'elle est la digne fin de ma « vie, et je la préfère à n'importe quelle « autre. Seulement, je demande, je le « demande ardemment, que ma mort ne « donne lieu à des représailles d'aucune « sorte, car je désire qu'en suivant mon « exemple tous sachent pardonner d'une « façon sincère et chrétienne. »

« M. Joseph Ageorges écrivait dans « L'Aube », le 30 avril 1938, que « le « général Franco, en permettant cet as- « sassinat, cette iniquité, a prouvé qu'il « n'est ni un véritable chrétien, ni un « grand politicien, ni un grand soldat. »

« Depuis lors, on a continué à tuer en Espagne, parfois par sentence des tribunaux, sans avoir donné préalablement aucune garantie à l'accusé, et parfois par la simple application de « la loi des fuyards », en arrachant a la vie des milliers d'êtres innocents pour le seul fait de s'être opposés à la tyrannie, en expliquant ensuite, pour les diffamer, qu'il s'agissait de vulgaires assassins. »

Les Basques
et le respect de la parole donnée

PENDANT PLUS DE QUATRE SIECLES, VITORIA A RESPECTE SES ENGAGEMENTS A L'EGARD DES JUIFS EXPULSES PAR LES ROIS-CATHOLIQUES

En 1492, quand les sephardites furent expulsés par les Rois-Catholiques, la Municipalité de Vitoria s'engagea à respecter le terrain qui, ayant servi de cimetière aux Israélites, est connu encore aujourd'hui sous le nom de « Judizmendi » (Mont des Juifs).

Au bout de quatre siècles et demi, tout vestige a disparu, mais les engagements ont toujours été respectés par les Basques sous tous les régimes, même sous le régime franquiste. Les besoins de l'urbanisme se heurtant maintenant avec cette convention de 1492, le maire de Vitoria est venu à Bayonne, le mois dernier, afin de soumettre la question au Consistoire israélite.

Il a été décidé, d'un commun accord, que les travaux nécessaires seraient exécutés, sans autre condition que d'y placer une inscription commémorant le souvenir du cimetière israélite.

Les Indiens du Pérou
vénèrent un ancien député basque

Le bulletin religieux « Izaskun », édité à Tolosa (Guipuscoa), publie dans son dernier numéro, une page en langue basque et un article consacré au missionnaire R.P. Juan-Antonio de Irazusta, récemment décédé au Pérou.

Cet article a trait à une lettre de l'évêque de son diocèse, le R.P. Martin Elorza, qui l'avait assisté pendant sa maladie. Le prélat se répand en de grands éloges sur les vertus du religieux basque, et il dit notamment :

« Les fidèles de Moyobamba, capitale de la Prélature, font irruption dans la Résidence des Missionnaires de la Passion, réclamant des reliques ayant appartenu au Père Irazusta, cependant qu'on le pleure et le canonise, simplement et spontanément, dans les termes les plus élogieux. »

Le Père Irazusta était un député appartenant au Parti Nationaliste basque, qui avait émigré en Amérique, lors de la guerre civile, et finalement, était entré à l'âge de soixante-cinq ans dans la Congrégation des Pères de la Passion de Lima (Pérou).

POLITIQUE ET RELIGION

Sous ce titre, « Le Monde » a publié un excellent travail contenant les déclarations d'une haute personnalité ecclésiastique, relatives à ces deux sujets. On y trouve en opposition les supporters du mot qui tue et les gens imbus de l'esprit qui vivifie. Ce contraste n'est nullement propre à notre époque ; il avait déjà été concrétisé dans l'Evangile.

Il est bien naturel que les catholiques français, à l'avant-garde de la liberté de l'esprit, subissent les assauts de quiconque prétend faire parade de pureté doctrinale dans ses positions politiques, sociales ou économiques.

L'étude en question, qui se rapporte principalement à la France, fait cependant allusion à d'autres pays, tout en mentionnant ceux d'Amérique du Sud et l'Espagne, sur un mode qui invite à la discussion. M. Mauriac est déjà venu à ce rendez-vous des opinions dans « Le Figaro ». Ce problème est bien trop important pour que nous, chrétiens et catholiques, y restions indifférents.

M. Ruiz-Gimenez, ministre de l'Education Nationale du gouvernement du général Franco qu'il représentait encore, voici quelques mois, auprès du Vatican, prononça le 2 mai, à l'occasion du Centenaire de saint François-Xavier, un discours dont nous extrayons les passages ci-après, traduits littéralement du compte rendu sténographique publié par « El Pensamiento Navarro » le 4 mai : « J'ai souvent entendu dire par des catholiques d'autres pays, que nous n'avions aucune raison de nous scandaliser de ce que les rôles pouvaient être distribués, dans le cadre de la vaste gamme humaine représentée par le catholicisme, selon une économie peut-être providentielle. Les uns, peut-être des chrétiens d'autres pays, auraient pour tâche de marcher, en faisant avancer la doctrine ou la coutume, en frôlant plus ou moins le précipice de l'hérésie ; il appartiendrait peut-être à d'autres, à nous, Espagnols, de toujours cheminer à la lisière de l'Inquisition. »

Ces deux groupes de catholiques, les uns côtoyant l'hérésie, les autres à la lisière de l'Inquisition, sont définis et classés dans un autre passage du discours de M. Ruiz-Gimenez : « Il ne s'agit pas de diluer dans un catholicisme *humaniste*, vague — à la manière de certains groupes chrétiens, voire catholiques, d'autres pays — il ne s'agit pas de diluer, d'atténuer aucune de nos formules. Il ne s'agit pas de catholicismes débiles ,d'accommodement. Il s'agit d'un catholicisme *total*. » Puis, il affirme catégoriquement : « Nous, catholiques espagnols, ne pourrions jamais renoncer à ce sentiment absolu et total de notre catholicisme. »

La haute personnalité ecclésiastique ayant exprimé son point de vue dans « Le Monde » trouvera ainsi définis les deux groupes dessinés entre les lignes de son étude, et classés par le ministre de Franco en « humanistes » et en « totaux », les premiers côtoyant l'hérésie, les derniers à la lisière de l'Inquisition.

M. Martin-Chauffier rappelait, dans « Le Figaro » des 8 et 9 mai, les noms d'« optimistes » et de « pessimistes » donnés à ces deux groupes, par Adrien Dansette, dans son Histoire Religieuse.

La position prise par les deux groupes dans chacun des problèmes importants traités dans l'étude en question, n'est que la conséquence des principes posés : les uns, au service de la lettre qui tue, les autres au service de l'esprit qui vivifie.

Il est logique que, « La Croix » d'abord, puis M. Mauriac dans « Le Figaro », réagissent contre la prétendue « consubstantialité » de l'Eglise catholique et de la Phalange espagnole, qui prétend convertir le Congrès Eucharistique de Barcelone en une manifestation d'affirmation et de propagande phalangiste, et a déjà pris des mesures pour y arriver, dont certaines ont été rendues publiques par la presse. Nous n'avons point oublié ce qui s'était passé en 1938, au Congrès Eucharistique de Budapest. Devant la menace du cardinal Gomà, archevêque de Tolède et chef de la délégation espagnole, de se retirer si l'on permettait aux Basques de s'exprimer dans la langue maternelle de saint François-Xavier, l'idiome basque fut proscrit de cette manifestation organisée pour que tous les peuples du monde expriment leur adhésion dans la langue qu'ils ont reçue de Dieu. Tout le monde a encore présent à la mémoire ce tableau d'une centaine de prêtres basques, détenus à la prison de Carmona, entourant la figure vénérable du professeur socialiste Besteiro que ces prêtres aidèrent à mourir en paix. Car ces prêtres étaient des « humanistes », aux dires de M. Ruiz-Gimenez, et leurs geôliers des « totaux ». Ces derniers avaient besoin d'imposer, avec des barreaux et des chaînes, la « consubstantialité » des principes catholiques et de ceux de la Phalange espagnole, tandis que, pour les premiers, la substance de leur catholicisme était l'exercice de la charité ; et, comme le dit si bien M. Mauriac, « mais les Pauvres, nous ne doutons pas qu'ils ne soient « d'une certaine manière » consubstantiels au Christ ».

La personnalité ecclésiastique dont le point de vue a été recueilli par « Le Monde », fait également allusion aux pays italo-américains. Là-bas aussi, on rencontre des « humanistes » et des « totaux ». Pour édifier le séminaire de Buenos-Aires, il a suffi d'une visite du cardinal Copello, archevêque de Buenos-Aires à Mme Eva Peron. Tandis que, de l'autre côté de la Plata, l'archevêque de Montevideo, Mgr Barbieri, a dû faire des pieds et des mains pour avoir le même résultat, par ses propres moyens. En Argentine, l'Eglise est « protégée », comme en Espagne franquiste. En Uruguay l'Eglise est « ignorée », l'Etat n'entretenant aucun rapport officiel avec elle. Nous, « humanistes », préférons l'Eglise libre et reconnue, comme en France, à l'Eglise protégée et à l'Eglise ignorée. Mais, si nous devions choisir entre ces deux dernières positions, nous opterions, en tant que catholiques, pour la seconde. Et nous ne sommes pas les premiers à penser ainsi. Nous avons appris cette leçon de la voix autorisée des catholiques « humanistes » de Montevideo.

Manuel de IRUJO.

Abonnez-vous à :

EUZKO DEYA

Semestre, 120 frs — Au numéro, 10 frs.

AU FIL DE L'ACTUALITE

Comme s'il pouvait y avoir doute, seize ans après la rébellion, le général Franco a affirmé devant les Cortés :

« Le régime espagnol ne se considère pas, et ne se considérera en aucune façon, à la défensive en ce qui a trait aux formes politiques d'autres pays... Pour nous, il n'est pas question de temps pour arriver aux postulats politiques de la démocratie inorganique comme les autres l'interprètent, car le Mouvement National a été déclenché précisément contre eux. »

C'est très clair. Le général Franco s'est soulevé contre la conception occidentale de la démocratie et n'est point disposé à la moindre évolution.

Dont acte. Et que l'Occident se le tienne pour dit.

⁂

Dans son discours devant les Cortés, le général Franco a déclaré : « Nous avons payé à l'étranger jusqu'à l'ultime de nos vieilles dettes ».

Cette assertion est en contradiction avec la démarche attribuée au sénateur italien Merzagora, ancien ministre du Commerce, qui, lors de sa récente visite à Madrid, aurait suggéré une solution au problème des dettes contractées par le général Franco au titre de l'aide du fascisme à la guerre civile.

Le total de ces dettes atteignait cinquante millions de dollars, et Franco doit encore treize annuités. Merzagora propose que le paiement de cette dette se fasse en Espagne même et en pesetas, qui seraient employées à la coopération hispano-italienne (Fiat, Vespa...) et surtout dans le secteur minier, pour lequel l'Italie apporterait de l'outillage qui serait payé par du minerai de fer.

⁂

Le franquisme considère toujours la situation internationale avec un esprit de croisade pour la libération. Ce point de vue, exprimé voici quelque temps par M. Artajo, a été confirmé par Franco lui-même dans son discours aux Cortés :

« Je voudrais rappeler que l'Espagne est peut-être le seul pays n'ayant pas reconnu les situations créées par l'abandon à l'U.R.S.S. des pays de l'Est de l'Europe, le seul pays ayant proposé de soutenir, sans la moindre concession, la nécessité de rendre la liberté à ces pays asservis par la tyrannie rouge ; et, pour ce faire, nous estimons insuffisante la tactique de renoncement et d'apaisement qui jette sur les pays occidentaux une tache morale et d'inconscience à laquelle nous ne voulons point participer. »

Rappelons un autre discours de Franco, prononcé en 1939, alors que, pour collaborer à la politique de l'Axe, le « caudillo » avait invité les Alliés à renoncer à la guerre et à accepter le sacrifice de la Pologne comme un fait irrémédiable.

Le général Franco est un « croisé » aux enthousiasmes intermittents.

⁂

A propos de croisés...

Il est notoire, puisque Franco l'a déclaré durant la guerre civile, que cette dernière avait été financée par un séphardite de Majorque, le banquier Juan March.

Cet homme d'affaires — dont un ministre des Finances de la République avait dit au Parlement : « La République doit en finir avec Juan March, ou March en finira avec la République » — a donné, ces temps derniers, deux exemples de son influence extraordinaire : il a obtenu qu'un simple tribunal (celui de Reus, en Catalogne) déclare en faillite une société étrangère aussi puissante et aussi solvable que la « Barcelona Traction » ; et il s'est rendu adjudicataire des biens de cette dernière pour une somme dont la modestie relative n'a d'égale que celle du juge ayant décrété la faillite.

⁂

Pour le reste, Juan March a un cœur d'or. Le journal « ABC » nous a révélé son souci de la lutte contre la tuberculose et ses largesses lors de la quête faite à Madrid. Au poste présidé par la fille du général Franco, M. March a remis un chèque d'un demi-million de pesetas (plus de quatre millions de francs). Au poste de Mme Fernandez-Cuesta (secrétaire général de la Phalange et ancien ministre de la Justice), le banquier a remis 50.000 pesetas. Le centre de l'épouse du ministre de l'Education Nationale n'a recueilli que 17.500 pesetas de M. March. Mais la marquise de la Alameda, placée à la porte du Casino de Madrid, a reçu du généreux banquier un chèque de 50.000 pesetas.

⁂

Le tribunal de Reus a ordonné la suspension de la liquidation judiciaire des biens de la « Barcelona Traction » qui, quatre mois auparavant, avaient été adjugés à Juan March pour dix millions de pesetas. Quelques jours après cette décision inattendue du tribunal de Reus, le Tribunal Suprême est intervenu dans cette affaire, en recevant l'appel formé par Serrano Suñer qui, en tant qu'avocat de la « Barcelona Traction », allègue que la déclaration de faillite était injuste du fait de l'impossibilité dans laquelle la « Barcelona Traction » se trouvait de présenter son bilan dans le délai de cinq jours qui lui avait été imparti.

Le journal « Ya », organe officieux du ministre des Affaires Etrangères, a publié les conclusions des avocats des deux parties ; et cette publicité semble avoir un rapport avec les articles d'autres quotidiens et revues (« Arriba », « La Vanguardia Española », « El Economista », « Economia Mundial », « Arco », etc...) en faveur d'une politique d'attraction des capitaux étrangers avec toutes garanties quant au rapatriement des intérêts et du principal.

Le jugement du Tribunal Suprême nous dira si March a gagné ou perdu la bataille menée contre la « Barcelona Traction » depuis quatre ans.

⁂

Juan March, dont le fief était l'île de Majorque, fut député aux Cortés Constituantes de la République.

Un autre député — un catholique basque — eut l'ingénuité de lui demander sa signature pour présenter un amendement relatif au nouveau régime des communautés religieuses par suite de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Le banquier jeta un coup d'œil négligent eur l'amendement et, sans cesser de mâchonner son cigare, il laissa tomber cette sentence :

— Ce genre d'affaires ne m'intéresse pas.

Quand, quelques années plus tard, nous avons vu Juan March financer une rébellion militaire et une guerre civile, on aurait pu croire que ce séphardite opulent ne pouvait s'intéresser à la défense de petits intérêts religieux, parce qu'il ménageait, sans doute, tous ses efforts pour « sauver la religion (tout entière et tout d'un coup). Du moins, ce fut la devise inventée par la suite par les théologiens du quartier général de Salamanque afin de l'appliquer *a posteriori* au soulèvement de 1936.

⁂

Un autre croisé assez original, puisqu'il ne revient pas des Lieux Saints, mais de La Mecque....

El Mizzian est un officier marocain qui,ayant fait cause commune avec les rebelles de 1936, s'est particulièrement distingué au cours de la guerre civile. Mais il n'a jamais été aussi utile au franquisme qu'au cours du voyage de M. Artajo au Proche-Orient, où le général marocain devenait un figurant très intéressant pour le plus grand bien de la « cause ».

El Mizzian, toujours reconnaissant envers un régime qui l'a comblé d'honneurs, s'est incorporé à la suite du ministre et a poussé la complaisance jusqu'à s'improviser une ferveur islamique que nul n'aurait soupçonnée chez cet ardent défenseur de la Croix. Dans les comptes rendus du voyage de M. Artajo, la presse franquiste nous a révélé ce détail :

« Le général Mizzian, de religion musulmane, s'est rendu à La Mecque en automobile pour faire le pèlerinage à la Kaaba et gagner le titre religieux de « El hadj ». Le général a exprimé sa joie profonde d'avoir pu satisfaire l'ambition de toute sa vie de remplir ce devoir islamique. »

Cinquante ans à soupirer pour aller à La Mecque ! Pourtant, ce n'est pas si loin ni si cher pour un général espagnol, surtout lorsque celui-ci a autant de ferveur religieuse. Qu'est-ce qui s'opposait donc à l'« ambition » de Mizzian ? La crainte d'être mal vu de ses compagnons de croisade, ou la décision de ne faire ce pèlerinage qu'aux frais de « l'Etat le plus catholique du monde » ?

⁂

Le franquisme dispose de généraux bons pour toutes les conjonctures de sa propagande extérieure.

A l'occasion du Congrès Eucharistique de 1938, le franquisme n'avait pu envoyer à Budapest une centaine de généraux comme il vient de le faire à Barcelone, car ceux-ci étaient trop absorbés par la guerre civile que leur rébellion avait provoquée. Le franquisme envoya le cardinal Gomà, et présenta le général Moscardo comme un catholique exemplaire qui communiait tous les jours.

Nul ne fera au général Moscardo l'offense de croire que ce n'est pas vrai, mais le défenseur de l'Alcazar de Tolède était alors, comme par hasard, le militaire rebelle qui éveillait le plus de sympathie à l'étranger, notamment dans certains milieux. Et voici les curieux effets de la propagande franquiste au Congrès de Budapest : le cardinal Gomà, par ses propos belliqueux d'alors, faisait figure de général, tandis que le général Moscardo, par les traits sous lesquels il avait été présenté, faisait figure de cardinal.

⁂

Malgré ses vertus religieuses, le dé-

fenseur de l'Alcazar de Tolède n'est plus un élément intéressant dans les Congrès eucharistiques. Celui de Barcelone, du moins, n'a pas compté sur lui comme figure principale.

Cependant, le général Moscardo n'est pas un personnage oublié de tout le monde, à en juger par les centaines de lettres qu'il a reçues dernièrement, lui demandant une place dans le cinéma que la rumeur publique lui attribuait. Le général Moscardo, effrayé par une telle correspondance, s'est vu obligé de publier dans la presse une lettre par laquelle il déclarait « qu'il est complètement en dehors de toute espèce de négoce ».

Devant tant de militaires affairistes, le peuple croit, sans doute, que l'héroïsme conduit à tout, à condition d'en sortir. Toutefois, avant le régime franquiste, nul n'aurait imaginé qu'un général espagnol pouvait avoir l'idée de construire un cinéma à Madrid ou qu'il avait la fortune nécessaire pour exécuter ce projet. Le général Moscardo a été victime de la réputation de l'Armée franquiste dans l'esprit populaire.

***

Le cardinal Tedeschini a été reçu à Barcelone en grande pompe, avec lâcher de pigeons, au milieu des acclamations. Le cardinal Tedeschini est le Légat pontifical qui préside le Congrès Eucharistique dont Franco est le président d'honneur.

Imaginons les réflexions du cardinal pensant que c'est aussi à Barcelone que les pré-franquistes, à la veille de leur sédition, publièrent, en avril 1936, le pamphlet des « Croix de Sang » ainsi libellé :

« Toute explosion de force doit être déifiée. Aussi, dira-t-on dorénavant : « la sainte dynamite », « le saint revolver », « la sainte rébellion ». Quand notre victoire sera un fait, nous recevrons également les félicitations de Pères éminents, mais nous n'en recevrons pas de de Tedeschini, ni de Mugica, ni de Barraquer. Nous enverrons ceux-ci en Guinée à coups de pied; avec tout le respect qui leur est dû, mais à coups de pied ; en toute légalité, dans la plus scrupuleuse légalité, mais à coups de pied. Car le légal et l'illégal, le licite et l'illicite, est discerné par celui qui est monté au Pouvoir parce qu'il a été le plus fort. »

Mgr Tedeschini, alors Nonce à Madrid, avait recommandé le ralliement à la République ; Mgr Mugica est l'évêque basque qui, quelques mois plus tard, fut expulsé en France par les rebelles ; Mgr Vidal Barraquer est le cardinal catalan mort en exil, voici quelques années.

***

Commentant les doutes émis à la suite du choix de Barcelone pour lieu du Congrès Eucharistique, « La Croix » écrivait qu'*on oserait presque dire que c'est une obligation pour l'Etat de ne négliger aucun moyen propre à affermir sa solidité à l'intérieur et à étendre son rayonnement à l'extérieur* ».

C'est la constatation d'un fait plutôt que l'affirmation d'une thèse. Mais, en suivant le même ordre d'idées, on oserait presque dire que c'est une obligation pour le peuple de ne négliger aucun moyen propre à exprimer sa protestation contre le régime qu'il déteste.

Entre ces deux obligations, le Congrès Eucharistique se trouve coincé, qui n'aurait jamais dû être exposé à ces deux risques : celui d'être exploité par la propagande des oppresseurs et celui d'être troublé par la protestation des opprimés.

Ce dernier risque a été prévenu à temps par la police, qui a procédé à de nombreuses arrestations, et par le ministre du Travail, qui a ordonné une gratification de sept jours de salaire pour les ouvriers de la région de Barcelone. Mais l'autre risque ne semble pas avoir été suffisamment considéré par ceux qui en avaient le devoir.

***

Le dernier bouquet du feu d'artifice oriental a été le voyage-éclair du Régent d'Irak en Espagne, pour rendre la visite de M. Artajo.

L'accueil du prince arabe, dans les rues et dans la presse, a été extraordinaire. Pour improviser une foule et l'inviter à recevoir le Régent d'Irak, le gouvernement franquiste n'a pas trouvé de meilleure solution que de mettre tout son monde dans la rue, à l'heure de l'arrivée de cet hôte de marque : un arrêté du ministère de l'Education Nationale suspendait les cours, et une circulaire de la Délégation du Travail invitait à cesser, à cinq heures du soir, « le travail dans les bureaux, industries, chantiers et services, à l'exception de ceux de caractère public exemptés du repos dominical », et la note ministérielle ajoutait : « les heures chômées ce jour-là seront payées et non récupérables ».

Mais le Régent d'Irak, qui venait précisément de Londres, retourna subitement à Londres. D'autre part, la presse annonçait que, durant son bref séjour, le Caudillo et « le prince insigne » durent avoir recours à la langue anglaise pour pouvoir s'entendre.

A l'occasion du voyage de M. Artajo, la presse franquiste voulait faire croire aux gens qu'Espagnols et Arabes étaient frères, unis par le même sang et parlant la même langue, à quelque chose près. Et maintenant, voilà que le Régent d'Irak parle anglais, alors que le Caudillo commence à peine d'apprendre l'américain !

Si le dialogue est toujours possible, il doit être bien malaisé...

La farce de la représentation ouvrière aux Cortés

L'inauguration de la nouvelle législature des Cortés a été accompagnée d'une campagne de presse sur le caractère représentatif du Parlement franquiste. Les journaux, suivant l'exemple du général Franco et du président des Cortés, ont mis l'accent sur sa structure « organique » et spécialement sur la représentation des Syndicats aux Cortés, qui, a dit M. Esteban Bilbao, « ont un immense pouvoir de salut des plus nobles aspirations sociales ».

Sans insister encore sur le fait trop connu que l'organisation syndicale de l'Espagne est une farce totale et totalitaire, examinons sa représentation dans cette autre farce qu'est le Parlement franquiste :

Les vingt-quatre syndicats qui composent l'organisation verticale phalangiste ont élu 72 procureurs aux Cortés c'est-à-dire, trois par syndicat : l'un représentant la classe patronale, le second les techniciens, et le troisième les ouvriers. Sur ces 72, 46 sont des membres réélus et 26 sont des nominations nouvelles. Parmi ces derniers, 10 patrons — dont le père du gendre du général Franco — 11 techniciens et 5 ouvriers seulement. En outre, la majeure partie des 26 « syndicalistes » étaient déjà pourvus de charges provinciaux du Syndicat qui les a élus, ou de postes à l'échelon national : ce sont des gens sûrs...

D'autre part, outre les 72 procureurs déjà cités, qui représentent l'industrie et le Commerce, 10 autres « procureurs aux Cortés » ont été élus en tant que représentants des Confrèries de Laboureurs, des Confrèries de Pecheurs, des Associations d'Artisans, des Coopératives agricoles et des Coopératives industrielles. Deux procureurs ont été réélus et 8 ont été nouvellement désignés, mais, parmi ces derniers, deux seulement sont des ouvriers agricoles.

La montagne qui accoucha d'une souris

Comme Allah n'allait pas à la montagne, la montagne est allée à lui, et elle a accouché d'une souris.

Nous entendons par là que le franquisme s'est rapproché des Arabes sans que ce contact ait produit aucun fruit. De nombreuses visites, d'innombrables banquets, des cadeaux à foison, force discours, et surtout des brigades d'acclamations, largement payées sur le budget des Affaires étrangères ; néanmoins, ce conte oriental s'est terminé sur le dernier discours et la dernière tasse de café. Fumée d'Orient...

A peine M. Artajo, la fille du Caudillo et le général marocain Mizzian étaient-ils partis, qu'un journal de Bagdad déclarait toutes ces histoires terminées : il ne saurait y avoir d'accord — disait-il — s'il n'y a pas réciprocité politique et économique. De son côté, Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue Arabe, refusait l'invitation à se rendre à Madrid, estimant qu'il ne pouvait le faire tant que le Maroc espagnol resterait sous le régime actuel.

Et le général Valiño, Haut-Commissaire au Maroc, assurait, dans un discours prononcé à Tétouan, qu'il n'y avait pas d'accord possible si les pays arabes ne renonçaient pas à toute idée de contact avec les pays soviétiques. Ce discours a attiré la réplique d'Azzam-Pacha : « La Ligue Arabe n'a rien à voir avec le régime intérieur des autres pays. La politique arabe à l'égard de la Russie n'implique aucun encouragement au communisme. Neutralité n'est pas soutien. »

Le voyage de M. Artajo réduit à ses justes proportions, la presse franquiste n'a trouvé d'autre solution que d'attribuer toute l'importance de cette randonnée dans le fait qu'elle avait suscité une véritable compénétration « spirituelle », ce qui, selon les journaux, vaut mieux que des traités, puisque ceux-ci ne sont souvent que chiffons de papier. En tout cas — ajoute la presse — ce n'est pas l'Espagne qui avait donné une importance excessive à ce voyage, mais bien la presse étrangère.

On trouve toujours une façon de se consoler !

ERIOTZA

Gure adiskide ta euzkel idazle Alberdi'tar Andolin'en anai zarrenak, Lino'k, ustegabeko osatebakuntz baten ondoren bere azken arnasa Eibar'en eman du (G.B.).

Andolin adiskideari bere naigabean laguntzen diogu.

ANNIVERSAIRE du Centre Basque-Français DE BUENOS-AYRES

Le Centre Basque Français a fêté, à Buenos-Aires,, son 57· anniversaire. Les cérémonies ont commencé à dix heures et demie par une messe en l'église Saint Jean, avec le concours de la chorale basque « Lagun Onak ». Le sermon a été prononcé par le R.P. Ignace de Azpiazu.

Les assistants se rendirent au Centre Basque où une partie de pelote à « Share » mit aux prises quatre des meilleurs joueurs d'Argentine : Ismael Ibarra, Alberto Labat contre Robert Elias et Jean Labat.

A midi et demi, en présence de l'Ambassadeur de France, M. Guy de Girard de Charbonnières, accompagné de Mme de Charbonnières, un banquet a été servi dans la salle des fêtes. Le consul de France et Mme Léchenet avaient été également invités, ainsi que MM. Auguste Hennequin, président du C.D.S. F., le R.P. Denis Buzi, supérieur des R.P. Bayonnais, M. Maurice Dufau, président de « Euskal Etchea », le représentant du centre « Laurat Bat », M. Pedro de Basaldoua, délégué basque en République Argentine, M. Prosper Guérin, président d'honneur de la Philanthropique, Mlle Marguerite Imas, représentant le journal « Eusko Deya », etc.

Au dessert, M. Mendiondo, président du Centre Basque, prit la parole et remercia les nombreux assistants ainsi que les hôtes de marque présents. Il fit ensuite un bref historique de la race basque dont l'énigme reste insoluble malgré de nombreux travaux scientifiques. Il signala ensuite que quelles que soient leurs origines, les Basques forment un peuple dont les qualités remontent à la plus haute antiquité. La principale caractéristique de l'esprit basque est son amour de la démocratie manifesté à une époque où dans toute l'Europe l'inégalité était la règle. M. Mendiondo rappela alors le dicton basque : « Tous nobles ». Il cita également une vieille chanson où se manifeste déjà le grand esprit de liberté et de démocratie qui est le fond du vrai caractère basque.

A la fin de son discours, il remercia spécialement l'ambassadeur de France d'avoir assisté à cet anniversaire tandis que des fleurs étaient remises à Mme de Charbonnières.

L'ambassadeur répondit par quelques mots. Il déclara avoir une affection particulière pour tous les Basques, dans le beau pays desquels il a souvent eu l'occasion de vivre. Il souligna également la contribution prépondérante du peuple basque à la formation de la nation argentine.

L'orateur suivant, le R.P. Azpiazu, se plut à associer dans un même souvenir et dans un même idéal de liberté le peuple basque et le peuple français.

Ensuite, M. Pedro de Basaldua clôtura la série des discours en rappelant comment les Basques avaient toujours apporté leur civilisation et, en quelques sorte leur patrie, sur la terre argentine. Il félicita enfin le Centre Basque Français de l'œuvre qu'il poursuit.

Dans l'après-midi eut lieu la distribution des prix de « paleta » et la remise de la « Coupe Fabian Etcheverrigaray » aux gagnants, en l'occurence les représentants du Centre Français.

(« France-Journal ».)

Le cycle culturel d'Eskualzaleen Biltzara

Comme à l'accoutumée, la réunion culturelle d'Ezkualzaleen Biltzarra s'est tenue à l'Hôtel Lutétia, le 16 mai dernier.

Au cours de cette réunion, deux conférenciers ont pris la parole : MM. Henri Mathieu, étudiant en médecine, et Nicolas Inchauspe, étudiant en sciences.

M. Mathieu a traité, en connaissance de cause, de la langue basque, de sa situation actuelle et de ses perspectives. Pour le conférencier, il ne saurait y avoir de communauté basque sans langue basque ; il a également émis l'opinoin que le peuple qui perd sa langue meurt irrémédiablement. L'exposé de M. Mathieu a été fort intéressant, et permis de découvrir chez son auteur des qualités rares de linguiste et de fervent défenseur de l'euskera.

M. Inchauspe présenta une étude semblable relative à la littérature basque. D'une façon très personnelle, fort appréciée de l'auditoire, il a expliqué le peu d'inclinaison des Basques pour l'écriture : M. Inchauspe a examiné avec beaucoup de compétence les raisons qui, à son avis, ont déterminé, à une époque encore récente, le manque de littérature basque.

Les deux conférenciers ont été longuement applaudis. Et cette double conférence a provoqué un débat animé entre quelques auditeurs, débat qui fut dirigé par M. Ibarrondo avec l'autorité courtoise à laquelle il nous a habitués.

Le cycle des conférences se terminera le 27 juin par un festival qui se tiendra à la Salle Chopin-Pléyel. Un programme important et plein d'attrait, de musique basque, fermera ce cycle qui a remporté un grand succès parmi la colonie basque de Paris.

POUR UNE FOIS, LE FOR DES ESPAGNOLS A ETE RESPECTE

Jeronimo Bilbao,, âgé de 60 ans, appartenant à la Gauche Républicaine, est resté trois jours (rien que trois jours) à la prison de Bilbao.

Se trouvant dans un bar, un ami lui demanda si sa fille avait obtenu le diplôme de professeur de piano. L'interpellé répondit négativement, ajoutant qu'il ne voulait pas que sa fille offre ses services à Franco. Il voulait parler de l'obligation faite à toutes les jeunes filles d'assurer le Service Social aux ordres de la Phalange, si elles veulent obtenir certains diplômes, faire certaines études, voyager à l'étranger...

Sur ces simples déclarations, Jeronimo Bilbao a été dénoncé à la police et incarcéré pendant trois jours, au bout desquels il a été remis en liberté, tout en restant à la disposition du juge d'instruction.

Malgré la rigueur du châtiment de l'épanchement de ce vieux républicain, on doit reconnaître que, ne serait-ce qu'une fois, les prescriptions du For des Espagnols ont été respectées : la détention n'a pas dépassé 72 heures.

Abonnez-vous à :

EUZKO DEYA

Semestre, 120 frs — Au numéro, 10 frs.

Le carrefour des suspects

Le philo-nazisme renaît dans la presse franquiste

Messerschmidt, Schacht, Skorzeny, Von Papen... Madrid, c'est le carrefour des suspects.

En même temps, le philo-nazisme renaît dans la presse franquiste. Nous n'en donnerons qu'un échantillon.

Le journal « ABC » a publié un article de Victor de la Serna sur Otto Skorzany, « mon grand ami, mon camarade ». L'auteur disait que «c est le premier soldat de l'Europe défaite qui a entendu, avant tout autre, les préludes de la trompette qui va sonner le rassemblement ». Et il ajoutait :

« Skorzeny a enflammé, de sa voix de Siegfried illuminé, une jeunesse déçue qui remâchait, entre les ruines de cathédrales et d'usines, une terrible amertume : celle d'avoir vu comment une Europe, belle et jeune, leur échappait des mains. Une Europe un peu rude, comme une princesse nordique, mais salutaire et honnête ; une Jeanne d'Arc germanique qui a également péri sur le bûcher, acusée de sorcellerie, par des juges ; elle sera aussi exaltée, à la place d'honneur qu'elle mérite, dans les pages de l'Histoire ».

« Lors de notre dernière rencontre, très récente, avec cet ancien ami qui libéra Mussolini et désarma, en douze heures, l'Armée hongroise, Otto Skorzeny était fort agité. Je ne l'ai jamais vu ainsi. Cette fois, la colère s'était cristallisée dans ses nobles yeux, et il les voilait d'une froideur terrible, qui faisait peur à voir, comme si des légions de soldats vengeurs s'avançaient derrière eux ».

L'indignation de Skorzeny, selon son ami, provenait de ce que 18 officiers de l'Armée allemande étaient condamnés à mort, à la prison de Landsberg, notamment le colonel Peiper, des Waffen SS. « Si Peiper est exécuté — a dit Skorzeny — nous ne ferons plus un geste, nous n'ouvrirons plus la bouche, et nous nous livrerons au désespoir négatif. Si Peiper meurt, il en sera fini de nous. Ce sera le signal de notre dispersion, de notre licenciement des rangs de l'Europe ».

Victor de la Serna attirait l'attention sur le danger de cette démission de Skorzeny et de ses amis, ce qui représenterait « des défections irréparables dans l'escadre des esprits chargés de veiller sur l'Occident ».

Cette allégation en faveur des camarades de Skorzeny ne saurait surprendre quiconque se souvient de l'enthousiasme que Victor de la Serna, alors directeur du journal « Informaciones », dédiait à la cause nazie pendant la guerre.

«DE GUERNIKA A NUEVA YORK PASANDO POR BERLIN»

por José Antonio de Aguirre

Pedidos a EUZKO-DEYA: 300 francos

Que se passe-t-il dans les rangs de la Phalange?

Dans son discours de Madrid, destiné aux syndicats phalangistes, M. Fernandez-Cuesta, ministre-secrétaire de la Phalange, a laissé entendre que l'esprit des rebelles du 18 juillet 1936 a baissé considérablement lors de la défaite de l'Axe et à la suite des décisions internationales contre le régime franquiste. Voici les termes employés par M. Fernandez-Cuesta :

« On parle beaucoup, actuellement, de retour à l'esprit du 18 juillet. Il nous paraît fort bien de parler de cet esprit, mais il nous eut semblé préférable de ne pas l'avoir oublié dans les années écoulées et difficiles, lorsqu'il fallait former des cadres autour de Franco, comme symbole de cet esprit, quand il fallait descendre dans la rue pour le proclamer à haute voix ; comme en décembre 1946, quand tant de bras se croisaient, quand on refusait les postes, voire peureusement. Aussi, ceux qui, comme vous, au sein des syndicats, ne se sont jamais laissés gagner par la crainte et l'hésitation, l'attitude commode ou la prévoyance de l'avenir, et ceux qui n'ont jamais abandonné cet esprit, ni cessé de remplir les devoirs qui l'impose, ne saurions parler de retour à un point dont nous ne sommes jamais partis ».

LA PHALANGE ET L'ARMEE

Commémorant un épisode de la guerre civile, M. Fernandez-Cuesta, ministre-secrétaire général de la Phalange, a dit dans un discours prononcé à Saragosse :

« Il est absolument indispensable de maintenir l'unité à tout prix, malgré tous les efforts de ceux qui voudraient la rompre. Quoi qu'il advienne, que l'avenir de l'Espagne soit clair ou assombri par des nuages, nous, phalangistes et militaires, devons jurer devant ces lieux sacrés que nous resterons unis, aussi étroitement unis que cette accolade que je donne maintenant au général Moscardo, en signe d'admiration et de respectueuse fidélité, au cri de « Arriba España ».

PESSIMISME ET INQUIETUDE

Le quotidien « Arriba » a publié un article de José-Ramon Alonso relatif au pessimisme observé « dans certains milieux ».

L'auteur convient que l'on ne saurait soutenir indéfiniment la tension vécue durant la guerre civile, et il comprend que le réel n'est jamais aussi beau que l'idéal.

« C'est ainsi — ajoute-t-il — que se forme peu à peu ce noir pessimisme que nous observons aujourd'hui dans certains milieux espagnols... Nous ne devons pas attaquer le pessimiste, mais le pessimisme ; non pas le malade, mais la maladie, avant qu'elle ne se transforme en épidémie... Certains regrettent maintenant le tumulte et les criailleries, l'incertitude et l'anxiété, le changement. Surtout le changement. Ce que nous ignorons, c'est de quel changement il s'agit, car, ces mécontents sont, malgré tout, nos frères, nos camarades. Brutus était le fils de César, et il est certain qu'il l'a pleuré après l'avoir tué. Aussi, beaucoup de ceux qui, avant de l'admirer, l'ont tué politiquement en 1930, ont pleuré de la même façon un dictateur espagnol ».

Breves noticias de Euzkadi

El Atlético de Madrid ha ofrecido dos millones de pesetas por Eizaguirre, sin contar lo que habrá de dar al guardameta donostiarra. La Real está negociando con Santander para desprenderse de Alsúa, de cuyo juego desigual y carácter intemperante están descontentos. Alsúa dice que es él quien quiere desprenderse de la Real.

— El Atletic de Bilbao no ha renovado su contrato con el entrenador Iraragorri, que probablemente será sustituído por Barrios.

— Elías Salaverría ha vendido su « Don Juan » al multimillonario Muñoz, que también le ha encargado la decoración de las oficinas del edificio que está construyendo en Barcelona.

— Murio en Bilbao el teniente piloto Méndez Leturiondo, profesor de la escuela de pilotaje de Vizcaya, que en la guerra civil estuvo a las órdenes de García Morato y en la División azul a las del comandante Salas.

— Manuela Ignacia Arzamendi, de Zumaya, ha cumplido cien años.

— La niña Aranzazu Mendiburu, de Tolosa, ha hecho en cinco años el recorrido montañero de « los cien montes ». Tiene doce años de edad.

— En El Pueyo, se le reventó una rueda al autobús de la línea de Pamplona a Zaragoza y fué a chocar contra un árbol. De los 21 heridos, el más grave era Patrocinio Jiménez, de 21 años, que iba a Pamplona a comprar los muebles para casarse en breve. Se le ha amputado una pierna.

— La Cerrajera de Mondragón ha ampliado su capital en un 50 %.

— La Quincena Musical de San Sebastián será organizada este año por el empresario Fernando Berruezo.

— Tres accidentes mortales se han registrado en Pasajes en tres días consecutivos : Clemente Ortega, muerto por el desprendimiento de una cornisa cuando iba a entrar en su casa de Buenavista ; Victoriano Macazaga, aprisionado entre dos vagones, y Antonio Asteasuinzarra, seccionado por el tronco por tres vagones que le pasaron por encima.

— En la Rioja alavesa se espera una cosecha de vino muy superior a las anteriores.

— En Pamplona se van a crear tres nuevas parroquias : Cristo Rey, San José y la Asunción.

— El vapor « Trujillo », que de madrugada salía para Bilbao, embarrancó en la barra y sufrió una vía de agua.

— El Banco de Bilbao — que se fundó hace cien años con ocho millones de reales y hoy tiene un capital de 596 millones de pesetas — ha anunciado un concurso-oposición para varias plazas de empleados con los siguientes sueldos: 8.500 pesetas anuales a los que obtengan « sobresaliente », 7.500 a los « notables » y 6.600 a los « aprobados ». Como los sueldos oficiales son insuficientes, se les promete una gratificación de 17 % como plus por carestía de vida, más cuatro pagas extraordinarias, aumentadas también en un 17 %.

— La Pysbe, de Pasajes, se ha interesado en los « Talleres del Astillero », de Santander, y proyecta construir en sus proximidades una factoría de secaderos de bacalao.

— En Pamplona ha fallecido el industrial don Lucio Arrieta, que tuvo funciones principales en el bando carlo-falangista durante la guerra civil.

— El palacio de Bértiz (Baztán), donación del fallecido filántropo don Pedro Ciga, va a dedicarse a casa de reposo para los sacerdotes y de retiro para los curas ancianos.

— Con motivo de su cincuentenario y de los beneficios de este año (22 millones), la fábrica de vagones de Beasain ha acordado el reparto de una gratificación extraordinaria.

— En Bilbao ha fallecido don Emilio Vallejo Arana, presidente de la compañía de seguros « La Aurora ».

— La pesca del salmón en el Bidasoa ha dado piezas incluso de diez kilos, que se vendieron a 300 pesetas el kilo.

— El coro femenino « Maitea » de San Sebastián, tuvo un gran éxito en Madrid ; al igual que el Orfeón Donostiarra y la Agrupación Coral de Cámara, de Pamplona, que participaron en el festival de Burdeos.

— Doña Angela Redin, vecina de Pamplona, ha cumplido cien años.

— La Audiencia de Bilbao ha condenado a seis años y un día a un individuo que, por defender a su cuñado, agredió con un hierro a dos hermanos, uno de los cuales murió a los tres meses por un derrame interno.

— Por haberse quemado de madrugada tres transformadores de la estación de Larraskitu que sirve energía eléctrica a Bilbao, la villa quedó a oscuras. « La Gaceta del Norte » no pudo publicarse y en talleres y fábricas hubo grandes dificultades. Mientras duraron las reparaciones, no se pudo trabajar más que tres días por semana en los pueblos de la ría.

— En Bilbao se van a construir 5.000 viviendas por el Instituto Nacional de la Vivienda y 2.500 por la Obra Sindical del Hogar.

— En Rentería se ha inaugurado un puente que va de la carretera general de Francia a la de Lezo.

— Entre Vitoria y Miranda se han hecho las pruebas de un tren con unidades metálicas, que hizo una velocidad de 120 kilómetros por hora, o sea 40 más que el sudexpreso.

— La Diputación de Alava ha acordado enjugar el déficit del Hospital con un auxilio que no exceda de 250.000 pesetas, dedicar medio millón de pesetas al mobiliario del nuevo Gobierno civil y destinar 750.000 pesetas a las obras de la catedral.

— En Navarra bajó tanto el precio de la patata que en algunos lugares ha llegado a venderse a veinte céntimos el kilo.

— El acordeonista hernaniarra Manuel Yaben, que ha sido proclamado campeón de España, se propone abrir en Madrid una academia de acordeón.

— En Alava se ha declarado oficialmente la existencia de : triquinosis en Vitoria, peste aviar en Maturena, fiebre ondulante en Antoñana y fiebre aftosa en Laguardia y otros puntos.

— Frente al puerto viejo de Algorta, el joven Fernando Ortiz pescó un « bocadulce » de 300 kilos que media 3.70 metros de largo.

— En Irún, con motivo de un campeonato juvenil de futbol, se ha apreciado que el jugador Alfonso López Requejo, de 21 años, tiene el corazón en el lado

derecho. Los médicos le han dicho que puede seguir jugando, pero sin abusar.

— Dos niños muertos : en Martutene, une criatura de catorce meses que se cayó de un tercer piso ; en Rentería, el niño José María Elzondo, que iba agarrado a la trasera de un camión y fué atropellado por una maniobra de éste.

— En el puente internacional se verificó un careo con motivo de un importante asunto de falsificación y venta de dólares y otras divisas. Los careados fueron, por el lado español, el súbdito francés Maurice Emery, encarcelado en España ;y, por el lado francés, un polaco residente en Francia y encarcelado en París que parece ser el artífice de la operación. También participaron en el careo un vecino de Irún y un matrimonio de Hendaya. Asistieron los fiscales de San Sebastián y Bayona y policías de ambos países.

— Los vinicultores navarros están preocupados porque la próxima cosecha será abundante y todavía hay gran cantidad de vino de la anterior, lo cual obligará a bajar los precios.

— Dos mujeres vestidas de monja se dedican a recorrer los caseríos de Echalar y otros pueblos pidiendo limosna para los pobres de la clínica que el doctor Gallano tiene en Irún, lo cual es un timo.

— Un cura de Azcoitia recibió la visita de una mujer con un niño en brazos, que le pidió angustiosamente fuera a confesar a su marido agonizante. El cura la socorrió y fué inmediatamente a la casa indicada, donde descubrió que todo era un timo. La ingeniosa mujer, que habla euzkera vizcaíno, dió tres timos análogos en el mismo pueblo (total, 23 duros), sacó billete en una dirección y desapareció en la contraria.

— El bertsolari Uztapide (Manuel Olaizola) se ha casado en Oyarzun con Conchita Iturain.

— El gobernador de Guipúzcoa, señor Garicano, visitó en Usúrbil el Albergue del Auxilio Social, que es, por cierto, la finca de la que ha sido despojado el señor Zatarain.

— Para las tradicionales fiestas del « alarde » de San Marcial, en Irún, ha sido designado « general » una vez más el señor don Eusebio Pedrós, que tiene 76 años.

— Dice « El Diario Vasco », en una crónica de Washington, que los terrenos en que hoy está la Casa Blanca fueron propiedad de don José Jáudenes, que los adquirió por su matrimonio con la hija de un juez. Jáudenes era secretario de don Diego Gardoqui, « el epicúreo bilbaino que sirvió de comadrón en el parto de los Estados Unidos ».

— « La Voz de España » ha dedicado una crónica a Miura, ganadero andaluz de origen navarro (baztanés), quien ha declarado la influencia que en sus toros tiene la sangre de casta navarra.

— Según « El Correo Español », la casa que fué del histórico alcalde de Móstoles, don Andrés Torrejón, es hoy propiedad del ex-tenor bilbaíno Enrique Inchausti.

— A su paso para el Congreso eucarístico de Barcelona, el antiguo tenor y actor cinematográfico José Mójica (hoy Fray José Guadalupe) declaró en San Sebastián que tiene 56 años, que es de origen vasco y que todavía suele cantar en Lima, donde reside como fraile franciscano.

— En Bilbao han fallecido : doña Matilde Laspiur, esposa de Angel Linaciso-ro ; doña Regina Sierra, de 82 años ; don Luis Barañano, de 77 ; don Feliciano Pérez Navajas, de 68 ; doña Benita Arechavaleta, esposa de Teodoro Oronoz, de 76 ; don Demetrio Jausoro, de 75 años.

— En Las Arenas : don Lorenzo Urruticoechea, de 70 años ; don José María Navarro ; doña Josefa Elisa Mazorriaga, viuda de Laureano Uriarte, de 91. En Sopelana : doña Clotilde Eguzquiza. En Gallarta : doña María Bilbao, viuda de Cenicacelaya, de 75. En Galdames : doña Claudia Villanueva, esposa de Jenaro Ormazabal. En Ortuella : don Primitivo Alonso, de 52. En Lemoniz : doña Ana Unamuno, esposa de Juan Bta. Zorroza, de 73. En Ea : doña María Goyena, viuda de Zabala, de 75. En Galdácano : doña Nicasia Bilbao, esposa de Simón Atucha, de 43. En Alonsótegui : doña Nicolasa Eguiraun, viuda de Tomás Sasia, de 90. En Ondárroa : doña Crisóstoma Gurpide, viuda de Agustín Irazabal, de 98. En Yurreta (Durango): doña María Uranga, esposa de Patricio Zamalloa, de 68. En Guernica : el doctor don Juan de Arróspide, de 82 ; doña Paula Ormaechevarria, viuda de Elías Arríen, de 63 ; doña Francisca Uriarte, de 84.

— En San Sebastián han fallecido : don Rafael Eguiluz, de 73 años ; don José Larrarte, de 79 ; doña María Cortajarena, esposa de Silverio Altamira, de 76 ; doña Roberta Ansó, esposa de Luis Airiz, de 63.

— En Irún : el ex-coronel don Luis Cabanilles, de 91 años. En Pasajes San Pedro : doña Salvador Lores, de 73. En Zarauz : doña Asunción Pol Azcoaga, esposa de Joaquín Erguín. En Deva : doña Manuela San Sebastián, viuda del doctor don Martín Aramburu. En Iziar: don Florencio Aguinagalde. En Beasain: doña Francisca Ferrer, viuda de Palacios. En Anzuola : el presbítero don Eusebio Galparsoro, de 78. En Placencia : doña Martina Larrañaga, viuda de Salvador Amuchástegui, de 82. En Hernani : don Ascensio Zubillaga, de 47 ; don Antonio Sorondo, de 82. En Mondragón: don Antonio Iribecampos, de 82. En Cegama : doña Anastasia Otaegui, viuda de Jacinto Gorrochategui, de 80. En Eibar : don José Miguel Basurto, de 92.

— En Salvatierra : doña Eduvigis Echalecu, viuda de Javier Oquiñena, de 84 años.

— En Pamplona : don Víctor Olloqui, de 66 años ; don Miguel Ortiz, de 68.

— En Madrid : doña María Gaztelu, viuda de Elío y madre del duque de Elío ; doña Isabel de las Pozas, viuda de Carlos de la Herrán ; don Manuel Aburto Renovales (« Pinocho »).

Reunión del Gobierno Vasco

BAYONA. — En los locales de la Delegación vasca se reunió el Gobierno de Euzkadi, bajo la presidencia de don José Antonio de Aguirre, y con asistencia de todos los consejeros.

A esta reunión acudió, por primera vez, el consejero recién nombrado, don Ambrosio Garbisu, representante de Izquierda Republicana.

Se examinaron asuntos de trámite y de la situación política en general, adoptándose los acuerdos pertinentes.

El Gobierno volverá a reunirse este mes, en París.

NOTICIAS DE LA ARGENTINA

El Centro Vasco de Chascomús (provincia de Buenos Aires), constituído recientemente por iniciativa de un grupo de vascos de aquella zona y elementos del Laurak-bat de la capital, se inauguró con unas fiestas que resultaron muy brillantes, colaborando en ellas, además de la directiva del Laurak-bat, el Club de Pelota de Chascomús, Acción Vasca de la Argentina, el coro Lagun Onak, Emakume-Abertzale-Batza y la Delegación del gobierno vasco.

El nuevo Centro cuenta ya con más de 700 socios.

— En Rosario han terminado los trabajos de demolición del viejo edificio del Zazpirak-bat y, seguidamente, se ha dado comienzo a las obras de ejecución del nuevo local.

Para solemnizar ambos acontecimientos, se han celebrado diversos actos.

— Al décimotercer curso de euzkera del Laurak-bat, acuden este año más alumnos que el año anterior, debiéndose este auge, en parte importante, al celo del presidente de Euzkaltzaleak, don Benito Montoya, y al del veterano profesor don Isaac López Mendizabal.

— Se ha publicado el número octavo del Boletín del Instituto Americano de Estudios Vascos, que contiene interesantes trabajos del doctor Etcheverry, Michel Iriart, Padre Gabino Garriga, ingeniero don Antonio Lascurain, don Isaac López Mendizabal y don André María de Irujo.

— En Buenos Aires ha fallecido el doctor Zorraquín, padre político de don Ramón de la Sota Mac-Mahón.

GELDI EGON BEARRA

Margolaria, andra bat
margotzen ebillan,
esan eutsoń unean
andrazkoak olan.

Emen naukozu, euki,
ordu bi luzean
zirkiñit be egin barik
il baten antzean.

Ondo margotuteko
eztago besterik
luzero egotea
baño oso geldirik.

Begiat erabilten
zerbait ara-ona,
utzi zadazu, utzi,
eskarrez, gizona.

Ezelan be ezin zeike
egin olangorik,
eurekaz diardut, ba,
orain lanpeturik.

Surra daukozu, euki
amaituta dana,
ta erabilli zeinke
goi, be, ara-ona.

Lontzi Aba'ren
« Ipuintxuak »

Le Gérant : Albert PRIEUR

Société Parisienne d'Impressions
4, Rue Saulnier. — PARIS (IX•)

EUSKAL-ORRIYA

EUSKERA SALAMANKA'N

Bizkaia'n gobernadorea euskerari gerra egiten ari dan bitartean ta Gipuzkoan zenbait parrokok euskal izenik aurrei jarri nai ez dien bitartean, an ta emen il obietan euskerazko idazkunik ipintzen uzten ez duten bitartean, euskerazko ipui liburutxo bat ateratzeko eragozpena ta traba besterik ez, ta eztakit nik zenbat joan etorri egin bear diran bitartean — eta azkenean ezer trixteko, agian —, Salamanka'ko Unibersidade entzutetsuan « euskeraren irakastegia », « cátedra de vascuense », ipiñi du España'ko francotar gobernuak.

Otsailla'ren 21'ean Ruiz Jiménez ministroak izenpetutako agindu ori Epailla'ren 14'ko « Boletín Oficial » ean agertu zan. Irakastegi orri « Manuel Larramendi » izena eman diote.

Norbaitzuen iritziz, ori egitearekin, kendu omen digute Franco'ren yaurbidea ta gobernua euskeraren etsai dirala esateko itzpidea. Or ikusten omen da ez dagola guk salatu oi degun etsaitasunik, euskerari ta Larramendi'ri ospe ta goratzarre egiten omen diote-ta.

Erabaki ta agindu orrek ordea, berez, ez du erakusten ez euskeraganako maitasunik ez etsaigorik, noizbat, antziñako aldietan, izan ta gaur ezdan zerbaiten azterketan ta ikasketan jarduteak zerbait arekiko maitasunik eta etsaigorik adierazten ez duan bezelaxe. Orrek, gauz arekiko jakinzaletasuna besterik ez du erakusten.

Bestera, oraindik bizi idan ta sendotu ta indartu ta zabaldu nai degun euskerari bere bidean len aitatu ditugun ta aitatu ditzakegun beste eragozpen asko ipintzeak, orrek bai, orrek argi erakusten du yaurbideak euskerari dion gorroto ta etsaitasuna. Gorroto ori, bearbada, ez da euskeragatik beragatik izango, izkuntza orren jabe dan erriari dioten gorrotoagatik, eusko erriari euskerak ematen dion nortasuna nabarmenago egiten dualako baizik, berak, erri au berenakin bat egiñik ikusi nai luteke, eta bi erriok ain argiro bereizten dituan izkuntzak sendo dirauen bitartean ezin bat egin ta ezin ezkutatu banak diranik.

Euskera maite ala ez maite, elejakidia edo lingüistika deitzen dioten jakidian gai zurgarri ta erderatsua bezela agertzen da jakintza ortarako zaletasuna dutenentzat. Eta orregatik euskera irakaskai bezela aspalditik jarriz dago Burdeos, Sorbona, Berlin, Upsala ta abarreko ikastetxe nagusietan, eta nolanaiko falanjista ez dan Seminario Rojas'ek aitortzen duanez lotsa ematen zien España'ko Unibersidadetan irakaskai ori etzala ematen erantzun bearrak atzerriko elejakintzaleak orretzaz galdetzen zietenean.

Eta orra, Salamanka'n irakaskintza orren jartzearen zergatikato bat, noski ; jakintza zaearretiko maitasuna geienez ere. Ta ori maitasun elkorra ta antzua euskerari bizi irauneazteko. Ori gora bera berdin joango baita gure izkuntza au bere ondamendi ta galkuntzara.

Euskerarentzako egiazko maitasuna ta gorrotoa benetan erakusten duana besterik da. Euskera erabilli ta pizkortu, sendotu, zabaldu ta izkuntza bat bear dan guzirako geiten alegintzeak erakusten du arenganako maitasuna edo eta alegin oieri eragozpenak ipintzeak arenganako gorrotoa. Ta Salamanka'n ta beste nunnai ere irakaspide aiek ipiñi arren beste eragozpen auek dirauten bitartean ezin esango dute ez dirala gure izkuntzaren etsai.

Antonio Tobar elejakintzariak lenagotik ere badarabilki Salamaka'ko Ikastetxe Nagusian euskera elejakidi gai bezela ta, dirudinez, aren beraren eragiñez ta arduraz iritxi du irakaskai ura ofizialki aitortu ta ipintzea.

Ez gaude orren kontra, euskera jakintza dan aldetik aditaldu, bere jatorri ta azterrenak arakatu, beste izkuntzekiko bere artu emanak, aidetasunak, berdinkatzeak eta abar aztertu ta ikastea oso begi onez ikusten ditugu, baña ori guzia guretzako bigarren mallara jeixten da euskeraren bizia bera galtzorian daukagun bitartean.

Eta irakastegi ura baño bearragotzat daukagu gure euskera bizi arazteko, sendotzeko ta pizkorragotzeko gure literaturari indar ematea, ta orretarako agintarien aldetik laguntzarik ezpada ere bear dan libertadea izatea, ta ipintzen diskiguten eragozpen ta trabarik ez izatea. Tobar ta, onek bezela, gaurko yaurbidearen barruan eragin aundia izanik euskeraren zale agertzen diran beste zenbaitek, aitatu ditugun eragozpen ta trabak kenaraziko balituzteke erakutsiko luteke euskera maite dutena. Bestela ez.

Baña bildur gera ortarako berotasun aundirik izango ez ote duten.

Ona Tobar'ek, berak esan da, zer muga jarri nai dizkion. « La lengua vasca » deritzaion bere iburua bukatuz jartzen ditun itzak dira :

« Euskeraren aspaldi-aspaldidanikako iraupen arrigarri orrek opagarri egiten du gure Peninsula'ko gauza zarren ondakin ain bikarren ez galtzea, eta oraingo bizitza arren, eta euskerarekin bere izakeraren besterakor dan itz berrizko mordollo bat egiten saiatu gabe, ama euskaldunek jarrai dezatela beren aurrei izkuntza zarra irakasten ta mendietan ta baserrietan jarrai dedilla España ta sarkalde guziko edesti aurrean sartzen gaitun izkuntza izkututsua entzuten. »

« Esa, ya desde la remota antigüedad asombrosa conservación del vasco hace desear que reliquia tan preciosa de las antigüedades de nuestra Península no se pierda, y que a pesar de la vida moderna, y sin intentar hacer del vasco una jerga neologista apta para lo que es ajeno a su genio, las madres vascas sigan enseñando a sus hijos la lengua milenaria, y en las montañas siga resonando por los caseríos el misterioso idioma que nos introduce directamente en la prehistoria de España y de todo el Occidente. »)

Euskeraren biziarakiko Tobar'en gurari guziak orrekin betetzen dirala didudi. Ase erreza benetan, baña ez da arritzeko bera ez da euzkotarra-ta. Badaki ordea, orrela, lantzen ezpada eta bear diran itz berriak sortzeko eskubiderik gabe, ez dagola euskeraren irauterik, berak aitortzen baitu len izen datu degun liburu aren beste toki batean auxe : « edesti aroan euskeraren atzeraka egitea, motela izan da ta oraingo biziera izugarriak bakarrik zemaitu lezake larriki antziñako gurgarri onen bizitza » (« El retroceso del vasco ha sido en la época histórica lento, y sólo la atroz vida moderna puede amenazar gravamente la vida de esta antigüedad venerable... »), orrek eta gaurko yaurbideak egiten dion gudak. Ez, ez lenean ezin jarrai lezake zearo ondatzera joan gabe. Ta orixe da guk utzi nai ez deguna.

Ez, irauteko landu egin bear ta gogor landu ere, ta guk orixe nai degu, ez degu ba Tobar berak dion beste eragozpen ontan sinisten : « Euskera beste edozein izkuntza bazela idazteko izkuntza egitea eragozten duan zerbait badago. Bere antziñatasuna (« primitivismo ») da zalantzik gabe eragozpen aundia. » Eragozpen au Euzko-Erriaren naia izateak garaitu lezakeala uste degu.

GIPUZKOAR BATEK.

Goyan bego

Mayatzaren 18 garrenian Alberdi-Arregi tar Lino il da bat batean naiez bat sentituta osatebakuntza edo operazio baten ondoren.

Kistar osoa bezin abertzale sutsua gendun soraluze'tar gizon eredu au. Euzko Alderdi Jeltzalia'ren izenez ziñegotzi edo konzejal 1936 uretan Errikо-Udaletzxean eta ainbat lan egiña erri miñez.

Datorkiguzen berriak diñoenez erakutsi du benetan erriak maite ebala ta bere gorputz illobiratze edo entierrua iñoiz errian ezagutu ez dan maitasun agerkaitz edo beroa izan da. Auzo erri Bergara ,Eibar, Elgoibar eta Markina'k ere aurkeztu izan dute azken-agur ontan abertzale oni zioten abegi ona.

Bere bizitza zintzo aberkoiak ikututa ta ain uste bageko eriotzagatik Euzkadi'k dituan semerik onenak tamalik asko dute.

Batez ere bere emazte Iriondo tar Miren, seme alaba ta anayei nere naigaberik aundiña.

M.

27.5-52.

Ama baten bitxiak

Andrak Erroma'n bein egin eben
batzar ospetsu batean,
ezeuken, euki, bitxi-lorea
baño geyenak soñean.

Zein baño be zein dotoreago
egozan andra gustiak
naikoa euken erakusteaz
eukezan lora-bitxiak.

Emakume bat egoan, egon,
batzar orretan bakarrik,
andra bateri dagokion lez
goi-bera apal-leun jantzirik.

Alango baten itandu eutson
norbaitez andra orreri :
« Ia ezeukon bitxi joririk
erakusteko eureri. »

Ardura aundiaz azten ebazan
seme bi bertaraturik,
nire bitxiak onixek dira,
esan eutsen, barre egiñik.

Kornele lako amak ba'geunkaz
eurrez batian-bestian,
Grako'rik asko nonai genduke
beingoan Euzkelerrian.

Lontzi Aba'ren
« Ipuintxuak ».

Euzko Deya

LA VOZ DE EUZKADI • LA VOIX DES BASQUES

XVII[e] année — Num. 346 — Paris, 1[er] Avril 1952 — 50, Rue Singer (XVI)

LES REPRÉSAILLES POUR LES GRÈVES DU PAYS BASQUE

Le procès de Vitoria contre 16 citoyens que personne n'a reconnus comme ayant organisé la grève

Voici un an, quelques semaines après la grève de Barcelone, et pour protester aussi contre l'insuffisance des salaires, une grève générale s'étendait à tout le Pays Basque, même à une région comme la Navarre où les carlistes semblaient contrôler la vie publique.

Le mouvement de protestation, limité au début à un arrêt de travail de 48 heures, se déroula partout sans incidents ; partout sauf à Pampelune, c'est-à-dire dans la ville navarraise où les désordres ne pouvaient être imputés qu'à des éléments ayant combattu pour l'avènement du régime franquiste. Cependant, pas plus à Pampelune (la seule ville où l'on ait enregistré quelque perturbation de l'ordre public) qu'à Bilbao (où la grève atteignit l'importance impressionante qui tient du caractère fortement industriel de la Biscaye) qu'à Saint-Sébastien (où l'arrêt du travail s'est également étendu à toute la région industrielle du Guipuscoa) ce mouvement de protestation n'a eu de suites judiciaires.

L'opinion publique sera bien étonnée d'apprendre que ces suites viennent d'être révélées au bout d'un an et... à Vitoria, au chef-lieu d'une région essentiellement agricole comme l'Alava. Pourquoi ces représailles à froid ? Pourquoi a-t-on pris pour bouc-émissaire une ville de 51.000 habitants, d'une importance industrielle secondaire, alors que Bilbao, Saint-Sébastien et Pampelune sont libres de toute responsabilité ? Toujours est-il que l'on a monté à Vitoria un grand procès que l'on tente de faire passer pour le procès de la Résistance basque afin de donner une satisfaction solennelle aux pouvoirs publics, en butte aux vexations dans tout le Pays basque durant les deux ou trois jours où la carence des autorités devant le mouvement populaire a été rendue évidente.

Les querelles locales et les rancunes personnelles ne sont pas sans doute absolument étrangères à cette réaction imprévue qui a surpris tous les grévistes du reste de l'Euzkadi. En effet, voici cinq ans, à l'occasion de l'anniversaire du Père Vitoria, le franquisme s'annexa la figure éminente de cet humaniste basque qui est considéré comme le fondateur du droit des gens et des journées de propagande furent organisées dans lesquelles on mêla les membres du Congrès de « Pax Romana ». Quand les congressistes étrangers visitèrent Vitoria, la ville natale du prestigieux religieux, des éléments antifranquistes distribuèrent des tracts et des insignes basques aux congressistes de bonne foi qui, mal renseignés, s'étaient prêtés à être les comparses de la propagande franquiste. Un procès s'ensuivit et les inculpés d'alors (dont le dossier sommeille, sans doute par manque de consistance) ont été mêlés à nouveau au procès actuel instruit sous la pression du gouverneur qui n'a pas oublié les incidents de 1947.

C'est également le gouverneur qui, avec le ministère public, a insisté pour que la juridiction militaire intervienne dans le procès de la grève. L'insensé de cette prétention est prouvé par le fait que le juge militaire s'y était opposé en alléguant qu'il ne s'agisait pas d'une rébellion comme le procureur l'affirmait. Un juge spécial ayant été nommé par la suite, le ministère public insista et le nouveau juge s'y opposa également. Il n'y aura donc pas de conseil de guerre.

Mais, le gouverneur et le ministère public sont disposés à faire liquider cette afaire avec la plus grande rigueur. Accumulant toutes les accusations (association illicite, propagande illégale et grève séditieuse), le ministère public demande des peines qui vont jusqu'à 21 ans de prison et 200.000 pesetas d'amende. Contre qui ? Parmi les 16 accusés se trouvent plusieurs patrons et employés, un médecin, deux ouvriers (tous catholiques) ainsi qu'un socialiste et un dirigeant des Confrèries Ouvrières de l'Action Catholique. Etrange équipe de responsables pour une grève que les autorités franquistes ont toujours déclaré avoir été organisées par le communisme international !

Encore une autre contradiction : les autorités avaient déclaré que la grève n'avait revêtu aucune importance à Vitoria où la vie s'est écoulée paisiblement durant les journées de grève ; cependant, l'accusateur public présente maintenant une version fort différente. Selon son réquisitoire, la grève a été « presque totale, générale pourrait-on dire », « 60 % des 9.450 ouvriers étaient en grève ». Comme il n'y a pas eu d'incidents, l'accusation se torture l'esprit et décrit une situation dont la gravité repose principalement sur ces faits : l'importance de la grève a obligé à maintenir la force publique dans les rues, à faire venir un officier et quarante hommes de Nanclares, à interrompre les travaux agricoles dans certains cantons en prévision d'un appel du chef-lieu aux jeunes gens afin de rétablir l'ordre que nul ne troublait, à organiser des patrouilles pour surveiller le travail dans les boulangeries et pour disloquer les groupes de grévistes qui, par leur nombre, embouteillaient l'artère principale de la ville, « passage qui doit être obligatoirement emprunté par Espagnols et Français pour aller de Madrid à la frontière d'Irun ».

Tout le talent littéraire de l'accusateur public ne saurait convaincre personne que la grève pacifique de Vitoria fut un mouvement séditieux. Il faut pourtant partir de cette base ainsi que de l'association illicite et de la propagande illégale, pour pouvoir rejeter le maximum de responsabilité sur les 16 accusés. Avec quelles preuves ? Le juge d'instruction a fait une enquête chez les grévistes et tous ont déclaré qu'ils ne reconnaissaient pas les inculpés pour les organisateurs de la grève. Peu importe. Les méthodes persuasives de la police ont arraché des signatures pour mettre au bas des déclarations. L'affaire est prête et le procès peut s'ouvrir maintenant.

En fin de compte, il n'est pas indispensable que les accusations soient justifiées. L'important est de châtier en la personne de n'importe qui, la résistance que le peuple basque oppose au régime. Car les autorités franquistes n'ont pas caché que se procès n'est plus celui de la grève pacifique de Vitoria, mais celui de la Résistance basque contre la dictature de Franco.

La réaction internationale contre la répression franquiste

La Ligue des Droits de l'Homme et le procès de Vitoria

La Ligue des Droits de l'Homme a fait la déclaration suivante :

« Après les condamnations capitales de Barcelone et de Séville, après l'exécution des syndicalistes catalans, un nouveau procès va s'ouvrir en Espagne contre des Basques.

Les acusés sont menacés, sans preuves, d'interminables années de prison et d'écrasantes amendes.

La Ligue des Droits de l'Homme, saisie de la procédure, en dénonce l'arbitraire et l'iniquité. Elle tient une fois de plus la preuve que Franco ne peut se maintenir qu'en emprisonnant et en fusillant.

Elle n'arrêtera pas de crier sa protestation jusqu'à ce que les gouvernements qui se réclament des droits de l'Homme et par l'appui desquels la dictature sanglante subsiste cessent de soutenir un régime qui fait honte à l'humanité ».

⁂

Organisé par l'Association des **Amis**

de la République espagnole un meeting de protestation contre la répression franquiste s'est tenu à Paris à la Salle Wagram. Y ont pris part : M. Chazette, sénateur, Me Guy Moncorgé, Me Gaston Maurice, M. Daniel Mayer, ancien ministre, M. Joseph Dumas, député MRP, M. Achille Audin, député socialiste, et le dirigeant syndicaliste Georges Fontenis.

A Londres, un autre meeting a eu lieu au Memorial Hall, contre les procès politiques d'Espagne. Parmi les orateurs figuraient les députés Brockway et Foot, le sculpteur Henry Moore, le peintre Augustus John, le professeur Bronowski...

Cette vague de protestations s'est étendue aux Etats-Unis. Un grand meeting a été organisé à la Freedom House, de New York, auquel ont pris part diverses personnalités de la politique et du syndicalisme : M. Carey, secrétaire général du CIO, Vani Montana, de l'AFL, M. Eduardo Santos, ancien président de la République de Colombia, Mr. Baldwin, président de la Ligue Internationale des Droits de l'Homme, le professeur Galindez, délégué du Gouvernement basque, etc. Cette manifestation était présidée par Miss Francis Grant, secrétaire général de l'Association Internationale pour la Démocratie et la Liberté.

Pour les franquistes, les intellectuels catalans sont des « indésirables »

La police franquiste poursuit la Résistance catalane avec acharnement, au mépris du respect dû à l'adversaire devant sa mort. Au contraire, le décès de l'écrivain Pous Pagés, président du Conseil National de la Démocratie catalane, a servi de motif à la police pour intensifier sa répression.

Des milliers de personnes ont accompagné la dépouille mortelle de cet intellectuel catalan, mort à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Derrière le convoi, après les personnalités parmi lesquelles figurait M. Puig Cadafalc, venaient les représentants de toutes les organisations politiques et culturelles de caractère catalan, ainsi que le consul général de France à Barcelone, M. Périer.

Une cinquantaine de policiers, dirigés par le chef des services d'information militaire, prenaient des notes, pointaient des noms, exigeaient les papiers, puis procédèrent à de nombreuses arrestations.

Il ne s'agit point de « bandits dangeruex »... Parmi les personnes appréhendées, on relève, par exemple, le nom de l'ingénieur Coll Alentorn, père de huit enfants, un des meilleurs historiens de Catalogne, et membre de l'Institut des Etudes catalanes. Cet écrivain catholique, très connu dans les milieux intellectuels de l'étranger, a été remis en liberté au bout de quarante-huit heures ; mais, quelques jours plus tard, il était jeté en prison, sur l'ordre du gouverneur, en exécution d'une loi spéciale contre les indésirables : « loi sur les vagabonds et les malfaiteurs ».

NUEVOS HOGARES

En la iglesia de Saint-Pierre de Chaillot, en París, contrajeron matrimonio Jon de Sistiaga y Maritxu Hayete. Bendijo la unión el canónigo don Alberto de Onaindia y celebró la misa el R. P. Chabagno.

MANUEL DE IRUJO

Moral de exilio

« Siéntate a la puerta de tu tienda y verás pasar el cadáver de tu enemigo ».

El exilio es una institución de derecho público, y como tal debe ser tratada. Sirve afanes colectivos, con sacrificios individuales. Comete craso error quien la concibe como mera situación privada ; y desconoce sus esencias el que pretende regularla como si el exilado fuera un ente inorgánico, un caso individual de inadaptación al régimen cuya instauración determinó el exilio y cuya subsistencia lo mantiene.

Cuando un Estado, jurídicamente organizado, con sus diversos estamentos, órganos de poder e instituciones legítimas y representativas deja el suelo de su propio país para establecerse más allá de sus fronteras, el exilado es el propio Estado, o sea, el régimen en el que tomó cuerpo con arreglo a las leyes ; y los exilados son sus ciudadanos, pero no como apatridas inorgánicos, sino como miembros de una colectividad humana definida, con valor jurídico y subsistencia en derecho. A nadie se le ocurrió reputar exilados inorgánicos o apatridas al rey Hakon de Noruega, a la reina Guillermina de Holanda o al Negus de Abisinia, exilados como Jefes de Estado, al frente de sus parlamentos, gobiernos e instituciones legítimas y representativas.

No juegan como determinantes para la estimación del Estado en exilio los conceptos de raza, religión o patria, ni las ideas políticas de cada uno de los hombres y mujeres integrantes de la comunidad humana proscrita. Quissling era tan noruego como el rey Hakon, cualquiera que sea la estimación que aquél merezca ante sus conciudadanos y ante la historia. Se trata de un concepto jurídico : Por serlo así, fué condenado Quissling como traidor. Tampoco nace aquella condición del reconocimiento otorgado por los restantes Estados, porque tal reconocimiento, como su propio nombre dice, no crea una situación nueva de derecho, sino que acepta una realidad jurídica preexistente, incorporándose a la vida y relaciones internacionales. Podrá reconocerse en China el régimen de Chang-Kai-Chek o el de Mao-Tse-Tung, o ignorar ambos, reputándolos como situaciones de facto ; pero a nadie se le ocurre tratar al mariscal chino como refugiado inorgánico o apatrida, aunque el régimen reconocido por algunos Estados o por todos sea el comunista.

La República Española era el 18 de Julio de 1936 el régimen jurídico establecido en la Península : era el Estado español ; y como tal se hallaba reconocido por todos los restantes Estados soberanos del mundo, menos Rusia. Al cesar la lucha de los ejércitos en Marzo de 1936, fué al exilio la República Española : el Estado español, con sus Poderes centrales y sus Poderes autónomos de Cataluña y Euzkadi. Aquellos Poderes y las Instituciones que los encarnan continúan su vida con vigor jurídico, subsistencia legal y eficacia en derecho. **Para nosotros, el exilio es la manifestación permanente de nuestra voluntad colectiva de persistir como régimen de derecho, y de recobrar la posesión y tenencia material del país,** al que, solidaria y mancomunadamente, nos debemos.

« Siéntate a la puerta de tu tienda y verás pasar el cadáver de tu enemigo », reza el proverbio árabe. Necesitamos **persistir,** y persistir **con tienda.** Nuestra tienda está montada con nuestras instituciones representativas. Desmantelar nuestras tiendas y enterrarlas, constituiría la mayor torpeza que pudiéramos cometer. Franco es lo bastante inteligente para no esperar de nosotros ese servicio. Sustituir nuestras tiendas de campaña por otras más confortables, sólidas y adecuadas a nuestros fines, pudiera ser tal vez un acierto. Ningún obstáculo fundamental de orden interno nos lo impide. La República es la democracia hecha carne ; y para la democracia no hay ni « insustituibles » ni « indispensables ». Si alguien tiene algo que proponer, que lo haga con buena voluntad. Entre **nosotros hallará legión** de insatisfechos. Nos sobran motivos de insatisfacción. Contemplamos con amargura infinita la pavorosa situación a la que Franco y su régimen llevan al país. Mas nada ha de llevarnos a desmantelar nuestras tiendas. Miramos al futuro con serenidad y confianza. No han de apartarnos de nuestra ruta por mucho que nos apoden de insensatos. Siempre que en el mundo fueron predicadas ideas generosas y de superación humana, hubo adaptados, bien pensantes, bufones y quisslings que llamaron insensatos a sus propugnadores.

Si la aspereza de la calzada y la incomodidad de la tienda nómada produce « cansados », que se aparten del camino y nos dejen seguirlo a quienes no sentimos comezón de fatiga ni prisa enfermiza. Pero que nadie pretenda provocar una defección colectiva para justificar en ella su desvío individual. No merecería quien con tal ausencia de elegancia espiritual se comportara, el respeto que queremos guardar a cualquier decisión de orden personal, por mucho que nos duela. A tal actitud no sabríamos oponer otra que la del clásico : « ¿ Ladran ?, luego cabalgamos ».

MGR MATHIEU préside la Société d'Etudes Basques

Pour combler la vacance causée par le décès de Mgr Saint-Pierre, une commission de la Société Internationale d'Etudes basques, composée de M. l'abbé Laffite et de MM. Dassance, Monzon, Intxausti et de la Sota, a rendu visite à Mgr Mathieu, évêque d'Aire et de Dax, pour lui offrir la présidence de cette société. Ce prélat, qui a été président et fondateur du « Comité National Catholique d'Accueil aux Basques » leur a donné son accord. Son geste a causé une grande satisfaction dans les milieux culturels et basquistes.

Abonnez-vous à :

EUZKO DEYA

Semestre, 120 frs — Au numéro, 10 frs.

ABERRI-EGUNA EN PARIS

13 DE ABRIL DE 1952

He aquí el programa que el domingo de Pascua reunirá a los vascos residentes en Paris para celebrar el tradicional Día de la Patria (Aberri-Eguna) :

A las diez y media de la mañana :

El domingo, 13 de abril, con motivo de « Aberri-Eguna », se celebrará una misa, organizada por el Partido Nacionalista Vasco y Emakume-Abertzale-Batza, que tendrá lugar, como en años anteriores, en la « Chapelle de la Consolation des Sœurs Auxiliatrices » (23, rue Jean Goujon, Paris VIII ; Metro : Alma-Marceau), a las diez y media de la mañana.

Durante la Santa Misa, el coro « Gaztedi » interpretará varios motetes.

A las doce del mediodía :

El Presidente del Gobierno de Euzkadi recibirá a todos los compatriotas en los nuevos locales de la Delegación (50, rue Singer, Paris XVI ; Metro : La Muette), procediéndose con este motivo a su inauguración.

A la una de la tarde :

Tendrá lugar en un restaurant del barrio de La Muette el banquete anual.

Se advierte que la inscripción, para los que quieran asistir al mismo, se cerrará el jueves 10 de abril (Jueves Santo).

Por la tarde :

A las cinco tendrá lugar en la Delegación de Euzkadi la tradicional merienda con que Emakume Abertzale-Batza obsequia a los niños vascos.

A continuación se celebrará una fiesta literario-musical con la participación del coro « Gaztedi », dantzaris y txistularis. Finalmente se celebrará una romería vasca.

La collaboration par le silence

La direction du Collège d'Indauchu (Bilbao) avait fait des démarches pour que ses élèves puissent passer une saison à l'auberge du Front des Jeunesses, dans la Sierra de Guadarrama. L'autorisation en a été accordée, mais à condition que les élèves se soumettent à la discipline militaire et phalangiste instituée dans ce centre.

Les élèves, consultés à ce sujet, s'y sont tous refusés ce qui a obligé la direction du collège à faire savoir au gouvernement que l'expédition avait été annulée.

Le gouverneur s'est senti vexé. Il a appelé le directeur du collège, à qui il a reproché son attitude à l'égard d'un gouvernement ayant accordé tant de facilités aux congrégations religieuses.

Le père jésuite a rappelé au gouverneur que le gouvernement devait lui aussi beaucoup aux religieux, puisque ceux-ci, par leur silence sur bien des choses, évitent de sérieuses difficultés au régime.

PARADERO

Interesa conocer el de Quirico Arroniz Querejazu, natural de Ullibarri-Arana (Alava).

Desapareció en 1943 anunciando que venía a Francia, vía Portugal. Fué empleado en el Banco de Bilbao en Vitoria y en Lérida.

Dirigir las noticias a EUZKO-DEYA.

Au pays où règnent l'ordre et la justice

Voués aux poursuites contre " bandits ", " terroristes " et " séditieux ", les tribunaux franquistes travaillent à plein rendement

Quiconque détient le pouvoir s'arroge, bien souvent, le droit de qualifier ses adversaires comme bon lui semble. D'où la défiance générale à l'encontre de tous les qualificatifs émanant d'un régime qui, né d'une rébellion, a pourtant commencé par taxer de rebelles ceux qui s'étaient justement opposés au soulèvement.

Sous d'autres régimes, ce droit abusif est mitigé par la libre discussion, sur le terrain politique, et par l'action impartiale de la justice, dans le domaine pénal. Le franquisme a prévu ces limitations en supprimant toute liberté d'expression et en créant une réseau de tribunaux spéciaux et de lois d'exception, auxquels ne sauraient échapper nulle activité hostile, nulle dissidence éventuelle : loi sur les responsabilités politiques, tribunal de répression de la maçonnerie et du communisme, loi pour la défense de l'Etat, loi de répression contre le banditisme et le terrorisme...

Dans ces conditions, un grand procès s'est déroulé à Barcelone devant les tribunaux militaires : après trois années de prison préventive, trente syndicalistes affiliés à l'organisation clandestine de la Confédération Nationale du Travail viennent d'être jugés comme « bandits dangereux ». Or, si les crimes étaient de droit commun, comme l'assurait l'accusation, pourquoi la justice militaire est-elle intervenue ? C'est que la prévoyance des législateurs franquistes permet de faire passer tout ce que l'on veut à la juridiction militaire : assassinats, vols, une grève, la réorganisation d'un parti ou d'un syndicat, tout enfin.

En admettant toujours la thèse de l'accusation, une autre remarque s'impose. Leur législation aussi spéciale soit-elle, tous les pays civilisés ont une règle commune dans leurs systèmes de justice : plus la peine requise est grave, plus la preuve du délit doit être évidente. Il ne semble pas, cependant, que ce fut le cas pour Barcelone, puisque le ministère public a basé son accusation sur ce qu'il appelle « une confidence miraculeuse » et qu'aucun témoin n'a reconnu les accusés.

L'un des défenseurs, un avocat phalangiste, a affirmé « Il n'y a pas de preuves, mais (comme l'a dit le ministère public) c'est une confidence qui a permis de rédiger le procès-verbal de police, lequel a fini par être signé par les inculpés dans les conditions que nous connaissons tous ». Ces conditions, « que nous connaissons tous », sont sans doute plus particulièrement connues du défenseur, car celui-ci a rappelé que son père était militaire et qu'il y avait plusieurs policiers dans sa famille. En tout cas, la majeure partie des accusés ont déclaré, devant le tribunal militaire, qu'ils avaient été torturés après leur arrestation. (1)

Ce même défenseur a invité le tribunal à rendre son jugement « sans se laisser emporter par des idées préconçues et s'acharner à voir, à tout prix, des coupables de délits graves en des individus qui ne sauraient être accusés que d'être hostiles au régime ».

On avait pourtant prévu que le manque de preuves formelles n'empêcherait pas l'effusion de sang et qu'une « confidence miraculeuse » suffirait pour exécuter quelques « bandits dangereux ». Parmi le public venu à l'audience, on remarquait des officiers supérieurs et subalternes, ainsi que des commissaires et des inspecteurs de police qui, du fait de leur nombre et de leur attitude, créait l'atmosphère de contrainte que nous avons connue en France au moment de l'affaire Dreyfus. En conséquence, le tribunal a prononcé neuf peines de mort, sans compter les peines de prison.

Mais ce n'était pas le dernier mot de la justice franquiste, car, entre temps, un vaste mouvement de protestation s'était éveillé à l'étranger, notamment dans les organisations syndicales : l'Internationale des Syndicats Libres, la Confédération des Syndicats Chrétiens, les Trade-unions, les Syndicats américains, le Mouvement socialiste pour les Etats Unis d'Europe, etc... Cette affaire a eu également une répercussion à la Chambre des Communes. Le Saint Siège et les ministres des Affaires étrangères d'Occident ont reçu des télégrammes réclamant leur intervention. Onze sénateurs français, apartenant à des partis du centre et de la droite, ont fait une démarche semblable auprès de l'ambassade franquiste de Paris.

Bien que l'ambassade de Londres ait lancé le bruit de l'exécution des neuf condamnés à mort, le franquisme prit note du mouvement international de protestation et a aussitôt modifié la nouvelle et le jugement : quatre des condamnés à mort ont été grâciés ; les cinq autres ont finalement été exécutés.

Alors que les organisations de la CNT dans l'exil affirment l'innocence de leurs corréligionnaires, qu'ils estiment les victimes d'un « assassinat judiciaire », les ambassades franquistes s'efforcent, de leur côté, de convaincre l'opinion étrangère qu'il s'agit de « bandits dangereux ». Effort pénible pour un régime dont la propagande n'a cessé de perdre son crédit dans le monde depuis le jour de son grand début international : depuis le jour où elle a attribué aux Basques la destruction de Guernica. Effort encore plus difficile en France, où les termes de « bandits » et de « terroristes » étaient systématiquement appliqués aux résistants par la propagande nazie.

Même en Angleterre, un des journaux les plus sérieux, le « Manchester Guardian », a souligné les difficultés pour connaître la vérité entre deux versions aussi opposées, et il a fait cette réflexion : « Or, un gouvernement qui supprime la liberté d'information ne doit pas se montrer surpris si, en parlant de ses agissements, on se livre à des commentaires les plus défavorables. On ne saurait être surpris, non plus, que le Président Truman, tout en paraissant vouloir arriver à une coopération économico-militaire avec l'Espagne, se soit

(1) Un communiqué de la CNT, publié à Londres, donne ces précisions : « Parmi les méthodes employées par le juge chargé de l'instruction, le colonel Luis Pumarola, figurent les bastonnades, les courants électriques, têtes enserrées dans cerceaux d'acier... tout en maintenant les détenus suspendus par les poignets durant un long moment ».

permis d'exprimer un sentiment profondément ressenti : l'Espagne ne lui plaît pas. Et les jugements de Barcelone sont bien loin de l'attirer ».

Pendant ce temps, la répression sévit toujours. Au moment où nous rédigeons ces notes, un autre conseil de guerre se tient à La Corogne devant lequel comparaissent 43 personnes (dont 5 femmes) accusées de terrorisme et d'assistance aux terroristes. On annonce un autre conseil de guerre au pénitencier d'Ocaña qui jugera 26 inculpés de menées subversives lors de la grève de Barcelone. Et l'on prépare à Vitoria le procès de 16 personnes que le gouverneur considère responsables des grèves du Pays Basque et parmi lesquelles il y a des ouvriers, des patrons, des militants socialistes, des dirigeants catholiques...

Pour un pays où l'ordre et la justice règnent partout, il semble que c'en est trop. Trop de bandits dangereux ou trop de persécutions.

« Bandits dangereux »

« The Daily Telegraph » a publié une lettre de M. Metford, lecteur au Département des Etudes hispaniques de l'Université de Chicago, dans laquelle on relève :

« Le communiqué donné par l'ambassade espagnole et les commentaires parus recommandent la prudence au lieu de se prononcer hâtivement sur les décisions prises par les autorités espagnoles, contribuera puissamment à améliorer les relations entre les deux pays.

« Or, l'ambassade espagnole pourrait rendre un nouveau service, en publiant les chefs d'accusation formulés contre MM. Triadu et Sarsanedas. Comme on le sait, ceux-ci ont été arrêtés à Barcelone, et le sort réservé à ces universitaires catalans ayant appartenu respectivement jusqu'à ces temps derniers au professorat des Universités de Liverpool et de Glasgow, a causé une vive émotion chez les amis que ces deux détenus comptent dans notre pays. Et aucun d'entre eux ne saurait être rangé parmi « les bandits dangereux contre lesquels l'Etat doit se protéger »...

LA FRANCE
vue par les franquistes

« Personne ne s'attend à un grand succès de M. Pinay, et on n'en attend pas de miracles. Pendant ce temps-là la France va à la faillite. Après l'échec de M. Reynaud dans la formation d'un gouvernement, M. Pinay ne représente guère que l'ombre de rien ». (« **La Voz de España** ».)

« Drôle de politique picaresque au moment où tout le monde, même les plus hautes valeurs de France, estime que c'est l'heure décisive pour l'avenir de l'Europe et du monde ». (« **Diario de Navarra** ».)

« L'affaire Dreyfus, cette grande honte, oubliée aujourd'hui, une des nombreuses pages immorales de la politique française, écrite par les gauches et la maçonnerie... » (« **El Pensamiento Navarro** ».)

NATALICIO

En Enghien-les-Bains, Felisa Arrese, esposa de Luis Legasa, ha dado a luz una nifia : Adela.

De l'alliance hispano-américaine aux droits d'amarrage et d'aterrissage

Selon la presse franquiste Truman et Eisenhower ont estimé qu'un geste inamical vis-à-vis du franquisme offrirait certains avantages électoraux.

Quand on se souvient de l'enthousiasme éveillé chez les franquistes par la visite déjà lointaine de l'amiral Connolly, on doit convenir que la montagne est sur le point d'enfanter une souris.

L'axe Madrid-Washington, l'alliance hispano-américaine, la ligne de résistance des Pyrénées, l'importance de la plateforme ibérique... Telles sont les phrases qui, après un emploi immodéré, ont été éliminées de la presse franquiste. On n'en parle plus. La fameuse alliance, appelée par la suite « accord bilatéral », et qui a toujours été considérée par les franquistes comme un moyen d'accéder indirectement au Pacte Atlantique, recevait plus tard le nom de « commando ibérique », et enfin, on l'a baptisée du nom plus modeste de « droits d'amarrage et d'aterrissage ». Une simple concession de bases navales et aériennes.

A la veille de la conférence de Lisbonne, la presse franquiste se faisait encore des illusions et savourait la formule « commando ibérique ». C'était, selon les organes du régime, « une expression heureuse pour dénommer une organisation dépendant du Pacte de l'Atlantique, mais avec une certaine autonomie ». Après la conférence, devant l'échec de l'intercession portugaise, le franquisme a tenté une diversion, ou plutôt deux diversions : en direction du Caire et en direction de Londres. On a annoncé officiellement un voyage de M. Martin Artajo, de la fille du général Franco et de son mari, dans les pays du Moyen-Orient, en même temps que Nicolas Franco lançait un ballon d'essai vers l'Angleterre.

Le franquisme, spécialiste en axes de rechange, menaçait Washington d'une ligne Madrid-Londres. On ne saurait donner d'autres interprétations aux déclarations faites par le frère du Caudillo au « Daily Express ». Pour Nicolas Franco, les grandes organisations internationales — dans lesquelles, croit-il, l'Espagne ne saurait entrer avant dix ou quinze ans — ne sont pas si utiles que les alliances particulières. Or, l'Angleterre et la France sont appelées à s'entendre. a-t-il ajouté, car leur situation et leurs risques sont identiques. Ce sont deux forteresses stratégiques qui courent le danger commun de tomber au pouvoir des Russes. A ce propos, Nicolas Franco dit savoir que l'URSS possède un million de parachutistes capables de réduire ces deux pays. Il serait donc intéressant de concerter une alliance qui ouvrirait à l'escadre anglaise tous les ports de la Péninsule. Le seul obstacle est Gibraltar, mais cette question pourrait être réglée par un simple changement de souveraineté. Gibraltar serait alors espagnol, cependant, l'Angleterre pourrait continuer de l'utiliser comme elle l'a fait jusqu'à présent, mais sous la forme d'un contrat de cession d'une certaine durée.

Le sens de ces déclarations — qui, selon un porte-parole du Foreign Office, ne modifieraient pas la politique anglaise vis-à-vis de l'Espagne — est expliqué par cette phrase extraite de la même interview et qui exprime toute la déception des franquistes : « Nous ne savons vraiment pas ce que veulent les Américains ».

Cette exclamation a tout son sens. Depuis trois ans environ, l'Espagne est l'objet de pèlerinages inaccoutumés : des amiraux et des généraux, des escadres et des missions techniques, des douzaines de parlementaires et des centaines d'hommes d'affaires, et jusqu'au Secrétaire d'Etat adjoint ont visité l'Espagne où, d'autre part, le rétablissement des ambassadeurs a permis au général Franco de faire la connaissanse de l'admirable M. Griffis. En même temps, M. Lequerica, soutenu par son équipe de « lobbystes » et par l'état-major des intérêts cotonniers, avançait glorieusement à travers la presse et l'administration américaine, tandis que le ministre de l'Air franquiste était reçu avec toutes sortes d'égards, et que des officiers de l'Armée espagnole s'entraînaient aux Etats-Unis. Et c'est là que, malgré tous les contacts fraternels, malgré toutes les missions franquistes et américaines, Nicolas Franco a pu dire dans un accès d'amère sincérité : « Nous ne savons vraiment pas ce que veulent les Américains ».

Que s'est-il passé ? C'est facile à comprendre. En raison des services que l'un peut rendre à l'autre, l'importance de chacun peut avoir un de ces trois degrés : s'il est utile, s'il est nécessaire ou s'il est indispensable. Pour avoir cru exagérément aux avantages de la conjoncture internationale, le franquisme avait fini par se croire indispensable, et Madrid s'était fait prier. Lorsque les Etats-Unis se sont rendu compte que, dans le meilleur des cas, la collaboration de Franco ne serait pas plus que nécessaire, Washington a modéré son intérêt de la première heure, et Madrid n'a pas dissimulé, alors, sa hâte d'arriver à un accord. Enfin, la visite de la VI[e] flotte et les études des missions techniques ont révélé que l'Espagne n'était que relativement utile. De cette façon, l'alliance imaginée par les franquistes va se transformer en un simple contrat de droits d'amarrage et d'aterrissage.

En effet, il ne s'agit que d'un contrat, comme l'a dit le quotidien « Madrid », dans cet article sur la lenteur des réactions américaines : « Personne ne fait de cadeau ; moins encore quand il s'agit d'une nation qui a le sens des affaires aussi développé et d'une autre nation qui n'a pas l'habitude de demander l'aumône. Ce que Truman est en train de différer est un contrat et non un cadeau, une affaire et non une gratification ».

Le contrat consisterait en droits d'amarrage et d'aterrissage en divers ports et aérodromes, mais avec un caractère de bases secondaires ou de remplacement, sans la structure ni le fonctionnement de celles d'Afrique du Nord. Nous ferons remarquer, au passage, que, selon le « New York Times », les manœuvres navales qui auront lieu sous les ordres de l'amiral Mac Cormick, réuniront prochainement les navires des quatorze pays compris dans le Pacte de

l'Atlantique et emprunteront les bases du Maroc français et non les bases espagnoles de la Méditerranée.

On dit que Madrid, au cours de ses négociations, a toujours voulu séparer la question économique et la question militaire ; pourtant, on se souviendra que le général Spry avait emporté une impression absolument différente de sa dernière entrevue avec le Caudillo. Ces deux aspects devront être liés, sans doute, dans le contrat éventuel. Quant à l'aide économique, celle-ci a consisté jusqu'à présent en 162 millions de dollars. Le Président Truman a précisé qu'il s'agissait de deux crédits, l'un de 62 millions et l'autre de 100 voté récemment. En ce qui concerne le premier, des investissements ont été approuvés, de l'ordre de 48 millions, mais on n'en a investi, en réalité, que 17 jusqu'à présent. Plus de la moitié de ces crédits ont été destinés au développement industriel, à des travaux d'électrification, à des fabriques d'engrais et d'acier, etc., ainsi qu'à des achats de coton, de blé et de charbon. Quant aux cent millions votés ultérieurement, ils serviront à subvenir aux besoins découlant de l'utilisation des bases.

Le Département d'Etat et celui de la Défense discutent cette question depuis plus de deux mois. On pourrait dire c'est l'aspect politique qui les sépare, mais il serait risqué de préjuger de l'opinion qui prévaudra. A ce sujet, certaines critiques faites dans la revue « Look » par M. William Douglas, juge au Tribunal Suprême de Washington, ne manquent pas d'intérêt : « L'influence grandissante des militaires sur notre manière de penser est l'un des aspects les plus dangereux de l'histoire moderne. Ma critique s'adresse à cette clique militaire qui s'infiltre lentement dans tout le gouvernement, augmentant son emprise et faisant entendre une voix chaque jour plus dominante. Ce sont les militaires qui sont derrière cette formidable enrégimentation qui marque notre société, impose son opinion officielle à tout le pays et rend dangereuse toute pensée contraire ».

Tandis que politiciens et militaires discutent à Washington, le nouvel ambassadeur américain est arrivé à Madrid, et on annonce le voyage d'une mission nantie de dix millions de dollars pour les premiers frais de dragage des ports et l'amélioration des routes et voies ferrées devant servir aux bases navales et aériennes. Mais, la conclusion définitive de l'accord dépend de la résolution de Washington et de l'approbation du Président Truman qui, d'ailleurs, n'a aucune hâte de signer un accord avec un gouvernement pour lequel il a si peu de sympathie.

Sans trop cacher sa déception pour les récentes déclarations de Truman et d'Eisenhower à l'égard du régime franquiste, la presse de Madrid a voulu, cependant, leur ôter toute importance en faisant remarquer qu'elles répondaient simplement à des manœuvres à la veille des élections. Ce qui revient à dire que le peuple américain est antifranquiste, puisque les candidats républicain et démocrate ont estimé tous deux qu'un geste inamical vis-à-vis du franquisme offrirait certains avantages électoraux...

Abonnez-vous à :

EUZKO DEYA

Semestre, 120 frs — Au numéro, 10 frs.

Franco, le cardinal Segura et les protestants

L'attaque d'une chapelle à Séville en réponse aux déclarations du Président Truman

Il n'est pas de déclaration du gouvernement franquiste qui ne soit aussitôt démentie par les faits. Ainsi, quand un communiqué du ministère des Affaires étrangères de Madrid répliquait à M. Truman en proclamant la tolérance dont jouissent les protestants en Espagne, on pouvait être sûr qu'on allait bientôt prouver le contraire. « La Tribune de Genève » a rappelé, en effet, que les chapelles de Jaca et de Badajoz ont été fermées sur l'ordre des gouverneurs. Quant à celles qui demeurent ouvertes...

Voici la version qu'un journaliste catholique — M. Cianfarra, correspondant du « New York Times » en Espagne — a donné de l'attaque d'une chapelle protestante de Séville en réponse aux déclarations du Président Truman :

« Lundi dernier, un groupe de jeunes catholiques est entré en force dans un temple protestant de Séville, malmenant le pasteur, brûlant les exemplaires de la Bible et des cantiques religieux. Au moment de l'agression, le pasteur, M. Santos Molina, était en train de faire répéter un chœur de jeunes gens des deux sexes, appartenant à la Congrégation. Ce temple, qui porte le nom d'Eglise de Saint Basile, est situé au n° 49 de la rue de Relator, à l'intérieur de l'immeuble ; aussi, de l'extérieur, dirait-on une maison d'habitation comme n'importe quelle autre.

« Les jeunes catholiques, formant un groupe de quinze — certains portaient au revers du veston l'insigne d'une organisation catholique — enfoncèrent la porte de la maison et, traversant la cour, firent irruption dans la chapelle en criant : « A bas le protestantisme ! ». Certains portaient des bidons d'essence dont ils répandirent le contenu pour mettre le feu aux bancs et aux livres ; le pasteur ayant essayé de s'y opposer, fut jeté à terre et piétiné, alors que les jeunes gens de la Congrégation essayaient d'empêcher le feu de s'étendre. Puis, ils firent appel à la police, qui envoya des agents non seulement pour garder l'église Saint Basile mais aussi celles de la Trinité et de Saint Jean-Baptiste.

« Le compte rendu détaillé de ces incidents est arrivé mercredi à Madrid. On ignore quels en sont les instigateurs, mais l'opinion générale est que cette agression a été préparée par des fanatiques de la localité, qui ont agi pour leur propre compte, sans que les autorités en aient eu connaissance. Cet incident est la manifestation la plus grave du sentiment anti-protestant, qui se soit produite dans le pays depuis de longues années. Il y a, à Séville, environ 600 protestants, et cette ville appartient à l'archevêché catholique du cardinal Pedro Segura Saenz, connu pour son esprit austère et son zèle religieux.

« La loi espagnole du 17 juillet 1945 stipule que la religion catholique est la religion officielle de l'Etat espagnol, et jouit en conséquence de la protection officielle. Tout en tolérant l'existence de confessions non catholiques, la loi espagnole interdit toute publication protestante, sous quelque forme que ce soit. Les protestants ne peuvent imprimer non plus la Bible ou de recueil de cantiques pour le service de leurs temples. Les protestants n'ont pas le droit d'avoir des écoles. Certaines de ces dernières, qui avaient été ouvertes au début du siècle, ont été fermées lorsque le régime actuel a été instauré. »

***

Il est curieux de noter que M. Griffis est à l'origine de l'agression de Séville.

L'ancien ambassadeur américain à Madrid avait rendu visite au Président Truman afin de préciser la portée de ses déclarations contre le régime franquiste, et c'est M. Griffis qui avait déclaré, à la sortie, aux journalistes, que l'antipathie du Président reposait sur « les retards inadmissibles apportés par le gouvernment espagnol dans la mise en application de ses promesses relatives aux libertés d'expression et de religion ».

En apprenant la version donnée par M. Griffis des sentiments de M. Truman, les protestants espagnols craignirent aussitôt pour leurs temples. Un des plus hauts représentants de la communauté évangélique d'Espagne a déclaré au correspondant du « New York Herald » : « Quand nous avons appris les déclarations faites par le président américain, notre réaction a été la suivante : Laquelle de nos chapelles allait en subir les conséquences ? La réponse nous fut donnée le 5 mars par la tentative d'incendie du temple de Séville ».

Autre aspect intéressant de la question : tandis que les protestants se plaignent de la situation qui leur est créée sous le régime franquiste, le cardinal Segura se plaint des encouragements du gouvernement aux protestants.

Quelques jours après l'agression de Séville, le cardinal-archevêque, Mgr Segura, a publié une lettre pastorale dans laquelle l'ancien primat d'Espagne dénonce le danger de l'hérésie protestante et exprime sa crainte que celle-ci se propage davantage si l'on resserre les relations avec les Etats-Unis.

Rappelons que, depuis les premiers jours de la rébellion, le franquisme a été implacable avec les protestants, et qu'il s'est acharné sur les personnes, les temples et les écoles. La situation a changé avec la victoire des Anglo-Saxons, ce qui explique la date citée par le cardinal Segura dans sa lettre pastorale : « Depuis 1945, date où le gouvernement espagnol a autorisé l'ouverture de certains temples protestants, la propagande de cette religion a augmenté considérablement et a été tolérée à tel point que cela dépasse la lettre et l'esprit du For des Espagnols ».

Le cardinal affirme que le protestantisme compte en Espagne « 162 chapelles, un séminaire, une maison d'édition et deux librairies ; le tout consacré à l'effort de propagande protestante en Espagne ». Il ajoute qu'il a des preuves documentaires que cette propagande va en augmentant, car elle jouit de plus de liberté qu'autrefois. Un effet de cette tolérance est que les protestants ont profité, pour leur propagande, des expressions de sympathie à l'égard de la Grande-Bretagne, à l'occasion de la mort du Roi, qui était en même temps le chef de l'église nationale protestante. Et, maintenant, M. Griffis révèle que le gouvernement espagnol avait promis

aux Etats-Unis de garantir la liberté d'expression et de religion.

A ce sujet, le cardinal ajoute : « L'Espagne ne peut octroyer, en aucune façon, aux protestants, les mêmes droits qu'aux catholiques quant à la pratique publique et à la profession de leurs croyances. Nous avons bien besoin des prêts, mais mieux vaut la fidélité à la conscience catholique qu'une rivière d'or américain ».

Alors que le journal « Ya » se met sur les rangs avec le cardinal Segura, le journal « Arriba » se montre tout à fait d'accord sur le fond de la lettre-pastorale, mais rejette les critiques du cardinal et déclare qu'il n'y a eu aucun relâchement de la part du gouvernement dans la défense des droits du catholicisme en tant que religion officielle de l'Etat.

Rappelons qu'Arriba » est un organe de la Phalange et le porte-parole habituel de la Présidence, alors que « Ya » est un organe catholique et le porte-parole occasionnel du ministre des Affaires étrangères. Ce qui n'a pas empêché « Ya» d'écrire en cette occasion : « La Mission évangélique d'Espagne, sous prétexte de religion, essaie de semer la confusion dans l'opinion publique internationale en discréditant l'Espagne au moyen de calomnies et de mensonges. Si les protestants se sentent des missionnaires, qu'ils aillent donc « évangéliser » les peuplades païennes d'Afrique ou d'Asie, ou encore les 70 millions d'incrédules et d'infidèles qu'il y avait, selon les statistiques officielles, en 1936 »

Les correspondants étrangers font remarquer que ce n'est pas la première fois que le cardinal a critique le gouvernement, mais c'est la première fois qu'un journal (« Arriba », en l'occurence) réplique à un prélat espagnol. On commente aussi le fait que c'est le cardinal Segura qui dirige encore la campagne anti-protestante, tandis que le cardinal-primat, Mgr Pla y Daniel, garde le silence.

Certains observateurs étrangers estiment que si, comme l'assure Mgr Segura, le gouvernement a une certaine tolérance à l'égard des protestants, celle qu'il dispense aux pillards de chapelles est encore plus grande. Sir Douglas Savory, député conservateur, a fait remarquer à la Chambre des Communes que l'agression contre l'église de Séville ne constituait pas un cas isolé et qu'il pourrait fournir une liste de neuf églises protestantes récemment attaquées en Espagne.

El presidente del Parlamento chileno en la Delegación de Euzkadi

Acompañado del profesor don Juan Uribe-Echeverria, de Santiago de Chile, el presidente de la Cámara de diputados de Chile, don Astolfo Tapia Moore, visitó en París la Delegación de Euzkadi con objeto de saludar el presidente Aguirre, que hace años fué objeto de una recepción en el Parlamento chileno.

El señor Aguirre tuvo una interesante entrevista con el ilustre parlamentario y retuvo a su mesa a los distinguidos demócratas suramericanos.

Abonnez-vous à :
EUZKO DEYA
Semestre, 120 frs.

De l'Intervention à Athènes à la non-intervention à Madrid

A Madrid, la diplomatie américaine n'a eu que des éloges pour le régime et des louanges pour le Chef de l'Etat. A Athènes, la diplomatie américaine a critiqué le régime et entend livrer bataille au roi.

Il semble qu'en Grèce, selon Washington, il y ait trop de partis politiques et que le Parlement fonctionne mal. En Espagne, il n'y a qu'un seul parti et les Cortés nommées par le dictateur fonctionnent très bien. L'ambassadeur américain à Athènes a demandé aux Grecs d'abandonner le système de représentation proportionnelle qui empêche de donner le pouvoir au maréchal Papagos. Au contraire, Washington trouve sans doute que le système de parti unique n'est pas si mal, qui permet au général Franco de conserver le pouvoir.

L'intervention américaine dans la politique grecque a provoqué certains remous dont M. James Reston s'étonne dans le « New York Times ». Dans le fond, explique M. Reston, les Etats-Unis n'ont pas fait autre chose, depuis quelque temps, que d'intervenir dans la politique intérieure des autres pays : en Italie, en France, en Allemagne... Par le Plan Marshall, par le Pacte de l'Atlantique, par le réarmement...

M. Reston avoue que « depuis la guerre, les Etats-Unis ont fait bien des choses qui n'auraient jamais été tolérées au XIXème siècle ». Mais « ce qui était jadis considéré comme des questions purement nationales, comme le recrutement d'une armée ou la préparation d'un budget, est devenu, par le jeu de l'aide mutuelle, une affaire de plus en plus compliquée dans laquelle la nation qui détient les dollars est entraînée toujours plus loin — et quelquefois contre son gré — dans les affaires de pays qu'elle ne comprend pas toujours ».

⁂

Si bien des gens se sont étonnés que les Etats-Unis intervenaient tant pour modifier la politique grecque, d'autres s'étonneront qu'ils n'interviennent pas pour modifier la politique franquiste. Nous ne nous trouvons ni parmi les uns, ni parmi les autres. D'ailleurs, on ne sait plus qu'est ce qui pourrait nous surprendre après tant de choses.

Si, conformément à la thèse de M. Reston, l'intervention est la conséquence de l'aide économique et de la solidarité militaire, la parcimonie de l'aide allouée au général Franco expliquerait un peu le respect de Washington pour le régime franquiste. Si, comme on l'assure à Washington, il n'a a pas de clause politique dans les accords projetés, c'est la preuve que les Etats-Unis ne sont disposés ni à prêter une aide considérable, ni à solliciter des services extraordinaires. Après tout, comme l'a dit un autre commentateur, dans le « New York Times », les bases espagnoles ne sont pas aussi nécessaires qu'on l'avait cru tout d'abord.

A la dernière heure, Washington se montre réticent et Madrid se raidit. L'officieuse « Hoja del Lunes » confirme que les négociations ne marchent pas bien.

Voici un mois, c'était la presse américaine qui s'étonnait de l'optimisme des journaux de Madrid donnant pour imminent une alliance à laquelle seul le général Franco avait pensé. Maintenant, c'est la « Hoja del Lunes » qui a une réaction semblable vis-à-vis des journaux américains donnant pour certaines des bases que Franco n'est pas disposé à céder trop facilement : « Nous ne croyons pas — écrit le commentateur espagnol — que la décision finale soit aussi proche que le laissent entendre certains journaux Outre-Atlantique ».

Le journal officieux fait ressortir que M. Artajo va entreprendre un assez long voyage dans le Moyen-Orient, que sa tournée dans le monde arabe retardera forcément les négociations et que l'Espagne doit se livrer à une étude approfondie des propositions américaines avant de leur donner une suite quelconque. Enfin, la « Hoja del Lunes » s'élève contre l'idée d'une « décision unilatérale », repousse un simple accord pratique qui permettra aux Américains d'utiliser les bases ibériques et laisse entendre que Franco veut « une collaboration plus directe et plus intime » ou rien.

REUNION del Gobierno de Euzkadi

Bayona, 19 marzo (OPE). — En los días 14 y 15 del corriente el Gobierno vasco celebró Consejo en esta ciudad, bajo la presidencia del Sr. Aguirre, con asistencia de los Consejeros Sres. Leizaola, Monzón, Lasarte, Gómez Beltrán, Nardiz y Campomanes.

Comenzó el presidente dedicando un recuerdo al finado Consejero don Ramón María de Aldasoro, y dió cuenta de los numerosos mensajes de pésame recibidos por el Gobierno que, por su calidad y variadísima procedencia, han puesto de relieve el general y profundo sentimiento que ha producido la muerte de tan inolvidable compañero. Todos los consejeros se asociaron a las palabras del presidente, aprobando la declaración que en su día publicó expresando el dolor del Gobierno y ensalzando la figura del consejero Sr. Aldasoro.

A continuación el señor Aguirre manifestó que la vacante del Sr. Aldasoro plantea, de nuevo, el problema de la reducción de los miembros del Gobierno, cuya composición debe ajustarse a normas de eficacia y economía, manteniendo al mismo tiempo la representación íntegra de los grupos políticos que lo componen. La reducción del número de miembros del Consejo será completada con la reorganización general de los servicios administrativos del Gobierno, y a este efecto acuerda el Consejo que queden concentrados los referidos servicios principalmente en su sede central, suprimiendo aquellos otros que no sean estrictamente necesarios, con lo cual se podrá dotar al personal en forma más conveniente para lograr la máxima compenetración y eficacia en los trabajos.

Con estos motivos, el presidente dió a conocer la determinación del Consejero Sr. Lasarte poniendo su cargo a disposición de la Presidencia para facilitar los propósitos de reducción y economía anunciados.

El Consejo oyó del Sr. Lasarte la explicación de su determinación, que fué

acogida con simpatía y reconocimiento, aunque acordó hacer constar su sentimiento por verse privado de su eficaz colaboración. El Sr. Lasarte, a petición del Gobierno y por ofrecimiento propio, quedará a disposición del Gobierno para las misiones que éste le encomiende.

El presidente dió cuenta de que la vacante del Sr. Aldasoro será cubierta por don Ambrosio Garbisu, cuyo nombramiento como consejero del Gobierno de Euzkadi anunció al Consejo, aceptando la propuesta unánime que le había sido hecha por las organizaciones del interior y exterior, de Izquierda Republicana de Euzkadi.

El Consejo estudió detenidamente el nuevo presupuesto del Gobierno conforme a las normas de reorganización acordadas, discutiendo detalladamente el proyecto que presentó el Sr. Leizaola.

Se acordó que entre en vigor a partir del 1 de abril próximo.

Finalmente el Consejo hizo un examen de la situación política general, quedando informado de diferentes hechos que denotan el alto espíritu de nuestro pueblo en las presentes circunstancias. Estudió el programa y táctica a seguir, y se detuvo principalmente en la aplicación y distribución de trabajo que ha de desarrollar el Gobierno a través de las secciones en que dividirá su oficina central de acuerdo con la reorganización acordada.

NECROLOGIA

A los 68 años ha fallecido en Tarazoto (Perú) el misionero vasco R. P. Juan Antonio de Irazusta, natural de Tolosa. Después de una activa vida seglar (era abogado e industrial, militó en el partido nacionalista vasco y fué diputado por Guipúzcoa en dos legislaturas), el señor Irazusta se ordenó recientemente en Lima para dedicarse a obras misionales. Era un feliz cultivador del euzkera y deja una novela de costumbres vascas : « Joanixio ».

— En Montevideo ha fallecido don Juan de Uraga, que fué concejal de Baracaldo. Después de varios años de prisión, pudo marchar al Uruguay, donde fijó su residencia. Era muy estimado entre la colonia vasca del Plata.

— En Charbonnières-les-Varennes (P. de D.) ha fallecido el refugiado R. Ortega Santamaría.

— En San Juan de Luz ha fallecido doña Angeles Fuldain, esposa de Tomás Rodríguez Alberdi.

Vacances en Norvège

Le Comité Norvégien d'Aide à l'Espagne Républicaine organise un convoi de vacances pour des enfants réfugiés espagnols en Norvège pour des enfants de 6 à 12 ans. Prière d'adresser les demandes le plus rapidement possible à Mlle Berit Bogstad, 35, avenue Foch, Paris (16e).

Les enfants qui ont déjà bénéficié du séjour en Norvège l'an dernier ne sont pas réadmis cet été, mais s'ils ont des sœurs et frères de l'âge indiqué, ces derniers peuvent être admis.

Le choix des enfants et les démarches en vue de l'obtention des papiers d'identité et de voyage étant très longs, il est recommandé aux familles, cette année, d'adresser dans les huit jours les demandes d'admission afin que leur soient envoyés les formulaires, les premiers bénéficiant de la priorité.

La presse franquiste commence à être fatiguée

A propos de la destruction de Guernica, évoquée par Vernon Bartlett «dans le News Chronicle»

L'écrivain Vernon Bartlett vient de publier dans le « News Chronicle » ses impressions de voyage en Espagne. Un de ses articles, relatif au Pays Basque, a eu les honneurs d'une reproduction partielle dans la presse franquiste, qui en a même fait l'éloge pour donner l'impression à ses lecteurs qu'un grand journal anglais montrait de l'intérêt et de sympathie pour l'Empire de Franco. Ce sont les avantages d'un régime qui interdit ou contrôle l'entrée de la presse étrangère dont les informations pourraient être inconvenantes.

De cette façon, on est loin de supposer en Espagne que Vernon Bartlett écrivait dans son article consacré au Pays Basque :

« Il y a actuellement seize Basques qui vont comparaître devant les tribunaux, sous l'inculpation d'avoir organisé une grève de quarante-huit heures au printemps dernier, pour protester contre la vie chère. Faire la grève est considéré comme un délit dans l'Espagne de Franco — rejoignant ainsi le point de vue des pays où règne le communisme — et l'association illicite ainsi que la propagande illégale sont également taxées de délits non moindres. Ainsi, le procureur requiert contre les accusés trois condamnations à 7 ans de prison. Tout cela parce que les inculpés, aussi bien ouvriers que patrons, avaient décidé de protester contre la cherté de la vie et la corruption. »

Vernon Bartlett a visité Guernika, dont il a dit :

« Là, au cœur même de la plus basque des villes, il est une rue portant le nom du général Mola, sous les ordres duquel, voici quinze ans, les Allemands réalisèrent la plus importante expérience de bombardement d'ensemble en attaquant Guernika, la ville sainte des Basques, laissant celle-ci presque complètement rasée... Quand on peut faire parler les autochtones, on comprend l'amertume que leur inspire le général Franco, qui voudrait les voir considérer Mola comme un héros national...

« ... La route de la côte qui, un peu au delà de Guernica, mène jusqu'à Saint-Sébastien, est selon moi, non moins merveilleuse que celle des environs de Capetown. Traversant de petits villages de pêcheurs, au bord d'une mer rude, je l'ai parcourue, attristé et méditatif. Je pensais avec tristesse à quel point nous nous habituons et nous montrons insensibles devant des crimes aussi horribles que le bombardement d'une petite ville. Et je méditais sur la difficulté de trouver une réponse appropriée à l'arrogant, au tyran, au démagogue. Je me remémorais , en cet instant, ce qu'un Basque m'avait dit à Bilbao : « Sur dix d'entre nous, neuf haïssent Franco ; mais, « tous les dix, nous sommes d'accord « pour estimer qu'il est préférable de le « subir plutôt que de souffrir une autre guerre civile ».

En omettant ces passages — qui, naguère, auraient été reproduits afin de les réfuter rageusement — la presse franquiste prouve qu'elle n'a plus le courage de nier l'évidence. Soutenir pendant tant d'années que Guernica a été détruite par les Basques, affirmer que tout le monde aime l'auteur d'une guerre civile épouvantable, et répéter que le peuple adore le ravisseur de ses libertés, est une tâche surhumaine. La discrétion de la presse franquiste, à propos de l'article du « News Chornicle », démontre sa fatigue après tant d'années de mensonges invraisemblables.

Les arrière-pensées de la collaboration franquiste

L'Espagne franquiste prétend participer à la défense de l'Europe en alléguant que c'est, pour elle, un droit légitime en tant que régime anti-communiste avant la lettre, ainsi qu'un devoir en tant qu'Etat le plus catholique du monde.

En fait, ce que cherche le franquisme ce sont les profits matériels et moraux qui découleraient de son admission dans le circuit démocratique. Réhabilitation internationale, redressement économique, consolidation du régime, et une Armée toute neuve. C'est-à-dire, la purification du Jourdain et les bénéfices du Pactole.

Cela n'empêche pas le franquisme de penser à d'autres fleuves : la Vistule, par exemple. M. Martin Artajo a exprimé très nettement ce que l'Espagne franquiste entendait par défense de l'Occident, comme si elle devait se traduire, en temps voulu, par une agression contre l'Orient. Tout ceci, bien entendu, sous les espèces d'une croisade, et avec les avantages d'une guerre préventive. « Le but primordial de n'importe quel plan militaire de la Chrétienté libre — a dit M. Artajo — devra être le rachat et la libération des peuples frères qui subissent l'agression la plus épouvantable ».

Pour ce qui est de la guerre préventive, le Département d'Etat de Washington vient de publier une brochure qui affirme :

« Une guerre préventive ressemble au suicide d'un individu qui se jette du haut d'un pont parce qu'il a peur de la mort. Le concept de la guerre préventive est intolérable. Il viole les règles de notre morale et de notre droit. »

En ce qui concerne la croisade religieuse, plusieurs prélats français ont exposé la véritable doctrine catholique.

Mgr Chappoulie, évêque d'Angers, a consacré sa lettre pastorale de carême aux problèmes que pose la persécution religieuse :

« Le grand péril est que des catholiques en viennent à confondre la défense des libertés de l'Eglise et de la conscience religieuse avec la lutte politique contre les Etats qui les attaquent et les oppriment ouvertement. Indignés par ce qu'ils apprennent des souffrances subies par les chrétiens, ils en viennent, sans plus réfléchir, à souhaiter qu'une guerre anéantisse enfin la puissance des gouvernements et des Etats persécuteurs. Ce n'est pas là penser en vrais disciples de Jésus-Christ. »

Qu'à cela ne tienne. Le franquisme

nourrit toujours des plans de revanche plus ou moins déguisés :

« L'armée européenne entre les mains de la France est un acte d'hostilité envers les nations neutres », écrit le journal national syndicaliste « Pueblo » dans un éditorial qui fait suite à une série d'articles entrant dans le cadre d'une campagne dirigée contre la France par l'ensemble de la presse madrilène.

« Pour implanter son hégémonie en Europe occidentale, selon ce journal, la France, soutenue par l'aide américaine, recherche avant tout la faiblesse de l'Allemagne et de l'Espagne. Avant de consentir au réarmement partiel de l'Allemagne, elle a demandé des garanties à l'Angleterre et aux Etats-Unis, craignant une résurrection du militarisme allemand. »

En renversant les facteurs, on pourrait dire que le franquisme désire une organisation militaire dans laquelle le réarmement allemand et la réorganisation de l'armée franquiste, profitant de la faiblesse de la France, donneraient l'hégémonie de l'Europe aux deux complices d'autrefois, impatients sans doute de se lancer dans de nouvelles aventures. Car il se trouve comme par hasard que ces deux militarismes soutiennent des revendications contre la France.

Le carrefour des suspects

Le nombre et la signification des personnages qui sont allés ces derniers temps à Madrid « pour affaires personnelles », ne manquent pas d'intérêt.

Un de ces touristes est l'ingénieur allemand Messerschmidt qui s'est rendu récemment dans la capitale de l'Espagne où l'on n'oublie pas les services rendus par ses avions à la rébellion franquiste.

Un autre voyageur a été le Dr Schacht, le gran argentier du nazisme. Après deux semaines de séjour, le Dr Schacht est reparti en avion pour Francfort. Il a été salué sur l'aérodrome par plusieurs amis dont Otto Skorzeny, le SS qui avait délivré Mussolini.

Un autre de ces touristes d'origine allemande est Tscheppe-Weildenbach, né à Heidelberg. Mais, ce voyageur est plus connu sous le nom qu'il a adopté en acquérant la nationalité américaine : c'est aujourd'hui le général Willoughby, ancien chef des services d'information du général Mac Arthur.

Willoughby qui s'est rendu également à Madrid pour affaires personnelles, comme il l'a affirmé, a commencé par un entretien de près de deux heures avec le général Franco dont il avait déjà dit à Tokio que c'était le premier chef militaire du monde entier... après Mac Arthur. Dans un discours, prononcé il y a quelques jours à Madrid, le général américain s'est répandu en de nouveaux éloges sur le Caudillo.

Bien qu'il ait été chef des services d'information, Willoughby n'a pas dû avoir connaissance du million de parachutistes russes invoqué par Nicolas Franco pour attirer l'attention de Londres sur l'intérêt d'une alliance hispano-américaine. Au contraire, Willoughby a assuré, dans son discours :

« Bienheureusement, Franco et l'Espagne ne sont pas à la portée du Kremlin, et si les hordes slaves venaient à balayer l'Europe, elles s'écraseraient contre le bastion des Pyrénées. »

Enfin, le général Willoughby a même été catégorique : « Le soldat espagnol est un combattant hors de pair. Les officiers ont une grande expérience de la guerre. Le pays est uni. Il n'est point de cinquième colonne en Espagne ».

Willoughby quittera bientôt Madrid. On ignore si Otto Skorzeny ira également le saluer sur l'aérodrome.

Le cycle culturel d'Eskualzaleen-Biltzarra

Conférences de MM. Aguirre et Landaburu

Le vendredi 21 mars, s'est tenue une nouvelle réunion culturelle, dans les salons de l'Hôtel Lutetia, et dans le cadre du cycle organisé par la Section de Paris d'Eskualzaleen-Biltzarra.

A cette réunion, deux basques de la Péninsule ont pris la parole : M. F. Javier de Landaburu et M. José A. de Aguirre qui devaient parler de l'histoire basque. Ces conférenciers ont rempli leur mission devant un nombreux public dans lequel on remarquait des parlementaires et anciens parlementaires basques — MM. de Mendite, Delzangles, Irujo, Lasarte... — ainsi que de nombreuses personnalités de la colonie basque de Paris. Cette séance était présidée par M. Ithurriague, président d'E.-B. et par M. Pierre Ibarrondo, organisateur du cycle de conférences.

M. Landaburu, après quelques mots pour exprimer sa gratitute à Eskualzaleen-Biltzarra, aborda le sujet de son exposé qui avait pour objet de démontrer historiquement l'unité du peuple basque dans son ensemble et à travers diverses alternatives. Il examina les premiers témoignages que l'on ait conservé, de la vie collective des Basques, depuis les historiens romains ; il analysa la vie intense du pays péninsulaire au Moyen Age et au début de l'Ere moderne. Brossant une étude des Fors basques, M. Landaburu examina les facultés de pleine souveraineté exercées par les institutions du pays jusqu'au XIXème siècle. Il s'attarda à décrire des épisodes historiques tels que le participation des Basques à l'Age d'Or espagnol, les rapports des « Caballeritos d'Azcoitia » avec les encyclopédistes ainsi que les origines des guerres carlistes. Enfin, après avoir examiné les lois antiforales du XIXème siècle et la renaissance politique basque, d'Arana Goiri au Gouvernement d'Euzkadi, il demanda la fondation d'une Université basque pour que puissent être étudiés scientifiquement la race, la langue ,l'histoire et le droit du peuple basque ; communauté vivante qui doit avoir sa place dans la future organisation internationale.

Le Président Aguirre prit ensuite la parole pour commenter quelques-uns des aspects de ce que venait d'exposer M. Landaburu. Il affirma que l'étude de l'histoire doit se faire avec le critère de l'époque que l'on examine et non avec des opinions actuelles. Passant en revue la vie du peuple basque au Moyen-Age, il expliqua quelques réactions de nos ancêtres devant les problèmes de leur temps. Justifiant sa vaste érudition, M. Aguirre a examiné certaines caractéristiques des lois basques fondamentales. Il affirma qu'à l'époque du développemen du pouvoir absolu, le peuple basque vivait en régime démocratique et que c'est peut-être la raison de l'attitude d'une grande partie de la masse basque devant le libéralisme du début du siècle dernier. M. de Aguirre termina reprenant en français les phrases qu'il avait prononcées en euskera, en ouvrant son exposé, et relatives à l'expansion basque dans le monde, notamment en Amérique.

Après quelques mots fort judicieux de M. Pierre Ibarrondo, à propos des thèmes exposés par les deux conférenciers, la réunion a pris fin sur le chant de « Guernikako-Arbola ».

Cette séance a mis en valeur le vif intérêt apporté généralement aux problèmes basques, et l'attention fraternelle avec laquelle les Basques septentrionaux suivent les problèmes politiques et culturels de leurs frères de la Péninsule.

La prochaine conférence aura lieu à l'Hôtel Lutetia le 25 avril. M. Elissalt, substitut du Procureur de Versailles, parlera de « La famille basque » et Madame Roby-Lattés complètera son exposé sur « La tombe basque » commencé voici quelques semaines.

Les prénoms basques, le clergé et le gouverneur

Sept habitants de Sestao (Biscaye) ont été frappés d'une amende de 250 pesetas par le gouverneur. Leur délit, selon un communiqué officiel, est d'avoir fait « usage public de surnoms, qui sont en soi une preuve indiscutable de « gamberrismo » (comportement grossier en public).

Ces sept habitants n'en sont pas encore revenus !

Voici ce qui s'est passé :

Dans la paroisse de Notre-Dame du Carmen, dirigée par l'abbé Aldama, un bulletin intitulé « Mas... » est publié mensuellement dans le but de collecter des fonds pour assister les pauvres de la paroisse. Ce bulletin publie les noms des donateurs, et c'est pourquoi figuraient sur la dernière liste plusieurs enfants qui, ayant été baptisés avec des prénoms basques, n'ont aucune raison de les cacher : Miren, Koldo, Edurne...

Le maire de Sestao, le phalangiste castillan Serafin Fernandez, ayant lu le bulletin paroissial, dressa la liste des parents de ces enfants et l'adressa au gouverneur. Le résultat en a été immédiat : une amende pour « gamberrismo ».

L'abbé Aldama, accompagné du président de l'Association des pères de famille se rendit chez le gouverneur afin de lui faire remarquer l'injustice de la sanction frappant des citoyens innocents dont les modestes revenus ne leur permettaient point de verser une somme aussi considérable. Cette entretien fut aussi violent qu'inutile. Le gouverneur persista dans son attitude, et le curé annonça qu'il parlerait de cette affaire en chaire.

En effet, le dimanche suivant, l'abbé Aldama invita, de sa chaire, les paroissiens sanctionnés à ne pas payer leur amende, puisqu'il s'agissait de noms donnés lors du baptême par un prêtre catholique.

Cependant, la thèse officielle est toujours en vigueur. Le général Franco peut employer publiquement tous les surnoms et titres qu'il désire : Caudillo, Sauveur de l'Espagne, Citoyen d'honneur de Guernika... Et pourtant les enfants basques ne peuvent employer leurs véritables noms de baptême sans que leur père soit puni pour son « comportement grossier ».

***

Contrastant avec cette attitude des

autorités franquistes, on remarque une réaction fort différente dans certains milieux ecclésiastiques, en ce qui concerne la langue basque.

Le Séminaire de Pampelune publie, sous le titre « Pax », un bulletin de l'Œuvre pontificale des Vocations sacerdotales. On peut lire dans un de ses numéros :

« *Nos prières en basque* : Nous les avons publiées parce que nous avons cru que c'était une nécessité urgente. Dans certains coins de notre Navarre montagnarde cela manquait, et nous ne pouvions que répondre aux demandes qui nous en parvenaient.

« Notre plan de ces prières a été envoyé dans tous les villages qui nous ont paru pouvoir l'employer ; un village nous en a demandé cinquante exemplaires pour des particuliers.

« Nos gens ont raison de s'attacher à leur langue et de prier Dieu dans la langue de leurs pères ; il est assez regrettable que tant d'entre nous l'aient perdue.

« Nous publions aujourd'hui, dans ce numéro, en basque, la prière la plus courante pour les vocations sacerdotales, en invitant nos montagnards à la découper et à la conserver dans leur missel, de s'y familiariser chez eux, et de la réciter chaque jour après la Communion ou après le Rosaire en famille. »

La situation alimentaire de l'Espagne

Le gouvernement de Madrid a décidé de supprimer le rationnement du pain à partir du 1er avril jusqu'à la prochaine récolte de blé. On évalue cette dernière à 43 millions et demi de quintaux métriques.

— Dans plusieurs provinces où la ration d'huile est d'un litre par mois, on annonce, à titre exceptionnel, la répartition de deux litres. On évalue la récolte à 700 millions de kilogs.

— La récolte de pommes de terre est si important qu'on en a exporté 3.600 tonnes aux Etats-Unis et à Puerto Rico ; on annonce l'envoi de 18.000 tonnes en France et les agriculteurs de Léon craignent d'en perdre 15.000 tonnes, faute de moyens de transport. La récolte totale est évalué à 4 millions de tonnes.

— Pour faciliter leur licenciement, le ministre du Commerce a offert aux fonctionnaires du Ravitaillement renonçant volontairement à leur emploi, une indemnité de deux mois de traitement par année ou fraction d'année de services.

— L'organisme de contrôle des services de la viande, du cuir et de ses dérivé, a été supprimé. Un journal de Madrid se livre à ce commentaire : « Cet organisme n'a fait qu'augmenter les difficultés. Sa disparition ne sera pas regrettée par la population. Car il est difficile d'être pire que nous sommes ».

— Pour la première fois, selon le « Daily Mail », l'Irlande a exporté 150 tonnes de viande en Espagne.

— Plusieurs banques mexicaines ont ouvert les crédits nécessaires à l'exportation de 7.000 tonnes de pois chiches à destination de l'Espagne.

— Les nouveaux tarifs officiels des restaurants sont : 20 pesetas pour le petit déjeuner dans les hotels de 1ère classe, 10 ptas dans ceux de 2ème classe ; 55 pesetas le déjeuner ou le dîner dans ceux de 1ère classe, et 25 dans ceux de 3ème classe.

Carta del general Herrera a sus antiguos compañeros

El general Herrera, ministro de Asuntos militares del gobierno de la República española, ha dirigido una carta abierta a sus antiguos compañeros del Ejército español.

Después de considerar el descenso de la moral en el Ejército español y el desprestigio de España en el extranjero, el general Herrera señala a los militares que, siendo ellos los responsables primeros de que se haya llegado a esta situación, lo son también ahora de que no se ponga fin a tal estado de cosas.

Porque el general Herrera estima que los militares son quienes pueden y deben resolver el problema español, sin lucha y sin violentar sus conciencias profesionales. He aquí la invitación concreta que el general Herrera hace a sus antiguos compañeros :

« Vuestro deber de militares es acatar la voluntad de la Nación y, si creéis que ha variado desde el año 36, propiciad y ayudad para que esa voluntad nacional pueda ser manifestada libremente, mediante unas elecciones en que se tomen todas las garantías necesarias para que sean, a juicio de todos, dentro y fuera de España, absolutamente imparciales y que este juicio pueda ser compartido por los observadores extranjeros que las presencien. Con esto habréis cumplido la primera parte de vuestro deber. La segunda será la de conformaros con el régimen que la Nación elija libremente, sea el que sea, como nosotros los exilados prometemos conformarnos. De este modo, sin que las fuerzas mantenedoras del orden hagan defecto en ningún momento, el tránsito a la legalidad se haría sin luchas ni violencias, se haría desaparecer el fantasma de una nueva guerra civil más cruenta aún que la anterior, que amenaza con tanto mayor gravedad cuanto más se prolonga el régimen ilegal. España entraría en la comunidad universal con el rango que le corresponde, los españoles volveríamos a vivir en armonía y a trabajar unidos para volver a recuperar el prestigio perdido y trataríamos de borrar de nuestra memoria el recuerdo de tantas desdichas sufridas por todos como una pesadilla de dieciseis años de duración ».

NECROLOGIE

Nous exprimons nos plus cordiales condoléances au sénateur basque Jacques de Mendite, qui vient de perdre sa mère.

— Notre ami, M. Loustalot-Forest, conseiller municipal d'Oloron et président du groupe basque Arin-Arin, vient d'avoir la douleur de perdre son fils Pierre, âgé de 17 ans. Nous participons à sa peine dans cette cruelle épreuve.

Manifestaciones del Sr. Gordón Ordás

El señor Gordón Ordás, jefe del gobierno republicano español, ha declarado a la prensa mejicana que, por circunstancias internacionales a las que el gobierno de Méjico es ajeno, no se celebrará la reunión de Cortes que estaba en su programa. Por otra parte, añadió el señor Gordón Ordás, la dispersión a que el exilio ha obligado a los diputados y las sensibles bajas en su número hacen cada vez más difícil obtener el quorum reglamentario.

Entrada de inmigrantes en la República Argentina

En el « Boletín Oficial » de la República Argentina (22 de febrero de 1952) se dice lo siguiente :

« Art. 1. — El permiso de ingreso a la República tendrá carácter condicional y así constará en el mismo ; y será revocable ante el incumplimiento de los requisitos que lo condicionen, especialmente, si el permisionario modifica antes del término de los tres años la residencia o actividad establecida.

Art. 2. — Limítase a un año a contar desde la fecha de su emisión la validez del permiso concedido, cualquiera sea la fecha del visado consular.

Art. 3. — A partir de la fecha no se concederán permisos de ingreso en la República para la zona comprendida dentro de un radio de 100 kilómetros de la Capital Federal, salvo que se trate de:

a) Padres, hijas solteras, hijos menores de 22 años, cónyuges que vengan a integrar el núcleo familiar ya establecido en el país ;

b) Técnicos y obreros especializados que prueben fehacientemente su condición de tales, y además tengan contrato de trabajo y vivienda asegurada por el contratante.

Art. 4. — Se concederá permiso sin limitación fuera del radio establecido en el artículo anterior, aparte de los nombrados en el mismo a :

a) Inmigrantes destinados a tareas agropecuarias o con destino rural ;

b) A toda aquella persona de parentesco en 2° o 3° grado, como así también a los que gestionen su libre ingreso al país por vía consular para su internación en el interior, siempre que la Dirección Nacional de Migraciones así lo crea conveniente.

Art. 5. — En los pasaportes de los permisionarios se dejará constancia del destino y oficios consignados en la credencial del permiso concedido.

Art. 6. — La concesión de radicación a turistas, tránsitos y residentes temporales, como asimismo la autorización de desembarco definitivo de tripulantes y renovación de permisos ya otorgados, se ajustará estrictamente a las normas indicadas precedentemente.

Art. 7. — Para el cumplimiento de lo dispuesto en los puntos anteriores, se recabará la cooperación del cuerpo consular y autoridades policiales de la República dentro de sus respectivas jurisdicciones ».

Un periódico para los jóvenes

Ha aparecido el primer número de « Jeunesse d'Europe », portavoz de la « Campaña Europea de la Juventud ». Contiene artículos de Denis de Rougemont, André Philip, J. Moreau, Bruno Nardini, etc. y una extensa información sobre actividades europeístas.

Este nuevo periódico será enviado a los que, en su calidad de dirigentes (nacionales o departamentales) de las juventudes españolas en el exilio, lo soliciten a : « Campagne Européenne de la Jeunesse », 82, Avenue Marceau, Paris (VIII).

Breves noticias de Euzkadi

El mes de Febrero se despidió en Vitoria con cuatro grados bajo cero ; y el 3 de Marzo se registró en Irún una temperatura máxima de 27 grados. Tres dias más tarde, este mismo termómetro llevó su exageración hasta marcar 31 grados.

— En Bilbao, al entrar en un café de la Ribera, Félix Urizar, de Galdácano, se sintió indispuesto y falleció.

— Francisco Aranzabal, de 91 años, vecino de Alquiza, fué atropellado mortalmente por un tren en el paso a nivel de la Venta de Hernialde.

— Se ha firmado la permuta del monte Ulía que la Caja de Ahorros de Guipúzcoa cede al Ayuntamiento a cambio del edificio de la Escuela de Artes y Oficios, para que en éste se instale Correos y Telégrafos, cuyo edificio actual pasaría a la Diputación para completar la manzana.

— En Vergara, en la finca del conde del Valle, frente a la ermita de Santa Ana, se ha derribado un olmo de 106 años, 25 metros de altura y 4 de circunferencia en la base.

— En el sanatorio de Santa Marina, de Bilbao, se está ensayando con aparente éxito un medicamento antituberculoso elaborado en los laboratorios de la FAES, según estudios del químico Soroa y del médico Romero.

— Contratados para tres corridas, los toreros navarros Julián e Isidro Marín han marchado al Africa portuguesa.

— El veterano alpinista Anthón Bandrés ha sido operado en Bilbao, en la clínica del doctor Guimón.

— En una conferencia dada en San Sebastián, el doctor López González ha afirmado que en Guipúzcoa se consume 20 litros de alcohol por habitante ; en Alemania, 8'25 ; en Inglaterra, 9'67 ; en Italia, 10'22 ; en Holanda, 15 ; en los Estados Unidos, 27.

— De Motrico se han enviado telegramas de felicitación al paisano Estanislao Maiztegui (« Pistón ») con motivo de haber jugado en La Habana su partido número 1.000.

— En Pamplona ha cumplido 102 años doña Alejandra Martínez Gurpegui, viuda de Serafín Esparza. Tiene 14 nietos, 26 biznietos y un tataranieto.

— Un vapor de las « Pesquerías Guipuzcoanas » chocó contra las rocas de Mompás, en el monte Ulía, y se hundió en veinte minutos. Sus tripulantes fueron salvados por el compañero de pareja.

— Una hija del príncipe Javier de Borbón-Parma (que es uno de los pretendientes carlistas) ha estado en Ormaiztegui para visitar la casa natal de Zumalacarregui.

— José María Ojanguren ha sido obsequiado en Eibar con una cena por haber cumplido cincuenta años de servicios como corredor en el frontón.

— La Audiencia de Pamplona ha condenado a Miguel Goñi Irigoyen a seis meses de cárcel y a un año de internamiento, por considerarle peligroso. El Goñi se dedicaba, con una hoja de afeitar, a destrozar las ropas de los transeuntes en la plaza del Castillo.

— Se va a inaugurar un cine en el barrio de San Miguel, en Irún.

— Tres niños de Yanci encontraron una bomba entre unas matas. Juan Eugui resultó muerto y los hermanos Anchondegui heridos de gravedad.

— El autobús que hace el servicio de Echalar a San Sebastián (propiedad de Celedonio Echeverría y de sus hijos Bernardo y Lucio) se había hecho sospechoso. Inspeccionado por la guardia civil en San Sebastián, se descubrió en el vehículo un depósito secreto con 10.000 metros de puntilla de contrabando y otro depósito en el remolque con 15.000 metros. En un registro practicado en el caserío « Romanene », de Ayete, aparecieron otros 25.000 metros. Total 300.000 pesetas.

— En Bilbao ha sido detenido Luis Aparicio, alias « el Málaga », que se dedicaba a sacar dinero a las familias de emigrados y desaparecidos, fingiendo tener noticias de éstos.

— D. José M. Royo Villanova ha sido nombrado director del Instituto Peñaflorida, de San Sebastián.

— En Hendaya se ha vendido la angula a 150 francos el kilo, lo que para los vecinos de Irún supone menos de 15 pesetas, mientras en Madrid se vende a 160. Tan sólo en la parte del Bidasoa comprendida entre la fábrica de cerillas y el puente de Behobia, se pescaron 300 kilos en la madrugada del día 13. El record de esa jornada corresponde a Juanito Oyarbide, que pescó 55 kilos.

— En el mes de marzo han salido a pública subasta diez parejas de pesqueros de Pasajes cuyos dueños no han podido hacer frente a sus cargas. Una de las parejas embargadas ha sido adjudicada en 150.000 pesetas, cifra extraordinariamente baja.

— En Bilbao se han botado dos bacaladeros para los Hermanos Ciriza, de Pasajes ; y se han hecho las pruebas de otros dos para los Hijos de Lerchundi, también de Pasajes. Una pareja es de 125 toneladas y la otra de 650.

— En el monte Endarlasa (Vera) se quemaron 7.200 pinos de once años, valorados en 180.000 pesetas ; y en los pinares de Albinagoya (Alava) el fuego destruyó 100.000 plantas causando medio millón de pérdidas.

— Una señorita de Lille y otra de París han estado en Irún con objeto de conocer y fotografiar la casa natal de Luis Mariano.

— El juez de San Sebastián ha procesado a siete personas por el asunto de falsificación y venta de dólares y pesetas. El capitalista del negocio era un industrial de Zarauz ; los falsificadores, unos polacos emigrados en París ; y los agentes de venta, el francés Emery, un vecino de Irún apellidado Saenz de Tejada y un vecino de Hendaya llamado Andrés Iribe.

— En Pamplona ha fallecido, a los 63 años, el periodista Galo María Mangado.

— La comisión encargada de distribuir los créditos americanos ha concedido 561.394 dólares a la agrupación de industriales de la zona de Eibar, Elgoibar, Placencia, Beasain, Zarauz y Azcoitia, para compra de maquinaria y herramientas.

— En tierras de Aragón, camino de Lérida, un auto se despeñó por un terraplén de doce metros por habérsele roto la dirección. Murieron el chofer, que era de Elizondo, y Daniel Orradre, de 45 años ; y resultaron heridos Francisco Eugui, de Elizondo, y Juan Bautista Gárate, de Urdax.

— En San Salvador del Valle, en las elecciones de « cabezas de familia », un tal Carus, candidato predilecto del gobernador, fué derrotado por 1.250 votos contra 250 ; en vista de lo cual trató de ser elegido como candidato del tercer tercio, pero no le votó ninguno de los ocho concejales elegidos. Para imponer a su protegido no se le ha ocurrido a Riestra cosa mejor que destituir al alcalde y sustituirle por Carus.

— En Bilbao han sido desembarcados 240 autos Jeep para el ejército franquista.

— « La Gaceta del Norte » dice que el problema de la escasez de sacerdotes es cada día más agudo en España, y no tanto por falta de vocaciones como de recursos económicos para costear los estudios.

— D. Andrés Bilbao y D. Pablo Bengoechea, coadjutores de Neguri y de Las Arenas, han marchado voluntariamente a Chile para remediar la falta de clero en aquella república.

— « La Gaceta del Norte » da cuenta de haberse constituído en Bilbao « un Centro de Estudios Vascos bajo el patrocinio de la jefatura provincial de Falange a través del S.E.U. », que será presidido por el catedrático don Mario Grande Ramos. Hablan de « dar cauce lógico » a estos estudios y de confeccionar un atlas lingüístico del vascuence.

— Se ha aprobado un decreto declarando de urgencia la construcción de un aeropuerto en Fuenterrabía.

— En las bodas de oro sacerdotales del obispo de Vitoria se cantó una misa de 1.500 voces.

— En un solo día los pescadores de Fuenterrabía trajeron cien toneladas de anchoa, cuyo valor se calcula en medio millón de pesetas. Una embarcación de Orio regresó con 130.000 pesetas de anchoa. En las calles de San Sebastián se ha vendido la anchoa a menos de una peseta la docena.

— Juanito Urquia pescó en Endarlaza un salmón de cinco kilos que vendió en Pamplona a 250 pesetas el kilo.

— En Tolosa se hacen gestiones para vender a la Telefónica las líneas y material del teléfono municipal, tasado en 265.000 pesetas.

— El Concierto económico con Alava ha sido renovado por 25 años, previéndose la renovación de los cupos cada cinco años. Estos serán 15 millones este año, 20 el siguiente y un millón más en cada año de los sucesivos. Ultimamente pagaba Alava unos seis millones por año.

— La Federación Guipuzcoana de Fútbol va a construir en Herrera un campo de fútbol para los clubs modestos. Costará un millón de pesetas.

— En San Sebastián, una monja de la Misericordia de Ategorrieta encontró un paquete con 76.302 pesetas en un colchón que le habían dado para limpiarlo. El dueño del tesoro es un frutero del mercado de San Martín.

— José María Oyarzabal, de 18 años, de Igueldo, que trabajaba de criado en el caserío Lindaberri, de Añorga, esperó a media noche al contratista Ignacio Aguirresarobe, de 38 años, habitante en el mismo caserío, le dió dos garrotazos mortales y le robó 6.306 pesetas.

—Tres súbditos belgas han sido detenidos en San Sebastián por dedicarse a vender autos extranjeros con documentación falsa. Habían vendido un Cadillac en 85.000 pesetas, un Citroën en

70.000 y otros coches a precios igualmente tentadores.

— Tres jóvenes de Lejona (Diego Aurrecoechea, de 22 años, Juan Achalandabaso, de 26, y Santos Ugarte, de 18) tiraron a la vía al interventor del tren Bilbao-Las Arenas que les exigía el billete.

— En San Sebastián, se ha inaugurado en la estación del Norte una capilla destinada a que puedan oir misa los alpinistas y madrugadores que los domingos salen de excursión. El altar da al andén, en forma que desde éste pueda oirse la misa cuando haya gran concurrencia.

— Hace dos años, en la carretera de Guetaria, dos individuos estaban apoyados en el pretil contemplando el mar. Por efecto de una ola, Jerónimo Garrido retrocedió bruscamente cuando pasaba a gran velocidad un auto, que le produjo heridas mortales. El chófer José Vicente Izaguirre acaba de ser condenado a un mes y un día de arresto, privación del permiso de conducir por un año y 60.000 pesetas de indemnización a la familia de la víctima.

— En el Pagasarri, Ignacio Tamayo, de 19 años, se despeñó desde una altura de treinta metros y se mató.

— Un vecino de Bilbao denunció a la policía que unos desconocidos le habían tenido secuestrado durante tres horas en una hondonada de Archanda, pero resultó que esto era un invento para poder justificar en su casa el haberse retrasado excesivamente.

— En el concurso de natalidad de Vizcaya han sido premiados dos matrimonios. Uno de San Salvador del Valle, constituído por el metalúrgico Carlos Hermida, de 45 años, y Peregrina Barreda, de 48, que han tenido 15 hijos, de los que viven doce. Otro de Zalla, formado por el panadero Rafael Gregorio Eguía, de 43 años, y Carmen Quevedo, de 40, que han tenido 14 hijos, de los que también viven doce.

— La Gestora de Vizcaya ha enviado a la de Alava unos retoños del Arbol de Guernica que serán plantados delante del Museo Provincial y en la campa de la ermita juradera de San Juan de Arriaga.

— En un mes han salido tres expediciones de vascos para Australia.

— La casa alemana Vikels y el Banco de Vizcaya han adquirido la mina Parcocha, en San Salvador del Valle.

— En Navarra se ha constituído una sociedad cinematográfica, domiciliada en San Adrián, que va a hacer una película sobre San Francisco Javier. El gobierno portugués ha dado toda clase de facilidades para filmar varias escenas en Goa.

— En su visita pastoral a Llodio, el obispo de Alava, Mons. Bueno Monreal, pronunció la primera parte de su sermón en euzkera, lengua que desconocía cuando tomó posesión de la diócesis.

— En Bilbao han fallecido : don Gabriel Díaz de Tuesta, de 95 años ; don Juan B. Aróstegui, de 82 ; doña Amalia Prado, esposa de Ramón Smith, de 59 ; doña Petra Barruetabeña, viuda de Antonio Sautua, de 84 ; don Rafael Santo Domingo, de 62 ; don Angel Bollegu, de 73 ; don Isaac Anitua, de 53 ; doña Josefina Acebal, viuda de Garay, de 59 ; don Rafael Zuazola, de 55 ; don Félix Urizar, de 62 ; doña Margarita Mendia; doña Natividad Ugarte ; doña Clara Belausteguigoitia ; doña Paula Garmendia, viuda de Isidro Santamaría ; doña Petronila Loidi, de 73 ; don Teófilo Maguregui, de 61 ; don Enrique Zubeldia ; don Emeterio Jaureguibeitia, de 54 ; doña Isabel Arana, esposa de Cosme Urizar, de 60 ; doña Casilda Mendoza, esposa de Vicente Ibarrondo, de 61; don Leopoldo López Barrutia, de 68 ; don Julián Vivanco, de 45 ; don Francisco Aguiriano, de 69 ; don José Larrañaga, de 70 ; doña Juana Santibañez, viuda de Blas Rotaeche, de 79 ; don José M. Amézaga, de 80 ; don Ismael Derteano, de 60.

— En Portugalete : doña Teresa Jáuregui, esposa de Pablo Ulivarri, de 29 años. En Algorta : don José Camiruaga, de 80 ; don Francisco Eguren, de 66 ; don Mariano Corraleche, de 75 ; don Carlos Beraza, de 45. En Baracaldo: don Baltasar Ibáñez de Opacua, de 87 ; don Venancio Guerricabeitia. En Lezama : doña Josefa Beitia, de 96. En Dima : don Santiago Zuluaga. En Alonsótegui : el doctor don Juan de Dios Zubicaray, de 70. En Durango : don Jesús Urigüen, de 65. En Guernica : don Elías Arrien, de 65 ; don Daniel Sarricolea, de 57 ; doña Irene Fano, viuda de Ojanguren. En Galdácano : doña Manuela Ansa, viuda de Amadeo Gandásegui, de 75 ; don José Orue, de 70. En Erandio : don José Antonio Madariaga. de 83. En Berriatúa : don Domingo Aguinaga, de 66 años.

— En San Sebastián han fallecido : don Eusebio Berraondo, de 64 años ; doña Maria Mendiluce, viuda de Ascensio Aizpúrua, de 88 ; doña Concepción Herrero, viuda de Merino, de 94 ; el presbítero don José María Lasa, de 82 ; don Sandalio Mayor ; doña María Iraundegui, viuda de Aldasoro, de 65 ; don Nicasio Chivite, de 63 ; don Ramón Beraza, de 79 ; don Eloy Sasiain, de 82 ; doña Josefa Arbe, viuda de Nicanor Zabala, de 77 ; don Juan Lazcano, de 66 ; don Evaristo Larrañaga, de 79 ; el doctor don Juan Maeso y Maeso, de 36 ; doña Luisa Odriozola, viuda de Monreal, de 80 ; doña Pilar Abrisqueta, esposa de Carlos Pesqui ; doña Angela Loyarte, viuda de José María Laborda, de 70 ; don Manuel Múgica Irastorza, de 38 ; doña Teresa Aristeguieta, viuda de Segundo Garbayo, de 57.

— En Irún : don Marcelo Fort ; doña Feliciana Urbieta, esposa de Francisco Lasa, de 35 años ; doña Tomasa Berasategui, esposa de Félix Goyenechea ; doña Guadalupe Estomba, de 88 ; don Modesto Larrañeta, de 55 ; don Bautista Lizarraga, de 70 ; don José I. Echegaray, de 59 ; don Luis Errasti. En Rentería : don Damián Pérez Razquín, de 7 8; doña Agustina Arruti, esposa de Juan José Macazaga. En Oyarzun : don Justo Mendizabal, de 64. En Tolosa : don Marcelino Alberdi, de 78 ; don Sebastián Malcorra, de 58. En Azpeitia : don León Aguirre, de 61. En Azcoitia : doña Teresa Epelde, de 85. En Villafranca : don Eulogio Amundarain, de 74 ; doña Ascensión Múgica, esposa de Ignacio Olasa. de 52 ; don Ramón Gaztañaga, de 73. En Beasain : doña Emeteria Galarza, viuda de Raimundo Suarez, de 82. En Legarpia : don Francisco Astibia, de 72. En Eibar : doña María Eguiguren, viuda de Pedro M. Zarraoa.

— En Vitoria : don Ricardo Manchola, de 52 años ; don José Lucas de Areilza ; don Pablo San Martín, de 70 años. En Amurrio : doña Margarita Zorrilla.

— En Pamplona han fallecido : doña Lorenza Beriain, viuda de Erdozain, de 89 años ; don Fermín Lacunza, de 58 ; doña Joaquina Coyne, viuda de Ambrosio Isturiz, de 87 ; don Tomás Goldaraz, de 62 ; don Fernando Urtasun, de 56 ; doña Carmen Tejedor, viuda de Bibiano Cia, de 79 ; don José Sagüés, de 88 ; don Alejandro Iturbide, de 67 ; don Pío Martínez Lizarraga, de 66 ; doña Aquilina Nagore, esposa de Alfonso Indurain, de 68 ; el catedrático don Modesto Lecumberri, de 70 ; don Fortunato Echegaray, de 66 ; don Ignacio Irigoyen, de 74.

— En Estella : doña Felipa Senosiain, viuda de Echevarri, de 81 años ; don Saturnino Azcona. En Tafalla : el presbítero don Daniel Echeverría, de 69.

— En Barcelona : don Luis Beraza. En Venezuela : don José Iraeta. En Madrid : don Eduardo Ubao Icaza ; don Guillermo Martínez de Goñi, de Ochagavía. En Piura (Perú) : don Adolfo Gabilondo, de 55 años. En Mérida : don Eusebio Ferreres Echeverría.

Noticias de América

El doctor Fraile ha sido operado en el Sanatorio Español, de Méjico.

— El arpista donostiarra Nicanor Zabaleta ha dado un concierto en el Museo de Arte Moderno, de Nueva York. El « New York Times » dice : « Interpretó su selecto programa con claridad, riqueza de color e intervenciones llenas de sutil dinamismo ».

— En Méjico se ha dedicado un homenaje al doctor Arévalo, expresidente de Guatemala. Asistieron el señor Gordón Ordás, jefe del gobierno republicano español, y numerosos políticos e intelectuales en representación de los movimientos democráticos de América.

— En la emisora WEVD, de Nueva York, se debatió el asunto de las relaciones entre Franco y los Estados Unidos, interviniendo el delegado vasco Sr. Galindez y el profesor Alexandre, que ha estado en Madrid como miembro de la comisión económica que presidió el profesor Suffrin. Ambos expusieron diversas razones por las cuales sería contraproducente un acuerdo con Franco.

—En Guatemala se ha dedicado un homenaje a la memoria de don Enrique Muñoz Meany, que fué ministro de Relaciones Exteriores, ministro en Paris y jefe de la delegación guatemalteca en la ONU.

— La revista « Criterio », de Buenos Aires, ha publicado el documento que la Confederación Internacional de Sindicatos Cristianos envió al general Franco en defensa de la libertad de sindicación y para protestar contra las persecuciones con motivo de las huelgas de la primavera pasada. Esta revista, dirigida por Mons. Franceschi, se había distinguido durante muchos años por su entusiasmo franquista.

— En el seno de « Euzko-Etxea » de Chile se ha constituido un grupo deportivo y folklórico.

— Con la firma de Jesús Galindez y amplia información gráfica, la revista « Américas », editada por la Unión Panamericana, ha publicado un artículo sobre los vascos en América.

— También Radio-Splendid, de Necochea, ha organizado un programa semanal de carácter vasco, que fué inaugurado por Pedro Arozamena, presidente de Euzko-Etxea, el R. P. Alzo, el acordeonista Kristiansen, los txistularis y la niña Miren Itziar Markiegui.

EUSKAL-ORRIYA

Okerra zuzendu

Aurreko zenbakian « Abandotarra » euzkel idazle jakitunen « Euzkel-Gaiz » izenburuko idatz-lan bikaña argitaratu genun.

Ordea, zuzen idatzita etorri zan lan ura irar-tramankulura aldatzean, uste gabe, asmo txarraren aztar izpirik gabe, **euzk** erro edo sustraiko etorkiak (euzkerea, euzkeldun, euzkel eta abar) z izkiaren ordez **s** izkiakin jantziak iragarri ziran.

Euzkeraren zale geran guztiok ondo asko dakigu « Abandotarra » euzkel idazlea. ez gaurtik baizik idatzkortza lenengo aldiz beatzetan artu zuen eskeroztik (eta urteak dira !), z izkiaren aldezle ermea beti izan dala eta dala.

Bakoitzari berea, ba. Ala, gogo betez, zuzentzen degu gure irriztada edo okerra, bide batez « Abandotarra » adizkide maiteari parkamena eskatuaz.

E. D.

Argazkidiño

Orra or nik asmauriko euzkel-itza. Baten batzuk ni « neologista exagerado » nazala esango edo-dauste ; baña enaz. Ori da, orain arte, nik asmauriko euzkel-itz bakarra. Bestiak asmetan dabezanak erabiltzia bai-dot matte, baña ez neronek asmatzia. Orratiño, baña, gaur erabilliko dodan gayaz iñarduteko, eztauka euzkaldunak ezauturiko itzik, ez euzkeraz eta ez erderaz. Eta, orregattik, asmatu-biarrian arkittu naz.

Nire gaurko gaya da **micro-film**. Eta **micro-film** zer da ? zenbat euzkeldunek ete-dakije ? Nire biarra ixango zan, ba, **micro?film** zer dan erakustia. Erdel-iztegijetan begiratu dot eta eztot itz ori billatu, oso barrija dalako.

Orregattik, euzkeraz esango dot nire itz barri ori zelan eraldu dodan. Ona emen :

Argazki zer dan nire entzule guztijak, edo geyenak beintzat, bai-dakije, oso erabillija dalako, ta euzkel-iztegijak dakarrelako. Iru euzkel-zatiz eratuta dago : **argi-atz-ki** eta ondo erakusten dau erderazko **Fotografia** dala. **Argazki** itzari nik beste euzkel-zati bi ezarri dautsodaz : **di** eta **ño**. **Di** zer dan euzkeldun guztijok dakije, da ona emen Bera-Lope-Mendizabal'en iztegijak diñona : **di**, sufijo local que indica agrupación, conjunto : **Euzkadi**, conjunto de euzkos ; **etxadi**, conjunto de casas. Véanse **elordi, sagasti, arantzadi, arandi**, etc.

Argazkidi, beraz, **conjunto o agrupación de fotografias da.** Gero, azkenez, **ño** ezarri dautsat, eta **no** edo **ño** zer dan be, danok dakije. Ona emen iztegi berak diñona : **no, ño**, sufijo diminutivo : **usano**, palomita ; **idaztiño**, opùsculo. Oingo, ba, danok igarri dozube argazkidiño zer dan : **pequeño o diminuto conjunto de fotografias**, edo oingo **micro-film** esaten dan ori. Eta **micro-film** itza euzkeldunentzat ezaguna dan ezkero, obe eritxi dautsat **argazkidiño** esatiari. ¿ Luzia dala ? Ezta **microcéfalo** baño luziagua ta iñori etxako otu **microcéfalo** itz luzia dala.

Eta orain arira goyazan.

Orain arte, ingittegi ta idaztittegizetan **(bibliotecas y archivos)** leku ikaragarrijak biar ebezan ingijak eta idaztijak gordetzeko, ta eurok arakatzeko aldi luzia biar zan, zurubi edo **eskillara** aundijak erabillirik. Baña orain, ¿ bai-dakixube zer egitten daben ? Ingi bakotxetik argazki txiki-txiki bat ataraten dabe ta zerrenda baten gorde : ori da **argazkidiñua.** Eta lenago gela aundi baten gorde ebezan ingijak eta idazkijak orain kutxa txiki-txiki baten batuten dabez, emendik ara errez erabili lettekena. Eta argazkidiño orretatik beste berri batzuk errez atara bettekez, toki askotan batera gordetzeko.

Orixe da SABINDIAR-BATZA'k egin dauna. Zubek bai-dakixube Arana-Goiri'k zenbat eta zenbat idatzi eban : orrijak, izparringijak, aldizkingijak, idaztijak eta idaztiñuak. Orrek danok gordetzeko leku ikaragarrija biar-zan, eta arerijuekandik ostendutian oso gatxa zan. Orregattik, Sabin'en idazkijak ainbeste ta ainbeste galdu dira. Baña orain eztago galtziaren bildurrik. Idazki-txorta guzti orrekin argazkidiño batzuk egin dabez, ludiko toki zigurretan gordetzeko.

Edozein izparringi batek zelako neurrija dauken adnok dakixube. Olakoxiak ziran, ba, « Bizkaitarra », « Baserritarra », « La Patria », ta abar eta abar. Eta orain guzti orrek, ¿ zelako kutxa txikijan sartu diran ete-dakixube ? Paltrikera baten sartu letteken kutxa baten. Gero, andik argazki aundijak atara lettekez gura-danian, baña argazki aundijak egin-barik, argazkidiñuan irakurri lettekez orretarako dagon tramankulu txiki batekin.

Biztuko ba' litxatez gure atta zarrak...

ABANDOTARRA.

ALTABISKAR-KO KANTUA

(benabar euzkeran)

Oihu bat aditua izan da
Eskualdunen mendien artetik,
Eta etcheko jaunak, bere atearen, aitzinean chutik
Ideki tu beharriak, eta erran du : « Nor da or ? Zer nai daudet ? ».
Eta chacurra, bere nausieren oinetan lo zegüena,
Altchatu da, eta karrasiz Altabiskarren inguruak bete ditu.

⁂

Ibañetaren lepoan arabotz bat agertzen da,
Urbiltzen da, arrobak ezker eta ezkuin jotzen dituelarik ;
Ori da urrundik eldu den armada baten burrumba.
Mendien kopetatik guriek errespuesta eman diote;
Beren tuten soinua adiarazi dute,
Eta etcheko-jaunak bere dardak zorrotzten tu.

⁂

Eldu dira ! eldu dira ! zer lantzazko sasia !
¡ Nola zer nahi kolorezko banderak eien erdian aghertzen diren!
¡ Zer simistak atheratzen diren eien armetatik !
Zembat dira ? Aurra, kondatziz ongi !
Bat, biga, iru, lau, bortz, sei, zazpi, zortzi, bederatzi, amar, hameka, amabi,
Amairu, amalau, amabortz, amasei, amazazpi, emezortzi, emeretzi, ogoi.

⁂

Ogoi eta milaka oraino !
Eien kondatzea demboraren galtzea lieke.
Urbilditzagun gure beso zailak errotik atera ditzagun arroka horiek,
Botha ditzagun mendiaren patarra beera
Ein buruen gainerano ;
Leher ditzagun, erioz jo ditzagun.

⁂

¿ Zer nai zuten gure mendietarik Norteko gizon oriek ?
¿ Zertako jin dira gure bakearen naastera ?
Jaungoikoak mendiak egin dituenean nai izan du ek gizonek ez pasatzea.
Bainan arrokak biribilkolika erortzen dira, tropak leertzen dituzte.
Odola churrutan badoa, haraghi puskak dardaran daude.
Oh ! zembat hezur karraskatuak ! zer odolezko itsasoa !

⁂

Eskapa ! eskapa ! indar eta zaldi dituenak
Eskapa hadi, Carlomano erregue, hire luma beltzekin eta hire kapa gorria.
Hire iloba maitea, Errolan zangarra, antche ila dago :
Bere zangartasuna beretako ez tu izan.
Eta orai, Eskualdunak, utz ditzagun arroka horiek,
Jauts giten fite, igor ditzagun gure dardak eskapatzen direnen kontra.

⁂

Badoazi ! badoazi ! non da bada lantzazko sasi hura ?
Non dira eien erdian ageri ziren zer nai kolorezko bandera hek ?
Ez da geiago simistarik ateratzen eien arma odolez bethetarik.
¿ Zembat dira ? Haurra, kondatzak ongi.
Ogoi, emeretzi, emezortzi amazazpi, amasei, amabortz, amalau amairu,
Amabi, ameka, amar, bederatzi, zortzi, zazpi, sei, bortz, lau, iru biga, bat.

⁂

Bat ! ez da bihirik agertzen geiago. Akabo da !
Etcheko jauna, joaiten ahal zira zure chakurrarekin.
Zure emaztearen eta zure haurren besarkatzera,
Zure darden garbitzera eta alchatzera zure tutekin, eta gero eien gainean eta lo gitera.
Gabaz, arranoak, joanen dira haragi puska lehertu horien zatera,
Eta hezur horiek oro, churituko dira eternitatean.

Le Gérant : **Albert FREEUR.**

Société Parisienne d'Impressions
4, Rue Saulnier. — PARIS (IX•)

Euzko Deya

LA VOZ DE EUZKADI • LA VOIX DES BASQUES

XII[e] année -- Num. 260 -- Paris, 15 Avril 1947 -- 11, Avenue Marceau (Paris 16[e])

LA DERNIÈRE PIROUETTE

Franco, en bon dictateur qui respecte les formes, a un Parlement ; un Parlement constitué, certes, à sa guise. De ce côté, le général Franco n'a pas été plus loin que le général Primo de Rivera qui orna également sa dictature d'une Assemblée Nationale tirée de sous son képi comme les colombes d'un prestidigitateur.

Dans sa dernière allocution radiodiffusée à l'occasion du huitième anniversaire de la fin de la guerre civile, Franco a annoncé qu'il présenterait à son Parlement (aux Cortés) un projet de loi relatif à la succession du Chef de l'Etat. Ce projet signé de Francisco Franco, indique dans son préambule qu'il « n'est guère probable que se renouvelle **l'heureuse conjoncture** qui a élevé à la direction suprême des destinées de la Patrie, le Caudillo de la Croisade, généralissime des Armées nationales ».

En conséquence, le projet de loi propose aux Cortés de décider ce qui suit :

1. que l'Espagne est un Royaume.
2. que le Chef de l'Etat est Franco.
3. lorsque ce dernier mourra, on verra.

En effet, voyons le projet en question :

Article premier. — L'Espagne comme unité politique est un Etat catholique et social qui se constitue en royaume. La présidence de l'Etat est assurée par le Caudillo de la Croisade et généralissime des armées don Francisco Franco Bahamonde.

Article 2. — Un Conseil du royaume assistera le chef de l'Etat dans les affaires importantes. Il sera composé par les membres suivants : le primat d'Espagne ou l'archevêque le plus qualifié ; le commandant en chef de l'Etat-Major ou, en son absence, le plus ancien des trois généraux en chef d'état-major des armées de terre, de mer et de l'air ; le président du Tribunal suprême de justice ; le président de l'Institut d'Espagne ; un conseiller élu au vote entre les procurateurs des Cortés appartenant à chacune des corporations syndicales suivantes : administration locale, recteur d'université, collèges professionnels et deux conseillers désignés par le chef de l'Etat, parmi les procurateurs des Cortés.

Article 3. — En cas de mort ou d'incapacité, sera appelée à la tête de l'Etat la personne de sang royal la plus qualifiée répondant aux exigences établies par cette loi et qui après avoir été désignée par le Conseil de régence et le gouvernement réunis, sera agréée par les deux tiers au moins des Cortés de la nation.

Au cas où personne ne répondrait à ces conditions, il pourra être proposé comme régent, la personnalité qui, par ses capacités, son prestige et ayant éventuellement l'appui de la nation, soit estimée la plus capable.

Article 4. — Pour exercer la présidence de l'Etat, que ce soit comme roi ou comme régent, il sera nécessaire d'être du sexe masculin, âgé de 30 ans au moins, Espagnol, catholique et de prêter serment aux lois fondamentales de la nation.

Article 5. — Les lois fondamentales de la nation sont les suivantes : statut des Espagnols, charte du travail, loi constitutive des Cortés, loi du referendum, et la présente loi de succession.

Pour les modifier ou les remplacer dans l'avenir, le vote de la majorité absolue des procurateurs des Cortés sera nécessaire, ainsi qu'un referendum de la nation.

Article 6. — En cas de vacance dans la présidence des Cortés, le primat d'Espagne et le commandant en chef des armées de terre, de mer et de l'air, ou le lieutenant général le plus ancien en activité convoqueront dans un délai de trois jours le Conseil du royaume. Ces conseils réunis sans discontinuité désigneront à la majorité des deux tiers la personne qui, à titre de roi ou de régent, devra être proposée aux Cortés pour assumer la succession, en tenant compte de l'opinion publique, des intérêts suprêmes de la nation et des circonstances requises par la présente loi. Une fois réunis les Cortés en séance plénière et les deux tiers des voix acquises en faveur de la proposition, le successeur prêtera serment aux lois fondamentales de l'Etat devant les Cortés. Le Conseil de régence lui transmettra les pouvoirs immédiatement. Si la proposition n'avait pas obtenu les deux tiers des voix, le Conseil du royaume réuni avec le gouvernement fera une nouvelle proposition.

Article 7. — A tout moment, le chef de l'Etat pourra proposer aux Cortés la désignation de la personne réunissant les conditions requises par la loi pour lui succéder. Ainsi qu'il est spécifié dans l'article 6, l'accord nécessite les deux tiers des voix des membres des Cortés.

Article 8. — Le chef de l'Etat se fera assister par priorité du Conseil de régence dans les cas suivants : 1. renvoyer aux Cortés pour une nouvelle étude une loi élaborée par elles ; 2. déclarer la guerre ou signer la paix ; 3. proposer aux Cortés un successeur.

Article 9. — En cas d'incapacité du chef de l'Etat, le gouvernement et le

(Suite en deuxième page)

L'AUDACE
de la Résistance Basque

Saint Sébastien. — Un autre geste audacieux a été réalisé le dimanche de Pâques par la Résistance basque, à l'occasion du Jour de la Patrie ou « Aberri-Eguna » que célèbrent les démocrates basques (cette commémoration est interdite sous le régime franquiste).

A l'heure du café, vers 2 heures de l'après-midi, le speaker franquiste de Radio-Saint-Sébastien fut interrompu, et l'on entendit une voix qui disait, en basque et en espagnol : « Basques : nous célébrons aujourd'hui le Jour de la Patrie. Ecuotez Radio-Euzkadi. Gora Euzkadi Azkatuta ! »

Au même moment, l'émission clandestine de « Radio-Euzkadi » transmettait un message du Président du Gouvernement basque, M. Aguirre, à l'occasion de cette fête.

Ce n'est que vers les 3 heures, que le speaker franquiste essaya de donner une explication, sur un ton violent, à ses auditeurs.

Ce fait audacieux a été commenté joyeusement dans tout le pays. Malgré toutes ses recherches, la police n'a pu découvrir les auteurs de cet incident.

Et, au cours de la même journée, des affiches portant des inscriptions antifranquistes ainsi que de petits drapeaux basques ont fait leur apparition à Saint Sébastien et dans les autres villes du Pays basque.

Saint Sébastien. — Santiago Goicoechea, Manuel Olaizola, Francisco Zabala et les frères Justo, Gregorio et Pedro Olasagasti, ont été arrêtés à Irun pour activités antifranquistes.

Goicoechea a dû être transporté à l'Hôpital d'Irun à la suite des blessures que lui avaient faites les policiers au moment de son arrestation. Les autres détenus, qui se trouvent dans les cachots de la Place de cette ville frontière sont soumis à la torture par le commandant Miguel Ibañez, chef du Service des Frontières, ainsi que par les commissaires de police Manzanos et Bazan (placés sous les ordres du commandant Ibañez) afin d'obliger les prisonniers à s'avouer coupables des faits dont ils sont inculpés par ces fonctionnaires franquistes.

Dans la matinée du lundi 7 avril, cinq policiers se sont présentés, armés de gourdins, à l'Hôpital où se trouve Goicoechea dans l'intention de lui appliquer les mêmes procédés cruels qu'endurent ses compagnons. Seule, l'attitude résolue des religieuses de service dans cet hôpital, les a retenu.

La dernière pirouette

(*Suite de la page 2*)

Conseil du royaume réunis devront reconnaitre ce fait à la majorité des deux tiers. L'incapacité ayant été reconnue, le Conseil de régence assumera la présidence de l'Etat établie par cette loi et suivant les normes de la procédure nécessaire, afin d'établir la succession définitive.

La dernière pirouette du dictateur espagnol n'aura d'autre résultat que d'avoir convaincu le monde entier de l'hypocrisie de ce général dont les ultimes roueries ne servent qu'à découvrir la grosse ficelle des précédentes. Une loi, ou plutôt un ukase, qui feignant de préparer la route à la Monarchie, l'obstrue officiellement, afin de consacrer la dictature personnelle de Franco, correspond exactement à l'hypocrisie caractéristique de ce petit homme rusé et ambitieux. Convertir en Croisade un soulèvement militaire, accuser les Basques de la destruction de Guernica, établir un régime totalitaire, pour proclamer plus tard que l'Espagne est une démocratie organique, alléguer une fausse neutralité en oubliant Tanger et la Division Bleue, flatter les Anglo-Saxons, en se proclamant le champion de l'anti-communisme : on retrouve tout cela dans la même ligne psychologique et morale que le projet de « non-succession » du dictateur.

Cette résolution ne trompera personne. Elle ne saurait certainement pas tromper les républicains, hostiles par définition à semblable expression de despotisme. Nous reproduisons, à ce propos, la déclaration que vient de faire le Président Aguirre : « Les Basques n'admettront jamais de régimes imposés, et ils n'accepteront que ceux qui viendront de la volonté populaire exprimée en toute liberté. Voilà la raison de toute notre lutte ; lutte qui ne finira que lorsque le peuple basque aura exprimé librement sa volonté. C'est la moindre des choses qu'un peuple civilisé puisse demander ».

Quant aux monarchistes, il y a lieu de remarquer que ce projet excluant toute candidature monarchique tant que Franco vivra, porte la date exacte du XIIIème anniversaire du Pacte de Rome (31 mars 1934) intervenu entre Mussolini et les conjurés espagnols pour restaurer la Monarchie grâce à un soulèvement que le Duce s'engageait à aider par des armes et de l'argent.

Sans doute, comme le dit le « Journal de Genève », les monarchistes ne sauraient approuver la décision de Franco, car celle-ci n'offre qu'une caricature de royauté : « Les souverains espagnols ne voudront pas être choisis selon un système qui s'apparente à celui qui est en vigueur en Tunisie pour la désignation du Bey ».

Si Franco a voulu émouvoir les chancelleries anglo-saxonnes, il s'est bien trompé. Un porte-parole du Foreign Office a déclaré que les relations politiques avec Franco seront toujours mauvaises tant que le dictateur et son régime n'auront pas disparu. Pour ce qui est de Washington, M. Dean Acheson, secrétaire adjoint du Département d'Etat, a fait savoir que la résolution de Franco ne changerait rien à l'attitude des Etats-Unis à l'égard de l'Espagne franquiste, telle qu'elle a été clairement indiquée dans l'accord triparti du 4 mars 1946.

Les commentaires de la presse mondiale ne sont pas plus favorables à Franco. De « L'Epoque » à « L'Humanité », en passant par « L'Aube », « Le Populaire », « L'Aurore », La Dépêche », « Libération », « Le Pays », « Ce Matin », « Franc-Tireur », « Le Parisien Libéré », etc., tous les journaux français commentent défavorablement l'initiative du dictateur espagnol. On peut en dire autant de la presse anglaise : « The Times », le « News Chronicle », « Daily Mail », « Manchester Guardian » ; de la presse suisse : « Le Journal de Genève » et « La Gazette de Lausanne » ; des journaux belges : « Le Soir », « La Dernière Heure », « La Cité Nouvelle », et même « La Métropole » d'Anvers qui a toujours eu beaucoup de sympathie pour Franco.

Subterfuge astucieux, artifice verbal, manœuvre stérile, testament hypocrite, décision sans importance.... Tels sont les leit-motiv que l'on retrouve dans presque tous les commentaires.

Le nôtre est bien simple. Devant la volonté clairement exprimée par Franco de s'accrocher au pouvoir, à vie, nous nous bornerons à reproduire quelques phrases du dictateur.

En décembre 1938, « Il Corriere della Sera » publiait un chapitre d'un livre de Franco, auquel appartient le paragraphe suivant : « Tout le monde sait que je n'ai pas entrepris ce Mouvement pour des fins politiques. La politique ne m'a jamais intéressé, et je n'ai jamais pensé représenter le Pouvoir suprême de la Nation. »

Le 25 novembre 1937, Franco s'exprimait avec la mélancolie de Cincinatus déjà fatigué : « Lorsque j'aurai terminé ma mission, je me retirerai à la campagne pour y vivre tranquillement la vie de famille. »

Dix années ont passé depuis ces déclarations faites au correspondant du journal japonais « Asahi ». Sans doute, le dictateur ne croit-il pas avoir terminé sa mission ; sans doute, il y a encore trop de gens qui ne sont pas passés par la prison, il n'a pas assez fusillé d'innocents, la vie n'est pas assez chère, le marché noir n'a pas son plein rendement, il y a encore des parties du budget qui ne sont pas pour l'Armée, pour la Phalange ou pour la Police, et Hitler pourrait encore ressusciter d'entre les décombres du Grand Reich. Le Caudillo n'a pas terminé sa mission.

Mais la meilleure réponse que l'on puisse faire à Franco est contenue dans son discours d'Oviedo, de juin de l'an dernier : « Ne soyons pas hypocrites ; soyons sincères ! »

PARADEROS

Sabin de Egileor, residente en Hendaye Plage (Basses Pyrénées), desea conocer el paradero de los durangotarras José Miguel Belar, Sebastian Erdoiza, Gabriel Moya y José Garcia Fonseca.

Comunicar noticias a Villa Xaintrailles, Hendaye.

— Graciana Goya, residente en Château du Loir (Sarthe), desea conocer el paradero de Maria y Mónica Idigoras, naturales de Andoain y que ultimamente residian en Toulouse.

Franco en a menti

En évoquant la destruction de Guernica par l'aviation du général allemand Sperrle (26 avril 1937) il ne faut pas oublier que Franco a toujours affirmé que la ville historique des Basques fut incendiée par les Basques eux-mêmes. Rappelons ces déclarations :

« L'aviation nationaliste n'a jamais bombardé de villes ouvertes de l'arrière. Les rouges ont détruit Guernica avec préméditation et pour des fins de propagande. (Déclaration à l'United Press, Salamanque, juillet 1937) ».

« L'aviation nationale ne bombarde pas et n'a jamais bombardé que des objectifs strictement militaires. (Déclaration au « Times », 27 juin 1938) ».

« Lorsque les rouges ne peuvent plus défendre une ville, ils préfèrent la détruire. Toutes les précautions adoptées par notre commandement pour l'éviter sont inutiles, bien souvent, et pour le prouver encore, il y a ce qui vient d'arriver dernièrement à Burriana et Nules, comme hier à Guernica et Eibar. (Déclarations à l'United Press, 18 juillet 1938) ».

⁂

La destruction de Guernica par l'aviation nazi-fasciste est un événement historique qui n'est même plus discuté par les franquistes lorsque ceux-ci en parlent dans l'intimité.

Ainsi, Franco a-t-il menti dans toutes ses déclarations à la presse étrangère. Ce qui est la preuve qu'il a menti une fois de plus l'an dernier, dans son discours du 8 mars, prononcé au Musée de l'Armée :

« Ce peuple sait qu'en trente-cinq ans de vie militaire, le général Franco n'a jamais trompé personne. »

Anatole France, Stendhal, Murger, etc.
interdits par Franco

L'Etat n'autorisera pas l'édition ni la circulation des livres prohibés par l'Eglise

Le « Bulletin ecclésiastique » de l'Archevêché de Tolède vient de publier la circulaire suivante du Cardinal-Primat :

« Certains livres d'auteurs étrangers contenus dans l'index des livres interdits ayant circulé récemment, nous attirons l'attention des fidèles sur le fait que toutes les œuvres d'Anatole France sont prohibées par décret du Saint-Office du 31 mai 1922 et que tous les livres d'Henri Beyle et tous les romans d'Henri Murger sont également inscrits à l'Index.

« Nous avons le plaisir de constater qu'ayant attiré son attention, la Direction générale de la Propagande a lancé une circulaire en date du 14 courant et ainsi conçue :

« Afin d'éviter des ennuis aux édi-
« teurs, dans l'expédition normale des
« affaires courantes et de l'exemption
« de censure, ainsi qu'aux distributeurs
« et importateurs d'œuvres étrangères,
« cette Direction générale fait connaitre
« qu'elle a décidé de considérer comme
« interdites, en vertu de la Convention
« intervenue entre le Saint Siège et le
« Gouvernement espagnol, les ouvrages
« figurant à l'Index des livres inter-
« dits. »

La réception de la Ligue des Amis des Basques



Un aspect du grand salon de l'avenue Marceau pendant la réception. (Photo Keystone).

A l'occasion de la réunion annuelle de la Ligue Internationale des Amis des Basques (Section Française), le Président du Gouvernement de l'Euzkadi et le Comité directeur de la Ligue ont offert, dans les salons de l'avenue Marceau, une réception aux diplomates américains accrédités à Paris ainsi qu'à certaines personnalités françaises amies des Basques.

Les invités, venus nombreux, ont été reçus par le Président Aguirre entouré de ses ministres, MM. Leizaola, Dueñas, Carro, Lasarte, Aldasoro et Monzon, ainsi que par le Vice-Président de la Ligue, M. Raymond Laurent, député et ancien Président du Conseil municipal de Paris ; Madame et M. Ernest Pezet, secrétaire général de la L.I.A.B. et Conseiller de la République ; Mademoiselle et M. Irujo, ministre basque du Gouvernement républicain ; Madame et Mtre Larrouyet, avocat à la Cour et membre de la Ligue ; M. Landaburu, ancien député et délégué du Gouvernement de l'Euzkadi près la L.I.A.B.

M. François Mauriac, Président du Comité directeur n'avait pu y assister, étant absent de Paris, mais il s'était excusé en termes très cordiaux.

Parmi les personnalités présentes, on remarquait : M. Francisque Gay, ancien Vice-Président du Gouvernement français ; M. Letourneau, ministre du Commerce ; MM. les députés Robert Verdier et Poimbœuf, membres de la Ligue ; M. Ott, Conseiller de la République ; M. Rosenzweig-Diaz, ambassadeur du Mexique ; M. Parra Pérez, ambassadeur du Vénézuéla ; M. Parra Velasco, ministre de l'Equateur ; M. Muñoz-Meani, ministre du Guatémala ; M. Carlos Mackenzie, chargé d'affaires du Pérou ; M. Miguel Angel Espinosa, chargé d'affaires de Cuba à Rome ; M. José de Simon, consul de Cuba à Bordeaux ; M. Zarrabeitia, attaché à l'Ambassade de Cuba à Paris, représentant M. l'Ambassadeur Ayala ; M. Imbaut-Huart, consul général de France, M. le consul Rieu et Mlle Jacqueline Bertrand, du Quai d'Orsay ; M. le gouverneur Valentin-Smith, directeur du Comité intergouvernemental pour les réfugiés ; M. Pierre Monfraix, chef de la Section espagnole du Comité intergouvernemental ; M. Gortais, secrétaire général adjoint du M.R.P. ; M. Noureddine, du Ministère de l'Intérieur; M. Raymond Vidal, maire et conseiller général de Saint-Germain en Laye, membre de la Ligue ; MM. Cochaud, Ortega-Costa, Roca-Serra, Havard, etc.

Parmi les représentants de la presse, signalons : MM. Angel Marvaud, du « Monde » ; Lardenois, secrétaire général de « Ce Matin » ; Ronald Matthews, du « Daily Herald » ; Ozanne, Diaz-Roncero et Domingo, de la Radiodiffusion française ; Marand, du « Daily Telegraph » ; Xammar, d' « Associated Press ».

S'étaient excusés en raison d'occupations importantes: M. le professeur Paul Rivet, directeur du Musée de l'Homme ; M. Gaston Tessier, Président de la C.F.T.C. ; M. Eugène Montel, Président du Conseil général de la Haute-Garonne, tous trois membres de la Ligue. Nous avons reçu également les excuses de M. le Président Paul-Boncour ; Mme Malaterre-Sellier, du Comité d'Honneur de la Ligue, en convalescence à Cannes ; MM. les députés Pierre Cot et André Colin ; M. le général Delmas, M. l'am-

bassadeur Helleu et M. Aguesse, Conseillers de la République ; M.M. Dupuich, avocat à la Cour, et Besselère, Président de la Société « Euzkalduna » de Paris ; M. Delaunay, du secrétariat particulier de M. Georges Bidault ; M. Baudouy, consul en mission à Vienne ; M. Ehrhard, chef de l'Accueil aux Etudiants étrangers.

M. Robert Schuman, ministre des Finances, était représenté par Mlle Thérèse Pezet, de son secrétariat particulier.

⁂

Après quelques morceaux de musique basque, exécutés par les txistularis, M. Pezet, en tant que secrétaire général de la Ligue des Amis des Basques, a salué l'assistance dans une improvisation pleine d'esprit.

Il a rappelé que la Ligue était chez elle dans cette maison qui est également le foyer de la famille basque. A ce propos, il fit remarquer que la caractéristique essentielle de la vie basque est la famille sur laquelle repose toute l'organisation sociale de celle-là. Et M. Pezet se servit de cette référence pour saluer aimablement l'assistance féminine, car la femme est la véritable base de la famille.

Le peuple basque, ajouta-t-il, est particulièrement travailleur, ce qui explique qu'une race comptant un peu plus d'un million d'habitants ait pu coloniser les terres d'Amérique, entreprise que nul ne pouvait mieux apprécier que les Ambassadeurs présents, puisque les Basques sont reçus dans leurs pays respectifs avec les mêmes droits que les nationaux. Partant, M. Aguirre, président du Gouvernement de l'Euzkadi, a été accueilli par les gouvernements sud-américains avec les honneurs d'un homme d'Etat.

A ce propos, il rappela avec humour que M. Aguirre est un homme singulier en même temps qu'un grand voyageur, car, pour échapper aux griffes allemandes il eut l'idée de s'introduire dans Berlin et d'arriver ainsi jusqu'en Scandinavie, faisant un voyage extraordinaire qui démontre son courage et son intrépidité.

M. Pezet parla ensuite de l'offre faite par M. Aguirre, par l'intermédiaire de la Ligue, aux premiers jours de la dernière guerre, de l'appui sans réserve des Basques en faveur de la cause alliée ; promesse qui a été tenue malgré les circonstances, ainsi que le prouve la cérémonie qui vient d'être célébrée à Bordeaux à l'occasion de l'inhumation des restes de quelques compatriotes basques tués au cours de l'attaque de la Pointe de Grave.

Aussi — dit-il en s'adressant à M. Aguirre — en raison de cette fidélité jamais démentie, vous avez mérité cette considération de réfugiés privilégiés que vous avez aujourd'hui dans ce pays. M. Pezet s'est occupé personnellement de problèmes touchant d'autres émigrés, mais aucun de ceux-ci n'a donné d'exemple aussi parfait d'adaptation au milieu ambiant et de respect à l'égard de ses lois. Les Basques sont un modèle d'émigration, et je doute fort — ajouta-t-il — qu'il puisse exister d'autre peuple qui, privé de son foyer, de ses biens et de ses moyens d'existence, puisse offrir un tel exemple.

Cette œuvre a été lente, car, lorsque la Ligue a entrepris ses premières tâches, il était difficile de convaincre les fonctionnaires et les autorités que ces nouveaux venus des frontières des Pyrénées, pouvaient avoir une mentalité différente de celle qu'avaient manifestée ceux-là qui les avaient précédés, et que leur conduite serait, en tous points, digne d'éloges. « ....Je me permets de vous rappeler — ajouta-t-il — que j'avais déjà entendu les paroles éloquentes du Président Aguirre, à Radio-Barcelone, par lesquelles celui-ci affirmait que



M. Pezet, Conseiller de la République française et secrétaire général de la L.I.A.B., prononçant son discours. De gauche à droite : M.M. Poimbœuf, Valentin-Smith, Larrouyet, Aguirre, Carro, Lasarte, Pezet et Aldasoro.
(Photo Keystnoe).



De gauche à droite : M. le député Raymond Laurent ; M. Lardenois ; M.M. les Conseillers de la République française Ott et Pezet ; M. le ministre basque Aldasoro ; M. Francisque Gay ; le Président Aguirre; et M. Letourneau, ministre du Commerce du Gouvernement français. (Photo Keystone).

le peuple basque ayant vécu un régime séculaire de démocratie, resterait, malgré toutes les vicissitudes, fidèle à la Démocratie ; car les Basques ne sont pas des démocrates de la dernière heure, ni même de l'an dernier, pas plus que du siècle dernier, mais, ils le sont depuis des siècles qui se perdent dans l'histoire. Leur démocratie a fait des seigneurs de tous les citoyens, car ils ne veulent pas de démocratie égalitaire dans la pauvreté mais une démocratie dans le bien-être et dans l'élévation morale.

M. Pezet a rappelé ensuite les paroles prononcées par M. le ministre de la Justice, Irujo, alors qu'il était en fonctions et que certains se livraient à des excès, confondant la justice avec la vengeance ; M. Irujo prônait à tous les vents que les Basques avaient porté partout, pendant la guerre civile, l'étendard des droits de la personne humaine et, pour les défendre, préserver les prérogatives inhérentes à la liberté individuelle, au développement de la personnalité humaine, au respect des droits religieux, civils et politiques, le peuple basque a justement choisi le seul chemin qu'il pouvait prendre : lutter contre le franquisme.

L'orateur a terminé sur ces mots :

« Je me suis permis de vous faire ces citations, car j'estime qu'elles valaient bien la peine de vous les rappeler, en cette réunion annuelle de la Ligue des Amis des Basques. Je m'excuse auprès de M.M. les Ambassadeurs et Diplomates ici présents, de ne point les avoir accueillis d'une manière un peu plus protocolaire. Je ne saurais d'ailleurs pas les recevoir de cette façon car je ne suis pas diplomate, bien que toute ma vie ait été consacrée à l'étude et à la solution des problèmes internationaux. Mais, nous sommes aujourd'hui chez les Basques, et comme je l'ai dit auparavant, l'essentiel de la vie basque est la famille, le foyer ; c'est pour cette raison que j'ai préféré vous accueillir tous de cette façon familière, aussi intime et aussi cordiale, car je suis certain qu'en agissant ainsi j'ai mieux interprété les sentiments du Président Aguirre et de tous les Basques ici présents. »

Cette spirituelle péroraison de notre excellent ami a été saluée par de longs applaudissements.

Un lunch servi aussitôt après, était accompagné d'un menuet basque merveilleusement exécuté par Madame et M. d'Oyhamburu dont la grâce enchanteresse fut vivement appréciée, tandis que des txistularis, vêtus à la mode du pays, leur donnaient le rythme.

Le violoniste Schermansky, désireux de témoigner encore sa sympathie pour les Basques, avait eu la délicatesse d'offrir son concours à cette fête. Ce grand artiste exécuta magistralement plusieurs morceaux avec la précision, la couleur et la chaleur dont il a le secrte. Devant l'enthousiasme de son auditoire, Schermansky dut prolonger son programme.

Cette fête, tout empreinte d'intimité cordiale, s'est déroulée agréablement, pour la plus grande satisfaction des invités et de leurs hôtes.

EN LA TUMBA DEL SR. GRACIA

En la tarde del día primero, con motivo de cumplirse el sexto aniversario de la muerte del que fué Consejero de Asistencia Social del Gobierno Vasco, don Juan Gracia, el Consejero señor Dueñas depositó en nombre del Gobierno una corona de flores en la tumba del finado, en el cementerio de Bagneux.

Al sencillo acto conmemorativo asistieron también la señora viuda de Gracia, el señor Alberro, de la Delegación Vasca, y la señorita de Irujo.

Suscríbase usted a :

EUZKO DEYA

Semestre, 60 *frs. — Núm. suelto,* 5 *frs.*

PARADEROS

En San Juan de Luz ha nacido, el 29 de Marzo, una hija de nuestro compatriota Juan Maria de Inchausti, capitán que fué de la brigada vasca.

En Varennes sur Dun (Saône et Loire) ha dado a luz su cuarto hijo la esposa de José María Lejarza, habiéndosele impuesto los nombres de Roberto Andrés.

La celebración del II aniversario del Pacto de Bayona

Manifiesto del Consejo Consultivo Vasco, integrado por todos los partidos políticos y organizaciones sindicales de Euzkadi

El día 31, en el segundo aniversario de la Declaración de Bayona, se celebró en dicha ciudad la conmemoración de este pacto por el cual todos los partidos políticos y organizaciones sindicales de Euzkadi se comprometen a respetar y defender, una vez restablecida la normalidad democrática, los derechos del pueblo vasco expresados libremente.

Despues de una reunión plenaria del Consejo Consultivo Vasco, en la que se redactó y firmó el Manifiesto que más adelante publicamos, tuvo lugar el acto conmemorativo de la firma del referido pacto.

Asistieron los Consejeros del Gobierno de Euzkadi, señores Aldasoro, Monzón y Zarza, ostentando este último la representación oficial del Gobierno en dicho acto.

El señor Garbisu, como presidente del Consejo Consultivo, saludó a la representación del Gobierno, al Delegado de éste en Bayona, señor Gortazar, y a los representantes de los partidos y sindicales de Euzkadi que asistían a la conmemoración.

Seguidamente recordó las gestiones preparatorias del acuerdo y detalló las actividades del Consejo Consultivo Vasco, organismo que fué consecuencia de aquel Pacto, resaltando finalmente la perfecta unión que existe entre las organizaciones representadas en el Consejo, así como la firme y unánime decisión de apoyar al Gobierno vasco en la consecución de los propósitos expuestos en Guernika y de mantener los cinco puntos que integran el Pacto de Bayona.

En nombre del Gobierno, contestó brevemente el Consejero señor Zarza, agradeciendo el saludo y la confianza reiterada del Consejo Consultivo con toda la significación que supone su carácter representativo. Finalmente, el señor Zarza manifestó que el Gobierno vasco, en completa identificación con el pueblo vasco y manteniendo siempre entre sus Consejeros una perfecta cohesión, continúa la lucha en pro de la democracia y del derecho de Euzkadi a disponer de sus destinos.

Terminado el acto conmemorativo, todos los asistentes se reunieron en un banquete cuya cordialidad vino a ser una nueva reiteración del espíritu que hace dos años compenetró a todos los partidos y sindicales del País en una inteligencia mantenida sin reservas ni desfallecimientos.

He aquí el texto del manifiesto aprobado en la reunión del Consejo Consultivo Vasco :

Hoy se cumple el segundo aniversario del día en que fué firmado el Pacto de Bayona por todos los elementos exilados en Francia representativos de cuanto en el País Vasco significa renovadora inquietud, ansiedad constructiva, honrado deseo de vivir y prosperar en paz.

La expresión auténtica del Pacto habla por la voz unida de los partidos y sindicales que se agrupan en el Consejo Consultivo Vasco ; organismo creado por expresa disposición del documento ; la más íntima expresión de la conciencia de los agrupados, habla por la voz, también, de su cálido fervor a los eternos postulados de libertad de los hombres y de los pueblos prendidos en su convicción y en sus más hondos cariños. Mezclado va en nuestra sangre este fundamento inalienable de la raza humana, al fundamento innato, inconfundible de nuestra estirpe. Hombres e instituciones de nuestra tierra madre son por igual enamorados paladines de la justicia distributiva, de la fraternidad sin distingos, del trabajo afanoso y remunerador.

Al recordar la fecha, más que la significación del Pacto y su alcance en sí, evocamos en nuestro corazón el ejemplo significativo que dentro y fuera de la Patria dan los vascos como exponente, sin discrepancia, de un buen sentido de unidad frente al enemigo común, de unidad sin grietas por donde se les vaya el aliento que requiere nuestro tesón y nuestra firme voluntad de acabar con el tirano. Unidad bien discriminada, por lo demás, en cuanto al mantenimiento de nuestras particulares ideologías.

Una inspiración y una consigna son las que sostienen nuestra fe en los destinos de nuestro pueblo ahora que lo tenemos alejado de nosotros. Ellas nos mandan ir al rescate de nuestro hogar y de nuestra libertad. Una sola voz y un solo deber nos empujarán mañana a retener y consolidar el fruto de nuestra unidad y de nuestro esfuerzo.

Puede ser que aun dure la flagelación que se hace de nuestro derecho ; puede ser que el sufrimiento se prolongue todavía más, pero no hay sospecha de que nuestro espíritu se tuerza ni de que nuestra voluntad de triunfar se malogre.

Los pueblos no son grandes por su superficie, lo son por su buen juicio, por el servicio disciplinado a su causa, por su indómita voluntad de triunfar en su empeño. Ninguno de estos atributos faltan al pueblo vasco, si encerrado en estrechos límites, grande por su universal concepto de la vida, de la expansión de sus valores morales y de sus actividades. Desparramadas por el mundo y por la historia andan las manifestaciones de su temperamento y de su carácter, de su cultura y de su generosidad ; vinculadas van sus virtudes a los hombres que de allí salieron a rendir pródigamente en todas las latitudes el fruto maduro de su tenacidad y de su experiencia.

Bueno si, pero no excesivamente confiado, nuestro pueblo sabe adonde va y lo que quiere. Vive de cara al porvenir sin olvidar la dura lección sufrida. Por ello nosotros estamos obligados a perseverar en los compromisos contraidos voluntariamente, para la defensa de los valores espirituales y sociales de nuestro pueblo, hasta que éste tenga oportunidad de expresarse libremente.

Y de no obrar así estaríamos en oposición con aquellos que todo lo dieron en holocausto de nuestros principios de justicia y libertad. Nunca con más razón que en estos momentos podemos decir que **los muertos mandan.** Y los muertos vascos de San Marcial, Irún, Kalamua, Otxandiano, Villarreal, Sollube y Artxanda.... toda aquella espléndida juventud guadañada por la guerra, nos legó un mandato que no podemos incumplir sin declararnos culpables de un verdadero crimen para con aquellos que cayeron en el campo de batalla. Para con aquellos también, que, menos afortunados, se desplomaron bajo la pistola asesina o ante el pelotón ejecutor de sentencias sin juicio o con inicuo juicio. Y para los que hoy, con una firmeza admirable, sostienen el movimiento de resistencia en nuestro país.

Hemos de mantener en alto el ideal que a ellos nos unía y mantenerlo limpio, tan desinteresado, tan sin concesión a la comodidad o al ambiente como ellos lo sintieron. Y como lo están sosteniendo los que en el interior continúan la lucha de forma tan ejemplar.

Por si no fuera bastante esta lealtad que quedó solemnemente jurada en la declaración de Gernika y refrendada en el Pacto de Bayona y acuerdos posteriores, que todos suscribimos, quede de nuevo sentada en la reafirmación de fidelidad a nuestras instituciones que en este segundo aniversario del Pacto acuerda el Consejo Consultivo Vasco, y con ella su promesa de permanecer al lado del Gobierno Vasco, combatiendo cualquier situación política del Estado español que lo desconozca, en un mismo sentimiento de efusión republicana, rico legado de nuestros mayores, que, con el de sus virtudes, queremos trasladar acrecentado a quienes nos sucedan en la lucha.

Bayona, 31 de Marzo de 1947.

Incendios en Euzkadi

En los montes Pagasarri y Arraiz se han quemado 25.000 pinos de propiedad municipal y 80.000 metros cuadrados de maleza. Los trabajos de extinción duraron varias horas a causa del fuerte viento.

— En el monte Arbitar, de Renteria, se quemaron 111 pinos de veinticinco años.

— En Irun se produjo en los montes de Meaca y Olaberria un incendio que el fuerte viento extendió en unos doce kilómetros cuadrados, siendo necesaria para extinguirlo la intervención de trescientas personas, entre paisanos y militares. Se quemó mucha maleza y tres pinares propiedad del Municipio de Irun, de la viuda de Marticorena y de Nicolas Urquia.

— En Elorrio, durante la función de noche, se quemó la sala de aparatos del Cine Ideal, sin desgracias personales.

— En Alegria de Oria, un incendio destruyó totalmente el caserío Echeberri, de Juan Toledo.

— En Goizueta, una chispa desprendida de una carbonería originó un incendio con 25.000 pesetas de pérdidas.

— En Llodio se quemaron 150.000 pinos del Servicio Forestal, propagándose el fuego en una extensión de 125 hectáreas. Un millón de pérdidas.

Une revue d'études basques: GERNIKA

L'Institut « Gernika » vient de publier le premier numéro de la revue qui porte son nom et se propose de faire connaître la vie basque sous sa forme actuelle et dans ses vicissitudes historiques, en restant dans le cadre de l'information pure.

Ce premier numéro commence par un travail de Pierre Lafitte sur « La langue basque de 1939 à 1947 ». C'est une étude assez complète de ce qui a été écrit en **euzkera** ou à propos de l'**euzkera**, au cours de ces dernières années. Nous donnerons le passage relatif aux œuvres de nos amis, M.M. Monzon et Irazusta :

« Quant à Monzon, c'est une œuvre aristocratique, également, qu'il a composée à Mexico, en 1945, sous le titre « Urrundik ». Il sent **peuple**. certes ; il n'est pas coupé d'avec la foule de nos baserritarrak. Mais, c'est un artiste : il veut suggérer plutôt que dire ; il écrit en filigrane ; il affectionne l'indéfini dans les noms et les verbes, supprimant l'article ou les suffixes du participe avec une désinvolture de poète souverain. Il faut prendre son temps pour le lire et le goûter : mais, avec lui, prendre son temps, ce n'est pas le perdre : car sa maïeutique est enrichissante pour l'esprit comme pour le cœur, par ses rappels, ses allusions, sa lumière et son harmonie.

« En 1946, les éditions **Ekin** à Buenos Aires publiaient **Joañixio** de Jon-Andoni de Irazusta : un beau roman de 281 pages. Il n'a pas la puissance de **Garoa** ou de **Kresala**, mais il évoque d'une façon émouvante les impressions d'un jeune basque à la maison, au village, au passage de la frontière française, à Bordeaux, en bateau, en Amérique, dans la pampa, au retour ; il nous montre l'Américain s'installant, se mariant, sa joie au foyer et sa mort si simple ; les descriptions, en style elliptique, sont souvent réussies ; les dialogues sont naturels et très fins ; l'intrigue plutôt mince ; on regrette les formes trop contractées, dans le récit ; par exemple : **begik** pour **begiak, Teexan** pour **Teexaren, zula** pour **zuela**, etc. Mais vraiment, quand on s'y est habitué, c'est un plaisir de parcourir ces pages qui fleurent bon le pays ».

Son tour d'horizon terminé, Pierre Lafitte conclut : « En huit ans les écrivains actuels ont beaucoup plus produit en basque et pour le basque que tous les écrivains du XVII^me^ siècle en cent ans ».

*

Un article en euzkera de Jean Elisalde sur Michel, Jean et Martin Chouria, est suivi de trois lettres inédites d'Hugo Schuchardt à Arturo Campion, avec de brèves notes de Georges Lacombe.

Severo de Altube s'occupe des transformations phonétiques auxquelles donne lieu la consonante N dans les mots basques, et il fait remarquer la résistance qu'offre, dans de nombreux cas, l'euzkaldun, à conserver intacte et invariable cette consonante (surtout dans les cas d'importation de vocables d'origine étrangère) : **Galdakao, Zestua, Gerrinke, ortulau, lukainka, molumentu, laranja, labaiña,** etc.... En se basant sur ces observations, il propose l'étymologie de **Olentzaro** = **Noel-tzaro,** ou temps de Noël. Cette étymologie semble soulignée, du fait que la tradition d'Olentzaro se conserve seulement parmi les euskaldunes de Navarre et les guipuscoans attenant à cette région, ce qui paraît indiquer qu'il s'agit d'une tradition du grand royaume pyrénéen de Navarre dont les sources culturelles doivent être recherchées, en partie, au nord de ses territoires.

La revue « Gernika » entreprend également dans son premier numéro la publication d'une étude intéressante du professeur René Lafon sur « L'état actuel du problème des origines de la langue basque », consacrée principalement à examiner les rapprochements entre le basque et les langues caucasiennes. Ces rapprochements avaient été essayés par des philologues allemands, italiens, russes, hollandais et français : Hugo Schuchardt, Karl Buda, Alfred Trombetti, Nicolas Marr, Uhlenbeck, Dumezil et René Lafont lui-même. Le professeur Lafon signale, dans cette étude, certaines concordances fort intéressantes. Presque tous les pronoms et indices personnels du basque ont des correspondants sûrs en caucasique. On trouve aussi, dans plusieurs langues caucasiques, des correspondants du préfixe basque de la troisième personne **d-**, du pronom **ber,** « même », des thèmes de démonstratifs **a (r)-, on-,** des interrogatifs **nor** et **zer,** etc. etc.

Les correspondances de vocabulaire entre le basque et les langues caucasiques ne se laissent pas établir avec autant de précision et de sûreté que les correspondances morphologiques. Toutefois, quelques correspondances de vocabulaire satisfaisantes pour le sens et pour la forme, et qui ne peuvent s'expliquer par l'emprunt, ont été établies. Citons-en quelques-unes : **Otso,** loup ; **botso** (avec **ts** supra glottal) dans deux langues du Daghestan ; **Baso,** forêt ; **vatsa** (avec **ts** supra glottal) dans une langue du Daghestan. **Sagu,** souris ; géorgien, **thagvi** (-i suffixe de nominatif). **Soka,** corde (que l'espagnol a emprunté et qui est devenu **soga**) ; géorgien, **thoki.** Dans ces deux cas, le basque **s** initial correspond au géorgien **th** (t aspiré).

*

« La semaine basque : le système et les noms des jours » est une autre étude dont l'auteur, Juan Gorostiaga, est bien connu d'un grand nombre de nos lecteurs. L'abbé Gorostiaga explique l'étymologie des jours en dialecte biscaïen: **Illen,** traduction calquée du latin **lunae** (de la lune), jour sous-entendu. **Martitzen,** accommodation à la phonétique basque du latin **martis,** jour de Mars. **Eguazten,** peut-être jour de l'éclair ou du tonnerre. **Eguen,** traduction calquée du latin **Jovis,** jour de Jupiter. **Bariku,** d'étymologie difficile qui vient peut-être du latin **venericu** ou **veneriacu,** jour de Vénus. **Zapatu,** adaptation à la phonétique basque de l'hébreu — latin ecclésiastique **sabbatu.** Enfin, **Domeka,** adaptation à la phonétique basque du latin **dominica,** jour du Seigneur.

La nomenclature employée dans les dialectes basques orientaux semble indiquer que la semaine primitive des Basques était de trois jours : **astelen, astearte** et **asteazken** (premier, intermédiaire et dernier) correspondant à lundi, mardi et mercredi.

Lorsque les Basques adoptèrent la semaine de sept jours, d'origine orientale et surtout juive, il fallut réajuster le calendrier et, alors, ces trois périodes (astelen, astearte et asteazken) devinrent les trois premiers jours de la nouvelle semaine. Voyons les noms des quatre autres jours :

Ostegun (Urtziegun) peut signifier jour du tonnerre, comme l'adaptation du **Iovis dies** des Romains. **Ostiral,** semble se rapporter à **ostil** ou **ostralika,** arc-en-ciel ; **Larunbat** pourrait se rapporter à **laru,** jaune pâle, qui signifie mélancolique, et correspondrait bien alors à Saturne, symbole de la tristesse. Enfin, **Igande** est le jour de fête en opposition à **aste,** période ouvrable ou semaine.

*

Dans ses « Recherches sur l'art populaire basque », Philippe Veyrin s'occupe des figurations de la croix à clochettes dont l'effroyable conseiller Pierre de Lancre parle dans son « Tableau de l'Inconstance des mauvais anges et démons ». M. Veyrin rappelle l'existence de deux de ces croix à Ahetze et à Suhescun, et il cite la référence du commandant Dop sur d'autres qui doivent exister dans la vallée du Saison. Quant à ses figurations sur pierres tombales, Colas en signale trois à Larressore, à Cambo et à Orsanco, allusions possibles à la fonction de porte-croix du défunt. Mais, Veyrin a trouvé deux autres figurations à Irissarry qu'il reproduit avec la maîtrise qui le caractérise. Signalons enfin que, selon M. Veyrin, la croix à clochettes pourrait avoir à son origine, une certaine analogie avec les multiples grelots cousus sur les costumes des danseurs basques, grelots auxquels, prétendon, était attribué, primitivement, certain pouvoir prophylactique d'éloigner les mauvais esprits.

La revue « Gernika » publie également une longue et consciencieuse étude sur « Le Pays Quint », signé par Jacques Descheemacker, une conférence du chanoine Etcheverry sur le Château-fort de Mauléon-Soule, et un rapport du professeur Barandiaran sur ses explorations de la grotte préhistorique d'Urtiaga, à cinquante kilomètres de la ferme du même nom, au hameau d'Etxaspe, à Itziar (Deba). Ce gisement n'avait pas été exploré depuis l'âge de fer, au moins, et l'on y a trouvé des ossements humains et d'animaux, des instruments en silex, des fragments de céramique grossière, des fours primitifs de pierre, des cristaux de roche, des poinçons en os, des coquillages en abondance, etc. etc.

Une partie bibliographique intéressante (« Les Basques » de Philippe Veyrin, et « Corsaires basques et bayonnais du XVème au XIXème siècle » de Pierre Rectoran) complète ce volume d'environ 150 pages qui constitue le premier numéro de la revue « Gernika », **Euzko-Jakintza** (Revue des Etudes basques).

Rédaction de la revue : adresser tous articles et documents à M. Joseph-Michel de Barandiaran, « Bidartia », Sare (Basses Pyrénées).

Pour les abonnements, s'adresser à M. José Camiña, villa Iduzki-Sartzea, Aize-Errota, Saint Jean de Luz (Basses Pyrénées).

Le Pays Basque à l'honneur

Le groupe Oldarra de Biarritz vient de triompher au concours international folklorique de Menton en remportant le premier Grand Prix d'Honneur les 5, 6 et 7 Avril 1947, affrontant les douze meilleurs groupes suisses et huit groupes français sélectionnés.

En raison des frais de déplacement élevés, et pour que les couleurs basques puissent flotter à ce concours important, vingt jeunes danseurs, danseuses et musiciens du groupe basque Oldarra n'ont pas craint d'effectuer un trajet de 2.200 kilomètres en camion, et malgré ce handicap et une participation à éléments réduits, ils arrivèrent de justesse à Menton pour y glaner ce beau succès à l'honneur du pays basque.

La première mondiale du premier film français en couleurs naturelles, « Le mariage de Ramuntcho », avec Dassary, Gaby Silvia et le groupe Oldarra, a eu lieu à Biarritz le mercredi 9 Avril.

A la salle Pleyel de Paris aura lieu le 24 Avril un gala de bienfaisance organisé par le Conseil municipal de Paris au profit de sa filleule la ville sinistrée de Dunkerque.

Au programme : Teresina, Lisa Duncan, Loie Fuller, Nyota Inyoka et le groupe basque Oldarra de Biarritz.

Spectacle présenté par Maurice Escande.

Les 24, 25, 26 et 27 Avril au Club des Champs-Elysées les danseurs souletins du groupe Oldarra passeront en attraction avec leur célèbre « Danse du verre ».

Aniversario de la destruccion DE GUERNICA

Con motivo del aniversario de la destrucción de Guernica (26 abril 1937) el Instituto del mismo nombre ha organizado para el día 25 una velada que se celebrará en el Cinema de San Juan de Luz con arreglo al siguiente programa :

Conferencia a cargo del presidente del Instituto Gernika, señor Eizaguirre, sobre el tema : Qué es lo que nos enseña el nombre de Guernika.

Proyección, por primera vez en el País Vasco, de una película sobre Euzkadi y la destrucción de Guernika.

La señorita Aguerri cantará tres canciones :

a) « Oñazez ».
b) « Otoitza », trozo de ópera.
c) Trozo de la ópera « Amaya » : « Aitor'en onespena ».

Por el público que acuda al Cinema se cantarán las poesías compuestas por el señor Monzón sobre el incendio de Guernika. A tal fin, de antemano serán repartidas hojas con la letra de dichas poesías.

Conferencia por don Telesforo de Monzón : « Guernika azkatasunaren bidean ».

Terminará la velada cantándose el « Euzko-Abendaren-Ereserkija ».

***

Para el 19 de abril se anuncia una conferencia de Orixe, en euzkera, sobre la filosofía de Bergson.

— El 3 de mayo, el señor Careaga, disertará sobre la « Democracia ».

LE VOYAGE EN BELGIQUE DU PRÉSIDENT AGUIRRE

Le Président Aguirre vient de faire un voyage en Belgique où il a donné quelques conférences.

A cette occasion, M. Aguirre a eu d'intéressantes entrevues avec des personnalités marquantes de la politique belge ; il a été invité à déjeuner, notamment, par M. Van Cauwelaert, Président de la Chambre des Députés.

A Louvain, il est allé saluer Mgr Van Waeyenbergh, recteur de l'Université où M. Aguirre faisait, le 27, une conférence qui a été suivie avec un grand intérêt. A la fin de sa dissertation, on posa de nombreuses questions au conférencier, ce qui prouve bien l'intérêt qu'il avait suscité chez ses auditeurs.

Le Président Aguirre a fait une conférence de presse, à Anvers, au cours de laquelle il a répondu à diverses questions posées par les journalistes relativement au cas basque, à la question espagnole et à d'autres sujets.

Le lundi 31, M. Aguirre, invité par la Conférence flamande du Barreau, a fait une conférence sur « Le sens de la liberté et de la justice sociale dans le droit basque consuétudinaire et codifié».

On remarquait la présence, dans la Salle de la Cour Martiale, de nombreuses personnalités du barreau et de la politique parmi lesquelles : M. Cauwelaert, Président de la Chambre des Représentants, M. le sénateur Lilar, ancien ministre de la Justice, M. de Clerk, gouverneur de la province, M. le député Kiebooms, M. le sénateur Wan Kerckhoven, M. l'échevin d'Anvers, Somers, M. Casteleyn, Président du Tribunal, M. Smeeters, bâtonnier de l'Ordre des Avocats, Mtre Vincentelli, Président de la Conférence du Jeune Barreau, de nombreux magistrats et des personnalités politiques, ainsi que le consul de Panama, le vice-consul des Etats-Unis et le délégué du gouvernement basque, M. Lasa.

Toute la presse d'Anvers a parlé de la conférence de M. Aguirre mais nous nous bornerons à reproduire le compte rendu donné par la « Gazet van Antwerpen » :

« Maitre De Baeck, président de la Conférence flamande du Barreau, présenta l'orateur. Il salue en lui le juriste qui ne recherche pas seulement la solution de conflits concrets mais qui confronte la loi positive avec le noyau de justice qui repose dans l'âme d'un peuple. Ensuite, M. Aguirer prend la parole.

« Il raconte comment il a été surpris par les bombes allemandes à Dunkerque et comment, après une longue odyssée, il trouva asile dans une famille anversoise. Grâce à un faux passeport, délivré par un diplomate sud-américain, il parvint en 1941 à atteindre l'Amérique du Sud via Berlin. En ce moment, il se trouve de nouveau dans notre pays en exilé qui ne peut entrer librement dans son pays.

« Dans une belle esquisse historique, il raconte l'histoire du peuple basque qui, comme la plupart des petits peuples, a vécu longtemps sous la domination étrangère. Mais même au temps de l'absolutisme, le roi des Basques était un roi constitutionnel. Ici, l'orateur établit une belle comparaison avec les villes flamandes et les principautés italiennes. Le respect de la personnalité humaine était le principe du droit basque. Tout Basque était protégé contre l'arrestation arbitraire ; la torture était formellement interdite, ainsi que la menace directe ou indirecte. L'inviolabilité du domicile et le choix du lieu de détention existèrent depuis le Moyen Age et la peine de mort était prononcée contre ceux qui attentaient à la liberté.

« Le peuple basque, exemple rare au monde, n'a jamais connu l'inégalité sociale. Ces principes sont déjà affirmés dans une loi du XIIIème siècle. Au XIVème siècle la noblesse voulait revendiquer des privilèges comme en France et en Navarre. Cela ne réussit cependant pas et la révolution sociale fut donc gagnée chez les Basques au XIVème siècle. Les latifundia sont de date récente. La famille est la base du droit basque. La maison donne son nom à la famille et le droit de vote réside auprès du père de famille. Le père peut lui-même choisir son successeur parmi ses fils.

« Ensuite, M. Aguirre fait la critique des régimes totalitaires et surtout contre Franco, qui osa se nommer le défenseur de la civilisation chrétienne. Le peuple basque, qui est de date ancienne un peuple chrétien, sait le mieux comment la civilisation doit être défendue. Ce n'est certes pas par une presse contrôlée, par le syndicat unique, par le camp de concentration et par le style pompeux.

« Mais ce n'est certainement pas à vous, Belges, que je dois apprendre à connaître la liberté, ainsi conclut Monsieur Aguirre, dont la conférence recueillit un très grand succès. »

Un autre journal d'Anvers, « Le Matin », commente ainsi la conférence de M. Aguirre :

« Il n'eut point de peine à montrer que sur la plupart des questions intéressant la personne humaine le droit basque, même le plus ancien, était infiniment en avance sur nos idées. Leur fondement était à la fois et vraiment démocratique et chrétien. Et c'est lorsque l'oppression vint, que la résistance basque s'affirma seulement, car ce peuple libre s'était cependant avéré propre à vivre en confédération, mais réfractaire à la tyrannie. Et c'est avec une indignation âpre, tempérée à peine d'un rien d'humour, que l'orateur fit le procès d'un régime odieux, se disant chrétien.

« Et en une péroraison enflammée, M. Aguirre montra que son peuple n'est ni communiste ni anti-communiste, mais toujours enthousiaste des positions idéologiques les plus susceptibles de construire un monde nouveau, avide de paix, de pain et de liberté.

« Une très longue ovation vint témoigner toute la satisfaction spirituelle éprouvée par un public qui avait été particulièrement recueilli et attentif. »

En terminant sa dissertation, en effet, M. Aguirre a été salué par une chaleureuse ovation.

Un lunch en l'honneur du chef du gouvernement basque fut ensuite servi à l'Hôtel de Londres.

Enfin, M. Aguirre a invité à déjeuner la famille Demarbais qui l'avait caché chez elle, au cours de l'été 1940, afin de le soustraire aux recherches de la Gestapo.

LA CONMEMORACION DE ABERRI-EGUNA

EN PARIS

Según anunciamos, Aberri-Eguna se celebró oficialmente en París por acuerdo del Gobierno Vasco, comenzando la conmemoración por las alocuciones que ante el micrófono de Radio-París pronunciaron el señor Dueñas, Consejero del Gobierno de Euzkadi, y el señor Irujo, Ministro del Gobierno de la República. En otro lugar reproducimos los textos respectivos para satisfacción de quienes no pudieron oir la emisión conmemorativa.

A las cuatro de la tarde del domingo, tuvo lugar una fiesta íntima en el salón de la Delegación Vasca, donde los Consejeros señores Dueñas y Carro recibieron a la colonia. Por delegación del Presidente Aguirre, habló el señor Landaburu para saludar a los reunidos y exhortarles a mantener el patriótico espíritu de compenetración que, nacido en el frente y reforzado en los rigores de la cárcel y en las penalidades de la emigración, ha de preparar la convivencia liberal y armónica de mañana en el hogar común. El señor Landaburu terminó saludando a Galicia en la persona del ex ministro señor Castelao, allí presente.

No es necesario consignar que la fiesta tuvo su parte folklórica, destacando en ella el tenor Pablo Garmendia y las hermanas Robles-Aranguiz, cuatro excelentes intérpretes del arte popular vasco, que ejecutaron danzas y cantos con tanta gracia como maestría.

EN EL INTERIOR

La opresión franquista no ha podido impedir que Aberri-Eguna fuera también celebrado en el interior de Euzkadi.

Como decimos en otro lugar, pasquines y banderitas aparecieron en las principales localidades del País, mientras la emisión de sobremesa de Radio-San Sebastián era interrumpida por una voz que, dando goras a Euzkadi, invitaba a oir la emisora clandestina de la Resistencia Vasca.

En efecto, Radio-Euzkadi trasmitió después la alocución del Presidente Aguirre que publicamos en otro lugar y la del presidente del Consejo Nacional de la Resistencia Vasca que allí actúa por delegación del Gobierno de Euzkadi y cuyo texto reproduciremos en el próximo número.

EN BAYONA

Organizadas por el Partido Nacionalista Vasco y Euzko Gaztedi, se celebraron en Bayona una misa, con sermón, por don José Antonio Oar-Arteta, y una velada que resultó muy interesante.

La Coral « Sine Nomine », las gorularis de Kanbo y los hermanos Robles-Aranguiz entusiasmaron al público, que aplaudió también con gran calor la conferencia del señor Lasarte y las poesías cantadas del señor Monzón.

La velada terminó cantándose el Euzko Abendaren Ereserkia.

EN BURDEOS

En la capilla del Foyer Henri Bazire hubo una misa celebrada por don Manuel Mendiola y cantada por el cuarteto galdakotarra Txirri-Maren-Bustintza-Gorostiaga.

En el Domaine du Parc se organizó que reunió a unos cuarenta comensales. la comida de confraternización vasca Los compatriotas que no pudieron asistir al banquete, lo hicieron a la sobremesa, que fué amenizada por el referido cuarteto.

El señor Olabeaga, presidente local de Euzko-Gaztedi, pronunció unas palabras para resaltar la significación del acto y recordar a los vascos que, bajo la opresión franquista, no pueden expresar libremente sus sentimientos.

La tarde transcurrió animadamente entre cantos y bailes, haciéndose votos porque la próxima conmemoración sea en Euzkadi.

EN LOS BAJOS ALPES

El Día de la Patria se ha celebrado incluso en los lugares más insospechados ; por ejemplo, en la Cité des Grottes, nacida por efecto de las obras del Barrage de Castillon (Bajos Alpes) donde trabajan jóvenes patriotas que recientemente huyeron de la persecución franquista.

Encantados de poder expresar los sentimientos patrióticos que durante tantos años se han visto obligados a reprimir, organizaron diversos actos, entre ellos un partido de fútbol entre el equipo « Gaizki-Erau » y el « Beti-Jau », y una merienda campestre que ayudó a nuestros compatriotas a recordar las romerías de Euzkadi.

EN AMERICA

En varias repúblicas de América se ha celebrado también Aberri-Eguna con la animación y cordialidad de todas partes.

Citemos los actos organizados en Buenos Aires por Acción Nacionalista Vasca. Una alocución en euzkera por Quintín Mújica y una disertación del señor Basaldúa precedieron los actos del domingo : misa en Nuestra Señora del Valle, con asistencia de gran número de compatriotas, y un banquete de confraternidad v a s c a, seguido de festival folklórico y romería, en la cancha del Euskal-Jai.

ALOCUCION DEL LENDAKARI DEL GOBIERNO VASCO

Euskaldunak :

Gaur da Aberri Eguna.

Gaur, aurreko urrtetan bezela, batu zaitezte zuen etxietan, baña danok, euskaldunak, eta batuta gogoratu zaitezte zuen erria, Euzkadi, oraindik ere ez dala azke.

Baña entzun, anaiak, gaur anaitasun eguna da ta : gure kalteak eta gure txarrak laster igaroko dira, zuek eta gu, barruan eta kampoan, danok ondo batuta egoten bagera.

Ez galdu itxaropena iñoiz, bada erriak beren elburua lortzen dabe, egunero lanean jarraitzen badabe eta beren semeak ondo batutzen badira.

Gaur da, Aberri Eguna. Goratu gure erria. Batu zuen erria. Eta aurrera bildur barik, euskaldun anaiak.

***

Creo que el Día de la Patria, día de evocación y de unión entre todos los vascos, es una fecha muy propia para recordar la constancia de nuestra conducta y de nuestros principios ideológicos. No estará de más recordar lo que, en nombre del Gobierno Vasco, dije al abandonar el territorio de Euzkadi, en aquellos días trágicos de fines de junio de 1937 : « Antes de salir de Euzkadi, protesto en su nombre, ante el mundo, del despojo que con los vascos se verifica en pleno siglo XX, privándonos de nuestra Patria, a la que tenemos derecho porque es nuestra y porque la amamos entrañablemente. Y protestamos doblemente porque, para verificar el despojo ha necesitado el fascismo español de fuerzas mercenarias y extranjeras, y de elementos de guerra alemanes e italianos. Con absoluto descaro invocan nuestros enemigos el derecho de conquista. Lo negamos para siempre. El territorio habrá sido conquistado, el alma del pueblo vasco no, no lo será jamás.

Hoy, Día de la Patria de 1947, es conveniente recordar que estos mismos sentimientos permanecen invariables en nuestro pueblo, que no puede reconocer, ni reconocerá jamás sobre su suelo ningún poder ni autoridad que no haya nacido de la libre voluntad vasca. ¿ Qué nos importa que en 1937 nuestros enemigos invocaran el derecho de conquista ? ¿ Qué nos importa que hoy el general Franco, usurpando al pueblo su derecho, se obstine en mantenerse, basado en la violencia, declarándose regente de un reino imaginario ?

Ante la risa del mundo, que no acierta a comprender tanta desvergüenza, nosotros decimos que todo este violento artificio caerá irremediablemente. Por el contrario, nuestro pueblo, construído por los siglos y basado en la voluntad del pueblo, no sólo sobrevivirá al tirano, sino que será libre. Este Día de la Patria debe reforzar en nosotros la fe en la libertad, la seguridad en nuestro destino futuro, la hermandad entre todos los vascos y la disciplina voluntariamente aceptada, que solo puede acatar las autoridades que el pueblo eligió.

Vuelvo al recuerdo de 1937, donde aquel documento a que antes me he referido decía al final : « El Gobierno Vasco sigue en su puesto, lo mismo en Euzkadi que donde quiera que se encuentre. El es el Gobierno legítimo de los vascos, porque interpreta el sentir de una raza, que no ha sido vencida, sino temporalmente avasallada y ultrajada. Y el afecto de nuestros compatriotas les acompaña hasta el día de la Victoria ».

¡ Vascos ! En el mundo entero se está celebrando hoy el Día de la Patria, con una determinación y una firmeza ejemplares. Desde el fondo de la cárcel se unen al clamor de nuestro pueblo los presos, como viva estampa de la opresión bajo la que vive nuestro pueblo. Todos los perseguidos y los separados de su hogar y de su Patria renuevan hoy su fe en los destinos de Euzkadi y en su pronta liberación. El Pueblo Vas-

co vive y sabe que triunfará. Es una fe que testimonian los siglos, recordándonos el esfuerzo de nuestros padres.

Al saludaros, con motivo del Día que celebramos, vivid, vascos, esta jornada con la esperanza de que nuestra opresión tiene sus días contados. Mientras tanto, ¡ unios firmemente y luchad sin temor, que la resurrección está cercana !

Alocución del Senor Dueñas, Consejero del Gobierno Vasco

¡ VASCOS !

Honda preocupación me embarga al dirigiros mi saludo desde el micrófono de esta acogedora Radiodifusión Francesa, porque las palabras que yo pronuncie van sujetas por la responsabilidad de mi representación en el Gobierno Vasco, y, también, por la emoción que nubla mis pensamientos que quisiera transmitirlos con los sentires más íntimos que viven en mí, con el recuerdo imborrable de días cercanos, compartidos con vosotros, en la vida sojuzgada de nuestra Euzkadi.

Va en mi saludo la expresión de profunda admiración de nuestro Presidente y del Gobierno por la lucha que sostenéis sin descanso, en organizada resistencia contra el régimen de Franco que somete a nuestro pueblo a dolor, miseria y sangre ; que coarta a los trabajadores el derecho a la defensa de sus intereses, imponiéndoles vida de penuria y servilismo ; que cierra con hierro y cieno la expresión de las manifestaciones espirituales que han constituído siempre el exponente de la razón y de la dignidad humana.

Euzkadi fué ayer pueblo austero en el hogar y en la vida pública ; franco y claro en la exposición de sus derechos ; rígido en el cumplimiento de sus deberes ; orgulloso de sus libertades, que supo propagar y expandir por el mundo ; pueblo feliz y venturoso que vivió sin tiranías, sin vejaciones en pleno ejercicio de la Democracia, con leyes sencillas y sabias, elaboradas con la participación de todos los vascos a las que rindieron respeto y lealtad y acatamiento sin reserva.

Llegaron días de desgracia para nuestro pueblo cuando ambiciones reales arrebataron sus libertades, abolieron sus leyes y lo sometieron a servidumbre. Desde esos días nace la rebeldía del vasco, su enardecimiento, su decisión inquebrantable, la firmeza de su voluntad, porque lo expoliado constituía el fundamento de su vida y la libertad de su pueblo.

Desde ese día despliega su acción. No acude a la guerra porque la vida de los hombres es sagrada para los vascos. Sabe que hay otros caminos para enaltecer a su pueblo y realzar su personalidad. Es el trabajo incesante, con el fervor de cada día, el que puede colocarle en el primer plano del concierto universal. Ejercita su ambición con sacrificio y perseverancia y alcanza sus propósitos con realizaciones espléndidas en todas las actividades : comercio, finanzas, navegación, industria, minería, artes y ciencias, y, con su conducta moral que es lema inexcusable de sus actos, llega a merecer la curiosidad y el respeto de todos los pueblos. Esta etapa ya dice de su grandeza.

Proclamada la República española se abre en el pecho de los vascos amplia vía a la esperanza. Un régimen democrático, nacido de la voluntad del pueblo y para servir al pueblo puede y debe devolver derechos que fueron conculcados, arrebatados por instituciones que encarnaban la negación del respeto debido a hombres y pueblos. Se elabora el Estatuto de Autonomía que, votado por el Pueblo Vasco, lo aprueban las Cortes de la República cuando declarada la sublevación militar se escribe el preludio sangriento de la gran tragedia mundial.

Euzkadi está con la República. Los vascos saben que el enemigo es poderoso y sin otros medios que el que le da su fervor por la Libertad se lanza a cerrar el paso de las hordas organizadas por Sanjurjo, Mola y Franco.

Se constituye el Gobierno Vasco y asume la dirección del Pueblo. Los vascos todos, sin distinción de ideologías, se superan en el esfuerzo y en el sacrificio por el ideal común : LA LIBERTAD. Sabe que el triunfo de la bestia fascista representa la muerte material y moral y no cede voluntariamente, a pesar de la sangre que derramen sus cuerpos y de la demolición de sus pueblos y hogares. Guernica cobra el titulo de mártir ; ya es símbolo en la guerra, como lo fué en la Paz por guarda del árbol secular. Ejércitos alemanes e italianos, con el tácito asenso de Franco, son los que la han inmolado.

Ocupada Euzkadi por el franquismo toda la vesania fascista se lanza en forma de Tribunales Militares de Urgencia a vengar la afrenta causada a sus banderas, por la tenacidad y el ardor de nuestros gudaris, y miles de vascos con elegante serenidad, con magnífico estoicismo, con firmeza en el vítor postrero, que es expresión de fe en su patria o en su ideal, son ejecutados por los piquetes de fusileros voluntarios.

Rápida y breve exposición es ésta de lo que fué el alma y corazón de nuestro pueblo antes y en la guerra. Lo que es hoy lo proclama la resistencia organizada contra Franco. Yo, que he vivido en ella, afirmo su resolución firme en el sacrificio, hasta conquistar las libertades y la República.

Es acción, inteligentemente dirigida, en la que toman parte hombres de todos los partidos políticos y organizaciones sindicales del País. Unidad que nació en las trincheras, en las cárceles, en los campos de concentración y en el exilio, sellada por el dolor y enaltecida por la solidaridad. La guerra dió ocasión para que se creara el clima de comprensión y de respeto, cerrando el ciclo de diferencias entre los vascos. Unidad que no puede romperse porque está soldada con sangre y porque va en su solidez la garantía de vencer la arrogancia imperial franquista, infecta de desgracia y de amoralidad.

¡ Qué la actual convivencia en Euzkadi, que no dice de renunciación a ideales fundamentales, posibilite la existencia de otras etapas donde las diferencias puedan resolverse en un amplio campo de mutuo respeto !

Restituído el derecho, restablecida la vida democrática y discurriendo por ella, nosotros, socialistas, hemos de seguir el camino hasta ver realizado nuestro ideal, para que el trabajador alcance la satisfacción plena de sus afanes, recibiendo íntegro el fruto de su trabajo.

Sembraron nuestros camaradas antepasados la semilla que con cuidado y cariño fructificó. Sigamos sembrando nuestras ideas, laborando sin desmayo para que los hombres del mañana recojan el fruto exuberante de nuestro esfuerzo, para que un día sobre el solar vasco brille el sol de la Justicia Social.

¡ Vascos todos !, sin desmayo por Euzkadi.

¡ Comaradas socialistas !, con decisión por la Libertad de nuestro Pueblo y por el Socialismo.

¡ Hasta pronto !

Alocución del Sr. Irujo, ministro del Gobierno de la República

Hoy celebramos el Día de la Patria : la fiesta de todos los vascos del mundo, tanto de los que habitan el solar de nuestra raza como de los que se hallan esparcidos por los cinco continentes ; de todos sin exclusión alguna, cualesquiera que sean sus ideas políticas, sociales o religiosas. Es mi deseo que a todos llegue su aliento de hermandad racial, de emoción en una patria común, de respeto a la tradición, que nos legaron nuestros antepasados de esperanza en días mejores, en los que nuestro país pueda vivir en paz y en prosperidad, con una vida de respeto, de tolerancia, de dignidad humana y de satisfacción nacional.

Hoy, día de Pascua de Resurrección, día de la Patria, es fecha adecuada para recordar mejor aquello que nos une a todos los vascos, que no lo que pueda separarnos. Nuestra raza, nuestro idioma, nuestra tradición, nuestras instituciones, nuestra tierra, nuestra cultura y nuestras artes, nos corresponden por igual a todos. Ni siquiera podemos los hombres y mujeres de la actual generación reputarnos dueños de esa herencia. Somos sus administradores, porque la herencia pertenece a las generaciones venideras. Tenemos el deber de cuidar de ella con el celo de un buen padre de familia. Los bienes que constituyen el caudal heredado vinieron a nuestras manos, como dice el Fuero de Navarra, « con llamamiento en favor de las criaturas que están aún por nacer ».

Hoy hace 768 años se fijaron los mojones del territorio vasco peninsular. En abril de 1179 era suscrito en Nájera el tratado entre Castilla y Navarra, en cuya virtud, los límites de ambos reinos entre Castejón y Miranda, fueron situados en el cauce del río Ebro. Dos años antes, en marzo de 1177, un laudo arbitral del rey Enrique II de Inglaterra había resuelto en favor de Castilla

la disputa por la Rioja y la Bureba. El Pacto de 1179 cumplió con lo resuelto en aquel laudo internacional. Desde entonces hasta el día de hoy, el territorio vasco peninsular es el integrado por Vizcaya, Guipúzcoa, Alava y Navarra. Actuó por Castilla Alfonso VIII el de las Navas, y por Navarra Sancho VI el Sabio, el más excelso de sus reyes, el fundador de San Sebastián en Donostia y de Vitoria en Gazteiz, el que reedificó y amplió Durango, capital del Duranguesado, la media Vizcaya cuyo señorío se entroncaba en la Corona de Navarra, centro a la sazón de la vida nacional vasca.

En el propio lugar donde fué suscrito el pacto de 1179, más allá de las fronteras demarcadas para Euzkadi, quedaba el lema real de Navarra fundido en el bronce de las campanas de Santa María la Real, de Nájera. Había sido proclamado el día 12 de diciembre de 1052, a continuación de la lectura solemne de la Bula de Consagración de la Real Colegiata erigida para sepulcro de los Reyes de Navarra. El texto de Benedicto VII fué escuchado por los Reyes de Castilla, Aragón y Navarra y el conde de Barcelona, presentes al acto. El lema real de Navarra era hace novecientos años el mismo con el que los demócratas vascos celebramos el Día de la Patria. Dicho en español : « Honor a Dios y libertad a la Patria ». Y en euzkera : « Jaungoikua eta Lege-zarra ».

El día de hoy, como en los diez años que nos preceden, la fiesta de la patria se celebra en las ciudades y en las montañas vascas, en la intimidad del hogar, cuando no en el secreto de la conciencia. Una lucha apocalíptica, la que destruyó Guernika, y que aún continúa con su cola de escorpión, clausuró los centros donde el Día de la Patria se festejaba, puso en prisión a sus artífices, privó de libertad de expresión y de movimiento a la ciudadanía y llenó la tierra de nuestra patria de luto, hambre, lágrimas y odios.

Quiero creer que sea el último de los Días de la Patria en los que la bandera vasca no sea enarbolada para encabezar las manifestaciones populares que en todo Euzkadi se celebren proclamando un régimen de vida nacional y dignidad colectiva, en el cual los derechos de la persona humana sean respetados, los hombres y las mujeres no vayan a la cárcel, al destierro o al pelotón de ejecución por sus ideas políticas, sociales o religiosas, y la patria pueda ser bendecida y exaltada en el amor ferviente de sus hijos.

Debo recordaros a cuantos en Euzkadi o fuera de su ámbito padecéis persecución por la justicia imperante, lo mismo que reza en las Bienaventuranzas la doctrina cristiana. Es preciso tener fe y saber esperar. El día de la liberación no puede alejarse de nosotros mucho tiempo.

El barco ha comenzado a hacer agua y las ratas inician su éxodo. Un pueblo con existencia racial prehistórica y con instituciones históricas de mil años de continuidad, no puede morir mientras en sus hijos aliente la conciencia de vida nacional.

Acogidos a la hospitalidad generosa de Francia, hoy, Día de la Patria de 1947, los republicanos vascos proclamamos como los soberanos de Navarra hace nueve siglos en la Real Colegiata de Nájera : « Gloria a Dios y libertad a la patria ». « Jaungoikua eta Lege-zarra ».

Breves noticias de Euzkadi

— En Bilbao se han celebrado dos exposiciones de pintura, de los artistas Renteria y Guinea.

— En el monte Jaizkibel, en dos semanas se han cobrado más de 300 palomas.

— La Gestora municipal de Vitoria ha ofrecido al gobierno los solares de Olaguibel para construir un edificio (museo y biblioteca) que llevará el nombre de Francisco de Vitoria.

— Al intentar tomar el tranvía, sufrió un accidente el orfeonista donostiarra Sotero Irazusta, director de la Fanfare de Gaztelubide.

— Yendo de Opacua a Ocariz, el caminero Alejandro Ibañez tropezó con un cable de alta tensión que el viento había derribado, resultando muerto. Deja cinco hijos.

— El Ayuntamiento de Elgoibar ha comprado en 50.000 pesetas el depósito de agua potable que sirve al barrio de Alzola.

— En el mercado de Zumarraga se ha vendido el cordero en vivo entre 15 y 19 pesetas el kilo, las patatas a tres pesetas y los huevos a 19 la docena.

— En Zumaya, los hermanos Albizu están construyendo un taller mecánico en Bombillo ; la sociedad Balenciaga está construyendo en la dársena un astillero para barcos de chapa ; y la sociedad Arrizabalaga y Olasagasti, una nueva rampa para construcción y reparación de barcos de madera.

— Las motoras de Fuenterrabía han traído en una semana mil arrobas de sardina y anchoa. Tambien pescaron una loma de 3.400 kilos.

— En Azcoitia se ha inaugurado la torre de la iglesia. Las dos anteriores fueron destruidas por un rayo.

— En el mercado de Vitoria se han vendido los huevos a 18 pesetas la docena, aunque las ofertas comenzaron a 22 pesetas.

— El futbolista Querejeta pide 250.000 pesetas por seguir jugando en el Madrid.

— Después de treinta años de servicio, ha sido jubilado el secretario municipal de Aya, don Eleuterio Auricena, de 72 años de edad.

— En los astilleros de Bilbao se ha colocado la quilla de dos buques fruteros semejantes al « Alcazar » y al « Alcalá ». Este último está recibiendo los últimos toques de pintura y será entregado de un momento a otro.

— La plaza de toros desmontable de Las Arenas ha sido vendida en 280.000 pesetas al Ayuntamiento de El Escorial.

— Han terminado las obras realizadas en Beasain para la traida de aguas del manantial Zaspi Iturrieta.

— Se han recibido noticias de haber fallecido en Niza, a los 82 años, M. Georges Marquet, exdiputado por Ostende, propietario de numerosos hoteles de España, Francia y Bélgica y creador del hipódromo de Lasarte. Monsieur Marquet tuvo arrendado el Casino de San Sebastian durante muchos años hasta que el Gobierno Alhucemas prohibió el juego en 1923.

— En Madrid ha fallecido a los 84 años el barítono errenderitarra don Ignacio Tabuyo, compañero de Gayarre, con quien cantó « El pescador de perlas » la noche en que el gran tenor navarro perdió la voz. Después fué profesor del Conservatorio de Madrid y entre sus discípulos figuran Marcos Redondo, Fidela Campiña, Astorquia, Matilde Revenga ,Faustino Arregui y otros muchos. Era hermano político del finado doctor Madinaveitia.

— En Palma de Mallorca ha fallecido don Fernando Ugarte, presidente de la Audiencia, que lo fué también de la de San Sebastian.

— En Vitoria ha fallecido a los 73 años el popular Parrapachá, vendedor ambulante de golosinas y chucherías que tuvo por clientes a todos los niños de la comarca. Había venido de Santo Domingo de la Calzada hace sesenta años.

Notas deportivas

La jornada del domingo día 6, por lo que a la competición de Liga concierne, dió lugar a que el Athlétic obtuviese una categórica victoria sobre el Murcia, al que batió por 6 a 2. Triunfo necesario éste, porque el Athlétic de Madrid y el Valencia — sus más inmediatos seguidores en la clasificación — vencieron al Castellón y al Madrid (jugando éstos en casa) por 2 a 0 y 4 a 2, respectivamente. El Barcelona perdió en Gijón por 3 a 1.

En cuanto a los otros resultados, tenían menos importancia para la lucha por los primeros puestos. De todos modos es interesante consignarlos : Sabadell 3, Sevilla 1 ; Español 2, Oviedo « ; Celta 4, Coruña 2. Y se les puede calificar de normales.

En la segunda división, el Alcoyano, al vencer al Mallorca en Palma, por 3 a 2, consiguió seguir manteniéndose en el primer puesto, contribuyendo también a ello el hecho de que el Tarragona resultase vencido en Málaga. Los donostiarras, al ser batidos en Sevilla por el Betis, se ven alcanzados por los « herculinos » de Alicante — que vencieron al Zaragoza por 1 a 0 —. Hay, pues, empate a 30 puntos para el tercer puesto, pero los de Donostia no han agotado todavía, por fortuna, sus posibilidades de mejorar algo.

Entre los partidarios del equipo bilbaíno hay muchas esperanzas de que se renueve una vez más el título de campeón. Sería un poco aventurado suponer que el encargado de impedirlo en la última jornada fuese el Coruña.

— En partidos de pelota puédense consignar, entre otros, los resultados siguientes :

En Eibar, Carral y Chiquito de Mallavia, 22 ; Acarregui, 16 ; Ubilla I y Cortabitarte, 22 ; Chiquito de Artadi y Lazcano, 20.

— En Madrid : Salsamendi, Urtasun y Zaldua, 45 ; Abrego I y Mina, 39.

Suscríbase usted a :

EUZKO - DEYA

Semestre, 60 frs. — Núm. suelto, 5 frs.

MADRID: CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

Il est plus facile de supprimer la liberté d'écrire que la liberté de murmurer. Ces deux libertés s'opposent à tel point qu'en supprimant l'une, l'autre s'impose : un régime de censure ou de presse unique éveille les murmures et autorise tous les « canards » dont l'envol est bref, au contraire, dans un régime de presse libre et de contradiction publique.

Sous la dictature du général Primo de Rivera il y eut, pour cette raison, une légende à propos d'un crime inventé qui aurait été commis à Valladolid. Maintenant, sous la dictature de Franco, une autre rumeur à propos d'un autre crime s'est largement propagée. Il paraît que le correspondant de l'AFP s'étant fait l'écho de ce bruit déjà répandu dans toute l'Espagne, le gouvernement franquiste y a vu une excellente occasion de lui montrer son antipathie en lui retirant sa carte professionnelle.

Un autre correspondant étranger, le journaliste catholique Francis Mac Mahon, correspondant du « New York Post » s'est vu frappé par la même mesure. Mais, la rumeur du crime n'a rien à voir dans cette affaire. M. Mac Mahon a été puni, selon le directeur général de la Presse, pour son travail de « trois mois de diffamation ».

De quoi s'agit-il ? M. Mac Mahon, qui n'est pas disposé à rendre sa carte tant que les motifs de cette sanction ne lui seront pas donnés, explique son attitude à l'égard du régime franquiste en ces termes :

« Je n'ai jamais eu qu'un but, en Espagne : dire la vérité sur ce qui se passe. Je n'ai pas cherché à faire plaisir ni au gouvernement espagnol, ni à aucun autre. Si ce que j'ai dit n'est pas l'expression de la vérité, que le Gouvernement m'indique les inexactitudes dans ce que j'ai relaté et qu'il me dise en quoi ce sont des inexactitudes. Alors, ce sera un plaisir pour moi que de les rectifier. Au cours des trois derniers mois, j'ai dit qu'il n'y avait pas de liberté de presse, ni de liberté démocratique de la parole, en Espagne. J'ai dit qu'en ce qui concerne la religion, même des documents du Saint Siège tels que l'Encyclique contre le nazisme et les appels de Pie XII en faveur de la démocratie, ont été interdits pendant un certain temps, ou publiés avec des coupures. J'ai dit également que le régime actuel est totalitaire, en basant notamment cette affirmation sur le discours du Caudillo, prononcé à Burgos en 1936, quand il déclarait que son régime reposait sur une base totalitaire ».

C'est tout dire !

*

Le projet de loi sur la succession de Franco a été accueilli comme un soufflet au prétendant don Juan ; un soufflet bien plus bruyant encore que ceux que les phalangistes distribuent de temps en temps aux jeunes monarchistes qui se risquent à crier : « Vive le Roi ! »

Vraiment, la cause monarchique n'arrive pas à être prise au sérieux par personne. Ses paladins ont toujours eu une conduite déconcertante. Nous rappellerons encore que le prétendant lui-même s'est déclaré franquiste fervent jusqu'au jour où, l'éventualité d'une défaite de l'Axe se précisant, il crut voir la possibilité de monter sur le trône, dans les bras de l'Angleterre, s'il prenait à temps une position publique contre Franco et en faveur des démocraties. Le journal « ABC », vieil organe des monarchistes, soutient toujours Franco et son régime; son directeur-propriétaire, le marquis Luca de Tena, en a été l'ambassadeur au Chili. D'autre part, M. Goicoechea, l'un des signataires du Pacte de Rome qui prépara la guerre civile dans le but avoué de restaurer la Monarchie, est toujours au service de Franco en tant que gouverneur de la Banque d'Espagne, malgré les ordres de don Juan. Et, il n'y a pas un seul monarchiste de premier ou de second plan, depuis le prétendant jusqu'à M. Lequerica, qui n'ait fait un éloge chaleureux de Franco ou qui n'ait servi le régime de celui-ci.

Le projet de Franco indique qu'à la mort du dictateur, le trône pourra être occupé s'il existe quelque candidat royal qui réunisse les conditions prévues par la nouvelle loi, et s'il a au moins trente ans. Le prétendant n'accepte pas ce système de concours et comme, d'autre part, son fils n'a que neuf ans, et que son neveu (le fils de don Jaime) en a dix, il résulte que, dans le cas le plus favorable pour les monarchistes, les Bourbons ne reviendraient régner que dans une vingtaine d'années.

Est-ce pour cela que don Juan s'est offert deux fois à Franco afin de combattre à ses côtés pendant la guerre civile ? Est-ce pour cela que don Juan a commis cette vilenie de mentir publiquement en écrivant que la destruction de Guernica et les tueries perpétrées par les franquistes à Badajoz n'étaient qu'un mythe ?

Madrid, avril.

Las charlas de Indalecio Prieto

« Euzkadi Socialista », nueva publicación que ha aparecido en Toulouse, se ocupa de las interesantes charlas dadas en Méjico por don Indalecio Prieto y a este propósito inserta una nota del Comité Central Socialista de Euzkadi en Francia.

Después de aludir someramente a las preocupaciones políticas del diputado por Bilbao, dice así la referida nota :

« No abrigamos la pretensión de juzgar la obra política del compañero Prieto en la expatriación. Es el Pueblo quien habrá de hacerlo. Hoy, nuestro fin se encamina a informar que el Comité Central Socialista de Euzkadi (P.S.O.E.) tiene en obra la impresión de un folleto, titulado « Pasado y futuro de Bilbao », en que se recopilan tres enjundiosas charlas pronunciadas últimamente en Méjico por dicho estimado militante ; charlas — lo advertimos — exentas de partidismo y carentes de alcance político. Unica y exclusivamente están dedicadas a la exposición de un proyecto de mejoras urbanas y engrandecimiento de Bilbao, proyecto que su autor explicó en forma amena, salpimentándolo con divertidas narraciones de tipos y personajes locales, y concebido al calor de su afecto por la democrática villa vasca en que el compañero Prieto residió desde muy niño, y que ha plasmado en la siguiente confesión : « Quisiera terminar mi vida política por donde la empecé : de concejal de Bilbao o diputado provincial de Vizcaya ».

» Al editar este folleto sólo nos guía el propósito de que lo conozcan los vascos todos, e incluso los demás compatriotas, acogidos a la hospitalidad francesa. Que si los vascos hallarán solaz y regocijo en la pintoresca descripción anecdótica, todos los connacionales podrán conocer un interesante proyecto para futura urbanización de la capital vizcaína. Pese al sensible quebranto físico que le aqueja, el compañero Prieto se preocupa por el progreso de su adoptiva patria chica, de la misma manera e idéntico entusiasmo que siempre lo hizo por otras ciudades y regiones hispanas, porque el particular cariño que a Bilbao tiene es parte integrante de su gran amor a España.

» El folleto — que ya se está imprimiendo y quedará terminado muy en breve — contiene 64 páginas (tamaño 13 x 21 centímetros) de nutrido texto, y su precio es de 35 francos ejemplar.

» Los pedidos los servirá el compañero PAULINO G. BELTRAN. 16, rue Peyras. TOULOUSE (Haute Garonne).

El Comité Central Socialista de Euzkadi

U. G. T. de Euzkadi en Francia

Convocatoria al Pleno de delegados

El domingo 27 del próximo abril, a las nueve de la mañana, en la rue de Grassi, número 9, Burdeos, abrirá sus tareas el Pleno de delegados, en el que estarán representados, además de todos los Grupos de Francia, los compañeros de la Gran Bretaña, Bélgica y Africa del Norte, siendo probable la presencia de la Delegación del Interior de Euzkadi de la U.G.T. y la representación de la Comisión Ejecutiva de la U.G.T. de España en el exilio.

ORDEN DEL DIA

1. — Apertura y constitución del Pleno.
2. — Elección de Mesa y de las Ponencias respectivas.
3. — Examen y discusión de la Memoria-gestión del Comité Central, en su doble aspecto social y administrativo.
4. — Gestión del representante de la U.G.T. en el Consejo Consultivo Vasco.
5. — Proposiciones generales de las Secciones.
6. — Ruegos y preguntas.
7. — Elección de Comité Central.
8. — Clausura del Pleno.

El Comité Central espera de todas sus Secciones y afiliados que acreditarán, como siempre, el mayor interés y celo en el examen sereno y juicioso de los interesantes extremos del Orden del día y, en especial, de cuantos figuran en la Memoria del Comité, sobre los cuales y a través de las respectivas Asambleas, darán mandato adecuado a sus delegaciones.

Por el Comité Central : El presidente, Angel Giménez ; el secretario, Virgilio Pierna.

Burdeos, 31 de marzo.

EUZKADI: NOUVELLES ET COMMENTAIRES

DIXIEME ANNIVERSAIRE DE L'EXECUTION DE 17 PATRIOTES

Vitoria. — Il y a dix ans le premier avril, étaient assassinés Teodoro Gonzalez de Zarate, maire de Vitoria, José Luis de Abaitua, membre de l'Araba Buru Batzar, ainsi que quinze autres compatriotes. Ils furent exécutés par un peloton de réquétés et de phalangistes dans le défilé d'Azaceta, près de Vitoria.

M. Gonzalez de Zarate et ses compagnons étaient arrêtés depuis plusieurs mois, sans qu'aucune instruction ne fût ouverte contre eux. Après leur avoir fait signer la levée d'écrou, on les fit sortir de prison, puis on les conduisit, menottes aux poignets, dans un camion, devant une de ces « Gestapos » franquistes qui existaient alors dans la capitale de l'Alava. Finalement, on les mena sur les lieux de l'exécution.

Cette nouvelle connue à Vitoria, dès le lendemain, causa une véritable stupeur. Officieusement, et comme pour expliquer cet assassinat, on annonça que l'ordre venait du Quartier général de Mola qui voulait plonger la population de Vitoria dans la terreur afin d'empêcher tout mouvement d'opinion susceptible de porter préjudice à l'offensive qu'il venait d'entreprendre, quelques heures auparavant, contre la Biscaye.

L'ARRESTATION DE M. QUINTANA

Vitoria. — Le patriote Blas Quintana était récemment arrêté à Orduña où il était en convalescence à la suite d'une maladie grave. Blas Quintana fut remis en liberté le 24 décembre dernier, afin qu'il puisse voir son père moribond. Ce bon patriote appartient au groupe arrêté le 19 juin 1946 à l'occasion des manifestations en l'honneur du Père Vitoria.

On le transféra immédiatement à Vitoria, encadré par des gardes civils, et on le jeta en prison.

Il a contracté dernièrement une pneumonie et il est actuellement en traitement pour une lésion pulmonaire que lui a laissé sa maladie.

ETUDIANTS EXPULSES D'UN COLLEGE PAR ORDRE ADMINISTRATIF

Le directeur du Collège des Marianistes de Vitoria, a reçu voici quelques jours, un avis du Gouverneur civil par lequel ce dernier lui communiquait une liste de huit élèves (de la dernière année du baccalauréat) afin qu'ils soient immédiatement expulsés de ce Collège. Cette décision était basée sur le fait que lesdits élèves « étaient nationalistes basques ».

Cette mesure devait être communiquée à tous les Lycées, Collèges et Universités, afin que ces élèves ne puissent s'y présenter à un examen, cette année. Le directeur a fait savoir au Gouverneur qu'il n'avait remarqué de propagande d'aucune sorte dans son collège et qu'en conséquence il lui demandait un délai afin de se livrer à une enquête. Le Gouverneur s'y est refusé, et a donné l'ordre au directeur d'expulser immédiatement les élèves. Après une longue discussion entre les parents des jeunes gens et le Gouverneur, deux élèves seulement ont été frappés par cette expulsion ; l'un de ces derniers a constamment été au tableau d'honneur de ce collège.

INCENDIES EN SERIE

Vitoria. — Au cours de ces derniers mois, une série d'incendies importants ont éclaté à Vitoria. Un jour, c'étaient les maisons de la Zumaquera de la Caisse Municipale d'Epargne ; plus tard, ce fut l'atelier d'ébénisterie de M. Bonilla, et, tout dernièrement, le garage moderne de la rue de la Libertad qui brûla entièrement ; tout le matériel existant ainsi que 14 véhicules furent complètement carbonisés. La maison contiguë au garage et propriété du transporteur Valentin Aguirre, a subi des dommages très importants.

LA CHASSE AUX ONDES

Saint Sébastien. — Les Autorités franquistes ne se sont point bornées à provoquer des interférences sur les émissions de Radio-Euzkadi ; elles prétendent encore interdire l'écoute de Radio-Paris. Par exemple, le chef local d'Aretxabaleta, Toribio Elkoro, a menacé Mme Vve de Galdos, propriétaire du bar « Barikua », de fermeture définitive de son établissement, si elle prenait de nouveau Radio-Paris. Son appareil est installé dans la cuisine, et si quelqu'un veut l'écouter, il lui faut le demander à Mme Galdos car on ne peut l'entendre de l'établissement. Cet Elkoro a une triste réputation à Aretxabaleta, aussi bien en politique que dans l'application des Lois sociales de Franco, dans son atelier de la Vallée de Leniz.

UNE AUGMENTATION RELATIVE

La Commission de Gestion de la Députation de Guipuscoa a décidé d'augmenter de 40 % le traitement de ses fonctionnaires et employés. Les « gros légumes », fidèles au régime jusqu'à l'abnégation, ont peut-être bénéficié des 40 %, voire de 80 %.

Mais, ainsi que le démontre « El Diario Vasco », l'augmentation dans certains cas n'est pas de 40, mais de 15 %. Dans d'autres cas, elle n'atteint même pas 500 pesetas par an.

Point n'est besoin d'être grand mathématicien pour en tirer des conclusions : ou l'augmentation n'est pas de 40 %, ou il y avait des traitements, à la Députation de Guipuscoa, de 1.250 pesetas par an.

LA POPULATION DU GUIPUSCOA

« La Voz de España » (Saint Sébastien 4-3-47) fait savoir que, selon le recensement de 1945, le Guipuscoa comptait 360.654 habitants. L'auteur de l'article se demandait si la région guipuscoane avait les moyens suffisants pour soutenir un rythme croissant d'une façon satisfaisante.

Ça dépend. Si tout le monde était producteur, au gré de la population guipuscoane dans les mêmes conditions qu'en 1936, sûrement oui. Mais, il y a qu'avec le triomphe du franquisme, une nuée de voleurs, de trafiquants et de parasites s'est abattue sur le Guipuscoa ; c'est « l'Armée d'occupation », et les guipuscoans sont la minorité.

INCOVISA

C'est l'anagramme d'une entité de nom (presque interminable) établie à Bilbao, et qui a porté récemment son capital à vingt millions de pesetas. Il s'agit de construire onze grands immeubles.

« LOS VASCOS Y LAS CRUZADAS »

por A. de LIZARRA

Leemos en « La Prensa » de Buenos Aires :

« El pueblo vasco, creyente como el que más desde que los predicadores de Cristo llegaron al Cantábrico a través de los Pirineos, reaccionó hasta el delirio místico ante las noticias de la profanación de los Santos Lugares por los mahometanos, y se pregó con fe y coraje a las cruzadas organizadas para arrebatar a los infieles la tierra de los recuerdos sacros.

Pocos fueron los historiadores que se ocuparon extensamente de tan valiosa aportación. De ahí que este libro de Lizarra, íntegramente dedicado a ella, constituya un trabajo meritorio por su originalidad dentro del carácter orgánico con que ha sido hecho.

Destaca el autor el singular desprendimiento de la contribución vasca en aquellas épicas empresas, donde no pocos caudillos y segundones de otros países pelearon, más que por la fe, por el provecho personal y la gloria de sus blasones. En contraste, la defensa de los ideales religiosos en su más pura expresión constituyó el único norte de los hijos de Vasconia. Fué el suyo un sacrificio tanto más heroico cuanto que no pretendieron extraer de él provecho material alguno.

Lizarra se ha ajustado a los datos históricos de mayor autoridad, y para que el trabajo fuera claro y completo dentro de su concisión, ha tomado como base las ocho Cruzadas predicadas por los papas, sin omitir aquellas en que los vascos no intervinieron.

Con un sustancioso prólogo del sacerdote Sánchez de Gamarra, ha publicado este libro la Editorial Vasca Ekin. »

CRUZ ROJA de la República Española

DOS AVISOS IMPORTANTES

1. — Todos los médicos españoles refugiados en Francia están interesados en hacer saber su nombre, especialidad si la tienen, circunstancias familiares y domicilio a la Delegación Sanitaria en Francia de Cruz Roja de la República Española, 36, rue d'Assas, Paris VI.

2. — Se ruega a cuantos pertenecieron a la Cruz Roja Española y actualmente estén refugiados en Francia, comuniquen sus nombres, domicilios y cargos que desempeñaron a la Delegación de Propaganda y Donativos de la Cruz Roja de la República Española, 36, rue d'Assas, Paris VI.

Un bravo piloto vasco: **el teniente URTUBI**

En el primer número de Cultura Militar (Revista de los Militares Españoles Republicanos) leemos un artículo que el general Hidalgo de Cisneros, jefe de las fuerzas aéreas de la República, dedica al heroísmo y lealtad de un aviador vasco, el teniente Urtubi.

Por diversas razones, la conducta de este hijo de Archevaleta ha sido poco conocida, incluso por los vascos mismos. El temor de represalias y el hecho de que Urtubi, destinado en Marruecos, luchara en la zona Centro y pereciera en los primeros días de la guerra, explica que apenas se haya hablado de este bravo piloto cuyo nombre llevó la calle mayor de su pueblo natal hasta el día en que entraron los franquistas.

A continuación reproducimos los principales párrafos del referido artículo :

« No creo que nadie haya superado en heroísmo al teniente Urtubi, uno de los mayores héroes de nuestra guerra.

« En Julio de 1936, Urtubi era sargento piloto con destino en Marruecos. Durante los primeros días de la sublevación, los oficiales franquistas del aerodromo no permitieron a los pilotos de tropa prestar servicio de vuelo, no confiaban en estos hijos del pueblo ; pero debido a la escasez del personal volante tuvieron necesidad de utilizarlos hasta la llegada de los esperados pilotos extranjeros en número suficiente.

« Con el fin de aprovechar las magníficas condiciones de aviador que poseía Urtubi, el jefe rebelde designó a un capitán de su confianza para acompañarle en sus vuelos, haciendo al mismo tiempo de bombardero. Este capitán, desde su puesto y con una pistola en la mano durante todo el tiempo que duraba el servicio, creía posible dominar a su piloto por el miedo. Urtubi, desde el primer día, no tuvo más obsesión que encontrar la manera de escaparse, de huir de la zona rebelde, para pasar a la nuestra. Hacía aún más difíciles sus proyectos el severísimo régimen a que estaban sometidos los pilotos de tropa en los aerodromos rebeldes ; la estrecha vigilancia ejercida por los jefes facciosos les imposibilitaba ponerse en contacto con sus compañeros.

« El capitán, cada vez que bajaba del avión, después de haber realizado algún servicio, se jactaba de haber « domesticado al rojo ». A Urtubi no se le ocultaba la intención que tenían de utilizarle hasta la llegada de suficientes pilotos italianos y comprendía que, llegado aquel momento, al no ser ya necesarios sus servicios, el mismo capitán se « ocuparía » de él con la misma arma que tantas veces utilizó para amenazarle.

« Por fin un día, aprovechando la distracción de un oficial, Urtubi pudo apoderarse de una pistola, la guardó en el pecho y con ella durmió aquella noche. Al amanecer, Urtubi y su guardián montaron, como de costumbre, en el avión para prestar el primer servicio del día. Despegaron rumbo a la Península, y al pasar sobre el Estrecho de Gibraltar, Urtubi abandonó los mandos del avión, se encaró con el observador y, antes de que éste pudiera reponerse de su sorpresa, sin darle tiempo a realizar el menor gesto, le disparó el cargador completo, dejándole sin vida. Rápidamente y con gran sangre fría, cuando el aparato rozaba ya casi el agua, consiguió dominarlo y cuatro horas despues aterrizaba en el aerodromo de Getafe, cercano de Madrid.

« Al día siguiente de su llegada a nuestro territorio se nos presentó Urtubi a prestar servicio, renunciando a un permiso de varios días que se le había concedido. Y ya de su primer vuelo en defensa de la República regresó con el avión agujereado por balas fascistas.

« El comportamiento de Urtubi era ejemplar ; su elevada moral, inconmovible ; su entusiasmo, incansable ; Urtubi estaba siempre dispuesto con su aparato de caza, un viejo Nieuport, a combatir al enemigo.

« Intentar enumerar los actos heroicos realizados por Urtubi resultaría imposible, pues muchos de ellos son desconocidos de todos. Jamás hablaba de sí mismo, y su mayor ilusión era pasar desapercibido. Todos sus compañeros sentíamos por él una gran admiración y yo, que tuve ocasión de presenciar los innumerables actos de valor de nuestra diminuta aviación de aquellos días, comprendía que Urtubi era un caso verdaderamente excepcional. Mi temor constante era que algún día no pudiese este magnífico compañero regresar a nuestras líneas.

« Cuando empezó la retirada de Talavera, Urtubi fué destinado con su escuadrilla a un aerodromo cercano a este pueblo. Al realizar un servicio muy dentro del terreno enemigo, se encontró la escuadrilla con un numeroso grupo de aviones fascistas, con los cuales entablaron inmediatamente combate los tres aviones republicanos. Durante él fué derribado Urtubi.

« Todos dábamos a Urtubi por muerto, y para nuestra aviación fué un verdadero día de luto.

« Una semana más tarde me avisaron que en nuestras líneas había sido cogido un aldeano con un burro, que « debe ser un espía y que dice ser un aviador ». Era Urtubi.

« Al incendiarse su aparato, Urtubi pudo lanzarse con su paracaídas, llegando a tierra en un lugar despoblado. Salió en dirección de los montes más cercanos, adonde consiguió llegar, sin ser visto, cuando ya obscurecía.

« Pasó varios días escondiéndose de día y caminando de noche, comiendo lo que le daban los pastores. Un día, en las cercanías de un pueblo, vió ropa tendida, consiguió apoderarse de unos pantalones y una zamarra de campesino ; y vestido con estas ropas y acompañado de un burro, del que también logró apoderarse en las cercanías de otro pueblo, junto con una carga de paja, pudo recorrer durante tres días el campo ocupado por los rebeldes y llegar a nuestras líneas. Al intentar cruzar el frente de noche, faltó poco para que le fusilaran por espía.

« A la mañana siguiente de su llegada prestaba otra vez servicio, negándose a disfrutar un solo día de descanso. Urtubi tomó parte en innumerables combates, siendo derribado de nuevo, cayendo esta vez en nuestras líneas sin novedad. Sin entrar en detalles más extensos sobre sus hazañas de aquellos días, solamente mencionaremos que derribó doce aparatos enemigos.

« En los momentos más angustiosos del avance enemigo sobre Madrid, Urtubi partió para efectuar un vuelo de reconocimiento, y a punto ya de regresar a su base, le salió al encuentro una escuadrilla de seis aviones Fiat.

« Urtubi, como de costumbre, pilotaba un aparato de caza Nieuport. Durante el desigual combate, consiguió derribar a uno de los Fiat ; siguió luchando con los cinco restantes hasta que se le acabaron las municiones y con el aparato acribillado a balazos se lanzó sobre el Fiat que tenía más cercano, al cual consiguió embestir y derribar. Pero en el encuentro cayó el gran Urtubi y esta vez para no volver.

« La descripción de este último combate, que por su extraordinario heroísmo puede hacer dudar de su veraicdad, fué hecha por escrito y firmada por el piloto italiano contra el cual fué a chocar el avión de Urtubi, y que pudo salvarse en su paracaídas yendo a caer en nuestras líneas con una pierna rota. Yo hablé con él a los pocos días de haber sido hecho prisionero, y aquel hombre no encontraba palabras suficientes para expresar su admiración por el piloto del Nieuport que le había embestido con su aparato, después de haber agotado su munición.

« Así murió Urtubi.

« Muchas veces he recordado, durante la guerra mundial, la última hazaña de Urtubi. Fué el primer aviador en el mundo que llevó a la práctica el llamado, en términos aviatorios, « el espolonazo », que consiste en lanzarse sobre otro avión hasta chocar con él, recurso heroico para continuar la lucha cuando no se tienen municiones, cuando se está en una gran inferioridad o en cualquier otra circunstancia semejante ».

En busca de la síntesis

III (y último)

PROPAGANDA Y DERECHO

...« Pero suscribo íntegramente sus palabras (las de Pí y Sunyer), de que « lo que más conviene es un período de intensa y fervorosa propaganda »...

Luis de ARAQUISTAIN.

Nosotros creemos que las palabras, cuando se atienen a la Metafísica, y tratan de explicar ontológicamente las realidades, son algo más que palabras. Y para ello remitimos al lector a la « teoría de la intencionalidad » del filósofo austríaco Brentano. Pero aunque fuéramos empedernidos nominalistas como el señor Arakistain, nosotros tenemos un término ontológico que expresa la realidad vasca, la realidad psicológica juntamente con la realidad anímica, y dicha palabra es Nación, y el movimiento político conducente al logro del Estado autónomo designamos « nacionalismo ». Pero si las palabras confunden y asustan mentes tan preclaras, no hay inconveniente en poner entre paréntesis dichas palabras, suspendiendo juicios apriorísticos y excesivamente revolucionarios, para la mejor inteligencia de los demócratas, y en favor de un mayor positivismo político. Y una vez que hemos hecho tan denodado sacrificio, una vez que hacemos semejante « renuncia

formal » vayamos a crear realidades, « hablemos de realidades »...

Don Luis de Arakistain resume los obstáculos del frustrado intento teórico de « La Comunidad Ibérica de Naciones », según su observación directa (?)de la realidad psicológica de los españoles. Dice :

« La inmensa mayoría de los españoles recibiría con agrado la unión con Portugal, pero con desagrado si como condición previa tuvieran que reconocer el rango de naciones independientes, como lo es Portugal, a las Regiones Autónomas de España. La mayoría de los portugueses, por su parte, empezará a ver con disgusto o por lo menos con recelo la unión con España, por razones que están en la conciencia de todos nosotros, y aun suponiendo que depusieran algún día esa actitud, como deseamos y esperamos, es probable o por lo menos posible, que les disgustara cualquier equiparación en jerarquía nacional a las Regiones Autónomas ; esta es una cuestión psicológica que, como todas las demás, no podemos resolverla « a priori »... » (Sic).

Por todo argumento, el señor Arakistain esgrime la consideración de la realidad psicológica de los españoles, más la suspicacia de los portugueses, de verse equiparados en jerarquía nacional con las Regiones Autónomas.

Mas la propaganda no se puede realizar poniendo por delante inconvenientes de ese tipo psicológico, porque la propaganda, entre otras cosas, intenta alterar esa « realidad » para producir efectos favorables a la libertad de los pueblos distintos en un conjunto armónico y equilibrado. Y si « a priori » no se puede tratar de nada de ello, la propaganda se tiene que conducir « unilateralmente ».

Cuando los españoles dicen mal de la propaganda autonomista alegan motivos de particular molestia. Es también una molestia unilateral. Pero nuestra propaganda, si es democrática, no puede ser contenida por dichos impedimentos, pues nuestro movimiento intelectual pretende, justamente, hacer ridículas y anacrónicas dichas prevenciones.

A nosotros no se nos ocurriría impedir la propaganda socialista porque nos cause molestias, por el contrario queremos la realización positiva del socialismo, justamente, porque queremos llegar a la realización de la positividad sociológica, a la integración de todos los puntos de vista en la razón democrática y republicana de nuestro movimiento, que no es excluyente de cuanto signifique positividad humana.

Pero, las supuestas molestias que se causan, ¿ por qué han de ser consideradas « unilateralmente » ? **En una monografía reciente** (Sociedad de Estudios Socialistas Vascos. — « De la transición del Liberalismo al Socialismo) »... hemos mostrado la aparición del « separatismo » por causas psicológicas. (Véase « Sabino de Arana y la generación del 98 ».)

El desagrado de los vascos y catalanes, ante la realidad española de fines del siglo XIX, produjo el movimiento nacionalista en ambos países.

También hemos demostrado que los hombres de la « Generación del 98 » — después del desastre de Cuba —, Sabino Arana, Pablo Iglesias, Pí y Margall, Unamuno, Baroja, etcétera, etcétera, coincidían todos negativamente en denigrar y denostar la política « oficial » de la Restauración, del Centralismo, y, como consecuencia, odiaban el **falseamiento** de la Historia de España. Recababan para los pueblos respectivos una más importante y decorosa actuación ; exigían la « libertad de los pueblos » respectivos de aquel reino de la ficción y de la mentira.

Si el movimiento popular y democrático tiene en la España contemporánea tales antecedentes, hemos de ser optimistas en la eficacia de nuestra propaganda, ya que no hay obstáculos de índole intelectual que hagan incompatible **el nacionalismo vasco con un socialismo humanista.**

« Por todas estas consideraciones y muchas otras que podría alegar — dice don Luis de Arakistain —, de análoga naturaleza, entiendo que el camino a seguir es aceptar la realidad de nuestros países tal cual es y esforzarnos por elevarnos a través de ella a la región de las abstracciones políticas o conceptos »... (Sic).

Al término de estos tres artículos que hemos escrito « En busca de la síntesis », podemos aceptar íntegramente la frase entrecomillada y apostillada de don Luis de Arakistain. Ya que la observación de la realidad psicológica de los vascos hará por siempre aceptable un término o palabra que, metafísico, fenomenológico, o nominal, expresa el derecho indiscutible de los vascos a su propio Gobierno ; expresa un estado del alma popular de decidida afirmación de la personalidad autóctona vasca ; manifiesta una firme voluntad de coexistencia orgánica y autodeterminante ; en una Comunidad de tipo Confederal...

Don Luis de Arakistain ha previsto ésto, cuando alega :

« Fijar las facultades o los derechos que cada componente de la unión considera como irreductibles o inalienables.

» A mi juicio, la más importante de estas categorías de órganos o facultades o derechos es la primera : lo común antes que lo diferencial. Pues nuestros afanes, si no me engaño, deben orientarse a hallar y plasmar algún día una mayor integración de todos los pueblos peninsulares y no a desintegrarlos más de lo que están. En esta obra de integración ibérica, yo estoy seguro que los vascos y catalanes, por de pronto, sea cual fuere el rango nominal, serían factores no sólo muy influyentes, sino acaso preponderantes, en la organización común, y de esta manera, acreditada de nuevo su competencia y eficacia en la práctica histórica, adquirirían de hecho y de derecho, en la experiencia colectiva peninsular, lo que hoy sólo es, queramos o no, una aspiración unilateral. »

Transcriptas las anteriores palabras de don Luis de Arakistain, sólo cabe hacer justicia a su contradictor teórico, don Manuel de Irujo, que tan bien ha fundamentado « apriorísticamente » **el Derecho vasco** a su libertad y a la autodeterminación, en el libro histórico « La Comunidad Ibérica de las Naciones ». (Editorial Ekin. — Buenos Aires.)

OTARBE.

Editorial EKIN

Libros de la Editorial **Ekin** en venta en **Euzko-Deya**, de París :

Pinceladas vascas, por Pierre Loti - Campion - Iturralde ..	75 frs.
La aportación vasca al derecho internacional, por J. de Galíndez	75 »
El Conde de Peñaflorida y los Caballeritos de Azcoitia, por J. de Aralar	75 »
La democracia en Euzkadi, por J. de Ariztimuño	150 »
Orígenes prearios del Pueblo Vasco, por E. de Gandía	75 »
Los adversarios de la libertad vasca, por J. de Aralar	150 »
Estampas vascas, por Constantino del Esta	75 »
Riqueza y economía del País Vasco, por A. de Soraluce ..	75 »
Corsarios y colonizadores vascos, por Michel de Iriart ..	75 »
Instituciones jurídicas vascas, por Manuel de Irujo	75 »
Breve historia del País Vasco, por I. López Mendizábal	75 »
Ignacio de Loyola y Francisco de Xabier, por Pedro de Basaldúa	150 »
El País Vasco, por I. López Mendizábal	150 »
Los vascos y las Cruzadas, por A. de Lizarra	75 »
Rosas de Ninive, por Gabriel de Buirrun	105 »
Argentina !, por J. de Vidaurreta	120 »
Cultura biológica y arte de traducir, por Justo de Gárate	150 »
Principales conflictos de leyes en la América actual, por J. de Galíndez	150 »
La Comunidad Ibérica de Naciones, por Armando Cortesao, Manuel de Irujo, Luis Araquistain y Carlos Pí y Sunyer	120 »
Los vascos en el Madrid sitiado, por Jesús de Galíndez ..	120 »
Los vascos y la República Española, por A. de Lizarra ..	120 »
Inglaterra y los vascos, por Manuel de Irujo	180 »
Con los alemanes en París, por Pedro de Basaldúa	105 »
De Vasconia a Buenos Aires, por A. J. Garaico Echea ..	120 »
Joañixio (en euzkera), por Irazusta'tar Jon Andoni	150 »

Suscríbase usted à :

EUZKO DEYA

EUSKAL = ORRIYA

Patxi Odolurdiñ

Por la gracia de Dios
Kaudillo zana,
Gaur regente-errege
Porque le da la gana.

Ezjakin batzuk besterik ez gera ! Galleguak odol gorri berokoak ziralakoan geunden, baña gure uste onekin okerbidean giñala garbi aitortu bearrean gera gaur.

Guk ezagutzen degun bat, Franko Baamonde, **masoia** lembizi, **jeneralisimo** gero, **kaudillo por la gracia de Dios** geroago eta gaur bakal edo errege danak, zañetan odol urdiñ jatorrenetakoa ez darama ba ! Ez geñikien ezertxo ere ! Gure ustetan **Francisco Javier de Parma, Don Juan, Don Jaime** eta beste **Don** batzuek zañetan odol urdiña daramatela bageñikien, baña galleguen odol agerketak arrituta utzi gaitu.

Beti gu bildurtiak gizon onekin jateko perretxiku ona etzala-ta, baña gure mendietako gibelurdiñ onena baño obeagoa ertendu, ta jakiña !, gibel urdindunak ezin ba odol gorririk eman, baizik urdiña. Tira ba ! Beste errege bat geiago, Patxi Odolurdiñ !

.....

Doixtar eta italiarren laguntzakin irabazitako gudaren sortzigarren urteurrena zala-ta, aurten ere, Jorralla'ren l'an, Madrid eta beste uri aundi batzuetan **palanjista** eta gudari indarrak **despilatu** dira « Garaitza Egun » ori ospatuaz. Aurtengo jaiak ez omen dira beste urtetakoak bezin bero eta zaratatsuak izan. Ozte gutxiago eta bera otzagoa iñoiz baño.

Baña jaiok berotu nairik eta tanborradia erbestekuak entzun zezaten, Franko'k etxea leiotik bera bota du, itzaldi baten bidez aginduaz **Kortietara** edo Batzar Nagusira (berak ipiñiak, ez erriak autuak) lege bat aurkestera dijoala, **palanjismoen** aroa España'n igaro dala ludiari jakin arazi eta Bakalkaltza edo Monarkia, bera buru dala, jakiña !, oñarritzera duala.

Batzarreko jauntxoak berak ateratako txitak diralarik, ez dago esan bearrik ollalokien « klo-klo »'ari jarraituko diotela « pio-pio » abestuaz txitok. Au bidezkoa da. Ala, errege-ordeko izendatzea ere, bai.

Eta zerk eragin dio Patxiri erteera onekin agertzeko ? Barrenen dauden erregezaleak atzipetutzeko asmoz batetik, erbestean diran erkal-indarral eten bestetik eta ONU'rinolabait **erroskillia** egin nairik, **zirkoko pallasuen** erteera onek iñor ez du atzipetu ta gutxigo arritu, ba bere jaurbidearen (errejimenanen) azken larriak geiago azaleratzea besterik ez du egin eta.

Nai badu ardi larruz jastea dauka ; nai badu odolez aldatu eta burestuna (koroia) buruan sartu ta urre-zigorra (zetroa) eskuan artu : alperrik dabill. Geiegi ezagutzen dute, bai barrenen eta bai etxetik kanpo diran guziak. Au ala dala baiezteko, emengo ta erbesteko izparringiak irakurri besterik ez dago. Denak, parrez ta iseka artu dute berri au. Askok **karikatura** xelebra ta isekariak dakarte Patxi Odolurdiñ besapian burestuna estu-estu daukala, bateon batek kentzeko bildurrez edo.

Ez bakaldar edo erregazaleak, ez elkaldar edo errepublikanoak eta ezta ere erbesteko iritziak ez dute ba aintzakotzat Odolurdiñen itzaldi ta agindua artu. Don Juan'ek erantzun dio. Bere eskubideak (?) Patxi'n erri-konponketakin ez daukala ze ikusi, diño. Eta luzekizun geiago gabe eta guzien onerako, pakepakean alde egitea dala bere barrenbearkuna, bukatzen du esanaz erantzunak.

Guk ez daukagu erantzun bearrik. Erbesteko indarrakin erriari lapurtutako almen ta azkatasuna, jabeari, au da, erriari, itzuli beza. Au da katolikoari kristau-ikasbideak agintzen diona. Baña gorago esan degu : katolikoa baño lenago masoia ba zan eta ba da.

BASTARRIÑA.

Itxaropena'ri

Itxaropena zu zera
gure izate guzia
zuri begira bizi gera
izen miragarria.

Jaiotzen geran egunetik
gure bidean zera jartzen
eta gure biotzetatik
etzera geiago ateratzen.

Atsekabe eta neketan
eskua luzatzen dizugu
eta zure ego zabaletan
atseden artutzen degu.

Aberritik erbestetuta
noiz ikusiko argia
zure magalian kuxkurtuta
gaudenaren bizia.

Maitasunez urtutzen
dagon andereño gaztiak
zuregana ditu biurtzen
biotz eta begiak.

Itxas gizona ekaitzaren
atzaparretan ia galduan
estu ta larri egon arren
zu zaude bere gogoan.

Zure biotz barrenean
atsegintegia degu arkitu
eta eriotza aurrez ikustean
betikotasunaz gera oroitu.

Atoz eta erakutsi dazu
zure arpegi ederra
irrikitzen naukazu
¡ MIRAGARRIA zera !

BALENDIÑE.

Irakurri
eta
zabaldu
Euzko-Deya

Euzkadi'ri agur

Agur, aberri maitagarria.

Zure arkaitzak astintzen ditun itsaso sumiña bezin kementsua, ego-aizeari jasotako ormatzar antzera zaitzen zaituzten mendi eder aundiak bezin irmoa,

mandi oietan jaio ta murmur ixilkaitza lagun dutela, aitzez aitz, egi zear, zillar aritxo iduri, ibarreratu, ta ezkereskubi datozkien errekatxoen eskeintzaz gizendurik ainbeste ola darabizkiten ibaiak bezin langillea,

ugolderik burrubatsuena baño gogorra-
[goa asarrean,
txoriñorik pirripiolariena baño abesla-
[riagoa alaialdian,

eresi ta dantza iturria,

biyarko euzkoen seaska ta atzokoen
[illobia,

agur.

Erri agintearren aintzindari izan ziñan ; itsasoak bide egin zizuten ; mendi gallurrak makurtu zitzaizkizun ; lan tresnak azkatasun aldezko izkillu biurtu zenitun, ta... edestirik gabea zerala badiote, iñoiz iñor menderatu nairik nabaitu ez dezulako da.

¡ Edestirik gabea zu,

Erroma ta Gotarrak oinperatueziña,
Orreaga ta Arrigoriaga'n garaile,
Lartaun eta Loreti'ren jaioterria,
bale arrantzaleakin iñor baño lenago
[Ameriketaratua,
Elkano'rekin ludiarin lenen bira emana,
Iñaki donearrekin Josu'ren gudatalde
[sortzallea,
Jabier'ekin Sorkalde kristautzalle zeran
[ori,

edestigabea, beraz ! !

¡ Ene Aberri laztana ! Zure zelai orlegietako belardietan atseden billa bezela zabuldutako etxe txurietatik zerurontz dijuan ke matasarekin egan, zure gari itsaso ta zumitz zingira gorrixken bulunbai begira.

ardi otsanen arran kulunka entzunaz, soroan nekaziriekin artajorran, basoan aizko lariekin enbor lurreratzen edo ta ikazkiñakin txondar jasotzen aritu,

oroigaiz betetako uri ta errizkak ikertu, ta ingizartegietako auts artetik atera ta iñork usmatugabeko edesti zatiak aztertu ondoren,

irakin bea rrean nabari det zañetan nere euzko odol garbia.

Aitzak zure antziñatasuna dakarkidate oroimenera, zure semeen kemena burnimeatz ak, zure emakumeen leialtasuna basetxe orma txuriak.

Gure asabak zure alde ixuritako odol tantotzat artu ditezke urdamutur gorrigorriak.

Asmo zindoz datorrenari irikitako beso maitekorrak dirala esango nuke zure bideak.

Ta eguzki ak berak, zure argimutil izatearekin alaiturik, bere izpi bizigarrien laztanpean zaukan maitalea dirudi.

Ta azkenik, ene maitea, zerori ta zure lege bikañak bezin zar, sendo, zindoa dan aritzaren gañean, beti zure goiburu Gurutze Donea dakust, inguratzen gaitun negu otz illunean goi argilari bakar zure mendi buruetan, laguntzalle berdingabe zure erri ta bideetan, ta zaitzalle kutun zure illobietan.

Euzkadi zoragarria, nik maite zaitut.

Le Gérant : *Albert P. Prieur.*

S. P. I., 4, Rue Saulnier — PARIS (9e)